



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

# **CONSULTATIONS**

**EN PRÉPARATION DE LA 45<sup>ème</sup> SESSION  
DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES  
SUR LES DROITS DE L'HOMME**

**LES 23-24 JANVIER 1989**

**Canada**



Le stationnement est très limité à l'Edifice Lester B. Pearson.  
Nous suggérons le transport public (autobus 3 ou 6) ou le taxi.  
Le tarif régulier de l'autobus, durant la période de pointe  
(6h00-8h30 et 15h00-17h30), est de \$1.70 et celui du taxi,  
approximativement \$4.50 du centre ville. Le Ministère des  
Affaires extérieures est situé au 125 Promenade Sussex.

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

TABLE DES MATIERES

1. Lettre du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
2. Ordre du Jour
3. Ordre du jour de la Commission des droits de l'homme
4. Etats membres de la Commission des droits de l'homme
5. Campagne mondiale d'information publique sur les droits de l'homme
6. Rapport sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant
7. Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement
8. Etat des instruments internationaux relatifs aux droits de la personne
9. Projet de Déclaration sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et sur l'indépendance des avocats
10. Rapport sur les questions relatives aux autochones
11. Rapports par pays
12. Récentes déclarations sur les droits de la personne

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

Produced by  
**Plastex**  
PAPER PRODUCTS

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.  
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C. P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures  
OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

le 10 janvier 1989

Chers participants,

Nous avons commémoré en 1988 le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cet anniversaire fut marqué par de nombreuses activités à travers le monde, dont l'attribution au mois de décembre de cinq prix pour les droits de l'homme par le Secrétaire-Général des Nations Unies. Le professeur John Humphrey de l'Université McGill reçut l'un de ces prix. Le professeur Humphrey joua un rôle crucial lors de la rédaction et de l'adoption de la Déclaration en 1948; il a continué depuis lors à travailler sans relâche dans le domaine des droits de la personne. Le prix reconnaît sa contribution au développement et à la protection des droits de la personne.

Ainsi, l'attitude du Canada quant aux droits de la personne se trouve renforcée par la connaissance et l'expérience d'individus tel que le professeur Humphrey. C'est pourquoi j'attache tant de valeur aux consultations qui précèdent la session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Le partage d'informations sur les questions thématiques et sur les conditions qui ont cours ailleurs dans le monde est, j'en suis convaincu, tout aussi utile pour les Ministres et les fonctionnaires que pour les Canadiens qui sont préoccupés par le sujet.

C'est avec grand plaisir que j'ai annoncé au mois d'août dernier la nomination de Mme Raynell Andreychuk, présentement haut-commissaire au Kenya avec accréditation en Ouganda, en Somalie et aux Comores, à la tête de la délégation canadienne à la prochaine session de la Commission des Droits de l'Homme. Mme Andreychuk a rempli diverses fonctions, dont celle de juge à la cour provinciale de la Saskatchewan. Son expérience est complétée par une large participation à des organisations communautaires et bénévoles. J'ai donné à Mme Andreychuk l'instruction de maintenir une présence canadienne forte pendant

.../2

2

3

4

5

6

7

8

9

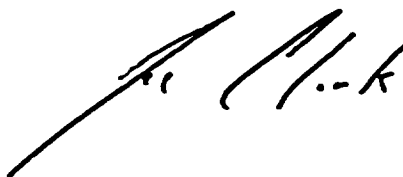
10

11

12

la session de la Commission. En effet, le Canada a été élu au printemps dernier pour servir parmi les quarante-trois membres de la Commission. Conséquemment, grâce à votre aide, le Canada aura la possibilité de jouer un rôle de premier plan lors de cette session.

Je vous prie d'agréer, chers participants, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. M. K.', written in a cursive style.

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12



CONSULTATIONS ENTRE LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES EN PRÉVISION  
DE LA 45<sup>e</sup> SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE  
L'HOMME DES NATIONS UNIES  
(FÉVRIER-MARS 1989)

---

Édifice Lester B. Pearson  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)

les 23 et 24 janvier 1989

ORDRE DU JOUR

Le lundi 23 janvier

8 h 30	Inscription et café	Hall de la Salle de conférence
9 h 15	Remarques préliminaires et séance plénière d'ouverture	Salle de conférence
9 h 30	Détentions; disparitions forcées; pactes internationaux sur les droits de la personne; intolérance religieuse; minorités; torture	Salle de conférence
10 h 30	Café	Hall de la Salle de conférence
10 h 45	Reprise de la discussion	Salle de conférence
12 h 30	Déjeuner (sandwich)	Tour A, 9 <sup>e</sup> étage
14 h 00	Discrimination raciale; rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; autres approches et façons, au sein du système de l'ONU d'améliorer le respect réel des droits de la personne et des libertés fondamentales (diffusion d'informations, entre autres); services consultatifs	Salle de conférence
15 h 15	Café	Hall de la Salle de conférence

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

15 h 30	Droits de l'enfant; droit de promouvoir les droits de la personne	Salle de conférence
16 h 30	Questions relatives aux autochtones	Salle de conférence
17 h 15	Autres questions	Salle de conférence

Le mardi 24 janvier

8 h 30 à 10 h 30	Atelier I sur les Amériques	Salle de conférence
8 h 30 à 9 h	(Antilles)	
9 h à 10 h 30	(Amérique centrale)	
10 h 30 à 10 h 45	Café	Hall de la Salle de conférence
10 h 45 à 12 h 30	Atelier I sur les Amériques (Amérique du Sud)	Salle de conférence

Ou

8 h 30 à 10 h 15	Atelier II sur l'Europe (Pays de l'Europe de l'Est)	Auditorium
10 h 15 à 10 h 30	Café	Hall de la Salle de conférence
10 h 30 à 12 h 30	Atelier II sur l'Europe (Europe de l'Est (suite) et Europe de l'Ouest)	Auditorium
12 h 30	Déjeuner	
13 h 30 à 14 h 45	Atelier III sur l'Afrique et le Moyen-Orient (Pays du Moyen-Orient)	Auditorium

14 h 45 à 16 h 15	Atelier III sur l'Afrique et le Moyen-Orient (Pays d'Afrique)	Auditorium
	<u>Ou</u>	
13 h 30 à 14 h 45	Atelier IV sur l'Asie (Pays de l'Asie et du Pacifique-Sud)	Salle de conférence
14 h 45 à 16 h 15	Atelier IV sur l'Asie (Pays de l'Asie et du Pacifique-Sud (suite) et d'Asie du Nord)	Salle de conférence
16 h 15 à 16 h 30	Café	
16 h 30	Évaluation des consultations	Salle de conférence

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12



Conseil Economique  
et Social

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

DEC 9 1988

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1989/1  
18 octobre 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

RETOURNER A LA BUREAU DU MINISTERE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-cinquième session  
30 janvier-10 mars 1989

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Note du Secrétaire général

Durée et lieu de la session

1. La quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 30 janvier au 10 mars 1989. La première séance s'ouvrira à 11 heures, le lundi 30 janvier 1989.

Ordre du jour provisoire

2. L'ordre du jour provisoire dont la Commission a pris note à sa quarante-quatrième session est reproduit ci-après (voir E/1988/12, par. 600 à 609).

Groupes de travail préparatoires

3. Un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, à composition non limitée, devrait se réunir du 28 novembre au 9 décembre 1988, en vue d'achever la deuxième lecture du projet de convention relative aux droits de l'enfant (résolution 1988/75 de la Commission et résolution 1988/40 du Conseil économique et social).

4. En outre, quatre groupes devraient se réunir avant l'ouverture de la quarante-cinquième session de la Commission pour examiner les points suivants :

a) Point 8 a) : le Groupe de travail d'experts gouvernementaux sur le droit au développement (résolution 1988/26 de la Commission, décision 1988/128 du Conseil économique et social) devrait se réunir du 22 au 27 janvier 1989,

4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

b) Point 12 b) : un groupe de travail composé de cinq membres de la Commission devrait se réunir du 22 au 27 janvier 1989 pour examiner les situations renvoyées à la Commission par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1970 (décision 1988/103 de la Commission, décision 1988/127 du Conseil);

c) Point 16 : le Groupe de trois membres de la Commission désigné en application de l'article IX de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid devrait se réunir du 22 au 27 janvier 1989 pour examiner les rapports soumis par les Etats parties conformément à l'article VII de la Convention (résolution 1988/14 de la Commission);

d) Point 23 : un groupe de travail à composition non limitée créé pour préparer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes ou organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (résolution 1988/71 de la Commission, résolution 1988/39 du Conseil économique et social), devrait se réunir du 22 au 27 janvier 1989.

#### Groupes de travail de session

5. S'agissant du point 20 de l'ordre du jour, la Commission a décidé, par sa résolution 1988/64 de créer, à sa quarante-cinquième session, un groupe de travail à composition non limitée afin de poursuivre l'examen du projet de déclaration révisé sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques présenté par la Yougoslavie, en tenant compte de tous les documents pertinents.

6. Toutes décisions ou résolutions susceptibles de modifier l'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de la Commission que pourraient prendre l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session et le Conseil économique et social à sa session d'organisation de 1989 seront portées à l'attention de la Commission dans un additif au présent document. L'ordre du jour annoté se rapportant aux points énoncés dans l'ordre du jour provisoire sera publié dans un autre additif.

Ordre du jour provisoire

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Organisation des travaux de la session
4. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine
5. Question des droits de l'homme au Chili
6. Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts
7. Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe
8. Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation des droits de l'homme et notamment :
  - a) Problèmes relatifs au droit à un niveau de vie suffisant, droit au développement,
  - b) Effets que l'ordre économique international injuste existant actuellement exerce sur l'économie des pays en développement, et obstacle que cela constitue pour la mise en oeuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales,
  - c) La participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme.
9. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère
10. Question des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque, de détention ou d'emprisonnement, en particulier :
  - a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,
  - b) Etat de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,
  - c) Question des disparitions forcées ou involontaires.

4

5

6

7

8

9

10

11

12

11. Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la Commission, autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme
12. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :
  - a) Question des droits de l'homme à Chypre,
  - b) Etude des situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa quarante-quatrième session,
13. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant
14. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants
15. Le rôle des jeunes dans la promotion et la protection des droits de l'homme y compris la question de l'objection de conscience au service militaire
16. Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid
17. a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale,
  - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.
18. Etat des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
19. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa quarantième session
20. Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques
21. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme



22. Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction
23. Elaboration d'une déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus
24. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-sixième session de la Commission
25. Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa quarante-cinquième session.

4

5

6

7

8

9

10

11

12

Plastex Corporation  
10000  
10000

4

5

6

7

8

9

10

11

12

# ÉTATS MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, 1989

## Question

Créée en 1946, la Commission des droits de l'homme a pour fonction première de faire des recommandations et de rédiger des rapports concernant les déclarations ou conventions internationales, les conventions sur les droits civils, la liberté de la presse, la protection des minorités, la prévention de la discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion, et toute autre question relative aux droits de la personne. Les 43 membres de la Commission sont élus pour un mandat de 3 ans par le Conseil économique et social.

Pendant la Session de 1989, la Commission sera composée comme suit:

### États africains

Botswana	(1990)*
Éthiopie	(1991)
Gambia	(1990)
Maroc	(1991)
Nigéria	(1990)
Rwanda	(1989)
Sao Tome-et-Principe	(1989)
Sénégal	(1989)
Somalie	(1989)
Swaziland	(1991)
Togo	(1989)

### États asiatiques

Bangladesh	(1991)
Chine	(1990)
Chypre	(1991)
Inde	(1991)
Iraq	(1989)
Japon	(1990)
Pakistan	(1989)
Philippines	(1989)
Sri Lanka	(1990)

### États d'Amérique latine

Argentine	(1990)
Brésil	(1989)
Colombie	(1991)
Cuba	(1991)
Mexique	(1989)
Panama	(1991)
Pérou	(1990)
Venezuela	(1990)

### États d'Europe de l'Ouest et autres

Belgique	(1991)
Canada	(1991)
États-Unis	(1989)
Espagne	(1990)
France	(1989)
Italie	(1989)
Portugal	(1990)
République fédérale d'Allemagne	(1990)
Royaume Uni	(1990)
Suède	(1991)

### États de l'Europe de l'Est

Bulgarie	(1990)
République démocratique d'Allemagne	(1989)
RSS d'Ukraine	(1991)
URSS	(1991)
Yougoslavie	(1989)

\*Indique l'année où prend fin le mandat.

5

6

7

8

9

10

11

12

FRANCIS & TAYLOR  
PUBLISHERS  
LONDON

5

6

7

8

9

10

11

12



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/43/711  
18 octobre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
Point 104 d) de l'ordre du jour

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE  
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER  
LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES  
LIBERTES FONDAMENTALES

Développement des activités d'information dans le domaine  
des droits de l'homme

Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1	3
II. HISTORIQUE .....	2 - 18	3
A. Diffusion du message sur les droits de l'homme	4 - 5	3
B. Commémorations et anniversaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme .....	6 - 11	4
C. Services consultatifs et programmes de formation	12 - 14	7
D. Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme .....	15 - 18	8
III. ACTIVITES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR CELEBRER LE QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME .....	19 - 56	10
A. Documentation d'information .....	22 - 34	11

6

7

8

9

10

11

12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
B. Documentation de référence .....	35	13
C. Affiches, photographies et autres supports d'information .....	36 - 39	14
D. Documentation audio-visuelle .....	40 - 42	14
E. Information concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies .....	43 - 44	15
F. Ateliers et cours de formation en 1988 .....	45 - 49	15
G. Coopération pour l'organisation d'ateliers, de cours de formation et d'autres activités .....	50 - 51	16
H. Bourses de formation et stages .....	52	17
I. Conférences de presse et interviews à la radio et à la télévision .....	53	17
J. Activités concernant la Journée des droits de l'homme .....	54 - 56	17
IV. COORDINATION AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES ET COOPERATION AVEC LES GOUVERNEMENTS, LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET NON GOUVERNEMENTALES ET LES INSTITUTIONS REGIONALES ET NATIONALES POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ....	57 - 62	18
V. DIFFUSION .....	63 - 64	20
VI. CAMPAGNE MONDIALE D'INFORMATION SUR LES DROITS DE L'HOMME .....	65 - 88	20
A. Introduction .....	65 - 67	20
B. Aperçu général .....	68 - 81	21
C. Aperçu des activités prévues .....	82 - 88	24

## I. INTRODUCTION

1. A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté sans vote la résolution 42/118 sur le développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme. Au paragraphe 3 de cette résolution, elle a prié le Secrétaire général de lui présenter "à sa quarante-troisième session, un rapport sur l'opportunité d'entreprendre en 1989, à l'aide des ressources disponibles, une campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et d'indiquer dans son rapport les grandes lignes des activités prévues". La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1988/74 de 1988, s'est félicitée de cette demande et a prié le Secrétaire général de demander aux Etats Membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales de lui communiquer leurs vues sur les tâches à inclure dans les grandes lignes des activités prévues afin de les inclure dans le rapport. Le présent rapport donne suite à ces demandes.

## II. HISTORIQUE

2. L'intérêt des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales découle directement du fait que la communauté internationale a pris conscience de ce que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde, ainsi que de l'engagement pris, pour cette raison, par les Etats Membres des Nations Unies, d'assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3. La Charte des Nations Unies a entre autres pour but d'instaurer la coopération internationale "en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". Dans le préambule, les peuples des Nations Unies se disent résolus "à proclamer à nouveau [leur] foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites". Le membre de phrase "en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales" apparaît, avec de légères variantes, à l'Article premier, sur les buts et principes des Nations Unies; à l'Article 13, sur les fonctions et pouvoirs de l'Assemblée générale; à l'Article 62 sur les fonctions et pouvoirs du Conseil économique et social; et à l'Article 76 sur les fins essentielles du régime international de tutelle. L'Article 56, en particulier, demande aux Etats Membres des Nations Unies d'agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, qui comprennent la promotion d'un "respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

### A. Diffusion du message sur les droits de l'homme

4. Dans sa résolution 217 D (III) du 10 décembre 1948, l'Assemblée, qui venait d'adopter la Déclaration universelle des droits de l'homme, a considéré que l'adoption de la Déclaration constituait un acte historique, destiné à affermir la paix mondiale grâce à la contribution des Nations Unies et a demandé que le texte

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

de la Déclaration ait une diffusion vraiment populaire et universelle. En particulier, elle a recommandé aux gouvernements des Etats Membres de manifester leur fidélité à l'Article 56 de la Charte des Nations Unies en ne négligeant aucun des moyens en leur pouvoir pour publier solennellement le texte de la Déclaration et, ensuite, pour faire en sorte qu'il soit distribué, affiché, lu et commenté principalement dans les écoles et autres établissements d'enseignement, sans distinction fondée sur le statut politique des pays ou des territoires. De plus, elle a prié le Secrétaire général de donner à la Déclaration une très large diffusion et, à ces fins, de publier et faire distribuer les textes non seulement dans les langues officielles, mais encore, dans la mesure de ses moyens, dans toutes les langues possibles et a invité les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales du monde à bien vouloir faire leur possible pour porter la Déclaration à la connaissance de leurs membres.

5. Quant à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, l'Assemblée générale, dans sa résolution 795 (VIII), en date du 3 novembre 1953, a prié le Secrétaire général de continuer à prendre toute mesure utile pour que le texte de la Convention ainsi que son caractère et ses buts bénéficient de la diffusion la plus étendue. De même, en 1959, l'Assemblée générale ayant adopté la Déclaration des droits de l'enfant dans sa résolution 1387 (XIV), en date du 20 novembre 1959, a recommandé aux Etats Membres, aux institutions spécialisées intéressées et aux organisations non gouvernementales appropriées de donner la plus large publicité possible au texte de la Déclaration des droits de l'enfant, et a prié le Secrétaire général de donner à la Déclaration une très large diffusion et, à cette fin, d'utiliser tous les moyens dont il [disposait] pour en faire publier et distribuer le texte dans toutes les langues possibles. En 1963, à l'occasion de l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'Assemblée a prié les gouvernements des Etats Membres et les organisations non gouvernementales de diffuser le plus largement possible le texte de la Déclaration en utilisant tous les moyens dont ils [disposaient], notamment tous les moyens appropriés de communication. La Convention internationale sur le même sujet a été adoptée par l'Assemblée générale deux ans plus tard et, dans sa résolution 2106 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée, considérant qu'il convenait de faire connaître dans le monde entier le texte de ladite convention, a prié les gouvernements des Etats et les organisations non gouvernementales d'assurer le plus large retentissement au texte de cette convention en utilisant tous les moyens à leur disposition, notamment tous les moyens d'information appropriés; et a prié le Secrétaire général d'assurer une diffusion large et immédiate à la Convention. Les mêmes demandes ont été faites à propos de tous les instruments concernant les droits de l'homme adoptés ultérieurement.

B. Commémorations et anniversaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme

6. L'Assemblée générale, dans sa résolution 423 (V) du 4 décembre 1950, a invité tous les Etats et toutes les organisations intéressées à adopter le 10 décembre de chaque année comme Journée des droits de l'homme, à célébrer, ce jour-là, la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale, le 10 décembre 1948 et à multiplier leurs efforts pour faire réaliser à l'humanité de nouveaux progrès dans ce domaine. L'Assemblée générale a considéré



que tous les pays devraient, dans un commun effort pour faire connaître la Déclaration aux peuples du monde, célébrer comme il [convenait] l'anniversaire de cet événement. Enfin, elle a rendu hommage à tous les pays qui [avaient] déjà célébré cet anniversaire, avant même l'adoption de la résolution.

7. La Commission des droits de l'homme, à sa douzième session, en 1956, a exprimé le souhait, dans sa résolution VI que des plans soient établis pour la célébration la plus large possible de ce dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 651 B (XXIV) de 1957, a prié instamment tous les Etats Membres de célébrer le dixième anniversaire de la Déclaration et a recommandé à tous les Etats Membres d'examiner l'opportunité de constituer un comité national afin de planifier la célébration de cet anniversaire; et a invité les institutions spécialisées et autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à collaborer. Dans sa résolution 1775 (XVII) du 7 décembre 1962, l'Assemblée générale a souligné que la mise en oeuvre de mesures destinées à marquer le quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme était de nature à encourager davantage le respect universel et l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, tels qu'ils étaient énoncés dans la Déclaration. Dans sa résolution 1961 (XVIII) du 12 décembre 1963, l'Assemblée générale a désigné l'année 1968, qui marquait le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle, Année internationale des droits de l'homme. Dans sa résolution 2081 (XX) du 20 décembre 1965, l'Assemblée a décidé que :

"afin de promouvoir davantage les principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, de développer et de garantir les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, de mettre fin à toute discrimination et à tout déni des droits de l'homme et des libertés fondamentales fondés sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou la religion et de permettre notamment l'élimination de l'apartheid, de convoquer, en 1968, une conférence internationale des droits de l'homme, qui [serait] chargée :

a) De passer en revue les réalisations enregistrées dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme;

b) D'évaluer l'efficacité des méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la pratique de la politique d'apartheid;

c) De formuler et de préparer un programme de nouvelles mesures à prendre par la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme."

8. Le programme approuvé par l'Assemblée générale, et annexé à la résolution 2081 (XX), donnait la priorité à l'élimination de certaines pratiques constituant quelques-unes des formes les plus choquantes de déni des droits de l'homme. Il prévoyait ensuite la poursuite des études par les organismes des Nations Unies, de mesures internationales destinées à protéger et garantir les droits de l'homme ainsi que l'élaboration de programmes destinés à promouvoir la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les programmes nationaux

6

7

8

9

10

11

12

envisagés par l'Assemblée générale prévoyaient que les gouvernements lancent un programme complémentaire d'enseignement, destiné tant aux adultes qu'aux enfants, en vue de changer l'optique de nombreuses personnes à l'égard des droits de l'homme. Ce programme devait viser à mobiliser l'énergie :

- a) Des universités et autres établissements d'enseignement supérieur, tant publics que privés, sur le territoire des Etats Membres;
- b) Du personnel enseignant des écoles primaires et secondaires;
- c) Des fondations et des oeuvres charitables, des institutions scientifiques et des centres de recherche;
- d) Des moyens d'information et de communication de masse, notamment la presse, la radio et la télévision;

Dans un nouveau programme approuvé par l'Assemblée générale et annexé à la résolution 2217 A (XXI) du 19 décembre 1966, il était demandé au Secrétaire général de faire un effort spécial pour donner un grand retentissement au vingtième anniversaire de la Déclaration universelle et de l'Année internationale des droits de l'homme, et tous les Etats Membres étaient invités à faire eux aussi en 1968, dans le cadre de leur législation nationale et dans le domaine de l'enseignement, un effort spécial afin d'assurer un respect plus général des droits de l'homme et des libertés fondamentales; il était en outre recommandé que d'autres activités spéciales soient entreprises en 1968 par les gouvernements, les institutions spécialisées et autres organisations intéressées et proposé que toutes ces activités soient coordonnées par le Secrétaire général.

9. La Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran, en Iran, du 22 avril au 13 mai 1968, a adopté la Proclamation de Téhéran par laquelle, entre autres, elle "[affirmait] sa foi dans les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres instruments internationaux adoptés dans ce domaine" et adjurait tous les peuples et tous les gouvernements de se faire les défenseurs des principes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et de redoubler d'efforts pour que tous les êtres humains puissent, dans la liberté et la dignité, s'épanouir sur le plan physique, mental, social et spirituel. La Conférence a adopté 29 résolutions sur divers aspects des droits de l'homme. Après avoir examiné l'Acte final, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2442 (XXIII) du 19 décembre 1968 a exprimé sa satisfaction devant les travaux de la Conférence, a approuvé la Proclamation de Téhéran et a demandé instamment à tous les Etats et à toutes les organisations intéressées d'encourager et d'aider tous les moyens d'information de masse à donner une large publicité à la Proclamation de Téhéran et aux travaux de la Conférence. De plus, l'Assemblée a invité tous les Etats et organisations intéressés à prendre de nouvelles mesures en vue d'assurer la pleine réalisation des droits de l'homme sur la base des recommandations de la Conférence et a invité le Secrétaire général ainsi que les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressés à prendre les mesures appropriées pour donner suite aux résolutions et aux recommandations de la Conférence.

10. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 3 (XXXIII) de 1977, a estimé que le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme devait permettre aux Etats Membres et à leurs peuples, et particulièrement

aux institutions scolaires et universitaires, aux enseignants et aux parents d'élèves, de répondre pleinement à la demande de l'Assemblée générale de s'efforcer de promouvoir, par tous les moyens possibles, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. A cet égard, la Commission a décidé entre autres :

"De recommander aux Etats Membres, aux institutions spécialisées et à toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales concernées par la protection et la promotion des droits de l'homme, de prendre des mesures appropriées pour que le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme soit l'occasion d'efforts particuliers pour promouvoir la compréhension, la coopération et la paix internationales, ainsi que le respect universel et effectif des droits de l'homme, plus particulièrement en insistant sur l'approche éducative, aussi bien dans le cadre des systèmes scolaires formels qu'à l'extérieur de celui-ci."

11. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont tous deux approuvé la résolution de la Commission. En particulier, l'Assemblée générale, dans sa résolution 32/123 du 16 décembre 1977, a prié le Secrétaire général d'entreprendre, à l'échelon de l'Organisation des Nations Unies, des activités appropriées et a décidé de tenir une séance commémorative spéciale pour célébrer cet anniversaire le 10 décembre 1978.

C. Services consultatifs et programmes de formation

12. En 1955, l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 926 (X), d'intégrer les programmes d'assistance technique déjà approuvés à un ample programme d'assistance dans le domaine des droits de l'homme et a autorisé le Secrétaire général à prendre des dispositions pour fournir aux gouvernements qui le demanderaient, et en collaboration, le cas échéant, avec les institutions spécialisées, les formes d'assistance suivantes :

- a) Services consultatifs d'experts;
- b) Bourses d'études et de perfectionnement;
- c) Cycles d'études.

13. L'Assemblée générale a recommandé aux institutions spécialisées de continuer à développer leurs activités dans le domaine de l'assistance technique, afin d'aider les Etats Membres à promouvoir le respect effectif des droits de l'homme. Elle a également exprimé l'espoir que les organisations non gouvernementales internationales ou nationales, les universités, les fondations philanthropiques et les autres groupements privés complèteraient ce programme de l'Organisation des Nations Unies par des programmes analogues destinés à favoriser les recherches et les études, les échanges d'informations et l'assistance dans le domaine des droits de l'homme. (En 1967, une quatrième forme d'assistance a été ajoutée aux programmes : les cours régionaux de formation.)

14. En outre, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1978/14 de 1978, a demandé que des dispositions soient prises pour financer le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme au titre du budget du programme

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

de l'Organisation des Nations Unies relatif aux droits de l'homme et a demandé à nouveau au Secrétaire général d'organiser au moins deux séminaires et un cours de formation par an et aussi d'octroyer chaque année au moins 25 bourses en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. Le Conseil a également autorisé le Secrétaire général à ajouter aux séminaires, bourses et cours de formation pouvant être financés au titre du programme de services consultatifs d'autres séminaires, bourses et cours de formation qui seraient financés par les gouvernements disposés à le faire.

D. Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme

15. A sa première session, en 1946, l'Assemblée générale a clairement reconnu que l'information constituait un élément essentiel de ses activités lorsqu'elle a créé le Département de l'information, et précisé à ce propos que l'"Organisation des Nations Unies ne saurait accomplir les buts pour lesquels elle a été créée si les peuples du monde ne sont pas pleinement informés de ses buts et de son oeuvre" (résolution 13 (I), annexe I, du 13 février 1946).

16. Depuis 1979, la Commission des droits de l'homme adopte chaque année une résolution portant sur le développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme (résolutions 23 (XXXV) de 1979, 24 (XXXVI) de 1980, 24 (XXXVII) de 1981, 1982/42, 1983/50, 1984/58, 1985/49, 1986/54, 1987/39 et 1988/74). A la demande de la Commission, le Secrétaire général lui transmet chaque année un rapport sur les activités de l'Organisation dans ce domaine.

17. Les thèmes repris dans toutes ces résolutions reflètent l'importance fondamentale que la Commission attache aux programmes d'enseignement, d'éducation et d'information, et ses recommandations s'adressent non seulement à l'Organisation des Nations Unies mais aussi aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales. Plus précisément, la Commission souligne toujours la nécessité de stimuler l'intérêt de l'opinion publique pour l'action menée en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme dans le monde entier et, à cet égard, ses recommandations à l'intention de l'Organisation des Nations Unies visent à ce que :

a) Le Secrétaire général prenne toutes les mesures appropriées pour développer encore davantage les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme;

b) Le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme soit plus largement diffusé, sous forme de "document personnalisé" et dans les langues vernaculaires;

c) Le texte des autres principaux instruments relatifs aux droits de l'homme soit plus largement diffusé dans les langues régionales;

d) Des collections d'ouvrages de référence de base soient constituées dans les centres d'information des Nations Unies;

e) Les techniques et coproductions audiovisuelles soient plus largement utilisées;

f) La documentation publiée par l'Organisation des Nations Unies soit conçue sous une forme simplifiée, attrayante et accessible;

g) Les documents relatifs aux droits de l'homme soient conçus de manière à atteindre en priorité les enfants, les jeunes et les groupes défavorisés, y compris dans les régions isolées;

h) Un manuel éducatif sur les droits de l'homme et un recueil des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme soient publiés;

i) La documentation de l'Organisation des Nations Unies relative aux droits de l'homme fasse l'objet d'une présentation officielle au Siège et à Genève à l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme;

j) Des fonds suffisants soient prélevés sur les ressources existantes, et en particulier sur le budget du Département de l'information, pour financer les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme;

k) Le Département de l'information encourage les activités des organisations non gouvernementales;

l) Les centres d'information des Nations Unies jouent un rôle essentiel;

m) Les grands moyens d'information, notamment la radio et la télévision, soient utilisés;

n) L'ensemble du système des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales, assurent la diffusion de la documentation relative aux droits de l'homme;

o) Les activités de l'Organisation des Nations Unies soient harmonisées avec celles des autres organisations;

p) Les activités de promotion et d'information du Centre pour les droits de l'homme soient renforcées et développées;

q) Un répertoire des centres nationaux soit établi et publié, auxquels pourraient être fournis les documents relatifs aux droits de l'homme.

18. Les recommandations à l'intention des gouvernements visent à ce qu'ils assurent :

a) La publicité des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment celles de la Commission et des organes spécialisés;

b) La diffusion du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme dans leurs langues vernaculaires;

c) La création de centres nationaux;

6

7

8

9

10

11

12

d) L'insertion, dans leurs programmes d'enseignement, des éléments appropriés concernant les droits de l'homme.

III. ACTIVITES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR CELEBRER LE  
QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE  
DES DROITS DE L'HOMME

19. Dans sa résolution 41/150 du 4 décembre 1986, l'Assemblée générale a décidé de célébrer en 1988 le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A cette fin, elle a invité les Etats Membres, les institutions spécialisées, les organisations régionales intergouvernementales et non gouvernementales régionales à prendre des mesures appropriées, telles que celles qui figuraient à l'annexe de cette résolution, et à soutenir les activités visant à encourager comme il convient la promotion du respect et de la jouissance universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a aussi prié le Secrétaire général d'envisager d'inclure dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 des activités appropriées, telles que celles qui étaient indiquées dans l'annexe à la présente résolution pour célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration. De même, l'Assemblée générale, dans sa résolution 42/131 du 7 décembre 1987 sur la même question, a invité de nouveau les Etats Membres, entre autres, à prendre des mesures appropriées et le Secrétaire général à appliquer les mesures recommandées à l'annexe de la résolution 41/150, et a confirmé sa décision de consacrer l'une des séances plénières de sa quarante-troisième session à la célébration de cet anniversaire. L'Assemblée a décidé que la célébration de 1988 constituerait l'occasion de faire valoir les succès que l'Organisation des Nations Unies avait obtenus dans l'action qu'elle menait en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme dans le monde entier, de réaffirmer la vocation de l'Organisation dans ce domaine et d'encourager les Etats Membres à assurer la promotion et la protection des droits énoncés dans la Déclaration. Le Département de l'information a de nouveau été prié de diffuser des éléments d'information et de la documentation radiophonique et audiovisuelle appropriés visant à attirer l'attention sur la Déclaration ainsi que sur le rôle joué et les travaux accomplis par l'Organisation des Nations Unies pour ce qui était d'assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

20. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1988/74 de 1988, s'est déclarée convaincue que le quarantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait servir de thème et imprimer un nouvel élan aux activités de promotion menées par le système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

21. Le Centre pour les droits de l'homme à Genève et le Département de l'information organisent les activités recommandées dans l'annexe de la résolution 41/150 de l'Assemblée générale, ainsi que les diverses autres activités destinées à promouvoir la célébration du quarantième anniversaire et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, demandées dans les résolutions précédemment mentionnées. Les activités entreprises en 1988 sont décrites sous les différentes rubriques ci-après

A. Documentation d'information

22. Le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme existe actuellement en 77 langues, le Département de l'information l'ayant publié dans sept nouvelles langues en 1988 et ayant entamé sa production dans sept langues de plus. L'inventaire des stocks dans les langues vernaculaires a été fait dans tous les centres d'information des Nations Unies en vue d'assurer qu'ils disposent de quantités suffisantes et, au besoin, de faire réimprimer les versions hors de stock.

23. Le Département de l'information a publié et distribué, dans toutes les langues officielles, 60 000 exemplaires d'un numéro spécial d'anniversaire de la Charte internationale des droits de l'homme, comprenant le texte de la Déclaration et des Pactes internationaux.

24. En outre, 140 000 exemplaires de la brochure Droits de l'homme : questions et réponses ont été distribués, essentiellement aux écoles et organisations non gouvernementales. Cette brochure, qui se lit très facilement et répond aux quelques questions posées le plus fréquemment, a été profondément remaniée par le Département de l'information et publiée dans trois langues en 1988.

25. Le Centre pour les droits de l'homme a entrepris la publication d'une Série de fiches d'information sur les droits de l'homme. Ces fiches sont traduites dans toutes les langues officielles de l'Organisation et distribuées gratuitement dans le monde entier. Leur traduction dans des langues vernaculaires est encouragée. La Fiche No 1, intitulée "Mécanisme des droits de l'homme", donne un aperçu des organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme. La Fiche No 2, intitulée "La Charte internationale des droits de l'homme", donne des renseignements de base sur l'adoption de la Déclaration universelle et celle des deux pactes internationaux et du protocole facultatif, ainsi que sur leur impact mondial. La Fiche No 3, intitulée "Services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme", explique le rôle important de cette partie du programme concernant les droits de l'homme. D'autres fiches sur la discrimination raciale et l'apartheid, la torture, les disparitions, les populations autochtones et les exécutions sommaires ou arbitraires sont en cours de publication.

26. Un dépliant consacré à la célébration du quarantième anniversaire et de la Journée des droits de l'homme, intitulé Que la lumière jamais ne s'éteigne, a été publié par le Département; 20 000 exemplaires en ont été distribués en anglais et en français. Le texte a été communiqué aux centres d'information des Nations Unies dans les autres langues officielles, afin que la production puisse en être assurée localement.

27. Une pochette d'information, contenant une documentation de base sur les droits de l'homme, y compris les documents susmentionnés, a été publiée par le Département de l'information à l'intention des organisations non gouvernementales à l'occasion du quarantième anniversaire. Vingt mille pochettes environ ont été distribuées dans le monde entier et les organisations non gouvernementales ont été encouragées à en rediffuser le contenu par le truchement de leurs propres publications et activités.

28. Le Centre pour les droits de l'homme publie également une Circulaire d'information sur les droits de l'homme, qui est distribuée dans le monde entier. Le premier numéro (printemps/été 1988) donne des renseignements généraux sur les

6

7

8

9

10

11

12

principales réunions intéressant les droits de l'homme qui ont eu lieu dans le cadre des Nations Unies au cours de cette période, ainsi que sur les ateliers, cours de formation, séminaires et autres activités organisés par le Centre ailleurs qu'à Genève ou à New York. Il appelle l'attention sur les activités organisées par le système des Nations Unies pour commémorer le quarantième anniversaire et contient une rubrique consacrée aux activités prévues ou entreprises par les ONG à la même fin.

29. La publication d'un nouveau format du Bulletin des droits de l'homme, contenant des articles de fond écrits par d'éminents experts, gouvernementaux ou non, vient d'être entreprise par le Centre. Le premier numéro traite de la commémoration du quarantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle et contient des articles écrits par : M. A. Adamishin, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques; le Prince Sadruddin Aga Khan, Coprésident de la Commission indépendante pour l'étude des questions humanitaires internationales; M. L. Despouy, Argentine, Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; M. T. Eggar, Sous-Secrétaire d'Etat, Royaume-Uni; M. B. Ghali, Secrétaire d'Etat, Egypte; M. A. Kiss, Secrétaire général de l'Institut européen des droits de l'homme de Strasbourg; M. I. Martin, Secrétaire général d'Amnesty international; M. F. Pocar, Vice-Président du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies; M. R. Schifter, Sous-Secrétaire d'Etat, Etats-Unis d'Amérique; et M. A. Sene, Président de la Commission des droits de l'homme.

30. Travaux des ateliers régionaux : Les déclarations faites par des experts gouvernementaux ou non gouvernementaux au cours des ateliers régionaux seront publiées et largement distribuées par le Centre afin que leur message parvienne à un plus grand public. La publication des travaux des ateliers de Lomé et de Milan est en cours.

31. La publication, par le Centre, d'une Série d'études sur les droits de l'homme a aussi commencé. Les deux premiers volumes traitent respectivement du rapport de Mme E. Odio Benito, Rapporteur spécial sur les problèmes de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction; et de celui de M. Asbjorn Eide, Rapporteur spécial sur le droit à une alimentation suffisante en tant que droit de l'homme. D'autres volumes porteront sur d'autres études effectuées par des rapporteurs spéciaux en vertu de mandats de la Commission des droits de l'homme ou de la Sous-Commission.

32. Un manuel éducatif sur les droits de l'homme destiné aux écoles primaires et secondaires sera publié par le Centre à la fin de 1988 et distribué dans le monde entier.

33. Une documentation d'appoint supplémentaire est publiée par le Département de l'information à l'intention des organisations non gouvernementales. Elle comprend des notes à l'intention des orateurs, des citations de personnes très connues, une riche bibliographie, un calendrier des manifestations internationales relatives aux droits de l'homme et des renseignements sur la manière de contribuer aux divers fonds d'affectation spéciale des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme; le Département espère qu'elle sera utile aux organisations non gouvernementales dans



leurs activités visant à promouvoir l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, au-delà de la célébration du quarantième anniversaire.

34. Le Département publie également un catalogue de supports d'information relatifs aux droits de l'homme (affiches, films, brochures et textes des conventions et déclarations relatives aux droits de l'homme), dans l'espoir qu'il pourra aider les organisations non gouvernementales, écoles et autres organismes intéressés à choisir les matériaux qui pourraient leur être utiles.

#### B. Documentation de référence

35. La documentation de référence publiée par le Centre pour les droits de l'homme comprend :

a) L'ouvrage intitulé Activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, qui a été actualisé au 31 décembre 1987. Il couvre tous les événements significatifs pour les droits de l'homme qui sont intervenus depuis 1945 dans le cadre du système des Nations Unies. Il donne aussi des renseignements détaillés sur le mécanisme relatif aux droits de l'homme et sur les procédures suivies par les organismes compétents pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

b) La publication Etat des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui a été actualisée dans la version anglaise au 1er septembre 1987 et contient des informations détaillées sur l'état des 22 instruments relatifs aux droits de l'homme. De plus, dans une des pochettes à l'intérieur de cette publication, se trouve une fiche des ratifications mise à jour par le Centre tous les trois ou quatre mois;

c) Le Recueil d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui contient le texte des principaux instruments, déclarations et conventions adoptés au 31 décembre 1987 par les organismes des Nations Unies;

d) Les Documents officiels du Comité des droits de l'homme, dans lesquels on trouve tous les rapports présentés par les Etats conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que les comptes rendus analytiques des séances du Comité, ses décisions et son rapport annuel à l'Assemblée générale. Le Centre a pris les dispositions nécessaires en vue de combler, au début de 1989, le retard pris dans la publication des documents officiels du Comité;

e) L'Annuaire des droits de l'homme. Le Centre pour les droits de l'homme a également entrepris d'assurer, avant la fin de 1988, la publication des volumes non encore parus et couvrant la période de 1981 à 1987. L'Annuaire contient trois parties : la première contient les rapports des Etats Membres; la deuxième le rapport des organes de contrôle, et la troisième un compte rendu des activités du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. A partir de l'annuaire de 1988, l'accent sera mis sur la troisième partie et tout sera fait pour que le numéro d'une année donnée soit publié au début de l'année suivante;

f) La publication Sélection de décisions du Comité des droits de l'homme prises en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le premier volume de cette publication a porté sur les décisions prises par le Comité de sa deuxième à sa seizième session. Le Centre a déjà établi le deuxième volume, qui portera sur les décisions prises par le Comité de sa dix-septième à sa trente-deuxième session et sera publié au début de 1989.

C. Affiches, photographies et autres supports d'information

36. Le Département de l'information a publié une affiche en couleur pour le quarantième anniversaire, illustrant le thème "Flambeau pour une vie de plein épanouissement, les droits de l'homme". Une autre affiche, portant sur le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui était hors de stock dans toutes les langues, sauf en anglais, a été recomposée et publiée dans toutes les langues officielles. L'artiste brésilien Otavio Roth a fait don d'une série de linogravures illustrant les 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans toutes les langues officielles, à tous les centres d'information de l'ONU pour qu'ils puissent les utiliser dans leurs activités destinées à marquer le quarantième anniversaire. Ces linogravures seront également en vente dans les librairies de l'Organisation des Nations Unies.

37. Un calendrier de poche a été publié pour marquer le quarantième anniversaire, ainsi qu'un album de photos consacré à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Une montre des droits de l'homme, dont le produit de la vente ira aux fonds d'affectation spéciale relatifs aux droits de l'homme, est actuellement en vente à l'Organisation des Nations Unies.

38. Le 9 décembre, l'Administration postale des Nations Unies émettra un timbre commémoratif à l'occasion du quarantième anniversaire et, au cours des cinq années à venir, une série de timbres sur les droits de l'homme portant chacun sur un article de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En liaison avec l'émission du timbre de l'ONU marquant le quarantième anniversaire, la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies mettra en vente une enveloppe premier jour, ainsi qu'une lithographie, mais en tirage limité, d'une peinture due à l'acteur Anthony Quinn.

39. Une série de cinq photos en noir et blanc, avec légendes, a été mise à la disposition des médias et des organisations non gouvernementales. Ces photos, qui se prêtent à la publication, évoquent quelques-uns des droits fondamentaux consacrés par la Déclaration, ainsi que la cérémonie historique de l'adoption de la Déclaration en 1948.

D. Documentation audio-visuelle

40. Un message télévisé relatif au quarantième anniversaire a été préparé par le Département de l'information pour être diffusé dans toutes les langues officielles. Il montre des enfants de toutes les régions du monde et sera diffusé à l'échelle mondiale durant la période allant de la Journée des Nations Unies (24 octobre) à la Journée des droits de l'homme (10 décembre).

41. Une vidéocassette relative à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale en 1948 a été composée par le Département à partir des films d'archives et mise à la disposition des réseaux de télévision.

42. Un message spécial du Secrétaire général à l'occasion du quarantième anniversaire sera également enregistré sur vidéocassette et sur bande magnétique en vue de sa diffusion dans les programmes de télévision et de radio émis à la date, ou aux environs de la date, de la Journée des droits de l'homme.

E. Information concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies

43. Tout au long de l'année marquant le quarantième anniversaire, le Département de l'information s'est tout particulièrement efforcé de donner une large publicité aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il a publié des communiqués de presse relatifs aux réunions des principaux organes s'occupant des droits de l'homme, comme la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux. Dans le cadre des programmes radiophoniques et télévisés réguliers de l'ONU, le Département a diffusé des informations et des reportages concernant les droits de l'homme; la célébration du quarantième anniversaire fera l'objet d'un programme télévisé spécial résumant toutes les activités entreprises durant l'année, qui sera diffusé dans un grand nombre de pays, dans toutes les régions du monde.

44. Les publications périodiques du Département (ONU - Chronique mensuelle et objective : Justice, notamment) ont fait une large place à la célébration du quarantième anniversaire, y consacrant des articles de fond, voire, dans un cas, un numéro entier. Le Département a aussi régulièrement organisé des conférences de presse à l'intention des organisations non gouvernementales et des médias aux fins de les informer des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

F. Ateliers et cours de formation en 1988

45. En 1988, le Centre pour les droits de l'homme a organisé bon nombre d'ateliers, de séminaires internationaux et de cours de formation sur la Déclaration universelle, l'administration de la justice et l'obligation pour les Etats parties aux instruments relatifs aux droits de l'homme de présenter des rapports sur leur application. Le premier atelier régional consacré à la Déclaration universelle a eu lieu à Lomé (Togo) du 5 au 7 avril. Une trentaine de pays africains y étaient représentés et des experts des droits de l'homme du monde entier y ont pris la parole, en particulier : I. N'Guema, Président de la Commission des droits de l'homme de l'OUA; C. Sidoti, Directeur exécutif de la Commission australienne des droits de l'homme; D. Martin Law, Conseiller principal au Ministère canadien de la justice; F. Pocar, Vice-Président du Comité des droits de l'homme et Vice-Doyen de l'Université de Milan (Italie); K. Amega, Président de la Cour suprême du Togo; Z. Ilic, Directeur du service chargé des organisations internationales au Ministère yougoslave des affaires étrangères; et M. Warzazi, membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Le Président du Togo a prononcé une allocution à la séance d'ouverture et le Ministre des affaires étrangères à la séance de clôture.

46. Cet atelier régional a été suivi immédiatement par un stage national de formation organisé du 8 au 15 avril, à Lomé également, à l'intention d'une soixantaine de personnes dont les fonctions relevaient du Département, y compris des représentants de la police et des forces armées. Un cours de formation pour fonctionnaires chargés de l'établissement des rapports concernant les droits de l'homme a eu lieu à Lisbonne (Portugal) du 25 au 29 mai. Les représentants des ministères des affaires étrangères ou de la justice de tous les pays de langue portugaise ont suivi ce cours, auquel participaient des experts de haut niveau et qui a été ouvert par M. D. Barroso, Secrétaire d'Etat du Portugal.
47. Un séminaire européen sur la Déclaration universelle des droits de l'homme a eu lieu à Milan (Italie) du 7 au 9 septembre, en collaboration avec l'université de cette ville. Y ont participé les personnalités suivantes : A. Adamishin, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS; A. Brauschweig, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) (France); S. Danielsson, Sous-Secrétaire adjoint au Ministère suédois des affaires étrangères; V. Dimitrijevic, Rapporteur du Comité des droits de l'homme (Yougoslavie); Z. Ilic, Directeur du service chargé des organisations internationales au Ministère yougoslave des affaires étrangères; L. Kovacs, Vice-Ministre des affaires étrangères de Hongrie; M. F. Mezzalama, Vice-Président de la Commission des droits de l'homme (Italie); F. Pocar, Vice-Président du Comité des droits de l'homme et Vice-Doyen de l'Université de Milan (Italie); R. Schifter, Sous-Secrétaire d'Etat (Etats-Unis); C. Tomuschat, membre de la Commission du droit international (République fédérale d'Allemagne); et M. Yalden, Chef de la Commission canadienne des droits de l'homme (Canada). Y ont également participé des représentants de gouvernements, d'universités et d'instituts de recherche, ainsi que des représentants des ONG et des médias intéressés.
48. Du 26 septembre au 1er octobre, un cours de formation pour les pays arabes a eu lieu à Tunis (Tunisie). Des experts de haut niveau y ont participé et le Premier Ministre de Tunisie, H. Baccouche, le Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA et le Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe étaient présents à la séance d'ouverture.
49. Il est prévu d'organiser des cours de formation au Guatemala et à Moscou (pour les pays d'Europe orientale) en novembre; à Manille; et, pour les pays d'Amérique centrale, à San Remo (Italie), en décembre. Un Séminaire international sur l'enseignement des droits de l'homme aura lieu au Palais des Nations à Genève, du 5 au 9 décembre. Une quarantaine de gouvernements, des ONG et des représentants intéressés des médias y participeront.
- G. Coopération pour l'organisation d'ateliers, de cours de formation et d'autres activités
50. Le Centre pour les droits de l'homme a collaboré à la réalisation de plusieurs conférences, ateliers et séminaires organisés ailleurs, notamment un cours de formation pour les pays francophones à Kigali (Rwanda) (organisé en coopération avec l'UNITAR) et un séminaire à Manille sur les commissions nationales des droits de l'homme (organisé par l'Association juridique de l'Asie et du Pacifique occidental).

51. Par le truchement du Centre d'information de l'Organisation des Nations Unies, le Département de l'information a collaboré à de nombreuses activités nationales visant à promouvoir le respect des droits de l'homme et la célébration du quarantième anniversaire.

#### H. Bourses de formation et stages

52. Depuis la création du Programme en 1955, 800 stagiaires ont été formés grâce au Centre des droits de l'homme. Les bénéficiaires sont des débutants dans la diplomatie, la magistrature, la police ou l'armée du monde entier mais surtout des pays en développement. Chaque année, une trentaine de bourses sont accordées. Les stagiaires peuvent aussi tirer parti des données d'expérience de certaines institutions s'occupant des droits de l'homme, comme l'Institut européen des droits de l'homme, à Strasbourg. Chaque année, 20 à 25 stages sont offerts par le Centre à des étudiants diplômés particulièrement doués qui souhaitent connaître de première main l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

#### I. Conférences de presse et interviews à la radio et à la télévision

53. Des membres du Groupe de travail et personnel du Centre ont pris la parole, tout au long de l'année, dans des conférences de presse, à la radio et à la télévision, en coopération avec le Service d'information des Nations Unies de Genève ou le Département de l'information de New York. Le Département de l'information fournit la documentation voulue et organise des conférences de presse et des interviews à l'intention des médias et des organisations non gouvernementales.

#### J. Activités concernant la Journée des droits de l'homme

54. Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le Département de l'information et le Centre pour les droits de l'homme coordonnent un programme spécial d'activités destinées à marquer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre. Ces activités doivent commencer le 1er décembre, Journée mondiale de lutte contre le SIDA, et se terminer le 10 décembre, la Journée des droits de l'homme. Des séminaires seront organisés chaque jour sur divers aspects des droits de l'homme, notamment sur les droits économiques et sociaux; les aspects des droits de l'homme en jeu dans la lutte contre le SIDA; la rédaction d'ouvrages relatifs aux droits de l'homme; le droit à l'éducation, tel qu'il se reflète dans le projet de convention sur les droits de l'enfant; les femmes et les droits de la personne humaine; le rôle des organisations non gouvernementales dans l'oeuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme; et la situation des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies qui sont victimes de violations des droits de l'homme. La projection de films et des activités musicales, culturelles et sociales sont également prévues. Toutes ces activités sont organisées par la communauté internationale des organisations non gouvernementales, les organismes des Nations Unies et les associations du personnel de l'ONU. Le Département de l'information veillera tout particulièrement à ce que toutes ces activités puissent faire l'objet de reportages de la part des médias.

6

7

8

9

10

11

12

55. L'Assemblée générale tiendra une séance commémorative le 8 décembre; des prix pour la cause des droits de l'homme, institués par l'Assemblée générale, seront décernés à des personnes qui auront contribué de façon exceptionnelle à la protection des droits de l'homme; enfin, pour marquer la Journée des droits de l'homme, un concert aura lieu dans la salle de l'Assemblée générale. Par ailleurs, à la date même de la Journée des droits de l'homme, le Secrétaire général acceptera à Oslo le prix Nobel de la paix, au nom des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix, et des cérémonies auront lieu à Paris, au Palais de Chaillot, où, en 1948, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme.

56. A Genève, un séminaire international sur l'enseignement des droits de l'homme aura lieu du 5 au 9 décembre. Le Centre pour les droits de l'homme organisera un programme d'activités destinées à célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en coopération avec le Service d'information des Nations Unies à Genève, une exposition de la documentation relative aux droits de l'homme. Par ailleurs, les centres et bureaux d'information des Nations Unies s'attacheront activement à promouvoir, dans le monde entier, la célébration de la Journée des droits de l'homme.

IV. COORDINATION AU SEIN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES ET COOPERATION  
AVEC LES GOUVERNEMENTS, LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
ET NON GOUVERNEMENTALES ET LES INSTITUTIONS REGIONALES ET  
NATIONALES POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE  
L'HOMME

57. Le Centre pour les droits de l'homme est en contact avec plusieurs gouvernements afin de parachever des projets de service consultatifs et d'assistance technique qui doivent permettre de renforcer les infrastructures nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ou d'en créer. Ces projets varient d'un pays à l'autre et prévoient la formation de fonctionnaires, magistrats, policiers et militaires; la création de facultés de droit, la constitution de bibliothèques juridiques, la rédaction de textes juridiques conformes aux dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, la publication de bulletins juridiques officiels et la collecte de renseignements pertinents et documents de référence.

58. Le Centre s'est aussi efforcé de renforcer la coopération et la coordination avec les organismes des Nations Unies s'occupant aussi des droits de l'homme, tels le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Une réunion de coordination pour le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a eu lieu à Genève le 15 janvier. D'autres réunions seront organisées au moins une fois par an pour examiner les programmes en cours et chercher les possibilités de coopération dans les divers domaines. En tant que secrétariat du Comité commun de l'information des Nations Unies, le Département de l'information assurera la promotion et la coordination des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme pour l'ensemble des organismes des Nations Unies.

59. Le Centre a aussi renforcé sa coopération avec les organes des organisations intergouvernementales chargés des droits de l'homme, notamment de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Organisation des Etats américains et du Conseil de l'Europe. Par exemple, en juillet, des membres de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA, dont son président, M. I. N'Guema, ont été invités pendant deux semaines à Genève pour assister à une réunion d'information et participer aux travaux des organes s'occupant des droits de l'homme. Cet arrangement est le résultat d'un accord passé entre l'OUA et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme.

60. Tout au long de 1988, le Centre et le Département de l'information se sont efforcés d'augmenter leur coopération avec les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement et de recherche et les médias. A plusieurs occasions, des fonctionnaires du Centre ont pris part à des activités organisées par des organisations non gouvernementales ou ont donné des conférences dans des universités de plusieurs régions du monde. Le Centre essaie de coopérer et de travailler régulièrement avec les instituts des droits de l'homme de toutes les régions du monde. La participation des organisations non gouvernementales aux travaux des organismes chargés des droits de l'homme a quadruplé ces dix dernières années. En 1988, plus de 100 organisations non gouvernementales ont participé à la session de la Commission des droits de l'homme et plus de 200 aux réunions d'organes s'intéressant à des droits de l'homme particuliers tels que le Groupe de travail sur les populations autochtones. Pour faire face à ces nouvelles exigences, le Centre pour les droits de l'homme à Genève a créé une section des relations extérieures, des publications et de la documentation, chargée aussi de renforcer les relations avec la communauté élargie des droits de l'homme.

61. Au sein de son service de la Direction des projets et de la promotion, le Département de l'information a créé une section des droits de l'homme et des programmes de développement, chargée de concevoir et de coordonner les activités propres du Département et d'accroître celles qui visent les médias, les organisations non gouvernementales et les établissements d'enseignement. Le Département s'attache aussi tout particulièrement à suivre et à promouvoir les activités de ses 67 centres d'information relatives aux droits de l'homme et, pour cela, il leur fournit en temps voulu la documentation nécessaire pour qu'ils la distribuent aux médias et aux organisations non gouvernementales du lieu. Etant, en nombre croissant, reliés au Siège et à l'Office de Genève au moyen de dispositifs électroniques de communication, les centres d'information des Nations Unies sont désormais en mesure de recevoir instantanément des informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, ce qui leur permet d'atteindre un degré d'efficacité beaucoup plus élevé.

62. Le Centre s'efforce tout particulièrement de fournir des services consultatifs et une assistance technique aux instituts nationaux et régionaux s'occupant des droits de l'homme. Tel a été le cas pour la Commission nationale des droits de l'homme récemment créée au Togo et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA. Le Centre cherche également à resserrer ses liens avec les commissions nationales existantes et autres institutions nationales, comme celle de l'Ombudsman, là où elles existent.

## V. DIFFUSION

63. Afin de refléter l'approche globale souhaitée et d'assurer au message des droits de l'homme la diffusion la plus large possible dans tous les pays et dans toutes les régions du monde, le Département de l'information et le Centre pour les droits de l'homme mettent l'accent sur la diffusion d'informations concernant les droits de l'homme, sur un large front : gouvernements, organisations non gouvernementales, universités, instituts de recherche, médias, etc., dans le monde entier. A cette fin, les listes d'adresses existantes dans le domaine des droits de l'homme sont complétées et rassemblées en une liste unique informatisée qui contiendra quelque 10 000 adresses. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution 42/118 de l'Assemblée générale, les Etats Membres indiquent au Centre pour les droits de l'homme les centres nationaux de coordination qu'ils ont désignés et auxquels des exemplaires des publications pertinentes relatives aux droits de l'homme peuvent être fournis.

64. Le Département de l'information a créé une nouvelle division de la diffusion qu'il a chargée de réviser et d'informatiser ses méthodes de distribution, de manière à définir des cibles plus précises tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle régionale. Cette division a également pour tâche de veiller à ce que les centres et les services d'information des Nations Unies du monde entier disposent en quantité suffisante d'une documentation écrite et visuelle relative aux droits de l'homme, dans les langues voulues. Le Département accorde également une attention accrue à la diffusion de la documentation audio-visuelle, y compris la documentation sur les questions relatives aux droits de l'homme, et à leur distribution aux organismes de radio et de télévision. Ainsi, grâce aux nouveaux arrangements conclus avec la société Cable News Network, les trois variétés des Nations Unies sont télévisées chaque semaine dans 105 pays. Le magazine télévisé hebdomadaire intitulé "L'ONU en action" est diffusé dans 125 pays. En outre, Visnews, un producteur international de programmes télévisés en copyright, reçoit régulièrement les informations relatives à l'Organisation des Nations Unies et en assure la distribution aux réseaux nationaux de télévision du monde entier.

## VI. CAMPAGNE MONDIALE D'INFORMATION SUR LES DROITS DE L'HOMME

### A. Introduction

65. Les activités entreprises dans les domaines de l'information, de l'éducation et de l'assistance y relative ont été décrites ci-dessus en détail, dans la mesure où elles peuvent servir de base à une campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme. Si l'Assemblée générale décidait de lancer une telle campagne, celle-ci comprendrait plusieurs des principales activités décrites ci-dessus.

66. Le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme coïncide avec une nouvelle phase d'activités et d'efforts de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Depuis l'adoption de la Déclaration, le processus législatif a permis d'obtenir des résultats importants. Ainsi, deux pactes (plus un protocole facultatif) et une cinquantaine d'autres instruments internationaux portant sur pratiquement tous les aspects de l'activité humaine ont ajouté certaines obligations légales spécifiques aux droits et aux libertés énoncés dans la Déclaration. Bien que ce processus ne soit pas achevé, il est évident que les principaux résultats ont déjà été obtenus en ce qui concerne la



fixation des normes. Au stade actuel, l'application de l'ensemble des normes existant dans le domaine des droits de l'homme constitue certainement une priorité pour l'Organisation des Nations Unies. Afin de parvenir à cet objectif à l'échelle mondiale, il faut que chacun soit informé et conscient des libertés et des droits fondamentaux, des mécanismes qui existent pour la promotion et la protection de ces droits et du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine essentiel.

67. Il est donc nécessaire à notre époque - et il s'agit d'un besoin important et largement reconnu - d'établir une culture universelle des droits de l'homme, dans laquelle il serait clairement déterminé que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à la personne humaine sans aucune distinction de race, de couleur, de sexe, de langue ou de religion. Conformément à ce besoin, l'Organisation des Nations Unies, tout en poursuivant ses efforts dans le domaine de la fixation des normes et de l'amélioration de la législation et en accordant une attention prioritaire au processus d'application, met maintenant davantage l'accent sur l'information et l'éducation. En fait, ces aspects constituent la clef de l'application universelle de l'ensemble de la législation existant dans ce domaine. Par conséquent, le programme de l'Organisation des Nations Unies est actuellement fondé sur trois piliers - législation, application et information - et sur leurs interactions triangulaires. Chacun de ces éléments contribue d'une manière essentielle au succès global du programme.

## B. Aperçu général

### 1. Objectifs

68. Les objectifs d'une campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme seraient de mieux faire prendre conscience au public des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de l'informer des mécanismes internationaux accessibles à tous pour la promotion et la protection de ces droits et libertés et des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour assurer leur respect. Dans ce cadre général, la Commission des droits de l'homme et les autres organes des Nations Unies qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme ou à l'information pourraient examiner périodiquement les activités de la campagne et faire des recommandations spécifiques au sujet des programmes supplémentaires qu'il faudrait entreprendre.

### 2. Portée

69. La campagne serait menée dans toutes les régions du monde d'une manière équilibrée, factuelle et objective. Sa portée mondiale serait garantie par la coopération et la participation de tous les Etats Membres et de la vaste communauté qui s'occupe des droits de l'homme, c'est-à-dire les organisations non gouvernementales, les instituts de recherche, les milieux universitaires et les chercheurs, les médias et toutes les personnes intéressées. Dans l'exécution de la campagne, l'accent serait mis notamment sur : la Charte internationale des droits de l'homme et les progrès passés, présents et futurs dans le domaine des droits de l'homme (fonction législative); le rôle et les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies (fonction d'application); la connaissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le rôle de l'opinion publique (fonctions d'information et d'éducation).

70. La campagne aurait également pour objet de faciliter et de compléter les programmes d'information, d'éducation, de formation et de sensibilisation qui existent déjà dans le domaine des droits de l'homme. De telles activités, menées conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, devraient avoir une portée mondiale, se dérouler dans un contexte mondial et utiliser les moyens de communication qui permettent le mieux d'atteindre le plus grand nombre de personnes. Bien que les moyens puissent être différents d'une région à l'autre, l'impulsion fondamentale des activités de la campagne devrait avoir la même efficacité dans toutes les régions du monde.

### 3. Les acteurs de la campagne

71. Il y a trois principaux groupes d'"acteurs" qui interviennent dans la réalisation des objectifs de la campagne : le système des Nations Unies, les Etats Membres, et les organisations non gouvernementales.

#### a) Le système des Nations Unies

Le système des Nations Unies est l'une des principales sources d'initiatives, de documentation, de coordination et d'orientation pour le déroulement de la campagne. Il devrait en particulier, stimuler les efforts des gouvernements et des organisations non gouvernementales et les appuyer en fournissant et en diffusant, dans tous les pays et régions du monde, des informations factuelles, équilibrées et objectives sur les droits de l'homme. Il devrait également donner une publicité aussi efficace et aussi large que possible aux activités de la campagne et les promouvoir;

#### b) Les Etats Membres

Le succès de la Campagne dépendra largement du soutien actif et matériel des Etats Membres. En fait, les Etats Membres pourraient y contribuer de plusieurs manières, notamment :

- i) En aidant l'Organisation des Nations Unies à diffuser les matériaux d'information;
- ii) En aidant à faire de la publicité pour la Campagne parmi tous les secteurs du public, faisant ainsi mieux connaître dans le monde entier ce programme de l'Organisation des Nations Unies;
- iii) En coopérant avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'organiser des ateliers, des cours de formation et des réunions d'experts au niveau régional;
- iv) En produisant les matériaux d'information de l'Organisation des Nations Unies dans les langues autres que les six langues officielles de l'Organisation.

En outre, les Etats Membres pourraient être priés de fournir un appui matériel à la campagne grâce à des contributions volontaires.

c) Les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales ont toujours promu les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et appuyé activement les travaux de l'Organisation. Dans le domaine des droits de l'homme, elles ont eu une action efficace et ont fourni aux Etats Membres et au système des Nations Unies leurs propres informations, opinions et connaissances spécialisées. Le rôle qu'elles jouent peut faciliter les progrès du programme relatif aux droits de l'homme, notamment grâce à un renforcement de leur coopération avec l'Organisation des Nations Unies en vue de la réalisation de certains objectifs de la Campagne, comme la rediffusion des matériaux d'information et des publications de l'Organisation.

4. Les publics à atteindre

72. La Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme serait dirigée vers tous les segments de la population mondiale. Toutefois, afin d'en améliorer l'efficacité, certaines entités et professions cibles devraient faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur influence spéciale et de leur effet multiplicateur sur la société. Elles feraient partie de six catégories principales : les gouvernements; les organisations non gouvernementales; les médias; les enseignants et les chercheurs; les institutions nationales et les institutions régionales s'occupant des droits de l'homme.

73. Les élus, les parlementaires et les fonctionnaires exercent une influence directe sur le processus de décision des Etats Membres. Leur participation à la Campagne pourrait également être très bénéfique, étant donné qu'ils seraient en mesure d'encourager un débat continu sur les questions relatives aux droits de l'homme et d'aider à obtenir l'appui des gouvernements à la Campagne.

74. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales auraient un rôle fondamental à jouer dans la Campagne. La communauté des organisations non gouvernementales représentant un large éventail de catégories et de professions, ces organisations seraient en mesure d'atteindre un nombre plus élevé de personnes ayant les qualifications et les intérêts les plus divers.

75. Les médias rediffusent les informations d'une manière organisée, aussi seraient-ils en mesure d'atteindre efficacement des millions de gens dans le monde entier. Les enseignants pourraient jouer un rôle important en contribuant à l'information du public dans le domaine des droits de l'homme. Les instituts de recherche pourraient également contribuer à la réalisation des objectifs de la Campagne, notamment en fournissant des informations détaillées sur différents aspects des questions relatives aux droits de l'homme.

5. Coordination

76. Etant donné que leurs domaines de compétence respectifs sont différents, bien que leurs mandats soient complémentaires, le Centre pour les droits de l'homme, en tant qu'organisme principal du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et le Département de l'information, dans le cadre de son mandat spécifique concernant les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies, devraient coopérer étroitement en vue de la réalisation des objectifs fixés pour la Campagne.

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

77. Le Centre serait responsable de la coordination des activités fondamentales de la Campagne à l'intérieur du système des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées, ainsi que des contacts avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les établissements d'enseignement et de recherche, et les commissions nationales et régionales des droits de l'homme.

78. Le Département de l'information serait chargé de la coordination des activités d'information de la Campagne, y compris l'information sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ainsi que de la production des projets audio-visuels et des matériaux d'information, de la coordination des activités des centres d'information des Nations Unies, du maintien des contacts avec les médias et les organisations non gouvernementales qui jouent un rôle actif dans le domaine de l'information, des activités de promotion et des manifestations spéciales. Par l'intermédiaire du Comité commun de l'information des Nations Unies, le Département assurerait la coordination des activités communes d'information sur les droits de l'homme avec les institutions spécialisées et les programmes.

79. Les centres d'information des Nations Unies joueraient un rôle essentiel dans le ralliement des appuis en faveur des droits de l'homme aux niveaux régional et national en diffusant des informations, des documents de référence, de la documentation audio-visuelle et des matériaux de promotion sur les questions relatives aux droits de l'homme produits par l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'en collaborant aux activités des organisations non gouvernementales et des gouvernements en cette matière et ne leur assurant la publicité voulue.

80. Les institutions spécialisées et les organes subsidiaires des Nations Unies, notamment l'Unesco, le HCR et l'OIT, pourraient également apporter une contribution efficace à la Campagne, dans leurs domaines de compétence et conformément à leurs mandats respectifs.

#### 5. Financement

81. La Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme serait financée au moyen des ressources existantes de l'Organisation des Nations Unies et, éventuellement, des contributions volontaires des Etats Membres et de sources privées.

#### C. Aperçu des activités prévues

82. Conformément à la résolution 1988/74 de la Commission des droits de l'homme, les Etats Membres, les organes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont été invités à communiquer leurs vues en vue de l'élaboration de l'aperçu des activités prévues. Les vues des Etats Membres sont reproduites dans l'annexe du document A/43/721. Des réponses ont également été communiquées par neuf organes des Nations Unies et 26 organisations non gouvernementales. Ces réponses soulignent en général l'importance d'une Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme. Dans certains cas, des suggestions utiles ont été faites au sujet des activités qui pourraient être mentionnées dans l'aperçu des activités envisagées. Ces suggestions portent principalement sur la nécessité de diffuser des matériaux d'information sur des questions spécifiques (par exemple, sur toutes les conventions et déclarations des Nations Unies relatives aux droits

de l'homme; sur les droits de l'enfant, de la femme et des syndicats; sur les droits économiques et sociaux; et sur les droits à une alimentation et à un logement adéquats, à la liberté d'opinion et à la liberté religieuse). Plusieurs organisations non gouvernementales ont également indiqué qu'elles étaient disposées à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'exécuter des activités dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, et l'examen de ces possibilités pourrait faire l'objet de consultations plus approfondies entre la communauté des organisations non gouvernementales et l'Organisation des Nations Unies.

83. Un large éventail d'activités pourrait être envisagé par l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, sur la base des diverses activités en cours d'exécution décrites dans le présent rapport. Ces activités pourraient être regroupées dans cinq catégories principales : a) élaboration et diffusion de matériaux imprimés d'information et de référence; b) ateliers, séminaires et cours de formation; c) bourses et stages de perfectionnement; d) manifestations spéciales concernant les droits de l'homme; et e) activités de reportage et de promotion.

#### 1. Matériaux imprimés

84. La liste ci-après énumère les matériaux imprimés qui seraient distribués dans le monde entier aux représentants des publics visés par la Campagne :

a) Des versions personnalisées des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et une diffusion plus large de ces versions;

b) La mise à jour et la réimpression de la pochette d'information sur les droits de l'homme destinée aux organisations non gouvernementales, et son impression dans d'autres langues officielles;

c) Des pochettes d'information destinées aux médias sur certaines manifestations ou questions relatives aux droits de l'homme;

d) La mise à jour de la brochure Droits de l'homme : questions et réponses et l'impression de nouvelles versions dans d'autres langues officielles;

e) Un dépliant sur la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme dont l'objet serait d'expliquer les objectifs de la Campagne dans toutes les langues officielles;

f) Circulaire d'information sur les droits de l'homme : quatre numéros par an (mars, juin, septembre, décembre) dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

g) Bulletin des droits de l'homme : trois numéros par an, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

h) Fiches d'information sur les droits de l'homme : publiées six fois par an dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

- i) Travaux des ateliers régionaux : publiés au moins deux fois par an, si possible dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;
- j) Etudes sur les droits de l'homme, établies à la demande des organes compétents, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;
- k) Publications spéciales, comme le manuel éducatif sur les droits de l'homme, dont la publication serait coordonnée entre le Centre pour les droits de l'homme et les institutions spécialisées, notamment l'Unesco, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;
- l) Mise à jour et impression dans d'autres langues officielles du catalogue des matériaux d'information sur les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

## 2. Ateliers et cours de formation

85. Le Centre pour les droits de l'homme organiserait chaque année des ateliers régionaux et des cours de formation dans les différentes régions du monde conformément aux instructions spécifiques des organes compétents, ou à la demande des Etats Membres, ou en coopération avec les institutions et organisations nationales.

## 3. Bourses et stages de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme

86. Le Centre pour les droits de l'homme gérerait le programme annuel de bourses de perfectionnement (dont le nombre serait de 30 au minimum). Le programme serait exécuté conformément aux différents mandats applicables et sur la base de la représentation la plus large possible, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. En outre, le Centre pour les droits de l'homme organiserait chaque année des stages de perfectionnement à l'intention de 20 à 25 stagiaires gradués de l'université venant du monde entier, qui souhaiteraient approfondir leurs connaissances dans le domaine des droits de l'homme en participant à des activités pratiques sous la supervision du personnel de direction du Centre.

## 4. Manifestations spéciales

87. Le Centre pour les droits de l'homme et le Département de l'information, en coopération avec d'autres départements et bureaux compétents de l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées, organiserait des manifestations spéciales afin de célébrer les journées qui ont une importance particulière pour les droits de l'homme, telles que la Journée internationale de l'élimination de la discrimination raciale (21 mars). En outre, la semaine précédant le 10 décembre servirait à l'exécution d'un programme spécial d'activités, avec la participation des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des établissements d'enseignement, afin de mettre en évidence les droits de l'homme, le rôle et les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde entier, et l'importance d'une opinion publique mondiale bien

informée de ces questions. Cette semaine des droits de l'homme aurait son point culminant le 10 décembre, Journée des droits de l'homme et anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des consultations mondiales avec les représentants de la vaste communauté qui s'occupe des droits de l'homme auraient lieu périodiquement sur des sujets d'intérêt particulier.

5. Activités de reportage et de promotion

88. Le Département de l'information entreprendrait des activités spéciales afin d'attirer l'attention des médias sur les manifestations et les activités concernant les droits de l'homme décrites ci-dessus, de manière à assurer la plus large couverture possible de ces activités par les médias. Le Département continuerait à produire de la documentation audio-visuelle et des reportages de télévision, de radio et de presse sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ainsi qu'à mener des activités de promotion semblables à celles qui sont décrites dans les chapitres précédents du rapport. Des matériaux spéciaux de promotion, y compris des affiches, des panneaux muraux imprimés, des photographies, des diapositives, des calendriers, des pochettes d'information destinées aux médias et aux organisations non gouvernementales, etc., seraient également produits périodiquement en vue de leur distribution générale ou à l'intention de groupes cibles spécifiques.

6

7

8

9

10

11

12

6

7

8

9

10

11

12



## Projet de convention relative aux droits de l'enfant

### Question:

La position du Canada sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant.

### Contexte:

En 1959, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'enfant. En 1978, à la 34<sup>e</sup> session de la Commission des droits de l'homme (CDH), la Pologne a présenté un projet de convention relative aux droits de l'enfant. A la 35<sup>e</sup> AGNU, en 1980, le même pays a présenté un projet révisé contenant 28 articles. Depuis 1981, un groupe de travail de la CDH à composition non limitée, présidé par la Pologne, a examiné et adopté des dispositions de fond en vue de leur inclusion dans le projet de convention. Le groupe a terminé la première lecture du texte aux cours d'une session spéciale de deux semaines tenue en janvier-février 1988.

Au cours d'une autre session spéciale de deux semaines tenue en novembre-décembre 1988, le projet de convention a fait l'objet d'une deuxième lecture, qui a permis d'apporter des modifications quant au fond et à la forme, de mettre les deux sexes sur un pied d'égalité dans le libellé ainsi que de réaménager et de renuméroter les articles. La convention dans sa forme finale sera soumise à la CDH pour qu'elle l'examine et l'adopte, après l'adoption du rapport final du groupe de travail dans la première semaine de la 45<sup>e</sup> session de la CDH, en janvier 1989. Puis le Conseil économique et social et l'Assemblée générale l'examineront à tour de rôle en vue de son adoption par l'ONU en 1989, à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration et du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'Année internationale de l'enfant.

### Position du Canada:

Le Canada a soutenu fermement l'adoption d'une convention relative aux droits de l'enfant, et il a participé activement à sa rédaction. Bien qu'il tienne à ce que la convention soit adoptée en 1989, le Canada est d'avis que l'objectif ultime doit être un instrument efficace de protection des droits de la personne.

A la session du Groupe de Travail qui vient de prendre fin, où la convention a fait l'objet d'une second lecture, le Canada s'était fixé les objectifs suivants: s'assurer qu'il n'y ait par de dérogations aux normes établies dans les autres instruments de protection des droits de la personne ayant servi de fondement à la convention; veiller à ce que la convention distingue clairement entre les obligations de l'Etat touchant les droits économiques, sociaux et culturels et celles touchant les droits civils et politiques; éliminer les incohérences et les

7

8

9

10

11

12

chevauchements éventuels; et, dans la mesure du possible, rehausser les normes prescrites dans certains articles clés. Bien que tous ces objectifs n'aient pas atteints, des améliorations majeures ont été apportées, faisant progresser de façon notable l'établissement de normes en matière de droits de la personne.

Au cours de la seconde lecture plusieurs questions relatives à la convention se sont avérées litigieuses, entre autres la liberté de religion, la présence d'enfants dans les conflits armés et la protection avant la naissance. Il est donc possible que ces questions, comme celle du financement du comité de suivi de 10 personnes, soient soulevées à la CDH. En ce qui a trait au financement, le Canada est fortement en faveur d'un financement par l'ONU, afin d'assurer le fonctionnement efficace du Comité. Mais, concernant certaines autres questions, un débat approfondi risquerait fort d'être improductif et de n'aboutir qu'à des compromis peu satisfaisants. Par conséquent, bien qu'il soit disposé à examiner tout amendement substantiel qui améliorerait le texte, le Canada estime que l'objectif prioritaire doit être l'adoption de la convention par le CDH.

NOTE:

Le texte du projet de convention adopté par le groupe de travail de la Commission des droits de l'homme en décembre 1988 n'est pas encore disponible en français. A date, seule la version anglaise originale, incluse dans la section en anglais de ce cahier, est disponible.

7

8

9

10

11

12

Form 575 (U.S.)  
PROCEDURE **Plasdex** PROCESS  
MONTREAL TORONTO

7

8

9

10

11

12

Les principes de l'ONU pour la protection de toutes les  
personnes soumises à une forme quelconque de détention ou  
d'emprisonnement

Question

La position du Canada à l'égard des principes  
susmentionnés.

Contexte

L'idée d'établir un ensemble de principes pour la  
protection des personnes détenues a été lancée en 1978 par la  
Sous-commission de la lutte contre les mesures  
discriminatoires et de la protection des minorités. Le projet  
de la Sous-commission a d'abord été examiné sommairement par  
la Troisième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU  
(AGNU), puis a été renvoyé à la Sixième Commission, où il est  
étudié depuis 1981 par un groupe de travail à composition non  
limitée, présidé par l'Italie.

Lors de la dernière session, à l'automne 1988, le  
groupe de travail a terminé son examen des principes en  
deuxième lecture, et le texte définitif a été adopté à la 43<sup>e</sup>  
session de l'AGNU. Cet instrument comprend 39 principes, des  
dispositions sur leur portée et l'emploi de certains termes et  
un article général sur la non-dérogation aux dispositions du  
Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Comme le titre le suggère, ces principes sont  
destinés à assurer la protection de toute personne soumise à  
une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il  
s'agit plus précisément de garantir que les personnes détenues  
ou emprisonnées soient traitées humainement et puissent  
communiquer avec les membres de leur famille et consulter un  
avocat, qu'elles soient informées de leurs droits et des  
accusations portées contre elles et que leur cause soit  
soumise promptement à une autorité judiciaire ou autre et,  
enfin, que des modalités appropriées soient établies pour  
faire enquête sur les cas de violation par des  
fonctionnaires. Le groupe de travail, qui devait avoir  
terminé ses travaux en 1987, a consacré une bonne partie de la  
dernière session à mettre au point les définitions des termes  
"arrestation", "détention" et "autorité judiciaire ou autre",  
ainsi qu'à préciser les dispositions concernant l'habeas  
corpus et la détention au secret.

Position du Canada

Le Canada a soutenu l'élaboration d'un ensemble de  
principes pour la protection des personnes détenues ou

8

9

10

11

12

emprisonnées et a participé activement aux travaux de rédaction. Bien que l'instrument adopté n'ait pas valeur contraignante, la position canadienne était fondée sur le désir d'en arriver à un document qui rehausserait les normes dans ce domaine, tout en permettant à des pays comme le Canada d'en respecter toutes les dispositions. Par ailleurs, le Canada n'a pas caché qu'il estimait que les principes devaient être d'une portée aussi vaste que possible, de manière à ce qu'ils s'appliquent à toute forme de détention et qu'ils fournissent la meilleure protection possible. Il était tout aussi important de veiller à ce que les personnes détenues ou emprisonnées puissent avoir recours à des instances judiciaires impartiales et indépendantes. Nous croyons que le texte adopté répond à ces préoccupations.

Ces principes ne constituent pas un instrument parfait. En effet, les normes dans certaines sphères clés mériteraient d'être rehaussées bien davantage. Cependant, le texte comporte un certain nombre de dispositions importantes visant à empêcher que les personnes détenues ne soient soumises à de mauvais traitements et à prévenir les violations de droits.

III. PROJET D'ENSEMBLE DE PRINCIPES POUR LA PROTECTION DE TOUTES  
LES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION  
OU D'EMPRISONNEMENT

Portée de l'Ensemble de principes

Les présents principes s'appliquent à la protection de toutes les personnes  
soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

Emploi des termes

Aux fins de l'Ensemble de principes :

- a) Le terme "arrestation" s'entend de l'acte qui consiste à appréhender une  
personne du chef d'une prétendue infraction ou par le fait d'une autorité  
quelconque;
- b) Le terme "personne détenue" s'entend de toute personne privée de la  
liberté individuelle sauf à la suite d'une condamnation pour infraction;
- c) Le terme "personne emprisonnée" s'entend de toute personne privée de la  
liberté individuelle à la suite d'une condamnation pour une infraction;
- d) Le terme "détention" s'entend de la condition des personnes détenues  
telle qu'elle est définie ci-dessus;
- e) Le terme "emprisonnement" s'entend de la condition des personnes  
emprisonnées telle qu'elle est définie ci-dessus;
- f) Les termes "une autorité judiciaire ou autre" s'entendent d'une autorité  
judiciaire ou autre habilitée par la loi dont le statut et la durée du mandat  
offrent les garanties les plus solides possibles de compétence, d'impartialité et  
d'indépendance.

Principe premier

Toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement  
est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne  
humaine.

Principe 2

Les mesures d'arrestation, de détention ou d'emprisonnement ne sont appliquées  
qu'en stricte conformité avec les dispositions de la loi et par les autorités  
compétentes ou les personnes habilitées à cet effet.

Principe 3

Si une personne est soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, il ne peut être admis à son égard aucune restriction ou dérogation aux droits de l'homme reconnus ou en vigueur dans un Etat en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Ensemble de principes ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

Principe 4

Toute forme de détention ou d'emprisonnement et toute mesure mettant en cause les droits individuels d'une personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement doit être décidée soit par une autorité judiciaire ou autre, soit sous son contrôle effectif.

Principe 5

1. Les présents principes s'appliquent à toutes les personnes se trouvant sur le territoire d'un Etat donné, sans distinction aucune, qu'elle soit fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou les croyances religieuses, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la fortune, la naissance ou sur tout autre critère.

2. Les mesures appliquées conformément à la loi et destinées exclusivement à protéger les droits et la condition particulière des femmes, surtout des femmes enceintes et des mères d'enfants en bas âge, des enfants, des adolescents, des personnes âgées, malades ou handicapées ne sont pas réputées être des mesures discriminatoires. Leur nécessité et leur application pourront toujours faire l'objet d'un examen de la part d'une autorité judiciaire ou autre.

Principe 6

Aucune personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement ne sera soumise à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants\*. Aucune circonstance quelle qu'elle soit ne peut être invoquée pour justifier la torture ou toute autre peine ou traitement de caractère cruel, inhumain ou dégradant.

---

\* L'expression "peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant" doit être interprétée de façon à assurer une protection aussi large que possible contre tous sévices, qu'ils aient un caractère physique ou mental, y compris le fait de soumettre une personne détenue ou emprisonnée à des conditions qui la privent temporairement ou en permanence de l'usage de l'un quelconque de ses sens, tels que la vue ou l'ouïe, de la conscience du lieu où elle se trouve et du passage du temps.



Principe 7

1. Les Etats devraient édicter des lois interdisant tous actes qui violeraient les droits et devoirs énoncés dans les présents principes, prévoir des sanctions appropriées contre les auteurs de ces actes et enquêter impartialement en cas de plainte.

2. Les fonctionnaires qui ont des raisons de croire qu'une violation du présent Ensemble de principes s'est produite ou est sur le point de se produire signalent le cas à leurs supérieurs et, au besoin, aux autres autorités ou instances de contrôle ou de recours compétentes.

3. Toute autre personne qui a lieu de croire qu'une violation du présent Ensemble de principes s'est produite ou est sur le point de se produire a le droit de signaler le cas aux supérieurs des fonctionnaires en cause ainsi qu'aux autres autorités ou instances de contrôle et de recours compétentes.

Principe 8

Les personnes détenues sont soumises à un régime approprié à leur condition de personnes non condamnées. Elles sont donc, chaque fois que possible, séparées des personnes emprisonnées.

Principe 9

Les autorités qui arrêtent une personne, la maintiennent en détention ou instruisent l'affaire doivent exercer strictement les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi et l'exercice de ces pouvoirs doit pouvoir faire l'objet d'un recours devant une autorité judiciaire ou autre.

Principe 10

Toute personne arrêtée sera informée des raisons de cette mesure au moment de son arrestation et sera avisée sans délai de toute accusation portée contre elle.

Principe 11

1. Une personne ne sera pas maintenue en détention sans avoir la possibilité effective de se faire entendre sans délai par une autorité judiciaire ou autre. Une personne détenue a le droit d'assurer sa propre défense ou d'être assistée d'un conseil conformément à la loi.

2. Le détenu et, le cas échéant, son conseil reçoivent sans délai et intégralement communication de l'ordre de détention et des raisons l'ayant motivé.

3. Une autorité judiciaire ou autre sera habilitée à contrôler, en tant que de besoin, le maintien de la détention.

8

9

10

11

12

Principe 12

1. Seront dûment consignés :
  - a) Les motifs de l'arrestation;
  - b) L'heure de l'arrestation, l'heure à laquelle la personne arrêtée a été conduite dans un lieu de détention et celle de sa première comparution devant une autorité judiciaire ou une autre;
  - c) L'identité des responsables de l'application des lois concernés;
  - d) Des indications précises quant au lieu de détention.
2. Ces renseignements seront communiqués à la personne détenue ou, le cas échéant, à son conseil, dans les formes prescrites par la loi.

Principe 13

Toute personne se verra fournir, au moment de l'arrestation et au début de la détention ou de l'emprisonnement ou peu après, par les autorités responsables de l'arrestation, de la détention ou de l'emprisonnement, selon le cas, des renseignements et des explications au sujet de ses droits ainsi que de la manière dont elle peut les faire valoir.

Principe 14

Toute personne qui ne comprend ou ne parle pas suffisamment bien la langue utilisée par les autorités responsables de son arrestation, de sa détention ou de son emprisonnement a le droit de recevoir sans délai, dans une langue qu'elle comprend, les renseignements visés dans les principes 10, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 1, et 13 et de bénéficier de l'assistance, gratuite si besoin est, d'un interprète dans le cadre de la procédure judiciaire qui fait suite à son arrestation.

Principe 15

Nonobstant les exceptions prévues au principe 16, paragraphe 4, et au principe 18, paragraphe 3, la communication de la personne détenue ou emprisonnée avec le monde extérieur, et en particulier avec sa famille ou son conseil, ne peut être refusée pendant plus de quelques jours.

Principe 16

1. Dans les plus brefs délais après l'arrestation et après chaque transfert d'un lieu de détention ou d'emprisonnement à un autre, la personne détenue ou emprisonnée pourra aviser ou requérir l'autorité compétente d'aviser sa famille ou, s'il y a lieu, d'autres personnes de son choix, de son arrestation, de sa détention ou de son emprisonnement, ou de son transfert et du lieu où elle est détenue.

2. S'il s'agit d'une personne étrangère, elle sera aussi informée sans délai de son droit de communiquer par des moyens appropriés avec un poste consulaire ou la mission diplomatique de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilitée à recevoir cette communication conformément au droit international ou avec le représentant de l'organisation internationale compétente, si cette personne est réfugiée ou est d'autre façon, sous la protection d'une organisation intergouvernementale.

3. Dans le cas d'un adolescent ou d'une personne incapable de comprendre quels sont ses droits, l'autorité compétente devra, de sa propre initiative, procéder à la notification visée dans le présent principe. Elle veillera spécialement à aviser les parents ou tuteurs.

4. La notification visée dans le présent principe sera faite ou autorisée sans délai. L'autorité compétente pourra néanmoins différer une notification pendant une période raisonnable si des besoins exceptionnels de l'enquête l'exigent.

#### Principe 17

1. Tout détenu pourra bénéficier de l'assistance d'un avocat. L'autorité compétente l'informerá de ce droit promptement après son arrestation et lui fournira des facilités raisonnables pour l'exercer.

2. Si un détenu n'a pas choisi d'avocat, il aura le droit de s'en voir désigner un par une autorité judiciaire ou autre dans tous les cas où les intérêts de la justice l'exigent, et ce, sans frais s'il n'a pas les moyens de le rémunérer.

#### Principe 18

1. Toute personne détenue ou emprisonnée doit être autorisée à communiquer avec son avocat et à le consulter.

2. Toute personne détenue ou emprisonnée doit disposer du temps et des facilités nécessaires pour s'entretenir avec son avocat.

3. Le droit de la personne détenue ou emprisonnée de recevoir la visite de son avocat et de le consulter et de communiquer avec lui sans délai ni censure et en toute confiance ne peut faire l'objet d'aucune suspension ni restriction en dehors des circonstances exceptionnelles, qui seront spécifiées par la loi ou les règlements pris conformément à la loi, dans lesquelles une autorité judiciaire ou autre l'estimera indispensable pour assurer la sécurité et maintenir l'ordre.

4. Les entretiens entre la personne détenue ou emprisonnée et son avocat peuvent se dérouler à portée de la vue, mais non à portée d'ouïe, d'un responsable de l'application des lois.

5. Les communications entre une personne détenue ou emprisonnée et son avocat qui sont mentionnées dans le présent principe ne peuvent être retenues comme preuves contre la personne détenue ou emprisonnée, sauf si elles se rapportent à une infraction continue ou envisagée.

Principe 19

Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de recevoir des visites, en particulier de membres de sa famille, et de correspondre, en particulier avec eux, et elle doit disposer de possibilités adéquates de communiquer avec le monde extérieur, sous réserve des conditions et restrictions raisonnables que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi.

Principe 20

Si une personne détenue ou emprisonnée en fait la demande, elle sera placée, si possible, dans un lieu de détention ou d'emprisonnement raisonnablement proche de son lieu de résidence habituel.

Principe 21

1. Il est interdit d'abuser de la situation d'une personne détenue ou emprisonnée pour la contraindre à avouer, à s'incriminer de quelque autre façon ou à témoigner contre toute autre personne.

2. Aucune personne détenue ne sera soumise, pendant son interrogatoire, à des actes de violence, des menaces ou des méthodes d'interrogatoire de nature à compromettre sa capacité de décision ou son discernement.

Principe 22

Aucune personne détenue ou emprisonnée ne pourra, même si elle y consent, faire l'objet d'expériences médicales ou scientifiques de nature à nuire à sa santé.

Principe 23

1. La durée de tout interrogatoire auquel sera soumise une personne détenue ou emprisonnée et des intervalles entre les interrogatoires ainsi que le nom des agents qui y auront procédé et de toute autre personne y ayant assisté seront dûment consignés et authentifiés dans les formes prescrites par la loi.

2. La personne détenue ou emprisonnée, ou son conseil lorsque la loi le prévoit, auront accès aux renseignements ainsi consignés.

Principe 24

Toute personne détenue ou emprisonnée se verra offrir un examen médical approprié dans un délai aussi bref que possible après son entrée dans le lieu de détention ou d'emprisonnement; par la suite, elle bénéficiera de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Ces soins et traitements seront gratuits.

Principe 25

Toute personne détenue ou emprisonnée ou son conseil a, sous la seule réserve des conditions raisonnablement nécessaires pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre dans le lieu de détention ou d'emprisonnement, le droit de demander à une autorité judiciaire ou autre un deuxième examen médical ou une deuxième opinion médicale.

Principe 26

Le fait qu'une personne détenue ou emprisonnée a subi un examen médical, le nom du médecin et les résultats de l'examen seront dûment consignés. L'accès à ces renseignements sera assuré conformément aux règles pertinentes du droit interne.

Principe 27

Le non-respect des présents principes dans l'obtention de preuves sera pris en compte pour déterminer si des preuves produites contre une personne détenue ou emprisonnée sont admissibles.

Principe 28

Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit d'obtenir, dans les limites des ressources disponibles, si elles proviennent de sources publiques, une quantité raisonnable de matériel éducatif, culturel et d'information, sous réserve des conditions raisonnablement nécessaires pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre dans le lieu de détention ou d'emprisonnement.

Principe 29

1. Afin d'assurer le strict respect des lois et règlements pertinents, les lieux de détention doivent être inspectés régulièrement par des personnes qualifiées et expérimentées nommées par une autorité compétente distincte de l'autorité directement chargée de l'administration du lieu de détention ou d'emprisonnement et responsables devant elle.

2. Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de communiquer librement et en toute confidentialité avec les personnes qui inspectent les lieux de détention ou d'emprisonnement conformément au paragraphe 1, sous réserve que des conditions raisonnablement nécessaires pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre dans lesdits lieux.

Principe 30

1. Les types de comportement qui constituent, de la part d'une personne détenue ou emprisonnée, des infractions disciplinaires durant la détention ou l'emprisonnement, le genre et la durée des sanctions disciplinaires qui peuvent être appliquées et les autorités compétentes pour imposer ces sanctions doivent être spécifiés par la loi ou les règlements pris conformément à la loi et être dûment publiés.

2. Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit d'être entendue avant que des mesures d'ordre disciplinaire soient prises à son égard. Elle a le droit d'intenter un recours contre ces mesures devant l'autorité supérieure.

Principe 31

Les autorités compétentes s'efforceront de fournir, si besoin est, conformément au droit interne, une assistance aux membres, et notamment aux membres mineurs, de la famille des personnes détenues ou emprisonnées qui sont à la charge de celle-ci et elles se soucieront en particulier d'assurer, dans de bonnes conditions, la garde des enfants laissés sans surveillance.

Principe 32

1. La personne détenue ou son conseil aura le droit d'introduire à tout moment un recours, conformément au droit interne, devant une autorité judiciaire ou autre afin de contester la légalité de la mesure de détention et d'obtenir sa mise en liberté sans délai, si cette mesure est irrégulière.

2. La procédure mentionnée au paragraphe 1 doit être simple et rapide, et gratuite pour les détenus impécunieux. L'autorité responsable de la détention doit présenter sans retard déraisonnable la personne détenue devant l'autorité saisie du recours.

Principe 33

1. Toute personne détenue ou emprisonnée ou son conseil a le droit de présenter une requête ou une plainte au sujet de la façon dont elle est traitée, en particulier dans le cas de tortures ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, aux autorités chargées de l'administration du lieu de détention et aux autorités supérieures, et, si nécessaire, aux autorités appropriées de contrôle et de recours.

2. Lorsque ni la personne détenue ou emprisonnée ni son conseil n'a la possibilité d'exercer les droits visés au paragraphe 1, un membre de la famille de la personne détenue ou emprisonnée ou toute autre personne qui connaît l'affaire peut exercer ces droits.

3. Le caractère confidentiel de la requête ou de la plainte est maintenu si le demandeur le requiert.

4. Toute requête ou plainte doit être examinée sans retard et une réponse doit être donnée sans retard injustifié. En cas de rejet de la requête ou de la plainte ou en cas de retard excessif, le demandeur est autorisé à saisir une autorité judiciaire ou autre. Ni la personne détenue ou emprisonnée ni aucun demandeur aux termes du paragraphe 1 ne doit subir de préjudice pour avoir présenté une requête ou une plainte.

#### Principe 34

Si une personne détenue ou emprisonnée vient à décéder ou à disparaître pendant la période de sa détention ou de son emprisonnement, une autorité judiciaire ou autre ordonnera une enquête sur les causes du décès ou de la disparition, soit de sa propre initiative, soit à la requête d'un membre de la famille de cette personne ou de toute personne qui a connaissance de l'affaire. Si les circonstances le justifient, une enquête sera conduite dans les mêmes conditions de procédure lorsque le décès ou la disparition survient peu après la fin de la période de détention ou d'emprisonnement. Les résultats ou conclusions de l'enquête seront rendus disponibles si la demande en est faite, à moins qu'une telle décision ne compromette une instruction criminelle en cours.

#### Principe 35

1. Les préjudices subis à la suite d'actes ou d'omissions commis par un agent de la fonction publique en violation des droits énoncés dans les présents principes seront indemnisés conformément aux règles applicables en vertu du droit interne.

2. Les renseignements devant être consignés en vertu des présents principes devront être accessibles conformément aux procédures prévues par le droit interne aux fins des demandes d'indemnisation présentées en vertu du présent principe.

#### Principe 36

1. Toute personne détenue soupçonnée ou inculpée d'une infraction pénale est présumée innocente et doit être traitée en conséquence jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public pour lequel elle a reçu toutes les garanties nécessaires à sa défense.

2. Toute personne ainsi soupçonnée ou inculpée ne peut être arrêtée ou détenue en attendant l'ouverture de l'instruction et du procès que pour les besoins de l'administration de la justice, pour les motifs, sous les conditions et conformément aux procédures prévues par la loi. Sont interdites les contraintes imposées à une telle personne qui ne seraient pas strictement nécessaires soit aux fins de la détention, soit pour empêcher qu'il ne soit fait obstacle au déroulement de l'instruction ou à l'administration de la justice, soit pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre dans le lieu de détention.

#### Principe 37

Toute personne détenue du chef d'une infraction pénale est, après son arrestation, traduite dans les meilleurs délais devant une autorité judiciaire ou autre autorité prévue par la loi. Cette autorité statue sans retard sur la légalité et la nécessité de la détention. Nul ne peut être maintenu en détention en attendant l'ouverture de l'instruction ou du procès si ce n'est sur l'ordre écrit de ladite autorité. Toute personne détenue, lorsqu'elle est traduite devant une telle autorité, a le droit de faire une déclaration concernant la façon dont elle a été traitée alors qu'elle était en état d'arrestation.

8  
9  
10  
11  
12

Principe 38

Toute personne détenue du chef d'une infraction pénale devra être jugée dans un délai raisonnable ou mise en liberté en attendant l'ouverture du procès.

Principe 39

Sauf dans des cas particuliers prévus par la loi, une personne détenue du chef d'une infraction pénale est en droit, à moins qu'une autorité judiciaire ou autre n'en décide autrement dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'être mise en liberté en attendant l'ouverture du procès sous réserve des conditions qui peuvent être imposées conformément à la loi. Ladite autorité maintient à l'étude la question de la nécessité de la détention.

Principe 40

Aucune disposition du présent Ensemble de principes ne sera interprétée comme constituant une restriction ou une dérogation à un droit énoncé dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

-----



Form 674 (5-51)  
PROPERTY *Plasdex* P. PRAVINS  
MONTREAL TORONTO

8

9

10

11

12

L'État des instruments internationaux relatifs  
aux droits de la personne

QUESTION

La Commission sera saisie des rapports du Secrétaire général sur :

- a) l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) ainsi que du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et de son Protocole facultatif, qui prévoit un mécanisme pour le dépôt de plaintes par les particuliers; et
- b) l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

CONTEXTE

Au cours de sa 21<sup>e</sup> session, en 1966, l'Assemblée générale a adopté et soumis à la signature, à la ratification et à l'adhésion des membres le PIDESC ainsi que le PIDCP et son Protocole facultatif. Les deux pactes et le protocole sont entrés en vigueur en 1976. A la date du 7 septembre 1988, 87 États étaient parties au PIDCP, 92 au PIDESC et 41 au Protocole facultatif. En outre, 22 pays ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du PIDCP visant le dépôt de plaintes entre États.

Aux termes des deux pactes, les États parties sont tenus de faire rapport sur les mesures adoptées pour faire respecter les droits qui y sont reconnus et sur les progrès réalisés. Dans le cas du PIDCP, les États soumettent leur rapport au Comité des droits de l'homme, qui réunit 18 ressortissants d'États parties élus pour quatre ans à titre individuel. Le Comité a en outre compétence pour recevoir, examiner et commenter les plaintes émanant de particuliers qui affirment être victimes d'une violation des obligations souscrites au titre du Pacte de la part d'un État partie ayant ratifié le Protocole facultatif. Dans le cas du PIDESC, les États parties soumettent leur rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, composé de 18 personnes et créé en 1985 par le Conseil économique et social (ECOSOC) pour remplacer l'organe de surveillance antérieur.

Adoptée par l'Assemblée générale en 1984, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, est entrée en vigueur le 26 juin 1987. A la date du 1<sup>er</sup> décembre 1988, 37 États étaient

9

10

11

12

parties à la Convention et 15 avaient fait les déclarations prévues aux articles 21 et 22, par lesquelles il est reconnu que le Comité contre la torture a compétence pour recevoir les plaintes entre États et celles déposées par des particuliers. Le Comité contre la torture est formé de dix experts indépendants (dont un Canadien, le professeur Peter Burns, doyen de la Faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique). Il a tenu sa réunion inaugurale en avril 1988, adoptant alors des règles de procédure provisoires et des lignes de conduite générales relativement à la présentation des rapports initiaux par les États.

#### POSITION DU CANADA

Le Canada, qui a adhéré aux deux pactes et au Protocole facultatif en 1976, est un ardent partisan de leur ratification universelle. Le Canada est également de plus en plus préoccupé par l'application de ces deux instruments ainsi que celle des autres instruments relatifs aux droits de la personne et les modalités respectives régissant l'établissement de rapports. Lorsque ce point de l'ordre du jour a été débattu à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, le Canada a appuyé une initiative des Pays-Bas visant à examiner de plus près les difficultés posées par l'application efficace de ces instruments. La question sera probablement à nouveau discutée au cours de la 45<sup>e</sup> session de la Commission des droits de l'homme. Le Canada se prononcera à nouveau en faveur d'un examen détaillé des diverses questions soulevées, en vue de trouver des solutions à long terme pour ce qui est, par exemple, des obligations des États relatives à l'établissement de rapports et du financement des organes chargés de l'examen des rapports. À ce propos, le Canada s'est réjoui de ce qu'une réunion des présidents des organes chargés de l'examen des rapports ait été organisée en octobre 1988 ainsi que des recommandations constructives qui ont été formulées au cours de cette réunion, notamment celles visant à améliorer les modalités devant régir l'établissement de rapports et à éviter la répétition inutile des fonctions.

Le deuxième rapport périodique du Canada sur les articles 6-9 du PIDESC sera examiné à la prochaine session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, prévue pour février 1989. Notre deuxième rapport périodique sur le PIDCP est en cours de préparation.

Le Canada a ratifié la Convention contre la torture le 24 juin 1987. Nous cherchons actuellement à déterminer si le Canada devrait faire les déclarations prévues

aux articles 21 et 22 de la Convention, de manière à accepter les mécanismes facultatifs pour le dépôt de plaintes. La question a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Comité fédéral-provincial-territorial des autorités responsables des droits de la personne, prévue pour les 12 et 13 janvier 1988. Les positions des provinces seront alors connues.

Le Canada présentera son rapport initial au Comité contre la torture en 1989. Il semble toutefois que le Comité n'examinera pas le rapport avant 1990.

9

10

11

12

9

10

11

12

Projet de déclaration sur l'indépendance et  
l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des  
assesseurs et sur l'indépendance des avocats

QUESTION

La Commission des droits de l'homme sera chargée d'examiner le projet de déclaration susmentionné, proposé par le rapporteur spécial, M. L. M. Singhvi.

CONTEXTE

L'idée de réaliser une étude sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire a été proposée en 1979, au cours de la 32<sup>e</sup> session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Après que la proposition eut été brièvement examinée par la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social nommait un rapporteur spécial, conformément à sa décision 1980/124. En 1985, le rapporteur spécial présentait son rapport final, comprenant le projet de déclaration universelle sur l'indépendance de la justice, à la Sous-Commission, qui en discuta brièvement. La Sous-Commission se penchait à nouveau sur le rapport et sur le projet de déclaration au cours de sa session de 1987, décidant alors de distribuer le document aux États membres pour obtenir leurs commentaires, conformément à la résolution 1987/23. Après avoir examiné les contributions des États, le rapporteur spécial présentait à la Sous-Commission, au cours de sa session de 1988, une version à jour de son rapport final ainsi qu'une version révisée du projet de déclaration universelle sur l'indépendance de la justice. En vertu de sa résolution 1988/25, la Sous-Commission soumettait le projet de déclaration à l'examen de la Commission des droits de l'homme.

Le projet de déclaration comprend 106 principes, répartis en trois sections : juges, jurés et assesseurs, avocats. Ce document très fouillé énonce des normes dans des domaines tels que l'indépendance des juges, leur sélection et leur formation, la durée de leurs fonctions, leurs règles de conduite et leur révocation. La section consacrée aux jurés énonce des principes sur leur sélection, de même que sur les examens et les délibérations des jurés. Enfin, la section consacrée aux avocats touche à des questions telles que l'éducation juridique, les conditions d'admissibilité, les devoirs et les droits des avocats, le rôle des barreaux ainsi que des questions disciplinaires.

POSITION DU CANADA

Le Canada soutient pleinement les efforts déployés par la Sous-Commission pour élaborer des principes destinés à

10  
11  
12

préservier l'indépendance de la justice à tout point de vue. A cet égard, le Canada reconnaît la valeur du travail approfondi accompli par le rapporteur spécial, M. L. M. Singhvi, et notamment le projet de déclaration universelle sur l'indépendance de la justice. Son étude et le projet de déclaration constituent d'importantes étapes vers l'établissement de normes visant à protéger toute personne ayant affaire avec la justice.

Toutefois, bien que nous soutenions pleinement les objectifs généraux contenus dans le projet de déclaration, le Canada a des réserves au sujet de la portée de cet instrument et de la formulation précise de quelques principes. Certains risquent en effet de donner lieu à des difficultés pouvant être causées non pas tant par un désaccord sur l'intention ou l'objectif sous-jacent que par le libellé même du principe, qui pourra difficilement s'appliquer dans tel ou tel pays ou la pratique est pourtant tout à fait compatible avec la notion d'une justice indépendante. De plus, le Canada est d'avis que le projet de déclaration devrait compléter les normes semblables qui sont établies dans les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, adoptés au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan, en 1985. Il est prévu de réexaminer au cours du huitième Congrès de l'ONU, devant être tenu en 1990, la façon dont les différents États appliquent ces principes fondamentaux.

Pour ces raisons, le Canada souhaite que la Commission des droits de l'homme étudie le projet de déclaration soigneusement. Bien que ce document constitue une étape importante vers l'établissement de normes dans le domaine judiciaire, il devrait être examiné de près, soit par la Commission ou par la Sous-Commission, afin de s'assurer qu'il devienne un document utile, conforme aux normes établies par la voie d'autres instruments internationaux.



Conseil Economique  
et Social

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1988/20/Add.1  
20 juillet 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

SEP 9 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY

DU MINISTRE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte  
contre les mesures discriminatoires  
et de la protection des minorités  
Quarantième session  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE DECLARATION SUR L'INDEPENDANCE ET L'IMPARTIALITE  
DU POUVOIR JUDICIAIRE, DES JURES ET DES ASSESSEURS  
ET SUR L'INDEPENDANCE DES AVOCATS

Rapport établi par le Rapporteur spécial, M. L.M. Singhvi,  
en application de la résolution 1987/23 de la Sous-Commission  
en date du 3 septembre 1987

Additif

Le Rapporteur spécial a apporté des modifications au projet de  
déclaration universelle sur l'indépendance de la justice, dont la version  
révisée est présentée ci-joint.

10

11

12



PROJET DE DECLARATION UNIVERSELLE SUR L'INDEPENDANCE DE LA JUSTICE

L'Assemblée générale,

Considérant que les peuples du monde se sont déclarés résolus, dans la Charte des Nations Unies, à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies est, aux termes de la Charte, de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame, à l'article 2, que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés énoncés dans cette déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, ou qui serait fondée sur le statut du territoire dont l'intéressé est ressortissant,

Considérant que la Déclaration universelle proclame, à l'article 10, que toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle,

Ayant à l'esprit le Statut de la Cour internationale de Justice, qui postule et énonce le principe de l'indépendance des juges,

Rappelant que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques contient des dispositions visant à garantir que toute personne dont les droits et libertés auront été violés disposera d'un recours utile et à développer les possibilités de recours juridictionnel,

Considérant que plusieurs instruments internationaux ont proclamé que tous les êtres humains sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi,

Rappelant la résolution 3144 (XXVIII) de l'Assemblée générale en ce qui concerne le projet de principes relatifs à l'égalité dans l'administration de la justice,

Procédant sur la base de la résolution 5 (XXXII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et à la lumière des débats tenus par la Sous-Commission et des décisions prises par elle lors de ses sessions successives,

Reconnaissant que le principe de l'impartialité et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et de l'indépendance des avocats est le fondement de la légalité, de l'égalité devant la loi, de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant à l'esprit les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature adoptés par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en 1985 à Milan, que l'Assemblée générale a accueillis avec satisfaction par sa résolution 40/146 du 13 décembre 1985, invitant les gouvernements à respecter ces principes et à en tenir compte dans le cadre de leurs législations et pratiques nationales, et encourageant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à en tenir compte dans ses recommandations finales,

Rappelant la résolution 42/143 de l'Assemblée générale, la résolution 1986/10 du Conseil économique et social et l'importance des progrès accomplis eu égard au Projet d'ensemble de principes concernant la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement,

Notant qu'en dépit des diversités des systèmes politiques et des mécanismes juridiques en vigueur dans les différents pays, il existe un consensus fondamental et important sur les principes et les normes minimales relatifs à l'indépendance de la justice dans les constitutions et les systèmes juridiques du monde,

Préoccupée par l'écart qui existe entre la conception sur laquelle reposent les principes universellement admis en ce qui concerne l'indépendance de la justice et la situation qui existe en fait dans de nombreuses parties du monde,

Convaincue que la réaffirmation et le développement des principes relatifs à l'indépendance de la justice et l'application de normes fondées sur ces principes contribueront à améliorer l'administration de la justice et à renforcer la primauté du droit dans les institutions,

Désireuse de promouvoir la solidarité mondiale en ce qui concerne les principes et les normes relatifs à l'indépendance de la justice,

Convaincue qu'une déclaration internationale sur l'indépendance de la justice contribuera à faire progresser la justice, à renforcer la liberté et à assurer la primauté du droit ainsi qu'à développer les institutions juridiques et à élargir les possibilités de recours judiciaires envisagées à l'article 2 3) b) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

1. Proclame solennellement la présente Déclaration universelle sur l'indépendance de la justice;

2. Invite les Etats Membres à adhérer aux principes et aux normes contenus dans la présente Déclaration, à favoriser aussi largement que possible sa diffusion, notamment parmi les juges, les avocats, les jurés et les assesseurs, et à mettre au point des programmes destinés à renforcer les institutions juridiques et les moyens judiciaires;

3. Invite les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à assurer la diffusion la plus large possible des principes et des normes contenus dans la présente Déclaration et à s'engager à faire des efforts soutenus pour assurer leur respect universel.

10

11

12

## LES JUGES

### Objectifs et fonctions

1. Les objectifs et fonctions de la magistrature comprennent :
  - a) L'administration impartiale de la justice, quelles que soient les parties;
  - b) La promotion, dans les limites propres au pouvoir judiciaire, de la reconnaissance et du respect des droits de la personne;
  - c) La recherche de la sécurité pour tous les peuples dans le respect du droit.

### Indépendance

2. Le juge est libre et tenu de régler les affaires dont il est saisi en toute impartialité, selon son interprétation des faits et de la loi, sans être soumis à des restrictions, des influences, des incitations, des pressions, des menaces ou des ingérences, directes ou indirectes, quel qu'en soit l'origine ou le motif.
3. En matière de décision judiciaire, le juge est indépendant de ses collègues et de ses supérieurs. L'organisation hiérarchique de la magistrature et les différences de grade ou de rang ne portent atteinte en aucun cas au droit du juge de se prononcer en toute liberté. Pour leur part, les juges exercent leurs fonctions, à titre individuel ou collégalement, en appliquant intégralement la loi dans le cadre du système juridique qui est le leur.
4. Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif.
5.
  - a) Le pouvoir judiciaire exerce sa compétence, en première instance ou en appel, pour toutes les questions de caractère judiciaire, y compris les questions relevant directement de sa compétence,
  - b) Il n'est établi aucun tribunal d'exception pour connaître d'affaires relevant normalement de la compétence des tribunaux ordinaires;
  - c) Chacun a le droit d'être jugé avec toute la célérité voulue et sans retard excessif par les tribunaux ordinaires ou par des instances judiciaires établies par la loi, sous réserve de révision par les tribunaux;
  - d) Certaines dérogations sont admissibles dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation, mais seulement dans les conditions prescrites par la loi et dans des limites strictement conformes aux normes minimales internationalement reconnues et sous réserve de révision par les tribunaux;
  - e) En cas de danger public exceptionnel l'Etat veille à ce que les civils accusés d'une infraction pénale, quelle qu'en soit la nature, soient jugés par les tribunaux civils ordinaires et à ce que l'internement administratif sans inculpation fasse l'objet d'une révision par les tribunaux ordinaires ou autres instances indépendantes au moyen de la procédure

d'habeas corpus ou autres procédures semblables pour établir la légalité de l'internement et enquêter sur toute allégation de mauvais traitements;

f) La compétence des tribunaux militaires se limite aux infractions d'ordre militaire. Il existe toujours un droit d'appel de leurs jugements devant une cour d'appel ou une instance compétente en vertu de la loi, ou une voie de recours en annulation.

g) Il n'est exercé aucun pouvoir susceptible de porter atteinte au processus judiciaire;

h) L'Exécutif n'exerce pas de contrôle sur les fonctions judiciaires des tribunaux dans l'administration de la justice;

i) L'Exécutif ne peut ni fermer les tribunaux ni suspendre leurs activités;

j) L'Exécutif s'abstient de toute action ou omission qui préjuge du règlement judiciaire d'un litige ou empêche l'exécution normale d'un jugement.

6. Il n'est pas adopté de loi ni de décret qui vise à infirmer rétroactivement des décisions judiciaires particulières ou à modifier la composition du tribunal pour en influencer les décisions.

7. Les juges peuvent agir de façon collective afin de protéger leur indépendance professionnelle.

8. Les juges agissent toujours de manière à préserver la dignité et la responsabilité de leurs fonctions ainsi que l'impartialité et l'indépendance de la magistrature. Sous cette réserve, les juges jouissent de la liberté de pensée, de conviction, de parole, d'expression, d'association pour la défense de leur profession, de réunion et de déplacement.

#### Qualifications, sélection et formation des juges

9. Les candidats à la magistrature sont intègres et compétents. Ils jouissent de l'égalité d'accès à la magistrature; sauf dans le cas des juges non professionnels, ils doivent avoir une bonne formation juridique.

10. La sélection des juges se fait sans aucune distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale linguistique ou sociale, de fortune, de revenu, de naissance ou de toute autre situation, mais elle peut être subordonnée aux conditions relatives à la citoyenneté et à des critères d'aptitude à l'exercice de la magistrature.

11. a) Le processus et les critères de choix des juges visent notamment à assurer que la magistrature reflète équitablement tous les aspects de la société;

b) La méthode de sélection doit protéger scrupuleusement l'institution contre les nominations fondées sur des motifs illégitimes;

10

11

12

c) La participation du pouvoir exécutif ou législatif, ou du corps électoral, à la nomination des juges est compatible avec l'indépendance de la magistrature, pour autant que cette participation ne soit pas viciée par des motifs et des méthodes illégitimes et qu'elle soit scrupuleusement tenue à l'abri de tels motifs et méthodes. Pour garantir les nominations les plus satisfaisantes, eu égard à la compétence et à l'intégrité professionnelles et pour préserver l'indépendance et l'intégrité des juges, il faut autant que possible s'efforcer de procéder à ces nominations en consultation avec la magistrature et le barreau ou veiller à ce que les nominations ou les recommandations de nomination soient faites par un organisme où siègent des membres de la magistrature et du barreau.

12. Les juges doivent avoir accès à des cours de formation permanente.

#### Affectation, avancement et mutation

13. Lorsque la loi prévoit qu'à sa nomination ou élection à la magistrature un juge est discrétionnairement affecté à un poste, cette affectation relève du pouvoir judiciaire ou du Conseil supérieur de la magistrature s'il existe un tel organe.

14. L'avancement d'un juge dépend d'une évaluation objective de son intégrité, de son indépendance, de sa compétence professionnelle, de son expérience, de son sens humanitaire et de son engagement à assurer la primauté de la règle de droit. Aucune promotion n'est accordée pour des motifs illégitimes.

15. Sauf en vertu d'un système de roulement ou d'avancement régulier, les juges ne sont pas mutés d'une juridiction ou d'une fonction à une autre sans leur consentement, mais lorsque la mutation s'inscrit dans le cadre d'une politique uniforme formulée après avoir été dûment examinée par la magistrature, aucun juge ne pourra refuser son consentement sans raison valable.

#### Mandat

16. a) Le mandat des juges, leur indépendance, leur sécurité, une rémunération et des conditions de service adéquates sont assurés par la loi et ne peuvent être modifiés à leur détriment.

b) Sous réserve des dispositions relatives à la procédure disciplinaire et à la révocation prévues ci-après, les juges, nommés ou élus, sont inamovibles jusqu'à l'âge de la mise à la retraite obligatoire ou jusqu'à l'expiration légale de leur mandat.

17. Les juges peuvent être tenus d'accomplir une période de stage après leur nomination initiale mais, dans ce cas, la nomination des stagiaires et leur titularisation relèvent essentiellement de la magistrature ou d'un Conseil supérieur de la magistrature.

18. a) Durant leur mandat, les juges reçoivent un traitement et, à leur retraite, ils touchent une pension;

b) Les traitements et pensions des juges sont adéquats, correspondent au statut, à la dignité et aux responsabilités propres à leurs fonctions et sont périodiquement revus en vue de contrecarrer ou de minimaliser les effets de l'inflation;

c) L'âge de la retraite des juges en fonctions n'est pas modifié sans leur assentiment.

19. Il incombe au pouvoir exécutif d'assurer en tout temps la sécurité et la protection physique des juges et de leur famille.

#### Immunités et privilèges

20. Les juges sont protégés contre toute poursuite personnelle liée à l'exercice de leurs fonctions judiciaires et ils ne peuvent être traduits en justice ou poursuivis sans une autorisation d'une instance judiciaire compétente.

21. Les juges sont liés par le secret professionnel en ce qui concerne leurs délibérations et les informations confidentielles obtenues dans l'exercice de leurs fonctions en dehors des audiences publiques. Les juges ne sont pas tenus de témoigner en ces matières.

#### Récusation des juges

22. Les juges ne peuvent remplir des fonctions non judiciaires susceptibles de compromettre leur indépendance judiciaire.

23. Les juges ne peuvent donner un avis consultatif que si une disposition constitutionnelle ou législative le prévoit expressément.

24. Les juges s'abstiennent de toute activité d'affaires sauf quant à leurs propres biens mobiliers ou immobiliers. Ils ne peuvent exercer des activités d'avocat.

25. Un juge ne participe pas à l'audition d'une affaire lorsqu'il existe une crainte raisonnable quant à son impartialité ou qu'il y a conflit d'intérêts ou incompatibilité de fonctions.

#### Procédure disciplinaire et révocation

26. a) Une plainte contre un juge est traitée sans délai et équitablement en vertu d'une procédure appropriée. Le juge a la possibilité de faire connaître son point de vue dès l'examen initial de la plainte. Cet examen demeure confidentiel, sauf demande contraire du juge.

b) Une action disciplinaire ou révocatoire contre un juge est engagée devant un tribunal ou un conseil composé en majorité de membres de la magistrature. La législature peut être toutefois investie du pouvoir de révocation qu'elle exerce alors par voie de mise en accusation ou de requête conjointe, de préférence suite à une recommandation d'un tel tribunal ou conseil.

27. Toute action disciplinaire est fondée sur des normes établies de conduite judiciaire.

10  
11  
12

28. La procédure disciplinaire concernant les juges assure au juge mis en cause un traitement équitable et une audition complète.
29. Les décisions rendues en matière disciplinaire à l'encontre d'un juge, que l'instance se soit déroulée à huis clos ou en public, sont publiées.
30. Un juge n'est sujet à révocation que sur preuve d'incapacité ou d'inconduite qui le rende inapte à demeurer en fonctions.
31. Les juges, sauf ceux qui sont élus pour une période déterminée, ne sont pas affectés par l'abolition du tribunal où ils siègent, mais peuvent être nommés à un autre tribunal de même niveau de compétence.

#### Administration des tribunaux

32. Pour l'essentiel, l'administration des tribunaux, y compris la supervision et le contrôle disciplinaire du personnel administratif et du personnel auxiliaire, relève de la magistrature ou d'un organisme au sein duquel la magistrature est représentée et joue un rôle effectif.
33. L'Etat a le devoir supérieur de fournir des ressources financières suffisantes pour permettre l'administration normale de la justice, y compris les installations matérielles nécessaires au maintien de l'indépendance, de la dignité et de l'efficacité de la magistrature; le personnel judiciaire et administratif; et les budgets de fonctionnement.
34. Le budget des tribunaux est établi par l'autorité compétente en collaboration avec la magistrature, compte tenu des besoins de l'administration judiciaire.
35. C'est à la magistrature elle-même qu'il incombe de répartir les affaires entre les différents juges ou les différentes chambres composées de plusieurs juges, conformément à la loi ou au règlement du tribunal.
36. Le président d'un tribunal ne peut exercer de contrôle sur les juges que pour les questions administratives.

#### Divers

37. Le juge assure le déroulement impartial du procès et enquête soigneusement sur toute allégation de violation des droits d'une partie ou d'un témoin, y compris les allégations de mauvais traitements.
38. Les juges se montrent respectueux envers les membres du barreau ainsi que, selon le cas, envers les assesseurs, procureurs et jurés.
39. L'Etat assure la bonne exécution des décisions judiciaires, mais c'est la magistrature qui veille à l'exécution et au bon déroulement de la procédure.
40. Les juges se tiennent informés des conventions internationales et autres instruments établissant des normes en matière de droits de l'homme et s'efforcent de les mettre en oeuvre autant que faire se peut dans le cadre de leurs constitution et législation nationales.

41. Ces principes et normes s'appliquent à toutes les personnes exerçant des fonctions judiciaires, y compris les arbitres et les procureurs qui exercent des fonctions judiciaires, à moins que le contexte ne s'y oppose.
42. Un assesseur peut remplir les fonctions de juge, ou de juge adjoint ou auxiliaire, ou de consultant, ou d'expert juridique ou technique. Dans l'exercice de ces fonctions, les assessesurs s'acquittent de leurs devoirs et accomplissent leur tâche de manière impartiale et indépendante. Les principes et normes qui s'appliquent aux juges sont applicables aux assessesurs, à moins que le contexte ne s'y oppose.
43. Les assessesurs, assessesurs populaires ou Nyaya Panchas peuvent être élus pour un mandat de durée précise, dans les conditions et par l'électorat prévu par la loi, pour prendre part collégialement à la procédure judiciaire aux côtés des juges élus ou nommés. Les conditions requises pour pouvoir être élu assesseur ne font, entre les citoyens, aucune distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. Les élus peuvent être inscrits pour des périodes courtes et limitées sur la liste des personnes appelées à exercer des fonctions d'assesseur. L'assesseur peut également être nommé ou inscrit sur la liste pour fournir des conseils ou une assistance technique correspondant à ses connaissances spéciales pour une cause ou un genre de causes. En outre, des juges non professionnels ou juges populaires peuvent être nommés pour remplir certaines fonctions simples de caractère judiciaire.
44. Pendant la durée de leur mandat, les assessesurs reçoivent de l'Etat une compensation juste et adéquate sous forme d'une indemnité raisonnable sauf s'ils reçoivent une telle indemnité de leur employeur.
45. Les assessesurs élus pour participer à la procédure judiciaire ou nommés pour apporter une assistance technique ou autre, ne sont soumis à aucune restriction, influence, incitation, pression, menace ou ingérence, directe ou indirecte, étant néanmoins entendu qu'ils peuvent présenter périodiquement des explications à leurs électeurs dans le cadre du système de participation des citoyens à l'administration de la justice.
46. Les assessesurs sont indépendants des juges et des pouvoirs exécutif et législatif, et sont autorisés à prendre part à la procédure judiciaire dans les limites et les conditions prévues par la loi et la pratique du droit. Les assessesurs populaires qui sont élus pour prendre part à la procédure judiciaire sont aussi autorisés à faire consigner leurs réserves, qui font alors partie des minutes du procès.
47. Toute méthode d'inscription des assessesurs sur la liste protège scrupuleusement l'institution contre les inscriptions fondées sur des motifs illégitimes.
48. Des dispositions peuvent être prises afin de donner des instructions aux assessesurs populaires ou Nyaya Panchas, élus pour prendre part à la procédure judiciaire.
49. Un assesseur peut être récusé par ses électeurs ou révoqué, ou encore il peut être mis fin à sa nomination, mais toujours sous réserve de l'application scrupuleuse de la procédure prévue par la loi.

10

11

12



LES JURES ET LES ASSESSEURS

Choix des jurés

50. La possibilité d'exercer les fonctions de juré est étendue à tous sans aucune distinction fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, linguistique ou sociale, la fortune, le revenu, la naissance ou toute autre situation, sous réserve toutefois des conditions relatives à la citoyenneté.

51. Les noms des jurés sont tirés d'une liste de base établie elle-même à partir d'une ou de plusieurs listes, régulièrement mises à jour, des personnes qui ont leur résidence dans le ressort du tribunal.

52. La liste de base des jurés est représentative et comprend autant que possible toute la population adulte résidant dans le ressort du tribunal.

53. Le tribunal révisé périodiquement la liste de base des jurés afin de s'assurer qu'elle est représentative et complète. Si le tribunal constate qu'il y a lieu de rendre la liste des jurés plus représentative ou complète, il prend les mesures correctives appropriées.

54. Le sort préside à toutes les étapes du processus du choix des jurés, sauf dispositions contraires ici prévues.

55. La fréquence et la durée des périodes pendant lesquelles une personne est appelée à exercer les fonctions de juré et à être disponible à cet effet sont réduites au minimum compatible avec les besoins de la justice.

56. Sauf dispositions expressément prévues par la loi, toutes les excuses ou exemptions automatiques de l'exercice des fonctions de juré sont à éviter.

57. Les personnes qui remplissent les conditions requises pour remplir les fonctions de juré et qui sont convoquées à cette fin ne peuvent être excusées que pour raison valable et par le tribunal ou avec son autorisation.

Sélection d'un jury déterminé

58. L'interrogatoire des futurs jurés se limite aux questions permettant de déterminer s'il y a lieu d'écarter un juré pour cause et d'exercer des récusations péremptoires.

59. Si le juge constate au cours de l'interrogatoire des jurés éventuels qu'une personne ne peut pas ou ne veut pas entendre la cause en l'espèce de façon équitable et impartiale, le nom de cette personne est rayé de la liste des jurés. Cette décision peut être rendue à la demande d'une partie ou de la propre initiative du juge.

60. Dans les juridictions où les récusations péremptoires sont permises, leur nombre et la procédure à suivre pour les exercer sont uniformes pour le même genre de causes.

61. Les récusations péremptoires se limitent au nombre requis pour assurer de façon raisonnable la constitution d'un jury impartial.

Administration du système de jury

62. C'est à la magistrature qu'incombe exclusivement l'administration du système du jury.
63. L'avis appelant une personne à être juré est rédigé par écrit, dans un langage facile à comprendre, et signifié en temps utile.
64. Le tribunal utilise les services des jurés le mieux possible tout en leur créant le moins d'inconvénients possible.
65. Le tribunal protège les jurés contre la menace et l'intimidation.
66. Le tribunal fournit aux jurés des locaux confortables, qui sont aménagés de façon à réduire le plus possible les rapports entre les jurés et les parties, les avocats et le public.
67. Les personnes appelées à exercer les fonctions de juré reçoivent une indemnité raisonnable de l'Etat sauf si elles reçoivent une telle indemnité de leur employeur.
68. Il est interdit aux employeurs de pénaliser les employés qui sont appelés à exercer les fonctions de juré.

Exercice des fonctions de juré et délibérations

69. Des procédures appropriées empêchent l'avortement d'un procès à la suite de circonstances imprévues qui réduisent le nombre des jurés.
70. Le tribunal donne aux futurs jurés des instructions propres à leur faire mieux comprendre le fonctionnement du système judiciaire et à les préparer à exercer leurs fonctions de jurés avec compétence.
71. Dans un langage simple, le juge :
- a) donne des explications préliminaires, immédiatement après la constitution du jury, sur le rôle de celui-ci et la procédure suivie au cours du procès;
  - b) instruit le jury sur les règles de droit applicables.
72. a) Le jury délibère à huis clos. Aucun juré ne rend publiques les raisons de son verdict.
- b) Le jury n'est isolé que pour mettre ses membres à l'abri des informations ou des influences indues.
  - c) Des règles uniformes prévoient que soient réduits au minimum les inconvénients et les désagréments consécutifs à l'isolement des jurés.

10  
11  
12

## LES AVOCATS

### Définitions

73. Dans le présent chapitre :

a) Le terme "avocat" désigne une personne qualifiée et habilitée à plaider et à agir au nom de ses clients, à pratiquer le droit, à ester en justice, et à conseiller et représenter ses clients en matière juridique; aux fins du présent chapitre, ce terme comprend les agents, avocats auxiliaires, procureurs, paraprofessionnels et autres personnes habilités et autorisés à remplir une ou plusieurs des fonctions d'avocat, à moins que le contexte ne s'y oppose.

b) Le terme "barreau" désigne l'organisation professionnelle l'association, la faculté, le collège, le bureau, le conseil ou toute autre organisation professionnelle reconnue, quelle que soit sa désignation, dans un ressort donné; ce terme comprend, aux fins du présent chapitre, toute association, quelle qu'en soit la désignation, d'agents, d'avocats auxiliaires, de procureurs, de paraprofessionnels et d'autres personnes habilités et autorisés à exercer une ou plusieurs des fonctions d'avocat, à moins que le contexte ne s'y oppose.

### Principes généraux

74. L'indépendance du barreau constitue une garantie essentielle de la promotion et de la protection des droits de la personne.

75. Un régime juste et équitable d'administration de la justice mettant les avocats à l'abri de toutes restrictions, influences, incitations, pressions, menaces ou ingérences directes ou indirectes, de quelque origine et pour quelque motif que ce soit, garantit l'indépendance des avocats dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels.

76. Toute personne a un accès réel aux services offerts par un avocat indépendant de son choix afin d'assurer et de protéger ses droits tant au niveau économique, social et culturel qu'au niveau civil et politique.

### Formation juridique et accès à la profession d'avocat

77. L'accès à la formation juridique et à la profession d'avocat est ouvert à toute personne ayant les qualifications requises et n'est refusé à personne pour des motifs de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale, linguistique ou sociale, de fortune, de revenus, de naissance ou toute autre situation.

78. La formation juridique est conçue de manière à favoriser dans l'intérêt public, outre la compétence technique, la conscience des idéaux et de la déontologie de l'avocat ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par le droit national et international.

79. Les programmes de formation juridique tiennent compte des responsabilités sociales de l'avocat, y compris la collaboration à la fourniture de services juridiques aux personnes démunies et la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels dans le processus du développement.

80. Toute personne intègre qui possède les qualifications requises et une réputation honorable a le droit de devenir avocat et de continuer à en exercer la profession sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale, linguistique ou sociale, de fortune, de revenu, de naissance ou de toute autre situation, et sans qu'on lui fasse grief d'une condamnation consécutive à l'exercice de droits civils ou politiques internationalement reconnus. Les conditions de radiation du barreau, de récusation ou de suspension d'un avocat sont précisées autant que possible dans le code, le règlement ou la jurisprudence applicable aux avocats et aux autres personnes exerçant des fonctions d'avocat.

#### Formation du public en matière juridique

81. Les avocats et le barreau ont la responsabilité d'éduquer le public sur le principe de la primauté du droit et sur l'importance de l'indépendance de la magistrature et de la profession d'avocat ainsi que du rôle essentiel joué par les avocats, les juges, les jurés et les assesseurs dans la protection des libertés et droits fondamentaux et d'informer le public de ses droits et devoirs, ainsi que des recours appropriés qui lui sont accessibles. Le barreau doit notamment établir et mettre en oeuvre des programmes éducatifs pertinents pour les avocats ainsi que pour le public, et collaborer avec les autorités, les organisations non gouvernementales, les associations de citoyens et les établissements d'enseignement à la promotion et à la coordination desdits programmes.

#### Droits et devoirs des avocats

82. Les devoirs de l'avocat à l'égard de son client consistent à :

- a) conseiller le client quant à ses droits et obligations juridiques et au fonctionnement du système juridique, dans la mesure où ce fonctionnement concerne les droits et obligations juridiques de leurs clients;
- b) aider le client par tous les moyens possibles, et prendre les mesures juridiques nécessaires pour le protéger et protéger ses intérêts; et
- c) le représenter devant les juridictions, tribunaux ou autorités administratives.

83. Dans l'accomplissement de ses devoirs, l'avocat agit en tout temps, en toute liberté, avec diligence et courage, conformément à la loi, dans le respect de la volonté de son client et de la déontologie de la profession d'avocat, sans se soucier des restrictions ou des pressions auxquelles il peut être soumis de la part des autorités ou du public.

84. Toute personne et tout groupe de personnes a droit de recourir aux services d'un avocat pour défendre ses intérêts ou sa cause dans les limites de la loi, et l'avocat a le devoir d'agir à cette fin au mieux de ses capacités, avec intégrité et en toute indépendance. En conséquence, ni les autorités ni le public ne doivent identifier l'avocat à son client ou à la cause de son client, quelle qu'en soit la popularité ou l'impopularité.

85. Nul avocat ne doit être victime ou menacé de sanctions pénales, civiles, administratives, économiques ou autres pour avoir conseillé un client ou défendu la cause d'un client.

10

11

12

86. Excepté dans les cas où le droit d'être représenté par un avocat devant une autorité administrative ou une juridiction intérieure est exclu par la loi ou lorsqu'un avocat est suspendu, récusé ou rayé du barreau par une autorité reconnue, aucun tribunal ni aucune autorité administrative ne peut refuser de reconnaître le droit d'un avocat de comparaître devant elle au nom de son client, sous réserve toutefois que ladite exclusion, suspension, récusation ou radiation du barreau puisse être révisée par une autorité judiciaire indépendante.

87. L'avocat est tenu des marques de respect dues à la magistrature. Toutefois, il a le droit de soulever une objection à la participation ou à la poursuite de la participation d'un juge à l'examen d'une affaire déterminée, ou une objection quant à la manière dont un juge conduit un procès ou une audience.

88. Si un avocat fait l'objet de quelque poursuite pour manquement au respect dû à une juridiction, aucune sanction contre lui n'est prononcée par un juge ou par les juges qui ont participé à la procédure qui est à l'origine des poursuites engagées contre l'avocat, à ceci près que le juge ou les juges concernés peuvent en pareil cas suspendre la procédure et refuser de continuer à entendre l'avocat concerné.

89. Sauf les cas ici prévus, l'avocat jouit de l'immunité civile et pénale pour les déclarations pertinentes qu'il fait de bonne foi dans ses plaidoiries écrites ou orales, ou dans l'exercice de sa profession devant une juridiction, un tribunal ou une autre autorité judiciaire ou administrative.

90. Lorsqu'il s'agit de conseiller, d'aider ou de représenter des personnes privées de leur liberté, l'indépendance des avocats est garantie de façon à assurer à ces personnes une assistance judiciaire libre et équitable. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter toute suggestion de collusion, d'entente ou de dépendance entre l'avocat qui représente une personne privée de sa liberté et les autorités.

91. Les avocats bénéficient de tous autres avantages et privilèges nécessaires à l'exercice efficace de leurs responsabilités professionnelles, et notamment :

a) de la protection du caractère confidentiel des relations entre avocat et client et du droit de refuser de témoigner si cela risque de nuire audit caractère confidentiel;

b) du droit de voyager et de rencontrer leurs clients librement aussi bien à l'intérieur de leur propre pays qu'à l'étranger;

c) du droit de visiter leurs clients, de communiquer avec eux et d'en recevoir des instructions;

d) du droit de rechercher, de recevoir et, sous réserve des règles de leur profession, de communiquer librement des informations et des idées relatives à leurs activités professionnelles;

e) du droit d'accepter ou de refuser un client ou un mandat pour des raisons personnelles ou professionnelles raisonnables.

92. Les avocats jouissent des libertés de conviction, d'expression, d'association et de réunion; en particulier ils ont le droit :

- a) de participer aux débats publics sur les questions relatives à la loi et à l'administration de la justice;
- b) de constituer librement des organisations locales, nationales ou internationales, ou d'y adhérer;
- c) de proposer et de recommander des réformes juridiques mûrement réfléchies dans l'intérêt public et d'informer la population de ces questions, et
- d) de participer pleinement et activement à la vie politique, sociale et culturelle de leur pays.

93. Les règles et règlements applicables aux honoraires et à la rémunération des avocats tendent à ce que ces derniers touchent un revenu juste et suffisant, et que les services juridiques soient offerts au public à des conditions raisonnables.

#### Services juridiques pour les indigents

94. Le concept de l'indépendance du barreau a nécessairement comme corollaire le devoir pour ses membres de mettre leurs services à la disposition de toutes les classes de la société, en particulier les plus faibles, de sorte que la gratuité de l'assistance judiciaire soit assurée s'il y a lieu et que personne ne souffre de déni de justice, et de promouvoir la cause de la justice en aidant à la protection des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que des droits civils et politiques des individus et des groupes.

95. Les pouvoirs publics ont la responsabilité de fournir des crédits suffisants pour les programmes de services juridiques à l'intention de ceux qui ne peuvent faire face aux dépenses d'une action en justice légitime. Les pouvoirs publics ont également la responsabilité de définir les critères et de préciser la procédure qui permettent en pareil cas de bénéficier desdits services juridiques.

96. Les avocats qui participent à des programmes de services juridiques financés en totalité ou en partie par les fonds publics reçoivent une rémunération appropriée et leur indépendance professionnelle est pleinement garantie, en particulier par les dispositions ci-après :

- a) La direction de ces programmes est confiée au barreau ou à un conseil indépendant, composé principalement ou entièrement de membres de la profession et doté des pleins pouvoirs sur les politiques, le budget et le personnel;
- b) Il est reconnu que, dans son activité au service de la justice, l'avocat est responsable au premier chef envers son client qu'il doit conseiller et représenter en accord avec sa conscience et son jugement professionnels.

10

11

12

Le barreau

97. Il est créé dans chaque juridiction une ou plusieurs associations d'avocats indépendants, autonomes et reconnues par la loi, dont le conseil ou autre organe exécutif est élu librement par tous les membres, sans ingérence d'aucune sorte de la part de quiconque. L'existence d'une telle association ne doit préjudicier en rien au droit des avocats de former, en plus, toute autre association d'avocats ou de juristes ou d'y adhérer.

98. Pour renforcer la solidarité et sauvegarder l'indépendance de la profession juridique, l'avocat a pour devoir de s'inscrire comme membre du barreau approprié.

Fonctions du barreau

99. Les fonctions remplies par un barreau en vue d'assurer l'indépendance de la profession d'avocat sont entre autres :

- a) de promouvoir et défendre la cause de la justice sans crainte et en toute impartialité;
- b) de maintenir l'honneur, la dignité, l'intégrité, la compétence, la moralité, la déontologie et la discipline de la profession;
- c) de défendre le rôle des avocats dans la société et de préserver l'indépendance de la profession;
- d) de protéger et défendre la dignité et l'indépendance du pouvoir judiciaire;
- e) de promouvoir la liberté et l'égalité d'accès du public à la justice, et notamment aux services d'assistance judiciaire et juridique;
- f) de promouvoir le droit de chacun à ce que sa cause soit entendue équitablement et en public par un tribunal compétent, indépendant et impartial, en accord avec les procédures légales suivies en matière judiciaire;
- g) de promouvoir et de soutenir la réforme du droit, de faire des commentaires et de favoriser un débat public sur le contenu, l'interprétation et l'application de la législation actuelle ou projetée;
- h) de promouvoir l'exigence d'une formation juridique de haut niveau comme condition préalable à l'accès à la profession;
- i) de veiller à ce que l'accès à la profession soit librement ouvert, sans discrimination aucune, à quiconque possède la compétence professionnelle nécessaire et une réputation honorable et d'aider les nouveaux admis dans la profession;
- j) de promouvoir l'entraide parmi les membres de la profession et de prêter assistance aux membres de leur famille quand les circonstances l'exigent;
- k) de s'affilier aux organisations internationales d'avocats et de participer à leurs activités.

100. Quand une personne impliquée dans un différend désire retenir les services d'un avocat d'un pays étranger pour qu'il agisse avec un avocat local, le barreau coopère, dans toute la mesure du possible, pour aider l'avocat étranger à obtenir le droit d'exercer devant les juridictions nationales.

101. Afin de pouvoir exercer sa fonction de protection de l'indépendance des avocats, le barreau est avisé immédiatement des raisons et motifs juridiques de l'arrestation ou de la détention d'un de ses membres ou de tout avocat exerçant dans son ressort; et pour les mêmes fins, le barreau reçoit un avis de :

- i) toute perquisition sur sa personne ou ses biens,
- ii) toute saisie de documents en sa possession, et
- iii) toute décision d'entamer des procédures affectant ou mettant en question l'intégrité d'un avocat.

Dans des cas de ce genre, le barreau a le droit de se faire représenter par son président ou le délégué de celui-ci pour suivre la procédure et s'assurer en particulier du respect du secret professionnel et du principe d'indépendance.

#### Poursuites disciplinaires

102. Le barreau établit un code de déontologie pour les avocats et l'applique conformément à la loi. Un tel code peut être également établi par la loi.

103. Le barreau ou une instance officielle indépendante composée essentiellement d'avocats a normalement compétence directe pour engager des poursuites disciplinaires contre les avocats, de sa propre initiative ou à la requête d'une partie à un procès ou d'un citoyen conscient de ses responsabilités. Un tribunal ou une autorité publique peuvent également signaler un cas au barreau ou à l'instance officielle qui peuvent, sur cette base, engager des poursuites disciplinaires.

104. Les poursuites disciplinaires sont exercées en première instance par un comité disciplinaire constitué par le barreau.

105. Les décisions d'un comité disciplinaire peuvent être portées en appel devant un organe d'appel compétent.

106. Les procédures disciplinaires sont menées dans le respect complet des exigences de la loi et de l'équité, à la lumière des principes énoncés dans la présente Déclaration.

10

11

12



10

11

12

## QUESTIONS CONCERNANT LES AUTOCHTONES

On a assisté ces dernières années, lors de diverses assises internationales, à une prise de conscience croissante de la situation des populations autochtones de par le monde. Les questions touchant les autochtones ont été discutées à la Commission des droits de l'homme, à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, au Groupe de travail des populations autochtones et à l'Organisation internationale du travail. Le gouvernement du Canada a participé largement à ces discussions et a favorisé la représentation de groupes autochtones du monde entier aux séances les concernant. En outre, la participation des représentants autochtones canadiens a aussi augmenté considérablement pendant cette période.

### Groupe de Travail des Populations Autochtones

Le Groupe de travail des populations autochtones, qui relève de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, est un groupement indépendant d'experts établi en 1982. Son mandat l'autorise à se réunir chaque année pendant cinq jours avant la tenue de la réunion de la Sous-Commission pour: a) faire le point sur les activités de promotion et de protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux des populations autochtones et b) porter une attention particulière à l'évolution des normes relatives aux droits de ces populations. Depuis sa création, le Groupe s'est réuni à six reprises, et des représentants du gouvernement du Canada et des groupes autochtones canadiens étaient présents à chacune de ces réunions.

Le gouvernement du Canada a longuement commenté le projet de déclaration sur les droits des populations autochtones qui a été préparé par le président du Groupe. Le Canada a souligné en particulier que ce projet de déclaration devrait favoriser l'établissement de normes internationales appropriées aux populations autochtones du monde entier.

Cette recherche de l'universalité était aussi à la base des efforts déployés avec succès par le Canada et d'autres nations pour élargir le mandat du Rapporteur spécial chargé de rédiger un projet d'études sur les traités, ententes et autres arrangements constructifs. L'élargissement du mandat du Rapporteur spécial avait pour objet d'assurer qu'aucune population autochtone ne soit tenue à l'écart d'une telle étude.

### Fonds de Contributions Volontaires pour les Populations Autochtones

En 1985, la Commission des droits de l'homme a établi un fonds de contributions volontaires pour les populations

autochtones, afin d'accroître la participation des représentants autochtones des pays en voie de développement aux activités du Groupe de travail. En 1988, 27 représentants autochtones de 19 pays ont pu se rendre à la réunion du Groupe grâce à l'aide offerte par le fonds. Le gouvernement du Canada est l'un des pays qui contribuent le plus à ce fonds.

#### Convention no. 107 de l'OIT

En septembre 1986, un groupe international d'experts (dont un représentant du gouvernement canadien) a conclu que l'approche "intégrationniste" autochtones et tribales adoptée en 1957 par l'Organisation internationale du travail (OIT) était inappropriée. Les experts ont aussi recommandé que les populations autochtones et tribales jouissent d'un plus grand degré d'autodétermination en ce qui concerne leur avenir économique, social et culturel.

Dans le cadre du processus de révision de la Convention no 197, l'OIT a envoyé un questionnaire aux gouvernements participants, en leur recommandant de consulter les représentants des populations indigènes et tribales avant d'y répondre. Seuls quatre pays, dont le Canada, ont suivi cette recommandation. Le Canada s'est aussi assuré que les observations des groupes autochtones étaient bien intégrées dans sa réponse tout comme celles des groupements d'employeurs et de travailleurs canadiens.

Les modifications qu'il est proposé d'apporter à la Convention no 197 ont été discutées lors de la conférence de l'OIT en 1988. Les discussions se poursuivront pendant la conférence de 1989. A l'issue de la réunion de 1988, l'OIT a demandé aux pays participants de commenter le projet de révision qu'elle avait préparé. Après avoir consulté les parties intéressées (y compris les représentants autochtones), le Canada a préparé un rapport détaillé et a également fait part des observations des organismes autochtones.

Le gouvernement du Canada participera activement à la conférence de 1989; il y aura pour objectif de rallier l'appui général en vue d'une convention révisée qui soit efficace.

PLASDEX  
PLASDEX  
PLASDEX

11

12

NOTES D'INFORMATION SUR DIFFERENTS PAYS

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

IRAN

TERRITOIRES OCCUPES PAR  
ISRAEL

AFRIQUE DU SUD

AMERIQUES

CHILI

CUBA

EL SALVADOR

GUATEMALA

HAITI

ASIE

AFGHANISTAN

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME  
EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

QUESTION:

La situation des droits de l'homme en Iran nous préoccupe au plus au haut point. La Commission des droits de l'homme a renvoyé cette question à l'Assemblée générale pour étude lors de ses 40<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> sessions. En 1988, nous avons coparrainé à la 43<sup>e</sup> Assemblée générale une résolution demandant au gouvernement iranien de répondre aux allégations et de collaborer avec le représentant spécial de la Commission des droits de l'homme; nous avons en outre convenu d'étudier de nouveau la situation à la 44<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

CONTEXTE:

D'après les renseignements disponibles, les abus généralisés des droits de l'homme se poursuivent en Iran, malgré les démentis officiels des Iraniens. Deux domaines nous préoccupent particulièrement: les rapports faisant état d'arrestations sommaires, de torture et d'exécutions arbitraires de détenus politiques; et le traitement discriminatoire réservé à certaines minorités ethniques et religieuses, en particulier les Bahais. Bien que les estimations du nombre d'exécutions depuis la révolution de février 1979 varient considérablement, nos rapports recensent au moins 6 000 cas depuis la fin de 1984; cependant, le nombre total d'exécutions est probablement beaucoup plus élevé. En 1986, nous avons reçu des rapports faisant état de 115 exécutions. Nous croyons cependant que le nombre réel d'exécutions est beaucoup plus élevé. D'autres rapports reçus d'Iran en septembre et en décembre 1988 précisaient que des centaines de prisonniers politiques avaient pu être exécutés.

Dans son plus récent rapport, le représentant spécial de la Commission des droits de l'homme a fait état de l'augmentation du nombre de morts au cours de la deuxième moitié de 1988. Il a également noté la convergence des sources d'allégations de mauvais traitements et de tortures dans les prison iraniennes ainsi que d'irrégularités et de mesures expéditives repréhensibles dans les procédures judiciaires. Le nombre de prisonniers politiques même celui admis par les sources officielles suffit à susciter une inquiétude réelle.

La persécution des Bahais demeure un grave sujet de préoccupation dans le dossier des droits de l'homme en Iran. La constitution iranienne exclut de façon significative les Bahais au nombre des minorités ayant droit à une protection juridique; en outre, le Procureur général iranien a annoncé en 1983 que l'existence d'institutions Bahais locales et nationales élues violait la Constitution. Pour des motifs religieux, la plupart des Iraniens considèrent que les Bahais sont des hérétiques.

POSITION DU CANADA

Malgré les indications encourageantes selon lesquelles le respect des droits de l'homme en Iran a connu ces dernières années un amélioration, la situation est quand même pire que dans bien d'autres pays. Le Canada estime que les forums multilatéraux comme la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies constituent le moyen le plus efficace d'influencer l'Iran sur la question des droits de l'homme.

LA SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE  
DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL

QUESTION

Les violations des droits de la personne dans les territoires occupés par Israël (Cisjordanie et bande de Gaza) préoccupent au plus haut point la communauté internationale. Les situations d'occupation militaire sont régies, en droit international, par la Quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui fixe des limites à l'action de la puissance occupante. Les autorités civiles et militaires israéliennes ont à plusieurs reprises commis de sérieuses infractions à la Convention, malgré les appels du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies et ceux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

CONTEXTE

Investi de responsabilités particulières à l'égard des Conventions de Genève, le CICR fait autorité en ce qui concerne leur signification et leur application. Malgré sa tradition de discrétion, depuis le début de l'insurrection dans les territoires occupés, le CICR a estimé nécessaire à plusieurs reprises de dénoncer publiquement les violations de la Quatrième Convention et de demander à Israël d'appliquer celle-ci. Il a entre autres attiré l'attention sur l'expulsion des territoires de 45 résidents, l'arrestation arbitraire de milliers de personnes, les conditions de détention qui ne respectent pas les normes minimales, notamment le fait de tirer sur des détenus, les châtiments collectifs, dont la démolition de maisons et l'interdiction de certaines activités économiques. D'autres organismes, comme l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ont protesté contre d'autres formes de comportement qui enfreignent la Convention, telles que l'utilisation abusive de la force et la mutilation de personnes civiles. On rapporte également des allégations de torture.

Le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies se sont déclarés d'avis que la Quatrième Convention s'applique à la situation actuelle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et ont exhorté Israël à s'y conformer. Il s'agissait d'un point central du rapport du Secrétaire général sur les territoires occupés daté du 20 janvier 1988 et des Résolutions 605 (22 décembre 1987), 607 (5 janvier 1988) et 608 (14 janvier 1988) du Conseil de sécurité ainsi que de la Note du président du Conseil de sécurité datée du 26 août 1988.



POSITION DU CANADA

Dans le cadre des relations bilatérales, le Canada a invité Israël à respecter la Quatrième Convention de Genève, par des déclarations ministérielles et des prises de position aux Nations Unies. Il a soulevé à plusieurs reprises des cas précis de violation des droits de la personne par les autorités israéliennes. Il a également abordé la question du respect des droits de la personne en tant que composante essentielle de toute solution à long terme du conflit israélo-arabe, et ce d'une perspective plus large.

internationale ne les a pas abandonnés. En outre, le Canada a mis sur pied un programme substantiel d'aide pratique et financière aux victimes de l'apartheid, dont le budget total sera d'environ 8 millions de dollars pour la présente année financière. Les principaux éléments en sont l'aide à l'éducation, au développement communautaire et à la formation de la main-d'oeuvre. Signalons en particulier un programme d'aide juridique et humanitaire aux prisonniers politiques et à leurs familles, au budget de 2,5 millions de dollars. L'assistance canadienne est conçue de manière à tirer parti des possibilités offertes tant par les programmes d'aide dirigés par l'ambassade que par ceux des ONG.

D'autre part, le Canada a mis sur pied un important programme de soutien des efforts visant à établir un dialogue entre les Sud-Africains. De nombreux observateurs reconnaissent qu'il existe trop peu de contacts véritables entre les différents groupes raciaux de l'Afrique du Sud. Le programme du Canada consiste principalement à subventionner les groupes qui s'efforcent d'amener les membres des différentes communautés ethniques à s'entendre sur la nature des solutions qu'il sera essentiel de donner aux problèmes de l'Afrique du Sud dans un futur régime non racial. Un autre programme d'importance majeure a été mis en place afin d'aider à contrer la propagande et la censure sud-africaines. Les Sud-Africains n'ont pas accès aux informations indispensables pour avoir une vue réaliste des problèmes de leur pays. Le programme canadien s'efforce de les aider à surmonter cet obstacle au changement par une aide à la "presse parallèle" et d'autres mesures visant à faciliter l'accès à l'information.

Autre fait important, les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Vancouver ont mis sur pied le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe pour intensifier le traitement accordé au problème de l'Afrique du Sud avant la prochaine réunion des chefs de gouvernement. Le Comité est présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark. Au cours des deux réunions qu'il a tenues jusqu'ici, il a examiné les derniers événements en Afrique du Sud. Lors de la seconde, dont le Canada a été l'hôte à Toronto en août 1988, le Comité a examiné des rapports provisoires sur l'effet des sanctions ainsi que des études sur les liens entre l'Afrique du Sud et les milieux financiers internationaux et sur les mesures nécessaires à la sécurité des États de la ligne de front, de même qu'une stratégie proposée par le Canada pour contrer la propagande et la censure en Afrique du Sud. Ces travaux ont permis de s'entendre sur des mesures concrètes visant à élargir, renforcer et intensifier l'application des sanctions financières et autres déjà en vigueur. La prochaine réunion du Comité se tiendra à Harare (Zimbabwe) en février 1989; toutes ces questions y seront examinées, une attention particulière étant portée aux problèmes

que la déstabilisation de l'Afrique du Sud pose aux autres pays de la région.

## AFRIQUE DU SUD

QUESTION : Situation des droits de la personne en Afrique du Sud.

CONTEXTE :

L'apartheid est la politique de "développement séparé" des groupes raciaux que le gouvernement de l'Afrique du Sud a adoptée pour justifier les privilèges de la minorité d'origine européenne et garantir à celle-ci l'exclusivité du contrôle politique. En dépit de certaines réformes, les principaux éléments de l'apartheid restent en place.

POSITION DU CANADA :

La politique adoptée par le Canada à l'égard de l'Afrique du Sud constitue principalement une réponse aux violations des droits de la personne inhérentes au racisme systématique de l'apartheid et à la répression nécessaire pour défendre ce régime contre l'opposition légitime de la majorité des Sud-Africains. Le gouvernement canadien, par la voix du Premier ministre et celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a exprimé clairement l'opposition totale du Canada à l'apartheid et s'est engagé fermement à s'efforcer, de la manière la plus efficace possible, d'encourager la création en Afrique du Sud d'un gouvernement représentatif non racial. Les efforts en ce sens ont été placés parmi les principales priorités de la politique étrangère du Canada.

L'approche canadienne comporte trois aspects principaux, s'exerçant chacun aux niveaux bilatéral et multilatéral. En premier lieu, le gouvernement canadien surveille de près l'évolution de la situation en Afrique du Sud, principalement par l'entremise de l'ambassade du Canada à Pretoria, de façon à répondre aux événements par des critiques, des pressions publiques ou diplomatiques et, s'il y a lieu et si elles peuvent être efficaces, des mesures précises. Il est essentiel que les Sud-Africains, de quelque race qu'ils soient, ne conservent absolument aucune illusion quant à l'acceptabilité de l'apartheid pour des pays tels que le Canada. L'intensité des critiques formulées publiquement à l'égard des aspects nouveaux et permanents de la répression permet, même si elle n'a pas d'effet direct sur le problème en question, de rappeler aux Sud-Africains que l'apartheid constitue un obstacle à l'entretien de relations normales avec le reste du monde. Pour des raisons pratiques, les réactions du Canada s'expriment normalement dans le cadre des relations bilatérales. Toutefois, il est évident que des pressions internationales coordonnées ou collectives sont plus efficaces, particulièrement lorsque les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud y prennent part. Lorsque c'est possible, le Canada s'efforce donc d'agir de concert avec d'autres. Il semble qu'en certaines occasions les pressions exercées par les pays occidentaux aient incité le

gouvernement sud-africain à la modération. Par exemple, les nombreuses critiques et les pressions suscitées par un projet de loi visant à restreindre les contributions étrangères aux organisations non gouvernementales ont entraîné une modification notable de celui-ci. (La mise en oeuvre de la loi modifiée devra être surveillée de près.) Par ailleurs, les pressions internationales ont peut-être joué un rôle dans les décisions, prises en 1988, de commuer la peine de mort des "six de Sharpeville" et de libérer certains prisonniers politiques. En plus de prendre très ouvertement position sur des questions de première importance, le gouvernement canadien soulève en privé le cas d'individus et de problèmes précis lorsque cette approche semble pouvoir être plus efficace.

Un deuxième aspect essentiel de l'attitude du Canada à l'égard de l'apartheid consiste à accroître les pressions exercées sur le gouvernement de l'Afrique du Sud pour l'amener à engager des négociations authentiques avec les dirigeants légitimes de la communauté noire, en vue de l'établissement d'un gouvernement représentatif non racial. A cet égard, les principaux instruments sont les sanctions économiques et les autres mesures restrictives. Celles-ci ont un effet psychologique, renforçant la signification et l'importance des critiques internationales que le gouvernement de l'Afrique du Sud préférerait ignorer. En outre, les sanctions économiques déjà adoptées ont eu un effet incontestable sur l'économie sud-africaine et ont accru le coût du maintien de l'apartheid. Pour que les sanctions économiques soient efficaces, la coopération internationale est indispensable. C'est pourquoi le Canada a dans la plupart des cas adopté une approche multilatérale en ce domaine. Le Commonwealth a joué un rôle particulièrement important. Le Canada a pris une part notable à l'élaboration de l'ensemble de mesures sur lesquelles se sont entendus les chefs de gouvernement du Commonwealth lors de leurs réunions de Nassau, en 1985, et de Londres, en 1986. Le Canada a pleinement mis en oeuvre ces mesures et, lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Vancouver en 1987, il s'est engagé, de même que d'autres membres du Commonwealth, à élargir, renforcer et intensifier les sanctions de façon à les rendre plus efficaces. En septembre 1988, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé que le gouvernement du Canada prenait à cette fin un certain nombre de nouvelles dispositions.

Le troisième grand aspect de l'action canadienne consiste à appuyer ceux qui s'opposent à l'apartheid ou en sont victimes. Il s'agit notamment d'un soutien psychologique. L'ambassade du Canada entretient de nombreuses relations publiques et privées avec des groupes d'opposition interne non violents. La présence de diplomates canadiens à des rassemblements, des services religieux, des procès politiques et des funérailles est très recherchée par les opposants à l'apartheid qui souhaitent montrer publiquement que la communauté

internationale ne les a pas abandonnés. En outre, le Canada a mis sur pied un programme substantiel d'aide pratique et financière aux victimes de l'apartheid, dont le budget total sera d'environ 8 millions de dollars pour la présente année financière. Les principaux éléments en sont l'aide à l'éducation, au développement communautaire et à la formation de la main-d'oeuvre. Signalons en particulier un programme d'aide juridique et humanitaire aux prisonniers politiques et à leurs familles, au budget de 2,5 millions de dollars. L'assistance canadienne est conçue de manière à tirer parti des possibilités offertes tant par les programmes d'aide dirigés par l'ambassade que par ceux des ONG.

D'autre part, le Canada a mis sur pied un important programme de soutien des efforts visant à établir un dialogue entre les Sud-Africains. De nombreux observateurs reconnaissent qu'il existe trop peu de contacts véritables entre les différents groupes raciaux de l'Afrique du Sud. Le programme du Canada consiste principalement à subventionner les groupes qui s'efforcent d'amener les membres des différentes communautés ethniques à s'entendre sur la nature des solutions qu'il sera essentiel de donner aux problèmes de l'Afrique du Sud dans un futur régime non racial. Un autre programme d'importance majeure a été mis en place afin d'aider à contrer la propagande et la censure sud-africaines. Les Sud-Africains n'ont pas accès aux informations indispensables pour avoir une vue réaliste des problèmes de leur pays. Le programme canadien s'efforce de les aider à surmonter cet obstacle au changement par une aide à la "presse parallèle" et d'autres mesures visant à faciliter l'accès à l'information.

Autre fait important, les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Vancouver ont mis sur pied le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe pour intensifier le traitement accordé au problème de l'Afrique du Sud avant la prochaine réunion des chefs de gouvernement. Le Comité est présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark. Au cours des deux réunions qu'il a tenues jusqu'ici, il a examiné les derniers événements en Afrique du Sud. Lors de la seconde, dont le Canada a été l'hôte à Toronto en août 1988, le Comité a examiné des rapports provisoires sur l'effet des sanctions ainsi que des études sur les liens entre l'Afrique du Sud et les milieux financiers internationaux et sur les mesures nécessaires à la sécurité des États de la ligne de front, de même qu'une stratégie proposée par le Canada pour contrer la propagande et la censure en Afrique du Sud. Ces travaux ont permis de s'entendre sur des mesures concrètes visant à élargir, renforcer et intensifier l'application des sanctions financières et autres déjà en vigueur. La prochaine réunion du Comité se tiendra à Harare (Zimbabwe) en février 1989; toutes ces questions y seront examinées, une attention particulière étant portée aux problèmes

que la déstabilisation de l'Afrique du Sud pose aux autres pays de la région.

## CHILI

### QUESTION

En dépit d'améliorations considérables, les droits de la personne continuent d'être violés au Chili.

### CONTEXTE

Après une période d'amélioration progressive de la situation des droits de la personne, les préparatifs du plébiscite présidentiel du 5 octobre 1988 se sont accompagnés de la mise en place de mesures destinées précisément à rendre le processus plus fiable, de manière à ce que le public en accepte les résultats : légalisation de la plupart des partis politiques, établissement d'une liste électorale où plus de 90 p. 100 des électeurs se sont inscrits (7,4 millions de votants sur un nombre possible de 8,1 millions), suppression de toutes les restrictions imposées au retour des exilés et de toutes les mesures d'exception. En outre, lors du plébiscite, le gouvernement s'est empressé d'en accepter publiquement les résultats (bien que le régime subissait en fait une défaite) et d'annoncer le rétablissement d'un gouvernement civil démocratique, conformément à la constitution.

Les violations des droits de la personne persistent néanmoins. Dans son rapport de 1988, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de la personne fait état de détentions arbitraires, de disparitions, de cas de tortures, de répression de l'activité syndicale, de mises au secret et de recours à l'intimidation. C'est pourquoi le Canada a voté en faveur de la résolution parrainée par le Mexique, qui condamnait la situation des droits de la personne au Chili, lorsque la question a fait l'objet d'un débat à la Troisième Commission de l'AGNU en décembre 1988. Nous avons également fait part à des hauts représentants du Chili des préoccupations qui ont motivé notre vote. Nous avons été heureux de constater, toutefois, que la résolution du Mexique tenait fidèlement compte des progrès enregistrés au Chili, tels qu'indiqués par le Rapporteur spécial à l'annexe II de son rapport.

### POSITION DU CANADA

Continuant de déplorer les atteintes aux droits de la personne et aux traditions démocratiques au Chili, le gouvernement du Canada profite de toutes les occasions qui lui sont offertes pour faire connaître ses préoccupations aux dirigeants chiliens, autant par la voie de consultations bilatérales qu'au sein de tribunes multilatérales. Nous



prenons acte, en même temps, des progrès mentionnés par le Rapporteur spécial et nous reconnaissons que le plébiscite présidentiel s'est déroulé de façon impartiale et transparente, de sorte que les Chiliens ont pu exprimer clairement leur opinion par voie de suffrage universel et de scrutin secret. Nous attendons maintenant que le gouvernement organise des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques, et nous espérons que la passation des pouvoirs à un gouvernement civil démocratique se déroulera sans problème, car il s'agit d'un processus qui promet des améliorations encore plus importantes au chapitre des droits de la personne.

## CUBA

### QUESTION

La situation des droits de la personne à Cuba.

### CONTEXTE

Depuis la révolution, le gouvernement cubain a systématiquement privé la population du pays des droits politiques et civils que les Canadiens tiennent pour acquis : liberté de parole, liberté de réunion, migration, liberté religieuse et liberté du culte, liberté du choix politique. Les comités de défense de la révolution continuent de surveiller de près la vie de tous les citoyens, et c'est en partie sur la foi de leurs rapports que les Cubains peuvent se voir consentir l'accès à un meilleur logement, à un emploi ou aux études. Un certain nombre de dissidents sont toujours incarcérés. Selon certaines informations, les prisonniers politiques subissent systématiquement de mauvais traitements pendant leur détention.

Amnistie internationale, le Barreau de New York et une délégation de la Commission des droits de l'homme de l'ONU ont constaté, au cours de visites organisées en 1988, que le gouvernement avait quelque peu modéré la répression des libertés individuelles et que les conditions s'étaient nettement améliorées dans les prisons. Cependant, depuis que ces visites ont eu lieu, d'importants militants des droits de la personne ont été encouragés à quitter le pays, et certains ont été incarcérés. Six d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à un an, après avoir participé à une manifestation organisée par un groupe culturel dissident le 20 octobre dernier. D'autres manifestants -- dont certains avaient témoigné devant la délégation de la Commission des droits de l'homme -- ont été détenus. Les syndicats et des associations culturelles dirigés par l'Etat ont toutefois applaudi ces mesures de répression, en affirmant qu'il n'y avait pas de place pour la "glasnost" et la "perestroika" à la soviétique dans la société cubaine.

### POSITION DU CANADA

Tout en reconnaissant que la révolution cubaine a amené des progrès dans les secteurs des soins de santé et de l'éducation, le Canada n'a jamais souscrit au principe qui donne la primauté aux droits du parti ou de l'Etat sur les droits de l'individu. Le Canada continuera donc de suivre de près l'évolution de la situation des droits de la personne à Cuba, en signalant les situations et les activités préoccupantes à cet égard.

Nous sommes tout particulièrement préoccupés par le fait que le gouvernement cubain est peu disposé à régler un certain nombre de cas de réunion de famille qui remontent à plusieurs années. En cette matière, les valeurs humanitaires doivent prévaloir sur toute considération d'ordre politique ou stratégique.

## LE SALVADOR

### QUESTION

La situation des droits de la personne au Salvador.

### CONTEXTE

Depuis la fin de 1987, le nombre de cas de violation des droits de la personne au Salvador, particulièrement en ce qui concerne les civils victimes de violence politique, a augmenté, après trois ans d'amélioration considérable à cet égard. Le problème le plus grave est la reprise des activités des "escadrons de la mort". Le Rapporteur spécial des Nations Unies s'en est d'ailleurs dit très préoccupé dans son rapport provisoire présenté le mois dernier. Les statistiques existantes ne sont pas entièrement fiables, la polarisation politique dans le pays rendant difficile le travail des organismes s'occupant des droits de la personne, mais les tendances de la dernière année sont troublantes. Selon Tutela Legal, le nombre des victimes des escadrons de la mort a augmenté dans une proportion de 50 p. 100 par rapport à 1987 et celles des forces armées de 40 p. 100. Le nombre de personnes tuées par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ainsi que par des mines terrestres, utilisées principalement par les rebelles, était aussi en hausse.

Tutela Legal estime qu'il y a également eu un accroissement des cas de torture de prisonniers, que les périodes de détention au secret ont été plus longues et que, de façon générale, les forces de sécurité se sont montrées moins enclines à respecter les normes relatives aux mauvais traitements. L'incapacité chronique du système judiciaire à traiter les dossiers politiques donne matière à inquiétude. Selon Tutela Legal, les autorités judiciaires se font manipuler (pots-de-vin, menaces), et il n'y a pas de mécanismes adéquats pour protéger les juges.

Le Salvador fait meilleure figure en ce qui concerne les droits civils et politiques. Dans la foulée de l'Accord de paix de Guatemala signé en août 1987, des membres de la direction du Front démocratique révolutionnaire (FDR -- de gauche), dont Ruben Zamora, ont pu rentrer au pays sans contrainte et former la Convergencia Democratica pour contester les élections présidentielles de 1989. Des élections législatives et municipales ont eu lieu en mars 1988 et, malgré le boycottage des partis gauchistes et une grève des transports organisée par les insurgés, les Salvadoriens sont allés voter en grand nombre, et ont opté en majorité pour le changement. Les risques qu'ils ont pris pour aller aux urnes font foi de l'importance qu'ils accordent au processus démocratique. Il y a peu de restrictions quant à la liberté

de parole et à la liberté de la presse. Les déplacements à l'intérieur du pays sont toutefois limités en raison de la révolte. La détérioration de la situation des droits de la personne a été attribuée, du moins en partie, à l'opposition de la droite et de l'armée envers l'Accord de paix et à la remontée du parti droitiste ARENA. Elle a également été attribuée à une stratégie de la gauche visant à provoquer l'escalade de la violence afin de saboter les élections présidentielles. Cette instabilité a été exacerbée par la perte apparente de contrôle et d'influence du président Duarte et de son administration, et par la maladie du président. Mais aucune analyse sérieuse n'indique que le Salvador est revenu aux massacres et violations massives de la fin des années 70 et du début des années 80.

#### POSITION DU CANADA

Le Canada s'inquiète de l'accroissement de la violence au Salvador, de la part des deux parties au conflit civil. Des comptes rendus récents d'Amnistie internationale et d'Americas Watch ont été étudiés de près; les conclusions de ces deux organismes ont d'ailleurs été prises en considération dans notre analyse de la situation des droits de la personne dans ce pays. Le gouvernement a saisi toutes les occasions qui se sont présentées pour faire part de ses préoccupations au gouvernement salvadorien. Notre ambassadeur au Salvador a soulevé la question auprès des autorités du pays, et rencontre régulièrement les représentants d'organismes salvadoriens intéressés aux droits de la personne pour connaître leur point de vue. Des hauts fonctionnaires canadiens se sont rendus à San Salvador à la mi-novembre et ont une fois de plus indiqué aux hauts responsables du gouvernement salvadorien que le Canada s'intéressait au problème. Le Canada a également exprimé son opinion lors d'un débat récent à l'ONU sur les droits de la personne. Cette question complexe sera suivie de très près et les interventions qui conviennent seront faites.

## GUATEMALA

### QUESTION

La situation des droits de la personne au Guatemala.

### CONTEXTE

Depuis son arrivée au pouvoir, en 1986, le président Cerezo cherche à institutionnaliser le respect des droits de la personne. La tâche n'est pas facile, le Guatemala demeurant une société fortement bipolarisée. A gauche, les rebelles continuent de défier le gouvernement. Le massacre de 22 civils à San Andres, Itzapa, en novembre, témoigne de la virulence du conflit civil. A droite, il semble que les escadrons de la mort aient repris leur activité, certains d'entre eux obéissant de toute évidence à des instances policières ou militaires qui échappent au contrôle des autorités civiles.

L'ouverture démocratique se trouve donc coëncée entre ces deux extrêmes. Les tentatives récentes de coup d'État et l'action persistante des rebelles ont placé le gouvernement Cerezo dans une position très délicate. Il n'y a donc pas eu de dialogue constructif en vue de la réconciliation nationale -- l'un des principaux objectifs de l'Accord de paix du Guatemala. Les tensions ont également amené le président Cerezo à refuser d'une part d'abroger la loi d'amnistie adoptée par le dernier gouvernement militaire, et d'autre part d'ordonner la tenue d'enquêtes sur les violations passées des droits de la personne.

Malgré ces contraintes, le gouvernement a permis à l'opposition d'occuper plus d'espace sur la scène politique. Le Grupo de Apoyo Mutuo (GAM) et les syndicats peuvent exercer librement leurs activités. Il y a une plus grande liberté d'expression, et le gouvernement a approuvé l'octroi d'aide étrangère destinée à rehausser le niveau de vie des segments les plus pauvres de la société. En outre, les autorités civiles ont institué des programmes visant à professionnaliser les forces policières; ces programmes, auxquels contribuent les gouvernements de la France et de l'Allemagne de l'Ouest, comprennent une formation en matière de droits de la personne. Créé l'an dernier, le Bureau du protecteur des droits de la personne est responsable devant le Congrès guatémaltèque par le truchement de la Commission des droits de la personne du Congrès.

### POSITION DU CANADA

Le Canada se réjouit des efforts que déploie le gouvernement Cerezo afin d'institutionnaliser le respect des droits de la personne au Guatemala, notamment la réforme de leurs forces policières, et de leurs programmes de formation ainsi que l'élargissement de l'espace politique que peuvent occuper les groupes d'opposition.

Toutefois, le Canada s'était opposé à l'interruption du mandat du Représentant spécial des Nations Unies, estimant essentiel qu'un mécanisme international d'observation vienne appuyer le gouvernement guatémaltèque dans ses efforts en vue d'établir la suprématie du droit et d'amener une réduction réelle et durable de la violence. Bien qu'il respecte la décision majoritaire des membres de la Commission des droits de l'homme, le Canada continuera de plaider en faveur d'un suivi international de la situation au Guatemala. Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt à la Commission des droits de l'homme le rapport de l'expert nommé par le Secrétaire général pour aider le gouvernement du pays à rétablir davantage les droits de la personne.

Dans l'immédiat, il y a lieu de s'inquiéter de rapports faisant état de violations plus nombreuses des droits de la personne dans tout le Guatemala ainsi que des tentatives qu'ont faites récemment certains éléments de l'armée et de l'extrême-droite en vue de déstabiliser le régime, de toute évidence en réponse au danger qu'ils perçoivent dans l'action de la gauche. Au cours de sa visite au Guatemala, en novembre 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a rencontré le président Cerezo, le ministre des Affaires étrangères, M. Cabrera, et les leaders de la cause des droits de la personne. A toutes ces occasions, M. Clark a indiqué que le Canada appuyait le processus démocratique, tout en soulignant sa vive inquiétude devant les violations des droits de la personne dans le pays. Les représentants canadiens demeurent en rapport avec les leaders de tous les secteurs de la société guatémaltèque et leur communiquent nos préoccupations au sujet de la situation des droits de la personne en général ainsi que des violations précises qui sont portées à notre connaissance.

## HAITI - DROITS DE LA PERSONNE

### Objet:

En tant que membre de la Commission onusienne des droits de l'Homme, le Canada sera appelé, tôt en 1989, à étudier la situation des droits de la personne en Haiti, en conformité avec la résolution 1988/51 de la Commission. Voici un bref résumé de la situation auquel s'ajoutent quelques lignes sur la position canadienne.

### Contexte:

Le renversement du gouvernement Namphy et l'avènement du gouvernement du Général Prosper Avril ont mis un frein, du moins pour l'instant, à la détérioration rapide de la situation des droits de la personne en Haiti. En cela, les événements du 17 septembre ont été bien accueillis par le peuple haitien, la communauté internationale et les groupes canadiens que la situation haitienne intéresse.

Certains gestes du nouveau gouvernement en la matière ont contribué à dissiper quelque peu le scepticisme avec lequel avaient été accueillies les déclarations initiales. Le 10 décembre dernier, Haiti adhère à trois conventions internationales sur les droits de la personne (le pacte de 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la convention de Cartagène pour la prévention et la répression de la torture) et appuyait concrètement la tenue d'un colloque sur ce sujet auquel participaient quelques Canadiens. De plus, le gouvernement a entamé un processus de consultation avec les principaux leaders politiques du pays en vue de l'organisation éventuelle d'élections démocratiques. Dans certains cas de violations flagrantes survenues sous l'ancien régime, le gouvernement a même accepté de ré-ouvrir des dossiers malodorants.

Ce qui précède est un bon départ, mais il faut savoir reconnaître que le processus de restauration sera long et pénible. En effet, le gouvernement Avril demeure fragile: en face de lui sont ligüés des groupes armés et des réseaux bureaucratiques depuis longtemps corrompus et bien assis. L'armée est, pour l'instant, encore incapable d'empêcher les règlements de compte entre les divers segments de la société impliqués dans le trafic des stupéfiants, la contrebande etc. Les macoutes font encore la loi dans certains coins de pays et demeurent impunis dans la majorité des cas, minant ainsi la confiance de la population haitienne envers les instances judiciaires du pays. En un mot, le processus d'épuration a été timidement entrepris mais entrepris tout de même.

.../2



En résumé, l'entreprise est de taille et s'apparente aux travaux d'Hercule. Les priorités gouvernementales continuent d'être le maintien de la stabilité politique et l'amorce d'un redressement économique via l'intervention d'une aide étrangère accrue.

La position canadienne:

Suite au massacre du 11 septembre 1988 à l'église St-Jean-Bosco, le gouvernement canadien a annoncé la suspension unilatérale des discussions intergouvernementales sur la planification de futurs projets bilatéraux. Cette décision n'affecte pas les groupes haitiens les plus démunis lesquels continuent de recevoir l'assistance canadienne via les organismes multilatéraux et non-gouvernementaux. De plus, le gouvernement canadien a laissé entendre au gouvernement haitien que le processus de planification ne saurait reprendre en l'absence de progrès concrets dans les domaines des droits fondamentaux et d'un retour aux processus démocratiques. Le gouvernement canadien, via son ambassade à Port-au-Prince, continue de suivre de très près l'évolution de la situation des droits de la personne en Haiti.

Les parlementaires et le public canadiens suivent, eux aussi, la situation de près. Un groupe de parlementaires canadiens a visité Haiti au printemps 1988 et en est revenu avec des recommandations qui ont influencé la politique d'aide canadienne à Haiti. Un autre groupe s'est rendu à Haiti au début décembre 1988 pour y assister à un important colloque sur les droits de la personne. Suite à cette visite, un des membres a suggéré au gouvernement canadien de venir en aide aux organismes de défense des droits humains en Haiti. Le gouvernement canadien est disposé à considérer favorablement des demandes d'assistance en ce sens et, d'ailleurs, certains projets reçoivent déjà un financement à travers la direction des programmes spéciaux de l'ACDI.

## AFGHANISTAN

### QUESTION :

La situation des droits de l'homme en Afghanistan.

### CONTEXTE :

A la suite d'un certain nombre d'événements survenus en 1988 autour de la question afghane, il y a lieu d'espérer que le conflit qui sévit dans ce pays prendra fin et que la situation des droits de l'homme pourra ainsi s'améliorer. Le 14 avril 1988, au terme de sept ans de négociations indirectes sous l'égide des Nations Unies, les Accords de Genève sur l'Afghanistan ont été signés. Comme l'exigeaient ces accords, entrés en vigueur le 15 mai, l'Union soviétique a évacué la moitié de ses troupes le 15 août, le reste du contingent devant être retiré d'ici le 15 février 1989.

Le 4 novembre, toutefois, les dirigeants soviétiques ont annoncé une suspension du retrait du contingent, tout en indiquant que l'échéance du 15 février serait malgré tout respectée. Les Soviétiques ont également annoncé la fourniture et le déploiement d'armes plus perfectionnées, notamment des avions MIG-27 et des missiles SS-1 (SCUD). Depuis, ces armes ont été largement utilisées contre les retranchements des moudjahidins, entraînant de nouvelles vagues de réfugiés vers le Pakistan.

Pendant ce temps, les affrontements se poursuivent sur tout le territoire, car les moudjahidins, qui n'ont pas signé les Accords et ne les approuvent pas, veulent renverser le régime afghan installé par l'Union soviétique. Les pourparlers directs entre les Soviétiques et les moudjahidins en ce qui touche le retour des prisonniers de guerre ont abouti à des discussions portant sur un règlement politique qui consoliderait le retrait soviétique. En cas d'échec de ces pourparlers, les moudjahidins et les forces du gouvernement de Kaboul poursuivront leurs efforts en vue de résoudre la situation par des moyens militaires. Dans ce cas, la création d'un gouvernement national représentatif à Kaboul pourrait être sérieusement compromise. Dans l'attente d'une solution, il est peu réaliste d'envisager une amélioration sensible de la situation des droits de l'homme. De même, il est improbable que les 5 millions de réfugiés afghans qui se trouvent au Pakistan et en Iran rentrent chez eux.

Cette année, la Commission des droits de l'homme a pu, pour la première fois, examiner un rapport fondé sur des visites effectués sur place en Afghanistan par son rapporteur spécial Felix Ermacora. Les visites de ce dernier, ainsi que celles du Comité international de la Croix-Rouge (CIRC) dans les prisons, ont été autorisées en vertu de la politique de réconciliation nationale annoncée par le gouvernement de Kaboul

le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Néanmoins, il s'agit en grande partie d'un instrument de propagande utilisé par le gouvernement afghan pour obtenir la reconnaissance et la légitimité internationales. En dépit de ces mesures, il est clair que la situation des droits de l'homme en Afghanistan demeure sombre.

Certains groupes représentant les droits de l'homme ont déclaré que les forces soviétiques et afghanes avaient adopté, en signe de représailles contre les moudjahidins, une politique d'exécution extra-judiciaire de civils afghans ainsi que des réfugiés essayant de quitter le pays. De plus, certains rapports indiquent que la torture est toujours pratiquée et que les prisonniers politiques libérés à la suite d'amnisties générales sont forcés d'entrer dans l'armée.

Dans son dernier rapport, le rapporteur spécial indique que la situation politique dans le pays explique bien celle des droits de l'homme. Il considère que le droit du peuple afghan à l'autodétermination relève des droits de l'homme, et il a déclaré que l'évacuation des troupes soviétiques était indispensable pour assurer le respect des droits de l'homme dans le pays ainsi que le retour des réfugiés.

Selon le Rapporteur spécial, bien que le nombre des prisonniers politiques ait diminué et que les conditions de vie dans les prisons se soient améliorées, les allégations de tortures et de mauvais traitement des prisonniers n'ont jamais cessé. Enfin, il a ajouté que la pose de mines et de pièges se poursuivait, ce qui freinait considérablement la reconstruction et le retour des réfugiés, tout en portant atteinte au droit à la vie. On estime qu'une trentaine de millions de mines auraient été posées en Afghanistan au cours des neuf années d'occupation soviétique.

POSITION DU CANADA :

Le Canada a toujours dénoncé les violations des droits de l'homme qui ne cessent d'avoir lieu sur tout le territoire afghan, de même que la mort de plus d'un million de victimes disparues jusqu'ici. Nous avons de nouveau coparrainé la résolution de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, qui a été adoptée le 8 décembre, sans que l'on ait recours au vote.

Le Canada a bien accueilli la signature des Accords de Genève, bien qu'il soit regrettable qu'ils ne comportent pas de cessez-le-feu, ni d'entente concernant la formation d'un gouvernement largement représentatif en Afghanistan. Nous apportons tout notre appui aux efforts que ne cessent de déployer le Secrétaire général des Nations Unies ainsi que les parties en conflit, pour trouver une solution politique, sans laquelle il ne peut y avoir, à notre avis, de rétablissement du respect des droits de l'homme en Afghanistan.

Quant à sa contribution aux grandes opérations de secours internationales qu'il faudra monter pour l'Afghanistan, le Canada s'est engagé à accorder, au cours des deux prochaines années, 22 millions de dollars pour le rapatriement et la réhabilitation des réfugiés afghans. Ce chiffre vient s'ajouter aux 19 millions de dollars que le gouvernement canadien verse chaque année à l'intention des réfugiés afghans au Pakistan.



Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

DÉCLARATION SUR L'AFRIQUE DU SUD

DÉLÉGATION D'OBSERVATEURS DU CANADA  
DÉCLARATION DE M. TOM HAMMOND  
CHEF ADJOINT DE LA DÉLÉGATION  
LE 11 FÉVRIER 1988

Monsieur le Président,

Dans l'année qui s'est écoulée depuis que ma délégation s'est prononcée ici même sur la situation en Afrique du Sud et en Namibie, les conditions dans cette région n'ont guère changé. Le gouvernement demeure tout aussi intraitable face à l'opposition que soulèvent ses politiques et pratiques dans une très grande partie de la population sud-africaine et dans le reste du monde. Néanmoins, ceux qui luttent contre le régime répugnant de l'apartheid et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud n'en sont que plus résolus.

En Afrique du Sud, une minorité de la population continue de prétendre qu'elle vit dans un régime démocratique tout en privant l'immense majorité de ses droits politiques. La plupart des Sud-Africains et la communauté mondiale jugent clairement ignoble cette iniquité entièrement fondée sur la race. Le gouvernement de l'Afrique du Sud n'essaie plus de justifier le régime de l'apartheid aux yeux des Sud-Africains ni du reste du monde. Il prétend plutôt que l'apartheid n'existe plus. Pourtant, la majorité de la population demeure privée de droits politiques, un grand nombre de Sud-Africains se voient refuser la citoyenneté dans leur propre pays, le lieu de résidence est encore réglementé, et des inégalités sociales et économiques flagrantes demeurent le legs de l'apartheid. Institutionnalisé au niveau juridique, politique et économique, le racisme continue d'être la pierre angulaire de la société sud-africaine.

Les citoyens des États voisins continuent d'être les victimes de la politique sud-africaine de déstabilisation et de destruction qui a pour but de forcer les États de la ligne de front à couper le soutien qu'ils accordent à la majorité noire en Afrique du Sud et à accepter l'apartheid. Les troupes sud-africaines ont fait de nouvelles incursions en Angola, ce qui constitue une violation flagrante de l'intégrité territoriale de ce pays. Quant à la Namibie, elle est toujours illégalement occupée par l'Afrique du Sud dix ans après l'adoption de la résolution 435 du Conseil de sécurité, le projet de règlement des Nations Unies. L'intransigeance de l'Afrique du Sud ne fait que prolonger la souffrance et l'oppression du peuple namibien privé depuis si longtemps de ses droits politiques et civils fondamentaux.

Le défi consiste à trouver des moyens pacifiques et pratiques de lutter contre l'apartheid et de persuader l'Afrique du Sud d'accorder à la Namibie son indépendance. Le Canada a joué un rôle actif à cet égard, directement et par l'entremise de forums multilatéraux comme les Nations Unies, la Francophonie et le Commonwealth. Les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth réunis en 1987 à Vancouver sous la présidence du très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada, sont convenus d'un vaste programme d'action pour lutter contre l'apartheid.

Le Canada a convenu avec la majorité des membres du Commonwealth que les sanctions avaient eu un effet notable sur l'Afrique du Sud et qu'il faudrait en accroître la portée et en resserrer et intensifier l'application afin d'accroître les pressions en faveur de changements fondamentaux. Les sanctions économiques augmentent le coût du maintien de l'apartheid et, chose plus importante encore, leur application, combinée à d'autres mesures, témoigne de la répugnance qu'éprouve la communauté mondiale pour la discrimination raciale institutionnalisée. Ces actions prouvent aux victimes de l'apartheid que le monde se préoccupe de leur détermination de voir s'opérer des changements fondamentaux.

Le Canada accorde une aide directe aux victimes de l'apartheid. Outre qu'il contribue aux programmes des Nations Unies et du Commonwealth destinés à venir en aide aux Sud-Africains et aux Namubiens, le Canada a considérablement augmenté l'aide qu'il accorde aux

victimes de l'apartheid dans les domaines de l'éducation, du développement communautaire et de la sensibilisation aux droits syndicaux. L'aide juridique et humanitaire accordée aux détenus politiques et à leurs familles est passée de 500 000 \$ à 2,5 millions \$ par année.

Le Canada et tous les autres pays du Commonwealth ont également convenu à Vancouver d'accorder une attention particulière aux besoins grandissants que la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud crée dans les États de la ligne de front. Pour sa part, le Canada s'est engagé à consacrer 20 millions \$ à la reconstruction de la ligne ferroviaire vitale qui longe le Limpopo.

Le Commonwealth a encore une fois exhorté l'Afrique du Sud à accorder immédiatement et sans conditions son indépendance à la Namibie et a réaffirmé que les mesures qu'il prenait à l'endroit de l'Afrique du Sud avaient pour but d'inciter ce pays à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie.

Afin de concrétiser les mesures dont ils ont convenu pour lutter contre l'apartheid, les chefs de gouvernement ont créé un comité des ministres des Affaires étrangères de l'Australie, du Canada, de la Guyana, de l'Inde, du Nigeria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. Sous la présidence du très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, le comité a tenu sa première réunion au début du mois à Lusaka, en Zambie.

Le comité a examiné les façons d'accroître l'efficacité des sanctions déjà appliquées, et il s'est penché sur les moyens utilisés pour les contourner. À cette fin, il a mis en branle deux études importantes pour faire le point sur les nouvelles tendances commerciales, les nouvelles pratiques de comptabilité, et les nouvelles voies d'acheminement des expéditions. Se préoccupant également de l'application inégale de l'embargo obligatoire des Nations Unies sur les exportations d'armes vers l'Afrique du Sud, le comité cherchera à réunir des informations confirmant qu'il y a eu effectivement violation de l'embargo, et il étudiera les moyens d'en assurer le respect. Le comité a également discuté de la nécessité de combattre d'urgence les effets dévastateurs de la censure et de la propagande sud-africaines. Il s'efforcera d'assurer l'efficacité des mesures prises par les pays du Commonwealth d'ici la prochaine réunion des chefs de gouvernement, qui aura lieu en 1989 à Kuala Lumpur.



L'action du Commonwealth et de son comité complète celle d'autres pays et organismes - en particulier l'Organisation des Nations Unies - qui luttent contre l'apartheid. La victoire est inéluctable, le défi consistant à s'assurer qu'elle sera aussi rapide et pacifique que possible.

La Commission des droits de l'homme joue un rôle d'une grande importance. Elle doit rappeler au monde que l'apartheid systématise la discrimination raciale et les inégalités qui sont en contradiction fondamentale avec les principes sur lesquels sont fondés les droits de la personne. Elle doit attirer l'attention de la communauté internationale sur les mesures de répression systématique que continue d'employer le gouvernement de l'Afrique du Sud pour étouffer les agitations sociales et politiques provoquées par l'apartheid. Le monde ne doit pas oublier que le gouvernement de l'Afrique du Sud emprisonne ceux qui tentent d'obtenir des changements par des moyens pacifiques, plutôt que de négocier avec eux. On estime qu'environ 2 500 personnes, y compris des enfants, sont détenues sans accusation dans les prisons de ce pays. C'est une preuve éclatante de l'échec moral du régime de l'apartheid. Les travaux de la Commission sont d'autant plus importants que le gouvernement sud-africain, plutôt que de permettre des débats constructifs, intensifie la censure et la propagande dans le vain espoir de cacher au monde la vérité sur l'apartheid.

Le Canada continuera de collaborer avec la Commission et d'oeuvrer au sein d'autres forums dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la cruauté inhérente au régime de l'apartheid et d'inciter l'Afrique du Sud à démanteler ce régime et à procéder à des changements fondamentaux.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

POINT 10 - QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES  
PERSONNES SOUMISES À UNE FORME QUELCONQUE DE DÉTENTION  
OU D'EMPRISONNEMENT

INTERVENTION FAITE AU NOM DE LA  
DÉLÉGATION D'OBSERVATION DU CANADA  
PAR M. THOMAS C. HAMMOND  
LE 22 FÉVRIER 1988

Monsieur le Président,

Au titre du point 10, la Commission aborde certaines des questions les plus cruciales à l'ordre du jour international. En cette année où nous célébrons le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il serait opportun que, collectivement, nous prenions de nouveau l'engagement d'assurer la préservation et le progrès des mesures concertées visant à éliminer le fléau de la torture et des disparitions.

En ce qui concerne le sous-point relatif à la torture, nous rendons hommage au Rapporteur spécial, M. Kooijmans, d'avoir brossé dans son rapport un tableau de la fréquence et de l'ampleur du phénomène de la torture dans le monde. Nous aurions d'ailleurs deux remarques à formuler au sujet du travail du Rapporteur spécial. Premièrement, nous convenons que son travail ne fait aucunement double emploi avec celui du nouveau Comité contre la torture. Le point de vue selon lequel les parties à la Convention sur la torture se sont, en ratifiant cette dernière, dégagés de toutes leurs responsabilités à l'égard du Rapporteur spécial, est donc dénué de tout fondement. Deuxièmement, il nous faut de nouveau souligner l'importance de la coopération avec le Rapporteur spécial. Nous constatons, à la lecture de son rapport, qu'un certain nombre d'États n'ont pas encore répondu à ses demandes de renseignements directes, en dépit des rappels qui leur ont été adressés. Nous demandons instamment à ces États de coopérer en répondant aux questions du Rapporteur spécial. Son action ne peut être efficace que s'il bénéficie d'une coopération totale.

J'ajouterais à cet égard, Monsieur le Président, que ma délégation a eu maintes fois l'occasion d'exprimer l'avis que la Commission ne doit pas hésiter à affronter les obstacles que crée l'absence de collaboration de certains gouvernements, et ce, dans tous les aspects de ses travaux. Parmi les mesures qu'il y aurait peut-être lieu de prendre, mentionnons, à titre d'exemple, la mention précise, dans les résolutions pertinentes, des gouvernements qui font preuve d'un manque de collaboration chronique.

S'agissant de la Convention contre la torture, nous saluons sa récente entrée en vigueur, et nous sommes persuadés que le Comité contre la torture, qui doit se réunir au mois d'avril, sera sous peu en mesure de s'acquitter du mandat que lui confère la Convention. Nous exhortons les autres États à ratifier cet important document afin qu'il soit le plus universel possible. Puisqu'il est question de la Convention, ma délégation souhaite mettre en relief une importante série de questions qui commencent maintenant à mériter une attention sérieuse de la part de la Commission, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, à savoir les divers arrangements financiers issus des traités conclus dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que la crise qui se manifeste maintenant à tous les niveaux en ce qui concerne la charge de travail, le calendrier des réunions, le soutien du Secrétariat et l'obligation de présenter des rapports à ces organismes. Nous admettons qu'il s'agit là d'un problème complexe et épineux, mais le moment est venu pour la Commission de s'y attaquer. À cet égard, ma délégation a déjà indiqué, dans l'intervention qu'elle a faite au titre du point 11, son espoir d'examiner, à l'occasion de prochaines sessions de la Commission, certaines idées nouvelles, par exemple le regroupement et la rationalisation des organismes de surveillance.

Avant de passer à un autre sujet, j'aimerais, Monsieur le Président, réaffirmer la préoccupation que mon gouvernement ainsi que d'autres ont déjà eu l'occasion d'exprimer au sujet de la réserve qu'un des États signataires de la Convention contre la torture a formulée concernant les responsabilités financières que lui impose la Convention. Le Canada considère cette réserve comme incompatible avec la responsabilité de toutes les parties de soutenir le mécanisme mis en place afin de surveiller l'application de la Convention, et nous incitons l'État en cause à réexaminer la question.

En ce qui concerne le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Canada a récemment donné une nouvelle preuve de son soutien en augmentant sa contribution financière. Nous sommes favorables à

l'idée que le Fonds continue d'axer ses activités sur les projets de thérapie et de réadaptation visant à remédier aux ravages psychologiques et physiques causés par la torture.

Monsieur le Président, pour ce qui a trait au Groupe de travail sur les disparitions, ma délégation voit dans ce mécanisme l'illustration parfaite de ce que l'Organisation peut accomplir en abordant les problèmes des droits de l'homme dans un esprit de consensus et de bonne volonté. L'équité, la discrétion et la souplesse qui sont devenues les caractéristiques essentielles de la mission humanitaire du Groupe de travail sont mises en évidence dans l'utile exposé de ses méthodes présenté dans le rapport de cette année. Nous sommes convaincus que le Groupe de travail continuera de jouir d'une grande collaboration de la part de toutes les parties, sous forme de réponse à ses demandes de renseignements. À cet égard, Monsieur le Président, nous voulons rendre un hommage particulier au gouvernement du Guatemala pour la collaboration dont il a fait preuve en recevant une mission composée de deux membres du Groupe de travail. En conséquence, la Commission a ainsi pu obtenir une évaluation manifestement approfondie, équilibrée et constructive qui devrait s'avérer très précieuse pour tous ceux qui ont à coeur une amélioration de la situation difficile que connaît ce pays. Enfin, à ce propos, nous souhaitons que la Commission reconduise pour deux ans le mandat du Groupe de travail, afin de lui donner suffisamment de temps pour planifier son programme de travail.

Ma délégation estime que l'élaboration de normes plus rigoureuses dans le domaine de la détention contribuerait à l'élimination de la pratique des disparitions. Ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales l'ont souligné dans les mémoires qu'elles ont présentés à la Commission, les premières heures de détention revêtent une importance capitale pour les détenus et déterminent bien souvent s'ils auront droit à la justice ou s'ils subiront un châtiment arbitraire et sommaire. À cet égard, nous soulignons l'importance des travaux qui sont menés actuellement au sein de la Sixième Commission de l'Assemblée générale, qui met la dernière main à un ensemble de principes visant les personnes soumises à la détention. Ce travail est d'une importance primordiale pour l'élaboration de normes plus complètes et plus efficaces dans ce domaine.

Monsieur le Président, plusieurs des questions examinées au titre de ce point de l'ordre du jour le sont également à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Sans entrer dans le détail des travaux de cette dernière, nous tenons néanmoins à saluer ses efforts dans des domaines tels que le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice de même que l'indépendance et l'impartialité de l'appareil

judiciaire. Nous attachons une grande valeur au rôle constructif que la Sous-Commission continue de jouer dans la recherche de normes plus complètes dans le domaine des droits de l'homme et nous exhortons la Sous-Commission à continuer de canaliser ses énergies vers ces orientations à long terme.

Avant de conclure, Monsieur le Président, je désire faire état de la préoccupation constante du Canada à l'égard du bien-être des personnes qui sont confrontées à des entraves à l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. L'élaboration de mesures de protection efficaces de ce droit doit aller de pair avec le processus de démocratisation de toute société, et la Commission ainsi que ses organes subsidiaires apporteraient une contribution positive aux efforts faits à l'échelle mondiale dans ce domaine s'ils accordaient une attention plus soutenue à cette question. Ma délégation consultera de nouveau les membres cette année quant aux moyens d'atteindre cet objectif.



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

POINT 11 - ACTION VISANT À ENCOURAGER  
ET DÉVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES  
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES  
ET, NOTAMMENT, QUESTION DU PROGRAMME ET DES  
MÉTHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION; AUTRES MÉTHODES  
ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES  
DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE  
EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES; INSTITUTIONS NATIONALES POUR LA  
PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

DÉLÉGATION D'OBSERVATION DU CANADA  
INTERVENTION PRONONCÉE PAR M. ROSS HYNES  
LE 15 FÉVRIER 1988

M. le Président,

Ma délégation considère que le présent point de l'ordre du jour concerne un des volets les plus importants des travaux de la Commission. Il nous fournit une occasion précieuse de passer en revue la gamme des mécanismes actuels et envisagés, aux échelons tant national qu'international, visant à faire progresser la promotion et la jouissance effective des droits de l'homme. Nos délibérations sur ce point devraient donc jouer un rôle décisif sur le plan de l'établissement des orientations futures de l'ensemble du Programme pour les droits de l'homme des Nations Unies.

Il convient de regretter, toutefois, que le débat sur cette question ait été trop souvent réduit à la portion congrue en raison d'un manque de temps. Nous notons avec une vive satisfaction que la Commission a décidé d'aborder cette année le point 11 en priorité et dans la première phase de ses travaux. La décision 1987/108 souligne qu'il nous faut accorder une attention particulière à l'établissement des priorités afin que la Commission puisse faire une contribution appropriée à l'examen de la structure intergouvernementale régissant l'action des Nations Unies dans les domaines économique et social.

Le gouvernement du Canada juge la Commission des droits de l'homme et le Programme pour les droits de l'homme parmi les composantes de la structure de l'ONU qui revêtent l'importance la plus fondamentale. Il voit dans nos délibérations en corrélation avec l'examen mené par le Conseil économique et social une occasion d'évaluer la mesure dans laquelle les procédures et systèmes de soutien actuellement en place font justice à la priorité accordée par la Charte à la question des droits de l'homme.

Le document préparé par le Secrétariat constitue une excellente base pour nos discussions en la matière. Les détails de ce projet de rapport font l'objet de discussions dans le groupe de travail officieux présidé par le distingué représentant de l'Italie. Pour les fins de notre débat d'aujourd'hui, je me bornerai à mettre en relief certaines des considérations qui, de l'avis de ma délégation, sont essentielles.

Premièrement, s'agissant des priorités, le gouvernement du Canada partage l'opinion des délégations qui ont déjà affirmé que l'application efficace des normes établies doit constituer l'objectif primordial des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Pour reprendre les termes mêmes employés par le Secrétaire général dans sa récente déclaration sur l'action des Nations Unies dans les années 1990, "l'objectif principal des activités des Nations Unies en matière de droits de l'homme devrait être d'obtenir le respect universel de ce qui a été accepté en principe". Ce principe fondamental devrait occuper une place de premier plan dans le rapport de la Commission à la Commission spéciale du Conseil économique et social, et ma délégation a, de concert avec d'autres, mis de l'avant certaines propositions en ce sens au sein du groupe de travail officieux.

Dans le même ordre d'idées, M. le Président, un des défis qui mérite de retenir de plus en plus l'attention de la Commission consiste à veiller à la viabilité et à l'efficacité des mécanismes établis en vue de l'application des divers pactes et conventions conclus dans le domaine des droits de l'homme. Les problèmes financiers que connaissent le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité contre la torture -- qui n'existe que depuis un an -- témoignent de la nécessité d'explorer soigneusement de nouvelles avenues -- telles que celles qui figurent dans le document NGO/36 soumis par le "Four Directions Council" en vue du renforcement et du regroupement des mécanismes de surveillance à la fois des conventions en vigueur et de celles qui sont en cours d'élaboration. Ma délégation espère revenir plus en détail sur ce thème lors de futures sessions de la Commission.

En deuxième lieu, M. le Président, la rationalisation des ordres du jour et des méthodes de travail constitue, comme certains orateurs l'ont souligné, un important objectif de cette réflexion. À titre d'exemple, le Secrétariat suggère, dans son projet de rapport, le recours croissant au regroupement de points de l'ordre du jour dans les débats de la Commission. Cette technique a été utilisée avec beaucoup de succès au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale afin d'assurer le bon déroulement des discussions portant sur des points connexes et de donner aux délégations une occasion satisfaisante d'aborder toutes les questions auxquelles elles s'intéressent. Il y aurait peut-être lieu d'autoriser le Secrétariat à formuler certaines propositions en ce sens, lesquelles seraient examinées au début de la prochaine session de la Commission.

Il existe donc, de l'avis de ma délégation, de grandes possibilités de rationaliser les méthodes de travail de la Commission. Toutefois -- et cela m'amène à ma troisième observation -- mon gouvernement a la très ferme conviction qu'il faut, pendant l'examen de l'action des Nations Unies dans les domaines économique et social, accorder une attention primordiale à l'objectif de renforcement des activités de l'Organisation dans le domaine des droits de l'homme. Le Canada et d'autres gouvernements ont fait observer à maintes reprises que ces activités, qui concernent un des objectifs centraux de la Charte, souffrent depuis longtemps d'un financement insuffisant et qu'elles ont été excessivement comprimées dans le cadre des mesures d'austérité adoptées en 1986. Nous nous sommes donc félicités de ce que le Secrétaire général ait reconnu, l'an dernier, l'existence de ce problème et nous avons accueilli avec satisfaction les assurances qu'il a données quant à la future intégrité financière du Programme pour les droits de l'homme. Il s'agit là d'un élément qui ne doit pas être minimisé dans le rapport de la Commission à la Commission spéciale du Conseil économique et social. L'engagement à l'égard de la vigueur et de l'intégrité du Programme pour les droits de l'homme est un volet fondamental de la politique étrangère du Canada, et nous donnerons activement suite à cet engagement dans le contexte des grands défis auxquelles les Nations Unies seront confrontées dans les mois à venir.

Avant de conclure, M. le Président, j'aimerais évoquer brièvement une autre question qui fait périodiquement l'objet de débats au titre du présent point de l'ordre du jour. Le Secrétaire général adjoint, M. Martenson, a touché assez longuement, dans sa déclaration de



présentation de ce point, la question de l'information relative aux droits de l'homme. Au moment où le Secrétaire général adjoint envisage de renforcer la capacité du Centre dans ce domaine et de définir les contours d'une éventuelle campagne mondiale d'information, nous portons à son attention, à titre provisoire, les considérations suivantes.

Tout d'abord, il est évident que, pour être couronnée de succès, toute action dans ce domaine doit être menée en étroite collaboration avec le Département de l'information. Mon gouvernement estime depuis longtemps que les ressources considérables dont dispose ce Département devraient être plus largement mises à contribution en vue de soutenir la promotion des droits de l'homme par les Nations Unies. Nous accueillons avec satisfaction l'intention du Secrétaire général adjoint d'agir en ce sens.

Deuxièmement, nous considérons que les organisations non gouvernementales -- fortes de leurs compétences, de leurs ressources et de leur large réseau de contacts à la base - auront un rôle particulièrement important à jouer dans toute campagne d'information qui se veut efficace. L'accent sur les ONG que M. Martenson a mis dans l'établissement de son projet de Section des relations extérieures nous donne à penser qu'un partenariat efficace entre le Secrétariat et les ONG qui s'intéressent aux droits de l'homme dans toutes les régions du monde est possible et verra le jour.

Enfin, M. le Président, il importe que tous ceux qui participent à la préparation d'une campagne mondiale d'information ne perdent jamais de vue le fait qu'une telle entreprise doit, en dernière analyse, être évaluée en fonction de ses retombées, des points de vue de la diffusion des connaissances et de la jouissance effective des droits de l'homme, pour ceux qui ont le plus besoin d'aide en la matière. Les manifestations commémoratives, conférences de presse et publications méritent toutes de figurer dans une telle campagne. Mais loin de constituer une fin en soi, elles sont une composante d'appui, certes importante et essentielle, dans l'évolution d'un programme pour les droits de l'homme axé sur l'application efficace, dans toutes les régions du monde, des normes universellement reconnues. Même s'il ne dirige que depuis peu de temps le Centre pour les droits de l'homme, M. Martenson est parvenu rapidement à une compréhension approfondie de tous les aspects de ses responsabilités, et nous avons bon espoir que ses éventuelles propositions en vue du lancement d'une campagne mondiale pour les droits de l'homme se révéleront une étape importantes dans la formulation d'une approche globale des défis que l'Organisation est confrontée dans ce domaine.

Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION  
POINT 12

QUESTION DE LA  
VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME  
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES,  
OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

DÉLÉGATION D'OBSERVATION DU CANADA  
INTERVENTION DE  
M. GORDON FAIRWEATHER  
CHEF DE LA DÉLÉGATION

8 MARS 1988

Monsieur le président,

Le point de l'ordre du jour qui fait l'objet de mon intervention figure parmi les principaux sujet de discussion à chaque session de la Commission des droits de l'homme. Aussi aimerions-nous, durant les 10 minutes accordées aux délégations d'observation, aborder certains des grands thèmes qui intéressent le Canada et la façon dont ces préoccupations s'appliquent à diverses situations nationales dont l'Organisation des Nations Unies est saisie à l'heure actuelle.

Je m'adresse à vous aujourd'hui en sachant très bien que la Commission subit des pressions provenant de deux directions diamétralement opposées. D'une part, diverses organisations ayant d'excellents antécédents en matière de droits de l'homme font valoir qu'il faut en arriver à une justice rapide et ouverte en dressant une longue liste de pays et en se mettant à évaluer systématiquement leur comportement. D'autre part, les délégations de nombreux pays ainsi que certains groupes régionaux exhortent à la prudence et à la modération et recommandent de porter des jugements limités, en invoquant le principe de l'égalité souveraine des États et la difficulté de tirer des conclusions dans un domaine aussi complexe, et suscitant autant de divisions idéologiques, que les droits de l'homme. Mais quelle que soit la perspective retenue, les mesures que nous prendrons collectivement cette année ne seront probablement pas à la mesure des attentes.

Je formule cette observation parce que, l'année dernière, ma délégation avait fait état d'une certaine préoccupation au sujet de questions de procédure et de jugement. Il y a lieu de répéter cette année certaines de ces observations, bien que dans une perspective peut-être légèrement différente. Ma délégation estime qu'avant d'entreprendre quoi que ce soit dans le domaine délicat et controversé des droits de la personne, il faut s'assurer de l'intégrité des procédures d'établissement des faits de l'ONU. La grande majorité des délégations conviendront avec nous que les rapports sur les pays dont nous sommes saisis sont de qualité inégale et qu'ils sont fondés sur des critères de jugement et d'appréciation qui varient. Il n'est peut être pas possible que tous les rapports sur les situations nationales soient aussi approfondis les uns que les autres, mais nous devrions malgré tout nous efforcer d'appliquer des procédures d'enquête uniformes.

Le cas de l'Iran, bien entendu, est particulier. Il s'agit du seul pays qui ait catégoriquement refusé de collaborer avec la Commission, et il a donc été impossible de tirer des conclusions définitives. Les jugements que nous portons doivent donc se fonder sur d'autres informations, dont bon nombre sont recueillies hors de l'Iran. Mais l'on a néanmoins des motifs suffisants de s'inquiéter sérieusement des témoignages faisant état d'exécutions sommaires, d'actes de torture, de violations des droits des minorités et des droits religieux, surtout à l'égard de la communauté des Bahaïs et de l'absence de protection judiciaire contre les poursuites arbitraires.

La Commission doit veiller à ne pas se laisser séduire par la thèse selon laquelle des normes universellement acceptées peuvent être atténuées en raison des lois, coutumes et pratiques propres à un État en particulier. La Déclaration universelle porte bien son nom -- elle est UNIVERSELLE -- et la Commission effectuerait un revirement tout à fait désolant si elle devait jamais accepter que des pratiques aussi ignobles que la mutilation, le démembrement ou d'autres atteintes caractérisées à des normes protégées soient soustraites à sa surveillance.

S'agissant de collaboration avec les Nations Unies, trois autres situations nationales méritent que l'on fasse quelques commentaires. Le rapport sur le Chili condamne de façon accablante le ministre de la Justice du pays et son attitude, qui a été loin d'être coopérative durant la visite du Rapporteur spécial. Le rapport sur Haïti a été rédigé sans que l'on ait pu se rendre dans le pays, bien que l'on ne puisse toutefois en blâmer qui que ce soit en particulier. Le rapport sur l'Afghanistan se limite à une étroite zone géographique. Ma délégation espère que d'ici notre session de l'année prochaine, toutes les troupes étrangères se seront retirées et qu'un nouveau gouvernement jouissant d'un large appui populaire sera en place.

La Commission n'a pas, tant s'en faut le pouvoir de rectifier ces différences. Par contre, elle pourrait remédier à certaines autres disparités en faisant preuve d'une plus grande cohérence dans ses analyses. Dans un certain nombre de rapports, par exemple, les Rapporteurs spéciaux ou les experts ont tiré des conclusions quant à la bonne volonté des gouvernements intéressés ou aux perspectives d'amélioration dans le domaine des droits de la personne. La bonne volonté, la bonne foi, les bonnes intentions : ce sont là autant de dispositions tout à fait estimables. Mais nos jugements définitifs doivent être fondés sur des faits beaucoup plus tangibles. Dans le cas de l'Afghanistan et du Kampuchea, par exemple, on peut facilement observer en toute objectivité des facteurs aussi évidents que le retrait des forces étrangères. Nous nous étonnons donc que la Commission évalue les intentions et apprécie la bonne volonté, alors que pratiquement tous les systèmes juridiques de ses États membres mettent davantage l'accent sur l'examen des faits purs et simples. Notre collègue de la délégation du Japon a souligné ce fait dans son intervention.

Les normes que nous appliquons pour former nos jugements dans le cadre de ces procédures particulières nous préoccupent également. Dans bien des cas, les normes internationales sont rigoureuses et absolues. Notre condamnation de l'apartheid, par exemple, régime en vertu duquel le racisme est codifié dans la loi, a été ferme et constante. Tout récemment, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures s'est vu confier la présidence d'un Comité du Commonwealth établi pour donner une impulsion en vue de l'adoption de nouvelles mesures contre l'apartheid, comme cela avait été convenu durant une réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à Vancouver, y compris pour définir les meilleurs moyens de garantir que le monde sache la vérité sur ce qui se passe en Afrique du Sud, malgré la censure et la propagande pratiquées par ce pays.

En ce qui a trait aux autres normes codifiées dans le droit international, on ne saurait justifier ni la torture, ni les exécutions sommaires, ni les disparitions, ni le bannissement ni les autres atteintes à l'intégrité de la personne humaine. Bon nombre de ces violations sont tristement décrites dans les rapports qui nous sont soumis sur le Chili, d'où nous parviennent des informations inquiétantes sur de nouvelles disparitions, ainsi que sur le Guatemala, l'Afghanistan, le Salvador et l'Iran.

En vertu d'autres normes internationales reconnues, les gouvernements sont clairement tenus responsables de la sécurité des individus et des groupes relevant de leur juridiction. La situation dans les territoires occupés en Israël est un bon

exemple. De graves violations des droits de l'homme ont eu lieu dans ces territoires et Israël refuse de se soumettre aux dispositions de la Quatrième Convention de Genève. En 1948, la fondation d'Israël devait être, comme dans le Livre d'Isaïe, une lumière pour le monde. En ce qui a trait aux droits de la personne, on peut pardonner aux Palestiniens de n'avoir pas su voir ce phare.

Dans bon nombre des rapports dont nous sommes saisis, il est fait état de bandes privées ou de groupes paramilitaires, qui bénéficient d'une certaine immunité, laquelle donne à penser qu'ils collaborent avec les autorités chargées de la sécurité de l'État. C'est là un fait relativement nouveau et inquiétant au Chili. Au Guatemala et au Salvador, les activités des escadrons de la mort font depuis longtemps partie intégrante de la problématique des droits de l'homme. Dans les régimes de transition, les changements de pouvoir et les modifications apparentes de l'ordre social et politique ont fait apparaître ou contribué à faire apparaître des violations des droits de l'homme que l'on n'avait pas décelées auparavant. Cela s'est produit à Fidji, qui a subi les effets de deux coups d'État militaires. Au cours de cette période, le Canada a exprimé l'inquiétude que lui inspiraient les informations relatives aux violations des droits de l'homme. Nous nous réjouissons du rétablissement d'un gouvernement civil à Fidji, mais demandons au gouvernement provisoire de tenir de nouvelles élections dès que possible et de promulguer une nouvelle constitution qui respecte les droits de toute la population de Fidji. Dans d'autres cas, des régimes de transition ont entraîné la formation de groupes de justiciers ou d'armées parallèles qui ont pris en charge l'ordre public. Nous avons été alarmés par la prolifération de ces groupes aux Philippines et horrifiés par leurs agissements en Haïti.

La question du recours à nos procédures d'enquête et de leur suspension a suscité une importante controverse au cours des deux ou trois dernières années. Depuis les premières enquêtes et en raison de leur évolution dans le cas du Chili, nous avons beaucoup appris sur les procédures et les rapports entre les Nations Unies et le gouvernement concerné. Mais il n'existe toujours pas de mécanisme satisfaisant pour l'inscription d'une situation à l'ordre du jour de la Commission. Les procédures prévues par la résolution 1503 du Conseil économique et social mettent, à juste titre, l'accent sur les violations flagrantes et systématiques des droits de la personne. Mais l'on peut difficilement soutenir que, dans la pratique, ces procédures donnent des résultats satisfaisants. Elles se sont révélées inadéquates comme moyen de déterminer les situations qui devraient retenir l'attention objective de la Commission.

La suppression de procédures spéciales a également suscité une controverse, récemment. Dans le cas d'Haïti, du Guatemala et du Salvador, de fortes pressions ont été exercées en vue d'adoucir des textes antérieurs, d'inscrire une situation sous un point différent ou de retirer complètement le pays de l'ordre du jour de la Commission. À au moins deux reprises dernièrement aux Philippines et en Haïti, la présence d'un Rapporteur spécial de la Commission aurait pu contribuer aux efforts déployés pour restaurer les droits de la personne dans des circonstances difficiles. Dans un autre cas, celui de la Guinée équatoriale, le changement de gouvernement et la décision qui en a résulté d'abandonner notre mécanisme d'enquête ont eu l'effet malencontreux de stopper la dynamique enclenchée auparavant pour venir en aide à un pays dévasté par les violations des droits de la personne.

De l'avis de ma délégation, ces résultats mitigés indiquent qu'il existe des problèmes systémiques qui commencent à faire surface. Au cours des dernières années, l'on a pu constater une combativité croissante de la part des pays membres visés et une solidarité de plus en plus grande des groupes régionaux. Ce sont des réactions de protection presque naturelles, qui persisteront vraisemblablement tant que nous garderons une approche essentiellement punitive et tant que la Commission penchera, dans ses jugements, vers les démarches publiques, les pressions internationales et les condamnations sélectives.

Permettez-moi de parler sans détour de la place de ces types d'intervention dans l'action de la Commission. Les démarches publiques, les pressions et la condamnation sont des armes légitimes dans l'arsenal des droits de l'homme, si je puis me permettre cette métaphore malgré notre vocation pacifique. Dans le cas de l'Afghanistan, les rapports des Nations Unies ont été d'une franchise clinique et les décisions de la Commission sans équivoque. Dans de nombreux autres cas, au Chili, au Guatemala, en Iran et au Salvador, d'importantes mesures ont été prises dans le sens des recommandations de Rapporteurs spéciaux, en réponse aux pressions de l'opinion internationale. Ces mesures doivent se poursuivre et il nous faut continuer à rechercher assidûment des moyens de remédier aux incohérences sur le plan procédural auxquelles nous sommes actuellement confrontés.

Quoiqu'il en soit, la Commission peut emprunter deux autres avenues, que je souhaiterais évoquer brièvement. Premièrement, il nous faut adopter une approche moins polémique, plus constructive à l'égard des droits de la personne dans le cas de pays qui, se relevant de situations difficiles, peuvent légitimement prétendre à la solidarité internationale. J'ai

mentionné la Guinée équatoriale, qui représente un cas classique. L'Ouganda en est un autre. Plusieurs autres États, dont certains figurent à l'ordre du jour actuel de la Commission, alors que d'autres ne relèvent pas de nos procédures, ont connu des circonstances semblables. Il nous faut relier les divers éléments du système des Nations Unies qui pourraient servir à soutenir les droits de l'homme. Nous avons déjà soumis cette idée dans notre déclaration sur les services consultatifs et je me permets d'y renvoyer les délégations qui désirent de plus amples explications.

La deuxième avenue qui s'offre à la Commission est plus controversée. Elle exigerait une transformation de la Commission par l'intermédiaire d'une utilisation accrue de son bureau. Au lieu de siéger rituellement chaque année, elle deviendrait un instrument plus efficace et permanent de la défense des droits de l'homme. Pourquoi le rôle de notre bureau devrait-il être décisif? Pour les mêmes raisons, à mon sens, qui font que le Groupe de travail sur les disparitions est considéré comme l'organe le plus efficace de tout le système des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Il réunit tous les groupes régionaux. Il cherche principalement à résoudre des problèmes concrets. Grâce à sa taille, sa facilité de communication et son caractère informel, il peut intervenir rapidement en cas d'urgence. Il travaille discrètement, faisant rapport à la Commission mais attirant rarement le genre de publicité qui froisse les gouvernements et complique des situations déjà difficiles en matière de droits de l'homme.

Ma délégation estime que l'atteinte d'un équilibre entre les trois éléments que j'ai évoqués -- pressions internationales, coopération constructive et résolution efficace des problèmes par une diplomatie discrète -- représente un objectif réaliste et désirable pour nos activités futures. Bien entendu, la Commission continuera à réagir aux événements dramatiques. Les pressions contradictoires en faveur de l'action ou de l'inaction, dont j'ai fait état au début de mon intervention, sont une caractéristique constante des discussions en coulisse, et l'on n'y échappera pas. Mais au cours des prochains mois, alors que les pays s'attaqueront aux questions des droits de la personne, et que des États comme le Canada se pencheront sur ces questions dans des discussions bilatérales et multilatérales, il nous faudra commencer à nous interroger sur les rapports entre nos procédures et méthodes de travail, et nos objectifs fondamentaux. Nous nous sommes engagés, dans la Charte, à oeuvrer en faveur d'une plus grande coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Dans la Déclaration universelle et dans le Pacte, nous avons convenu de normes et de principes fondamentaux. Quarante ans plus tard, il est temps de relever le défi qui consiste à mettre ces principes en pratique.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

POINT 19  
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE  
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

DÉLÉGATION D'OBSERVATEURS DU CANADA  
DÉCLARATION DE M. THOMAS C. HAMMOND

LE 26 FÉVRIER 1988

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons de ce que la Commission accorde davantage de temps à ce point de l'ordre du jour cette année, car la Sous-Commission nous a soumis un rapport impressionnant tant par son ampleur que par la diversité de son contenu. Il témoigne d'un grand nombre de réalisations, ce pour quoi la Sous-Commission et son président, M. Leandro Despouy, d'Argentine, méritent de sincères éloges.

Cela étant, le caractère volumineux de ce rapport met en évidence l'alourdissement préoccupant, depuis quelques années, de la charge de travail de la Sous-Commission - ampleur de son ordre du jour, nombre croissant d'études qui lui sont demandées et prolifération des résolutions qu'elle adopte. Cette surcharge de travail prend un relief particulier en raison des préoccupations budgétaires qui sont apparues au sein de l'Organisation, et l'annulation de la session de 1986 de la Sous-Commission a nettement aggravé la situation. Nous avons exprimé ici même et dans d'autres instances des Nations Unies le regret que cette annulation ait été jugée nécessaire et notre détermination de nous opposer à ce que des mesures draconiennes de ce type soient prises à l'avenir. Le programme relatif aux droits de l'homme et le rôle qu'y joue la Sous-Commission revêtent en effet une importance primordiale - ils sont au coeur des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Néanmoins, il est impératif, dans le contexte actuel, que tous les organismes fonctionnent de façon aussi efficace et cohérente que possible, et il ne fait pas de doute qu'il incombe à la Commission de fournir à cette fin des orientations sur le fond et d'ordre procédural à son organe subsidiaire. Nous avons à notre disposition, cette



année, deux moyens de relever ce défi. En premier lieu, ma délégation a déjà eu l'occasion, au titre du point 11 de l'ordre du jour, d'évoquer le rapport de la Commission à la Commission spéciale du Conseil économique et social. Nous espérons que ce rapport fera état des travaux de la Sous-Commission et de la nécessité de définir plus clairement l'objet de ses délibérations. Deuxièmement, bien que la Commission ait déjà eu l'occasion de fournir des orientations à la Sous-Commission quant à ses méthodes de travail, il conviendrait probablement que ces directives soient plus précises et que la Sous-Commission en tienne davantage compte. De concert avec d'autres, ma délégation proposera certaines mesures précises dans ce but, et elle nourrit l'espoir que toutes les parties intéressées, qu'il s'agisse des gouvernements, des ONG ou des experts, continueront de réfléchir sur les moyens de maximiser la contribution de la Sous-Commission à la réalisation de nos objectifs communs dans le domaine des droits de l'homme.

M. le Président, l'examen d'éléments particuliers des travaux de la Sous-Commission permet de faire apparaître l'importance de la définition de priorités, de l'efficacité des méthodes de travail et de l'équilibre dans la prise de décisions. Dans cette optique, je me propose de mettre l'accent sur les parties du rapport qui concernent le Groupe de travail sur les populations autochtones. Je le fais non seulement parce qu'il s'agit d'un bon exemple et parce que cette question occupe une place de choix dans le rapport de cette année, mais également parce que le Canada attache une importance particulière à cette question. Le Canada est vigoureusement en faveur du concept qui sous-tend l'existence de ce Groupe de travail. Il a reconnu que les populations autochtones figurent, sur les plans individuel et collectif, parmi les plus défavorisées du point de vue économique et les plus marginalisées sur le plan politique dans de nombreuses parties du monde. Nous n'avons pas honte de reconnaître que notre sensibilité particulière à ces questions tient, pour une large part, à notre propre expérience nationale. Toutefois, nous n'hésitons pas non plus à faire valoir notre conviction que les approches suivies au Canada et les progrès qui en découlent mettent notre pays à l'avant-garde des efforts faits à l'échelle des pays en vue de répondre aux besoins et aspirations des populations autochtones.

La tâche n'est toutefois pas terminée - aussi bien au Canada que dans d'autres pays et régions où le contexte économique et politique est moins favorable. À l'échelle internationale, il reste encore de nombreuses questions importantes à aborder et un grand nombre de celles-ci sont énumérées dans un document qui a fait date, le rapport Martinez Cobo. Près de vingt ans après la présentation de ce rapport, le problème de la définition des populations des

autochtones n'a pas encore été résolu; de nombreuses populations autochtones continuent de lutter pour la simple reconnaissance de leur existence par leur gouvernement.

Pour que le Groupe de travail contribue efficacement à ce que ces défis soient relevés, M. le Président, il faudrait faire un effort concerté et résolu afin qu'il puisse atteindre les objectifs précis qui lui ont été fixés par la Commission et par le Conseil économique et social. L'élément central de son mandat réside dans la mise au point de normes internationales dans le domaine des droits des autochtones. Le Canada souscrit à ce mandat, il a contribué activement aux travaux d'établissement de normes réalisés à ce jour, et il soumettra prochainement au secrétariat des observations supplémentaires sur quatorze projets d'articles qui pourraient contribuer à une éventuelle déclaration sur les droits des populations autochtones.

S'agissant de ces travaux normatifs, M. le Président, il est un point fondamental que nous avons souligné dans le passé et qui, de notre avis, mérite d'être pris en considération chaque fois que la Commission examine cette question. Il importe qu'un projet de déclaration sur les droits des autochtones soit compatible avec les instruments internationaux pertinents où sont codifiés les droits universellement reconnus auxquels tous les peuples ont droit, et le projet devrait, dans la mesure du possible, s'appuyer sur ces instruments internationaux. Il s'agit là tout autant d'une nécessité concrète que d'un principe fondamental: les textes actuels sont l'aboutissement de longues et laborieuses négociations, de la Commission jusqu'à l'Assemblée générale; ce n'est qu'en se conformant aux principes et aux textes établis, dans les cas où ils s'appliquent, que le Groupe de travail sera en mesure de se consacrer, aussitôt que possible, à la mise au point de nouveaux principes et à l'exploration de nouvelles avenues lorsque le justifient les besoins particuliers des populations autochtones et les circonstances particulières dans lesquelles elles vivent.

M. le Président, je souhaiterais maintenant commenter brièvement les projets de résolution précis concernant la question des populations autochtones qui nous ont été soumis par la Sous-Commission. Il se dégage logiquement de ce que j'ai déjà dit que le Canada serait favorable au projet de résolution VIII concernant la préparation de projets de principes par le Président du Groupe de travail. Nous avons pris bonne note des observations et préoccupations exprimées par d'autres délégations au sujet des trois autres textes et nous les comprenons parfaitement. Je me propose de limiter pour le moment mes observations au projet de résolution IX concernant un projet d'études sur les traités touchant les populations autochtones. Je le fais, M. le Président, parce

que je n'ignore pas que les vues du Canada sur cette question sont largement débattues à la présente session et semblent être quelque peu mal comprises.

Vous me permettrez de souligner d'emblée, M. le Président, que le gouvernement canadien ne s'oppose pas à l'idée d'une étude qui ferait avancer les travaux de la Sous-Commission conformément aux buts et objectifs convenus dans ce domaine. Nous estimons que ces buts sont la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones dans toutes les parties du monde. Pour parler tout à fait franchement, nous voyons mal comment l'étude envisagée dans le projet actuel pourrait nous aider à relever ce défi de notre monde moderne et nous ne voyons guère de lien entre ce projet et le mandat central du Groupe de travail, qui est de mettre au point des normes d'application universelle. Ces difficultés - ainsi que la controverse et la confusion qui les accompagnent - auraient pu être évitées si le projet avait bénéficié d'un examen préalable plus approfondi de la part des gouvernements et des autres parties susceptibles d'être concernées par une telle entreprise. Je formule les observations qui suivent dans l'espoir qu'il soit toujours possible de surmonter les obstacles entravant la réalisation d'une étude constructive.

De l'avis de ma délégation, il est au moins trois critères essentiels pour qu'une étude de ce type soit véritablement éclairante. D'abord, son objectif doit être clairement défini; il doit pouvoir être atteint et être relié, de façon directe et constructive, aux objectifs globaux à long terme de l'Organisation. Deuxièmement, elle doit être de portée universelle ou, pour être plus précis, sa portée doit coïncider avec les objectifs à long terme : il n'existe pas de moyen plus sûr de saper tout effort thématique ou normatif que de sélectionner les "cibles" en fonction de considérations arbitraires, qu'elles soient géographiques ou historiques. Enfin, toute étude présentant spécifiquement un caractère d'évaluation ou de jugement ne peut être menée à bien qu'à la lumière de normes convenues.

Je n'entends pas traiter longuement chacun de ces critères, M. le Président, car j'ai le sentiment que si on parvient à s'entendre sur le premier d'entre eux, à savoir l'objectif d'une telle étude, les deux autres suivront. Certaines parties ont laissé entendre que le Groupe de travail s'intéresse essentiellement à l'examen des fondements procéduraux et de la portée des arrangements constitutionnels, juridiques et de fait entre les populations autochtones et les gouvernements nationaux, l'objectif étant d'établir des projets de normes dans ce domaine vaste et complexe. Un tel objectif est louable car il met en évidence une question revêtant une importance cruciale pour les intérêts des populations autochtones de

nombreux pays, y compris le Canada. Par exemple, une organisation non gouvernementale canadienne a fait état à diverses reprises devant la Commission et la Sous-Commission de l'Accord sur la Baie de James et le Nord du Québec, règlement d'ensemble intervenu entre les Cris du Nord du Québec et les gouvernements du Canada et du Québec. Il s'agit là d'un accord important au Canada, et nous partageons l'opinion selon laquelle il pourrait très bien constituer un exemple utile d'arrangement juridique prévoyant un accroissement de l'autonomie des populations autochtones sans porter atteinte à l'intégrité souveraine de l'État-nation.

Toutefois, cet arrangement ne relèverait pas du mandat de l'étude proposée, dans sa forme actuelle, car il n'est ni un traité ni une "convention", même si le porte-parole de l'organisation non gouvernementale concernée l'a ainsi qualifié dans des déclarations faites devant la Commission et la Sous-Commission. J'ajouterai que si le Canada compte de nombreux arrangements conclus moins récemment avec ses populations autochtones qui sont présentés comme des "traités", aucun des arrangements de plus fraîche date, qui se rattachent le plus directement au mandat du Groupe de travail, ne serait visé par l'étude selon ses modalités actuelles.

Pour ces raisons, M. le Président, ma délégation considère qu'il convient de mieux préparer la réalisation d'une telle étude. Il importe, notamment, de recueillir plus systématiquement les vues de toutes les parties intéressées - tout particulièrement les gouvernements et les organisations de populations autochtones. Une entreprise consistant à ressasser des questions et des doléances antérieures aux Nations Unies risque non seulement de parvenir à des résultats sans grande valeur à long terme, mais également, si on en juge d'après les observations d'un certain nombre de délégations, de saper le large soutien dont bénéficient actuellement les travaux de la Sous-Commission dans ce domaine.

D'autre part, il serait sans doute possible de remanier la proposition dans le but de garantir que ses résultats contribuent à l'établissement d'approches novatrices et prospectives des relations entre les populations autochtones et les gouvernements. Si elle atteint ce but, la Sous-Commission aura fait un pas important dans sa démarche de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones dans toutes les parties du monde. Tel est le mandat - et rien de moins - que la Commission des droits de l'homme a confié à la Sous-Commission. Le gouvernement du Canada s'engage à poursuivre ses efforts afin d'aider la Commission et la Sous-Commission à s'en acquitter.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

POINT 22

SERVICES CONSULTATIFS DANS LE  
DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

DÉLÉGATION D'OBSERVATION DU CANADA  
INTERVENTION PRONONCÉE PAR M. MAURICE TREMBLAY, DÉPUTÉ  
25 FÉVRIER 1988

M. le Président,

Ma délégation se félicite de ce que davantage de temps et d'importance aient été accordés à ce point de l'ordre du jour à la présente session. La Commission consacre une grande partie de son temps à l'examen de rapports sur la situation dans des pays et aux problèmes de jugement qu'ils soulèvent. Le présent point de l'ordre du jour nous donne l'occasion d'aborder dans une atmosphère moins passionnée et dans une perspective à long terme la situation générale des droits de l'homme, et de le faire dans un esprit constructif et positif. Comme le Secrétaire général adjoint l'a fait observer dans sa déclaration liminaire, il y a environ trois semaines, "un des objectifs fondamentaux doit incontestablement être de contribuer à la prévention des violations des droits de l'homme, d'aider les États membres à mettre en place les infrastructures nécessaires afin de permettre la jouissance aussi large que possible de ces droits". Cette optique rejoint l'idée que se fait le Canada du Programme de services consultatifs, qu'il considère comme un instrument de promotion de la croissance et du développement à long terme des institutions qui sont essentielles pour que la jouissance des droits de l'homme devienne une réalité vécue à travers le monde.

L'an dernier, la Commission a décidé que le Programme de services consultatifs devrait mettre de plus en plus l'accent sur la prestation d'une assistance concrète en vue de l'application des conventions et pactes internationaux en matière de droits de l'homme. Le document dont nous sommes saisis, E/CN.4/1988/40, donne suite à cette directive. Il convient tout particulièrement d'attirer

l'attention sur le paragraphe deux, où l'on s'efforce d'établir un lien entre le concept de services consultatifs et des activités relatives aux droits de l'homme relevant d'autres points de l'ordre du jour - le travail des Rapporteurs et Représentants spéciaux, le Groupe de travail sur les personnes disparues, et les conclusions et recommandations d'organes liés à des instruments juridiques. De l'avis de mon gouvernement, ces personnes et ces groupes devraient constamment avoir présentes à l'esprit l'existence du Programme de services consultatifs et la possibilité qu'il offre de définir des mesures concrètes afin de traiter de problèmes de droits de l'homme auxquels ils se heurtent dans l'accomplissement de leur mandat.

S'agissant du Fonds de contributions volontaires, nous saluons cette initiative du Secrétaire général adjoint chargé des droits de l'homme et nous appelons de vos vœux une étroite coopération entre le Centre et les gouvernements intéressés qui permette de mettre en valeur le potentiel qu'offre ce nouveau mécanisme. Le Canada est devenu l'an dernier le premier pays contributeur au Fonds. Il considère que le nombre de contributions faites à ce jour est des plus encourageant et il formule l'espoir que d'autres gouvernements seront en mesure de verser une contribution dans un proche avenir.

M. le Président, ma délégation tient tout particulièrement à féliciter le Secrétaire général d'avoir soumis à la Commission une "Ébauche de plan d'activités à moyen terme" dans le cadre du Programme de services consultatifs. Cette approche prospective concourra de façon décisive à donner de solides assises au Programme. Les activités du type de celles qui sont évoquées dans le projet de plan méritent d'être soutenues et financées. Nous sommes conscients, en particulier, de la nécessité qu'il y a à ce que le Fonds, notamment pendant ses premières années d'existence, mette l'accent sur des mesures concrètes clairement définies et visant à soutenir le développement d'institutions dans le domaine des droits de l'homme. L'identification minutieuse de groupes cibles appropriés, sur laquelle on insiste dans le plan proposé, revêtira une importance particulière. Nous souscrivons à la suggestion selon laquelle les groupes cibles devraient comprendre des organisations et groupes régionaux, des gouvernements nationaux et des organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

Nous appuyons également l'idée selon laquelle l'exécution d'éléments distincts du Programme devrait être renforcée par des campagnes d'information intensives. S'il

nous fallait faire une mise en garde, ce serait la suivante : comme nous l'avons souligné dans l'intervention que nous avons faite au titre du point 11, la diffusion d'informations est certes importante, mais elle ne devrait pas être considérée comme constituant en elle-même un élément prédominant ou l'objectif ultime du Programme de services consultatifs. Elle devrait au contraire être perçue comme élément de soutien faisant partie intégrante de notre effort d'ensemble visant à aider les pays à mettre en place l'infrastructure nécessaire de façon à garantir le plus complètement possible le respect des droits de l'homme. À un moment où les ressources financières sont limitées, chaque composante de chaque projet du Programme de services consultatifs devrait faire l'objet d'une évaluation minutieuse du point de vue de la contribution qu'elle est susceptible d'apporter à la poursuite de cet objectif ultime.

M. le Président, nous estimons que le Secrétaire général a un rôle spécial à jouer, lequel consiste à attirer l'attention des États membres sur le Fonds de contributions volontaires qui a été établi et sur les divers types de projets qui pourraient être retenus. Des efforts ont déjà été faits en ce sens. Ce qu'il convient peut-être de faire maintenant, c'est d'explorer plus systématiquement les possibilités qu'offre l'existence du Fonds. L'addendum au rapport du Secrétaire général comprend un échantillon très instructif des possibilités identifiées par certains pays et nous espérons qu'il se révélera possible d'en concrétiser quelques-unes à brève échéance. J'ai déjà fait état des délibérations d'organes de surveillance des droits de l'homme comme source de proposition de projets utiles. Le Centre aurait peut-être intérêt à diffuser une brochure sur le Fonds ou à tenir des consultations avec les gouvernements qui manifestent un intérêt général pour le Programme. On pourrait également envisager d'utiliser les bons offices d'autres organismes des Nations Unies afin de diffuser des informations sur le Fonds, et d'inviter les pays, dans le cadre des programmes bilatéraux d'assistance au développement, à garder à l'esprit les possibilités offertes par le Fonds. C'est ainsi, à titre d'exemple, que nous entretenons l'espoir que le Centre international des droits humains et du développement démocratique - organisme canadien dont la création a été annoncée récemment par le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures - sera en mesure de collaborer étroitement en la matière avec le Centre pour les droits de l'homme. Pour résumer, les crédits étant maintenant en place, la tâche essentielle consiste à identifier certains projets prometteurs et à les exécuter de façon à faire la preuve de l'efficacité de ce nouveau mécanisme et, ainsi, à assurer l'avenir du Fonds.

Avant de conclure, M. le Président, j'aimerais évoquer brièvement la relation qui existe entre le débat de la Commission sur les violations des droits de l'homme, au titre du point 12, d'une part, et le Programme de services consultatifs, d'autre part. Il ne fait pas de doute que l'objectif ultime de nos délibérations au titre du point 12 est de contribuer à l'amélioration de situations difficiles en matière de droits de l'homme. Il est donc tout naturel que l'on s'attende à voir le Programme de services consultatifs jouer un rôle en la matière, puisqu'il est un des moyens dont dispose la Commission pour atteindre cet objectif, particulièrement dans des cas où des pays sortent manifestement de circonstances difficiles. Cela étant dit, nous nourrissons de sérieuses réserves quant à l'opportunité de procéder, dans le cadre de nos débats au titre du présent point de l'ordre du jour, à un examen détaillé de situations nationales ou de rapports touchant spécifiquement des pays. Nous devrions plutôt nous employer à garantir une saine évolution de la capacité du Centre de mettre en oeuvre un Programme de services consultatifs qui soit efficace.

Il serait peut-être possible de résoudre ce dilemme si nos délibérations au titre du point 12 étaient structurées avec plus de discernement, par exemple en subdivisant ce point en sous-points : un réservé aux États qui refusent de coopérer avec les Nations Unies, un deuxième réservé aux États qui coopèrent avec le système actuel de Rapporteurs spéciaux ou d'experts et, peut-être, un troisième point concernant les États qui sortent de situations difficiles mais qui ont toujours besoin de la coopération et de l'assistance actives de l'Organisation. Si une telle refonte de l'article 12 était mise en oeuvre, nous pourrions éviter le risque de transformation du débat sur le point relatif aux services consultatifs en un affrontement reproduisant les débats tenus sur la situation dans des pays.

En guise de conclusion, M. le Président, ma délégation salue les efforts constants du Centre pour les droits de l'homme en ce qui concerne le Programme de services consultatifs et nous souhaitons vivement que se poursuive l'accomplissement de progrès dans ce domaine.





COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

POINT 23 - APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR  
L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLÉRANCE ET DE  
DISCRIMINATION FONDÉES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

INTERVENTION FAITE AU NOM DE LA  
DÉLÉGATION D'OBSERVATION DU CANADA  
PAR M. THOMAS C. HAMMOND  
CHEF ADJOINT DE LA DÉLÉGATION  
LE 19 FÉVRIER 1988

M. le Président,

Ma délégation saisit avec plaisir cette occasion d'intervenir sur le point 23, qui concerne la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance. Sept années se sont écoulées depuis l'adoption de la Déclaration par les Nations Unies et il est maintenant possible de tirer quelques conclusions quant à sa mise en oeuvre et, ainsi, de déterminer en meilleure connaissance de cause l'action qu'il convient maintenant de mener.

Nous estimons que cette question revêt une importance particulière pour la Commission, non seulement parce que le problème de l'intolérance religieuse se pose dans toutes les régions du monde et dans chaque système économique, social et politique, mais également parce que ce phénomène regrettable se traduit par des violations des droits les plus fondamentaux de l'homme dans toute la gamme des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. L'obligation qui incombe aux États de protéger les personnes appartenant à des minorités religieuses, principe fondamental de la Déclaration universelle, relève donc du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité pour les droits de l'homme, ainsi que de notre Commission.

La délégation du Canada tient à féliciter le Rapporteur spécial, M. Angelo Vidal d'Almeida Ribeiro, de nous avoir présenté un excellent deuxième rapport sur la mise en oeuvre de la Déclaration. Le rapport soumis par Mme

Odio-Benito à la Sous-commission sur le phénomène de l'intolérance religieuse à travers le monde enrichit également de façon sensible notre examen de cette question. Il faut que la Commission détermine, à la lumière de ces rapports, des stratégies appropriées visant à garantir une mise en oeuvre plus efficace des principes de la Déclaration et qu'elle s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des minorités religieuses à travers le monde.

De l'avis de ma délégation, M. Ribeiro a très bien mis en évidence la complexité de ce phénomène, et il a souligné à juste titre, et de façon convaincante, les responsabilités que portent les gouvernements en matière d'intolérance et de répression religieuses. Le Canada souscrit à son analyse selon laquelle c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de garantir le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion inscrit dans la Déclaration.

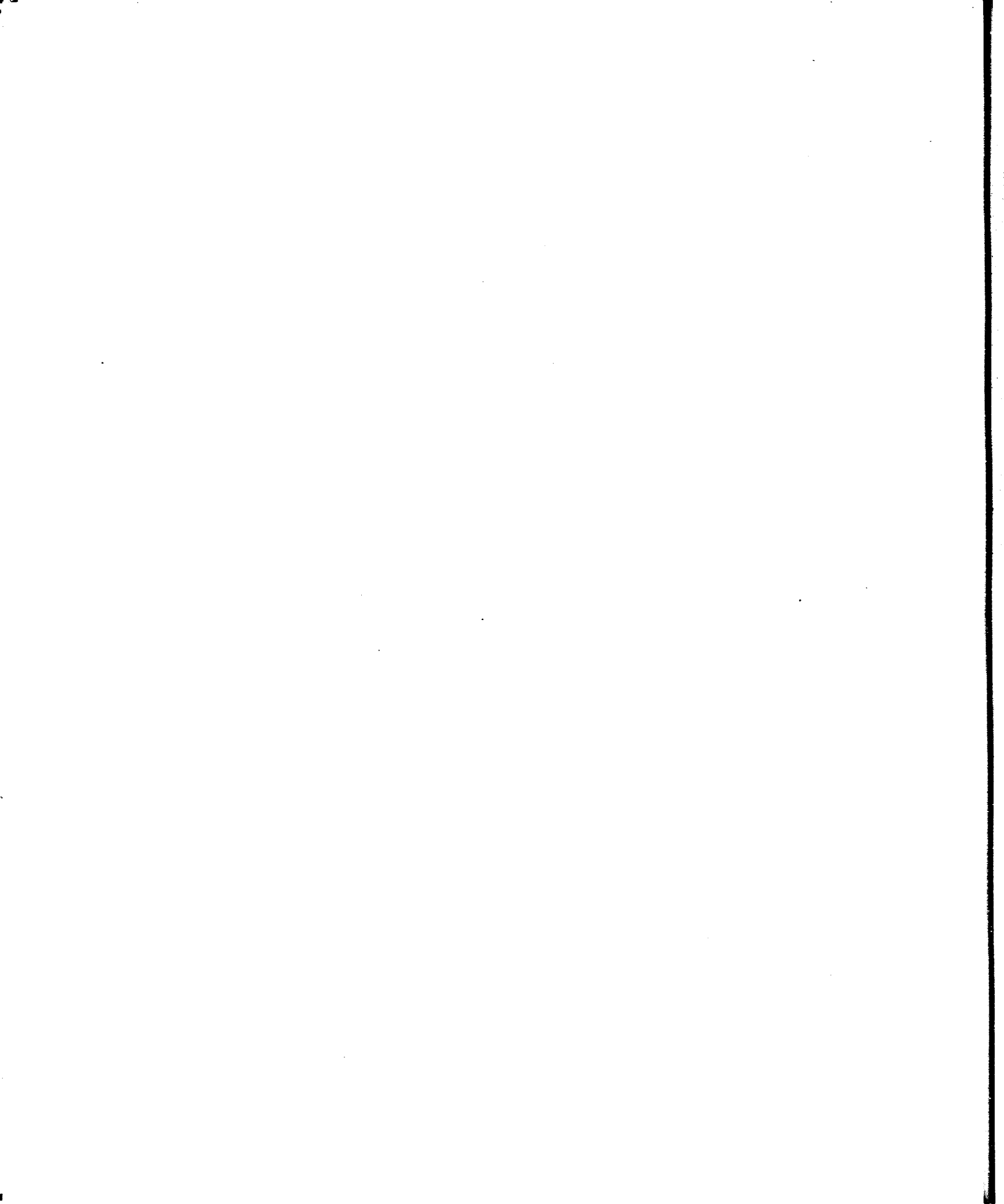
Le Rapporteur spécial a engagé des discussions avec des gouvernements au sujet d'allégations précises d'infraction aux dispositions de la Déclaration. Cette façon de faire est tout à fait conforme à son mandat et à celui de la Commission, et tous les États devraient être disposés à répondre aux demandes d'information présentées par le Rapporteur spécial. Nous félicitons les gouvernements qui lui ont prêté leur concours et nous exprimons l'espoir que ce dialogue se poursuivra. Nous espérons également que les gouvernements qui ont été réticents à coopérer avec le Rapporteur spécial en viendront à se rendre compte qu'une telle attitude ne peut que donner du crédit aux accusations portées contre eux. Nous estimons que la Commission devrait, dans les résolutions et décisions qu'elle adoptera, faire clairement état des obstacles découlant d'un manque de coopération à cet égard.

M. Ribeiro a également soumis un certain nombre de recommandations utiles concernant la nécessaire harmonisation, par les États, de leur législation et de leurs pratiques administratives avec les normes internationales en vigueur, l'importance d'une évolution des mentalités comme composante essentielle de l'élimination de la discrimination religieuse, la valeur prospective de stages de formation à l'intention des personnes chargées de l'application des lois et pratiques administratives pertinentes, la mise en place de programmes d'éducation et l'établissement de mécanismes garantissant la tenue de réunions périodiques mettant en présence des représentants des gouvernements avec des organisations non

gouvernementales et des dirigeants religieux à des fins d'examen des problèmes d'intolérance fondée sur la religion ou la croyance.

S'agissant de la proposition visant l'éventuel établissement d'un groupe de travail qui serait chargé de préparer un projet de convention, le Canada, tout en souscrivant à cet objectif ultime, a la conviction qu'il y a lieu d'éviter la précipitation en ce qui concerne la rédaction de cet instrument. Un examen minutieux, tel que recommandé par la Sous-commission, s'impose manifestement avant qu'on engage un nouveau processus normatif. Dans l'intervalle, le cadre de droit international dont nous disposons suffit pour proscrire les comportements inacceptables en la matière.

Enfin, je tiens à souligner que, de l'avis de mon gouvernement, la Commission doit, en toutes circonstances, continuer de conférer un caractère d'urgence à la promotion de la mise en oeuvre de la Déclaration actuellement en vigueur. L'existence d'un Rapporteur spécial de la Commission chargé de cette question restera, à cet égard, un volet crucial de notre action, et ce même si des efforts se poursuivent en vue de l'établissement de sauvegardes internationales plus rigoureuses.





CANADA

**C  
o  
m  
m  
u  
n  
i  
q  
u  
é**

PRESS RELEASE No. 62

Statement by Her Excellency  
Ms. A. Raynell Andreychuk  
Ambassador of Canada  
in the Third Committee of the  
43rd Session of the  
United Nations

Item 12: Report of the Economic and  
Social Council

New York, November 23, 1988

---

COMMUNIQUE DE PRESSE NO. 62

Intervention de Son Excellence  
Mme. A. Raynell Andreychuk,  
Ambassadeur du Canada  
à la Troisième Commission de la  
43e Session de l'Assemblée générale  
des Nations Unies

Point 12: Rapport du conseil économique  
et social

New York, le 23 novembre 1988

CANADIAN DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA  
DES NATIONS UNIES

Monsieur le Président,

La "réconciliation" a été l'un des thèmes politiques dominants au cours de l'année écoulée. Des conflits d'envergure arrivent progressivement à une solution. Il en va de même de certains conflits nationaux et internationaux de longue date. Parmi tous ces signes encourageants, des occasions s'offrent de souligner l'importance d'un plus grand respect des droits de l'homme et de faire en sorte que ce respect serve d'assise à des relations harmonieuses au sein des nations et entre les nations elles mêmes à plus long terme. Cependant nous ne devons pas laisser le dynamisme de situations politiques nous aveugler par rapport à des lacunes flagrantes dans le domaine des droits de l'homme. Le refus systématique de respecter les droits fondamentaux de l'homme en Afrique du Sud, situation aberrante sur laquelle nous sommes intervenus il y a quelques semaines constitue un affront à l'humanité.

Nulle part l'importance de la réconciliation est plus évidente qu'en Amérique centrale, où plusieurs pays font la difficile expérience de la transition d'un régime non représentatif et répressif à une administration qui s'est engagée pour le développement et la protection des droits de l'homme. Le Canada s'est réjoui de ce développement. Au Salvador, le gouvernement du Président Duarte a réduit d'une façon significative le niveau de la violence et des violations des droits de l'homme par rapport à ce qu'ils étaient au début des années 1980. Voilà pourquoi nous sommes préoccupés vivement qu'au cours de l'année écoulée, le respect des droits de l'homme au Salvador ait diminué et que le nombre des abus des droits de l'homme ait augmenté d'une façon marquée, comme l'indique clairement d'ailleurs le Rapporteur spécial, le professeur Pastor Ridruejo, dans son rapport.

Au Guatemala, si les violations des droits de l'homme ont considérablement diminué depuis le début de la décennie, le niveau de la violence politique semble néanmoins augmenter et reste inacceptable. La recrudescence des escouades de la mort et l'augmentation des disparitions sont causes de profondes préoccupations. L'accord d'Esquipulas, dont les cinq présidents centraméricains ont convenu l'an dernier, était historique: il visait non seulement à restaurer la paix mais aussi à garantir le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Nous prions instamment tous les dirigeants d'Amérique centrale, qui ont souscrit à cet engagement en faveur de la réconciliation régionale, de se consacrer avec une vigueur nouvelle à sa réalisation.

La réconciliation est aussi un thème central du progrès vers l'instauration d'une paix globale entre l'Iran et l'Irak. Et encore ici, il ne faut pas perdre de vue la dimension des droits de l'homme. Le gouvernement canadien est vivement préoccupé du traitement réservé à la minorité kurde par les autorités irakiennes, et tout particulièrement des rapports selon lesquels des armes chimiques auraient été utilisées contre des civils. Ces rapports démontrent, à notre avis, l'importance de conclure la paix dans un climat propice au plus grand respect des droits de l'homme en Irak; le Canada a d'ailleurs à maintes reprises condamné le recours à de telles armes durant la guerre entre l'Iran et l'Irak.

En Iran, selon les informations dont nous disposons, les droits de l'homme continuent d'être violés de façon généralisée. Nous nous préoccupons tout particulièrement des allégations d'arrestations sommaires, de torture et d'exécutions arbitraires et massives de détenus politiques. Nous avons noté ces derniers mois que la campagne de discrimination contre les baha'is semble s'être atténuée, et nous espérons que cette tendance positive se poursuive. Nous avons apprécié le rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur l'Iran et sommes d'avis qu'une coopération accrue de la part du gouvernement de l'Iran est essentielle. En particulier, le Rapporteur spécial doit être autorisé à visiter l'Iran pour juger lui-même du bien-fondé des diverses allégations ainsi que pour vérifier les réponses officielles des autorités iraniennes aux diverses dénonciations concernant des abus aux droits de l'homme.

Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale a également été encouragée par les développements survenus en Afghanistan, qui offrent un réel espoir de régler un conflit de longue date. Pour l'instant, toutefois, la situation des droits de l'homme demeure peu encourageante. Même si le nombre de prisonniers politiques a diminué et que les conditions dans les prisons se sont améliorées, les prisonniers - selon les rapports reçus - continueraient d'être torturés et maltraités. Nous appuyons la recommandation selon laquelle le Comité international de la Croix-Rouge devrait avoir libre accès aux prisons et aux prisonniers. Nous avons en outre noté les problèmes continus que posent les mines meurtrières et les bombes piégées. Le Canada apprécie les efforts du Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour l'Afghanistan en vue d'élaborer un programme permettant de s'attaquer à ce problème sérieux et généralisé, qui représente un obstacle de taille au retour des réfugiés afghans.

L'espoir de la réconciliation était en outre présent pendant les discussions entre la Turquie et la Bulgarie, qui ont abouti un peu plus tôt cette année à la conclusion d'un protocole visant à régler les problèmes liés à la minorité turque en Bulgarie. Nous espérons que cet accord pourra contribuer à résoudre le problème de la discrimination religieuse et culturelle par les autorités Bulgares.

La réconciliation nationale était le thème dominant du plébiscite tenu récemment au Chili dans des conditions qui étaient suffisamment équitables pour produire des résultats crédibles. Le peuple chilien s'est prononcé en faveur du retour à la démocratie. Nous espérons que les progrès des derniers mois, y compris le règlement du problème du retour des exilés, se poursuivront; nous espérons notamment que les enquêtes relatives aux cas des personnes disparues et aux allégations concernant le rôle des autorités de la sécurité dans des cas de torture et d'autres violations des droits de l'homme se poursuivront. Le rapport du Rapporteur spécial contient un certain nombre d'observations qui devraient être reflétées dans la résolution dont est saisie la Commission. Toute résolution qui ne tiendrait pas compte de cela, servirait à compromettre les efforts objectifs de cette organisation pour la promotion des droits de l'homme.

Par contre, les perspectives d'un règlement pacifique du conflit israélo-arabe continuent de nous échapper. Mis à part les droits politiques légitimes du peuple palestinien, la situation dans les territoires occupés par Israël suscite des préoccupations sérieuses concernant les droits de l'homme. Comme nous l'avons déjà mentionné, la Quatrième Convention de Genève doit s'appliquer aux territoires occupés. Nous croyons que le respect des droits de l'homme est une composante essentielle du processus de paix. Le progrès dans ce domaine est indispensable pour la création d'un climat de confiance pour les négociations de paix.

Nous insistons sur la notion de la réconciliation dans ces situations parce qu'un grand nombre de conflits ont à l'origine, directement ou indirectement, des problèmes de droits de l'homme; ou alors parce que les conflits politiques qui divisent les parties risquent d'avoir des conséquences néfastes pour le respect des droits de l'homme. Il y a environ trois mois, par exemple, le Burundi a été le théâtre de rivalités ethniques et tribales qui ont fait au moins 5 000 victimes et ont poussé un grand nombre à chercher refuge dans les pays voisins. Nous avons apprécié l'empressement avec lequel les organisations humanitaires internationales et les pays voisins ont réagi à ce conflit tragique qui a donné lieu à nouveau au phénomène des "exodes massifs". Nous espérons que



les autorités de Burundi répondront aux initiatives que les Nations Unies mettront en place pour tenir compte de ces préoccupations.

Il y a plus d'une décennie, l'Organisation des Nations Unies a commencé à reconnaître l'importance du thème des exodes massifs, et l'a identifié comme une importante question politique. Récemment, un système d'alerte avancée relevant du Secrétaire général a été mis sur pied pour traiter les problèmes politiques et humanitaires engendrés par les exodes massifs avant qu'ils ne prennent les dimensions d'une crise. Il nous faut désormais améliorer cette procédure de bons offices, maintenant que les priorités essentielles et les capacités d'enquête ont été établies.

Il reste encore beaucoup à faire cependant pour renforcer les procédures si nous voulons que les Nations Unies jouent un rôle efficace dans ces situations comme dans les autres. Plus tôt cette année, nous avons souligné le problème de l'inconsistance des techniques d'enquête et de l'inégalité dans la qualité des rapports concernant la situation des droits de l'homme dans les pays. Certains progrès ont cependant été réalisés au cours des années écoulées en obtenant une coopération accrue des gouvernements. Seul le gouvernement iranien refuse de coopérer avec cette procédure spéciale.

Les enquêtes et les rapports doivent être faits en toute objectivité, à partir de normes universellement reconnues pour les droits de l'homme. Des lacunes restent cependant à combler. Ces problèmes ont fait l'objet d'une discussion au sein de la Commission des droits de l'homme plus tôt cette année. En dépit de la décision de la Commission, dans le cas de Cuba, de ne pas respecter l'usage établi, nous espérons que le débat que la Commission doit tenir sur les droits de l'homme à Cuba pourra se fonder sur un examen impartial des faits.

La rapidité d'intervention constitue un autre problème, tout aussi important. Dans de nombreuses situations, elle est synonyme d'une réponse appropriée et concrète. Au cours des six derniers mois par exemple, plusieurs milliers de personnes sont mortes en Birmanie, plusieurs à la suite d'attaques des autorités birmanes à l'encontre de manifestants pacifiques. La population de Birmanie a exprimé sa volonté pour un retour à la démocratie par des manifestations massives et pacifiques qui ont rencontré une violente répression. Les abus des droits de l'homme semblent se poursuivre dans ce pays, où on rapporte encore que l'armée torture et exécute sommairement. A la prochaine session de la Commission, la discussion devrait encore porter sur les moyens d'apporter une réponse rapide à ce type de situation en confiant peut-être au

bureau un rôle à jouer entre les sessions. Ce serait là plus qu'une réforme procédurale; ce serait un important progrès vers une plus grande efficacité.

Le Canada s'est toujours inquiété de la sélectivité inhérente à la majorité des travaux de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, notamment de la disparité entre le traitement réservé aux quelques pays soumis aux procédures spéciales et celui accordé aux pays dont la situation des droits de l'homme échappe en grande partie à tout examen. L'Union Soviétique, par exemple, n'a jamais été au centre des préoccupations de la Commission. Aujourd'hui, de véritables changements pourraient se produire en URSS même. Le gouvernement a déclaré à maintes reprises son intention d'opérer d'importants changements d'ordre juridique et constitutionnel. Certains progrès ont été réalisés en ce qui concerne le traitement réservé aux groupes religieux et minoritaires; des prisonniers politiques ont été libérés et on constate une plus grande tolérance face à la dissidence et à la critique. Cependant, il existe encore en URSS des personnes détenues pour des motifs politiques ou religieux; de multiples cas de réunification des familles sont toujours en suspens; de nombreux refusniks de longue date se voient toujours interdire le droit de quitter le pays. Si des développements en URSS et dans d'autres pays d'Europe de l'est sont encourageants, d'autres pays dans la région semblent même incapables de reconnaître les droits les plus fondamentaux reconnus dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme. La preuve en est la Roumanie qui n'a pas encore clarifié le cas du professeur Dumitru Mazilu.

Le mandat des rapporteurs spéciaux constitue un important problème procédural qui a fait l'objet de discussions lors de sessions antérieures de la Commission. A ce sujet, ma délégation estime que, de façon générale, le travail des rapporteurs spéciaux devrait se poursuivre jusqu'à ce qu'il y ait une amélioration marquée et reconnue du respect des droits de l'homme dans ces pays. Nous sommes contre l'idée d'abandonner cette procédure spéciale dès les premiers signes d'un changement politique. Le changement politique, si important soit-il, ne permet pas toujours de restaurer pleinement les droits de l'homme. Le changement politique à Haïti a été de courte durée et décevant, et la situation des droits de l'homme dans ce pays demeure un sujet de grande préoccupation.

En terminant, je reviens, monsieur le Président, au thème mentionné au début de mon intervention: dans toute situation politique difficile, le processus de réconciliation ne peut jamais être complet sans que les gouvernements concernés ne reconnaissent le plein respect des droits et des libertés inscrits dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme.

Merci monsieur le Président.



CANADA

**C  
o  
m  
m  
u  
n  
i  
q  
u  
é**

PRESS RELEASE NO. 65

INTERVENTION OF CANADA  
BY PROFESSOR JOHN HUMPHREY

ITEM 38: FORTIETH ANNIVERSARY  
OF THE UNIVERSAL DECLARATION  
OF HUMAN RIGHTS

NEW YORK, 8 DECEMBER 1988

---

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 65

INTERVENTION DU CANADA  
PAR LE PROFESSEUR JOHN HUMPHREY

POINT 38: QUARANTIEME ANNIVERSAIRE  
DE LA DECLARATION UNIVERSELLE  
DES DROITS DE L'HOMME

NEW YORK, LE 8 DECEMBRE 1988

CANADIAN DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA  
AUPRES DES NATIONS UNIES

Mr. President, honourable delegates:

My first words must be to thank the Canadian government for having invited me to join its delegation for this day when the General Assembly is celebrating the 40th anniversary of the adoption of the Universal Declaration of Human Rights. This is for me a very special occasion. I was present, in my capacity as the director of the Division of Human Rights, in the Palais de Chaillot in the night of 10 December, 1948 when the Declaration was adopted. The Assembly's Third Committee had just devoted some 85 meetings to its discussion and amendment of a draft declaration that had been prepared by the Commission on Human Rights. I had sat through all these meetings at the side of the Committee's chairman, the late Charles Malik - who was, by the way, one of the principal architects of the Declaration. I had also worked on the Declaration with the Human Rights Commission and its two drafting committees. You can imagine, Mr. President, with what emotion I now address this Assembly, 40 years after it adopted the Declaration.

A proper history of the Declaration relating the reasons that prompted its adoption, describing its juridical character and discussing the importance that it has acquired over the years morally, politically and legally, still remains to be written. I will not attempt to fill this gap today. I want, however, in the short time that has been allocated to me, to say something about the moral and political authority of the Declaration, its status in international law, the close relationship between respect for the rights enunciated in it and the peace of nations, how the new world law of human rights, which it has largely inspired, is helping to change the nature and structure of traditional international law, and, finally, something about the mechanisms that exist at the world level for its implementation.

Immediately after its adoption, the Universal Declaration acquired a moral and political authority equal, if not superior, to that of any other contemporary international instrument. The late Eleanor Roosevelt used to call it the Magna Carta of Mankind; and, in a recent speech before this Assembly, His Holiness Pope John Paul II referred to it as the "the basic inspiration and cornerstone of the United Nations". No other international instrument has ever better reflected the aspirations of mankind. It quickly became a standard by reference to which the conduct of governments in their relations with individual men and women is judged. Its influence is reflected in the law and jurisprudence of many countries. And it has inspired a whole new body of international law, including the two United Nations Covenants on Human Rights.

later the adoption of the Universal Declaration was indeed the gross violations of these rights that occurred during and immediately before the Second World War. Two of the main purposes of the United Nations, as proclaimed by Article 1 of the Charter, are to maintain international peace and security and to promote respect for human rights. That association is, Mr. President, no accident.

We live on a planet that is governed - if one can indeed say that it is governed - by a legal order that is becoming obsolete. During my own lifetime, we have lived through two world wars which have shattered our world. We are still suffering the consequences. How many wars, declared or not, now divide nations and peoples. It is governments that make wars; it is individual men and women who are made to suffer by them. Perhaps the radical change in the very nature of international law to which I have referred and which is being brought about chiefly by this new world law of human rights will help us keep this planet a place where men and women can continue to live.

I have talked about a revolution in the nature and structure of international law. But what is law? Law tells us what should happen. It does not tell us what will happen. That is why, in developed legal systems, there exist elaborate mechanisms for the implementation and enforcement of the law - the courts, the police, etc. At the international level, these mechanisms are weak when indeed they even exist. Most of them are directed, moreover - although this is not their declared purpose - only to the education of world public opinion. We sometimes call it the organization of shame. It is true that governments, even authoritarian governments, are sensitive to public opinion. But, however important, what we have is not enough. The challenge of our generation is to devise adequate measures of implementation and enforcement.

This is the message, Mr. President, that I want to convey in this short intervention. Never in the history of the Universal Declaration has it received the public attention which it has during this 40th anniversary. Perhaps this is the élan vital that will help us to bring peace to our world and universal recognition of the dignity of man and of woman.

Monsieur le Président, distingués délégués,

Je tiens tout d'abord à remercier le gouvernement canadien de m'avoir invité à me joindre à la délégation canadienne en ce jour où l'Assemblée générale commémore le quarantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pour moi une occasion très spéciale. J'étais présent, en tant que directeur de la Direction des droits de l'homme, au palais de Chaillot lorsque la Déclaration a été adoptée dans la nuit du 10 décembre 1948 après que la Troisième Commission de l'Assemblée eut consacré 85 réunions à discuter et à modifier le projet de déclaration préparé par la Commission des droits de l'homme. Tout au cours de ces réunions, j'ai pris place aux côtés du président de la Commission, le regretté Charles Malik qui, incidemment, a été l'un des principaux architectes de la Déclaration. Et j'ai aussi travaillé à la rédaction du document avec les membres de la Commission des droits de l'homme et ses deux comités de rédaction. Vous comprendrez donc aisément, Monsieur le Président, avec quelle émotion je prends aujourd'hui la parole devant cette Assemblée, quarante ans après son adoption de la Déclaration.

Il n'existe pas à ce jour d'historique valable exposant les raisons qui ont motivé l'adoption de la Déclaration, décrivant son caractère juridique et montrant à quel point cet instrument a pris de l'importance sur les plans moral, politique et légal au fil des ans. Je n'entends pas remédier à cette lacune aujourd'hui. Durant le temps qui m'est alloué, je voudrais toutefois vous parler de l'autorité morale et politique de la Déclaration, de sa place en droit international, du lien étroit entre le respect des droits qui y sont énoncés et la paix des nations, et de la façon dont la nouvelle législation mondiale applicable aux droits de l'homme - que la Déclaration a largement inspirée - contribue à transformer la nature et la structure du droit international traditionnel; je me propose de conclure par quelques observations sur les mécanismes internationaux qui facilitent l'application de la Déclaration.

Dès son adoption, la Déclaration universelle des droits de l'homme a acquis un ascendant moral et politique égal, sinon supérieur, à celui de tout autre instrument international contemporain. La regrettée Eleanor Roosevelt en parlait d'ailleurs comme de la Grande Charte de l'humanité; et, dans une allocution qu'il a prononcée récemment devant cette Assemblée, Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a vu en elle l'inspiration fondamentale et la pierre d'angle de l'Organisation des Nations Unies. Jamais dans l'histoire un instrument international n'a mieux reflété les aspirations de l'humanité. Il est rapidement

horizontale, parce qu'elle touchait les Etats entre eux, est maintenant un "phénomène vertical" parce qu'il touche maintenant des entités autres que les Etats. Ce que nous avons jusqu'ici appelé droit international devrait maintenant être appelé droit mondial.

Les droits de l'homme visent à protéger la dignité et la valeur de la personne. Mais le droit applicable en la matière a aussi une autre raison d'être. L'histoire nous enseigne qu'il y a un lien étroit entre le respect des droits de l'homme et la paix des nations. Ce sont les violations flagrantes de ces droits, commises immédiatement avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, qui ont motivé les mentions relatives aux droits de l'homme dans la Charte des Nations Unies et, subséquemment, dans la Déclaration universelle. Deux des grands buts de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'énoncés à l'article 1 de la Charte, consistent à maintenir la paix et la sécurité internationales et à encourager le respect des droits de l'homme. Monsieur le Président, cette association n'est aucunement le fruit du hasard.

Nous habitons une planète qui est gouvernée - si l'on peut effectivement utiliser ce terme - par un ordre juridique de plus en plus désuet. De mon vivant, nous avons connu deux guerres mondiales qui ont détruit notre monde. Nous en subissons encore aujourd'hui les conséquences. Combien de guerres, ouvertes ou larvées, divisent aujourd'hui les nations et les peuples? Ce sont les gouvernements qui se livrent la guerre; ce sont les hommes et les femmes qui en paient le prix. Peut-être la transformation radicale de la nature même du droit international à laquelle j'ai fait allusion, et qui est principalement due à ce nouveau droit mondial applicable aux droits de l'homme, nous aidera-t-elle à faire de cette planète un endroit où les hommes et les femmes peuvent continuer de vivre.

J'ai parlé d'une révolution dans la nature et la structure mêmes du droit international. Mais en quoi consiste le droit? Le droit nous enseigne ce qui devrait se produire. Il ne nous montre pas ce qui se produira effectivement. C'est pourquoi, dans les régimes juridiques développés, il existe des mécanismes complexes d'application et d'exécution de la loi - les tribunaux, les forces policières, etc. Au niveau international, ces mécanismes sont lacunaires, pour peu qu'ils existent. De surcroît, la plupart d'entre eux ne s'occupent - même si ce n'est pas leur objectif avoué - que de sensibiliser l'opinion publique mondiale. Nous en parlons parfois comme de l'organisation de la honte. Il est vrai que les gouvernements, même les régimes autoritaires, sont sensibles à l'opinion publique. Mais ces mécanismes, si importants soient-ils, ne sont pas suffisants. Notre génération doit relever le défi de concevoir des mesures adéquates d'application et d'exécution.

Les Documents des Nations-Unies:  
où se les procurer au Canada

<b>Calgary</b> University Library Government Publications The University of Calgary Calgary, Alberta T2N 1N4	<b>Bibliothèque (BFL)</b> Ministère des Affaires extérieures 125, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2
<b>Edmonton</b> The Library Government Publications Unit The University of Alberta Edmonton, Alberta T6G 2J8	<b>Bibliothèque nationale du Canada</b> Pièce 224, 395, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0N4
<b>Fredericton</b> Harriet Irving Library University of New Brunswick P.O. Box 7500 Fredericton, N.B. E3B 5H5	<b>Bibliothèque Morisset</b> Université d'Ottawa Ottawa (Ontario) K1N 6N5
<b>Halifax</b> Document Section Dalhousie University Library Halifax, Nova Scotia B3H 4H3	<b>Québec</b> Bibliothèque générale Service des documents officiels Université Laval Québec (Québec) G1K 7P4
<b>Hamilton</b> Mills Memorial Library Documents Department McMaster University Hamilton, Ontario K7L 5C4	<b>Saint John's</b> University Library Government Documents Section Memorial University of Newfoundland St. John's, Nfld. A8B 3Y1
<b>Kingston</b> Documents Unit MacKintosh-Corry Hall Library Queen's University Kingston, Ontario K7L 3N6	<b>Saskatoon</b> Murray Memorial Library University of Saskatchewan Saskatoon, Saskatchewan S7N 0W0
<b>Montréal</b> Bibliothèque McLennan Département des documents d'État Université McGill Montréal (Québec) H3A 1Y1	<b>Toronto</b> Canadian Institute of International Affairs 15 Kings College Circle Toronto, Ontario M5S 2V9
<b>Bibliothèque des sciences humaines et sociales</b> Case postale 6202 Succursale A Montréal (Québec) H3C 3T2	<b>Periodicals Department</b> University of Toronto Library Toronto, Ontario M5S 2V9
<b>Ottawa</b> Bibliothèque du parlement Ottawa (Ontario) K1A 0G9	<b>Vancouver</b> Library Government Publications Division University of British Columbia 2075 Westbrook Place Vancouver, B.C. V6T 1W5



Winnipeg  
Legislative Library  
200 Vaughn Street  
Winnipeg, Manitoba R3C 0P8

The Elizabeth Dafoe Library  
Government Publications Division  
University of Manitoba  
Winnipeg, Manitoba R3C 2N2

Provincial Library of Manitoba  
257 Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba R3C 0V8

DOCS

CA1  
EA  
C55  
1989



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

# CONSULTATIONS

IN PREPARATION FOR THE 45th SESSION

OF THE U.N. COMMISSION

ON HUMAN RIGHTS

JANUARY 23-24, 1989

Canada

Parking is very limited at the Lester B. Pearson Building. We suggest that public transportation (buses 3 and 6) or taxis be used. Regular bus fare, during peak hours (6:00-8:30 a.m. and 3:00-5:30 P.M.), is \$1.70. Taxi fare is approximately \$4.50 from the downtown core. The External Affairs Department is located at 125 Sussex Drive.

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

DEC 2 1992

RETURN TO DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS  
RETOURNER À ... MINISTÈRE

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

TABLE OF CONTENTS

1. Letter from the Secretary of State for External Affairs
2. Agenda
3. Commission on Human Rights Agenda
4. States Members of the Commission on Human Rights
5. World Public Information Campaign on Human Rights
6. Report on the Draft Convention on the Rights of the Child
7. Body of Principles for the Protection of All Persons Under Any Form of Detention or Imprisonment
8. Status of the International Instruments on Human Rights
9. Draft Declaration on the Independence and Impartiality of the Judiciary, Jurors and Assessors and the Independence of Lawyers
10. Brief on Indigenous Issues
11. Country Briefs
12. Recent Statements on Human Rights

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.  
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C. P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

January 10, 1989

Dear Participants,

We commemorated in 1988 the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. The anniversary was marked by a number of activities throughout the world including the awarding in December by the United Nations Secretary-General of five human rights prizes. Professor John Humphrey of McGill University was one of the recipients. Professor Humphrey played a crucial role in 1948 in the drafting and adoption of the Declaration. He has continued since that time to work tirelessly in the human rights field. The award was in recognition of his contributions to promote and protect human rights.

In this connection, Canada's own human rights posture derives strength from the breadth of knowledge and experience held by individuals such as Professor Humphrey. It is for this reason that I value the consultation in preparation for the U.N. Commission on Human Rights. The mutual sharing of information on thematic issues and on conditions elsewhere in the world is as helpful to Ministers and officials as I trust it is to concerned Canadians.

I took great pleasure in announcing last August that Ms. Raynell Andreychuk, currently High Commissioner to Kenya, with accreditation to Uganda, Somalia and the Comoros will head Canada's delegation to the upcoming session of the Commission on Human Rights. Ms. Andreychuk has held a variety of appointments, including judge of the Saskatchewan Provincial Court. She blends these experiences with extensive participation in voluntary and community organizations. I have instructed Ms. Andreychuk to maintain a strong Canadian presence at the Commission. Indeed, Canada was elected last spring to serve on this forty-three member body. Consequently, with your assistance, Canada will be in the position to play a prominent role at the Commission.

Yours sincerely,

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

Form E25 3, 6)  
PROCEDE **Piasdex** PROLENS  
MONTREAL TORONTO

2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

CONSULTATIONS BETWEEN NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS AND  
THE DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS IN PREPARATION FOR THE  
45TH SESSION OF THE UNITED NATIONS COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
(FEBRUARY/MARCH, 1989)

Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario

January 23-24, 1989

AGENDA

Monday, January 23

08:30	Registration and Coffee	Conference Lobby
09:00	Welcoming Remarks and Opening Plenary	Conference Room
09:30	Discussion on Detentions, Enforced Disappearances, International Human Rights Covenants, Religious Intolerance, Minorities and Torture	Conference Room
10:30	Coffee	Conference Lobby
10:45	Continuation of Discussion	Conference Room
12:30	Sandwich Luncheon	Tower A, 9th Floor
14:00	Discussion on Racial Discrimination, Report of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Alternative approaches and ways and means within the U.N. system for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms ( <u>inter alia</u> , information activities), Advisory Services	Conference Room
15:15	Coffee	Conference Lobby
15:30	Discussion on the Rights of the Child and the Right to Promote Human Rights	Conference Room
16:30	Indigenous Issues	Conference Room
17:15	Other Business	Conference Room

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12



Tuesday, January 24

08:30-10:30	Working Group I on the Americas	Conference Room
08:30-09:00	(Caribbean)	
09:00-10:30	(Central America)	
10:30-10:45	Coffee	Conference Lobby
10:45-12:30	Working Group I on the Americas	Conference Room
	(South America)	
<u>ALSO</u>		
08:30-10:15	Working Group II on Europe	Auditorium
	(Eastern European Countries)	
10:15-10:30	Coffee	Conference Lobby
10:30-12:30	Working Group II on Europe	Auditorium
	(Eastern Europe cont'd, also	
	Western Europe)	
12:30	Lunch	
13:30-14:45	Working Group III on Africa	Auditorium
	and the Middle East	
	(Middle East Countries)	
14:45-16:15	Working Group III on Africa	Auditorium
	and the Middle East	
	(African countries)	
<u>ALSO</u>		
13:30-14:45	Working Group IV on Asia	Conference Room
	(Asia Pacific South countries)	
14:45-16:15	Working Group IV on Asia	Conference Room
	(Asia Pacific South cont'd,	
	also North Asian countries)	
16:15-16:30	Coffee	
16:30	Evaluation of the 1989	Conference Room
	NGO consultations	

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12



**Economic and Social  
Council**

Distr.  
GENERAL

E/CN.4/1989/1  
18 October 1988

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
Forty-fifth session  
30 January to 10 March 1989

PROVISIONAL AGENDA

Note by the Secretary-General

Duration and venue of the session

1. The forty-fifth session of the Commission on Human Rights will be held at the United Nations Office at Geneva from 30 January to 10 March 1989. The first meeting will be convened at 11 a.m. on Monday, 30 January 1989.

Provisional agenda

2. The provisional agenda as noted by the Commission at its forty-fourth session is reproduced below (see E/1988/12, paras. 600-609).

Pre-session working groups

3. An open-ended Working Group of the Commission on Human Rights is expected to meet from 28 November to 9 December 1988 with a view to completing the second reading of the draft convention on the rights of the child (Commission resolution 1988/75 and Economic and Social Council resolution 1988/40).

4. In addition, the forty-fifth session of the Commission is expected to be preceded by meetings of four groups in connection with the following items:

(a) Item 8 (a): the Working Group of Governmental Experts on the Right to Development (Commission resolution 1988/26, Economic and Social Council decision 1988/128) is expected to meet from 22 to 27 January 1989;

4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

(b) Item 12 (b): a working group composed of five members of the Commission to examine situations referred to the Commission by the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities under Economic and Social Council resolution 1503 (XLVIII) of 27 May 1970 (Commission decision 1988/103, Council decision 1988/127) is scheduled to meet from 22 to 27 January 1989;

(c) Item 16: the Group of three members of the Commission appointed under article IX of the International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid to consider reports submitted by States parties in accordance with article VII of that Convention (Commission 1988/14) is scheduled to meet from 22 to 27 January 1989.

(d) Item 23: an open-ended working group established to draft a declaration on the right and responsibility of individuals, groups and organs of society to promote and protect universally recognized human rights and fundamental freedoms (Commission resolution 1988/71, Economic and Social Council resolution 1988/39) is scheduled to meet from 22 to 27 January 1988;

In-session working groups

4. In connection with item 20, by resolution 1988/64, the Commission decided to establish at its forty-fifth session an open-ended working group to continue consideration of the revised draft declaration on the rights of persons belonging to national, ethnic, religious and linguistic minorities, proposed by Yugoslavia, taking into account all relevant documents.

5. Any decisions or resolutions affecting the provisional agenda of the forty-fifth session of the Commission, which may be taken by the General Assembly at its forty-third session or by the Economic and Social Council at its organizational session in 1989, will be brought to the attention of the Commission in an addendum to the present document. The annotations to the items listed in the provisional agenda will also be issued in an addendum.

Provisional agenda

1. Election of officers.
2. Adoption of the agenda.
3. Organization of the work of the session.
4. Question of the violation of human rights in the occupied Arab territories, including Palestine.
5. Question of human rights in Chile.
6. Violations of human rights in southern Africa: report of the Ad Hoc Working Group of Experts.
7. The adverse consequences for the enjoyment of human rights of political, military, economic and others forms of assistance given to colonial and racist régimes in southern Africa.
8. Question of the realization in all countries of the economic, social and cultural rights contained in the Universal Declaration of Human Rights and in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and study of special problems which the developing countries face in their efforts to achieve these human rights, including:
  - (a) Problems related to the right to enjoy an adequate standard of living; the right to development;
  - (b) The effects of the existing unjust international economic order on the economies of the developing countries, and the obstacle that this represents for the implementation of human rights and fundamental freedoms;
  - (c) Popular participation in its various forms as an important factor in development and in the full realization of all human rights.
9. The right of peoples to self-determination and its application to peoples under colonial or alien domination or foreign occupation.
10. Question of the human rights of all persons subjected to any form of detention or imprisonment, in particular:
  - (a) Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment;
  - (b) Status of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;
  - (c) Question of enforced or involuntary disappearances.
11. Further promotion and encouragement of human rights and fundamental freedoms, including the question of the programme and methods of work of the Commission; alternative approaches and ways and means within the United Nations system for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms; national institutions for the promotion and protection of human rights.

4

5

6

7

8

9

10

11

12

12. Question of the violation of human rights and fundamental freedoms in any part of the world, with particular reference to colonial and other dependent countries and territories, including:
  - (a) Question of human rights in Cyprus;
  - (b) Study of situations which appear to reveal a consistent pattern of gross violations of human rights as provided in Commission resolution 8 (XXIII) and Economic and Social Council resolutions 1235 (XLII) and 1503 (XLVIII): report of the Working Group established by the Commission at its forty-fourth session.
13. Question of a convention on the rights of the child.
14. Measures to improve the situation and ensure the human rights and dignity of all migrant workers.
15. The role of youth in the promotion and protection of human rights, including the question of conscientious objection to military service.
16. Implementation of the International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid.
17. (a) Study in collaboration with the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities of ways and means of ensuring the implementation of United Nations resolutions bearing on apartheid, racism and racial discrimination;
- (b) Implementation of the Programme of Action for the Second Decade to Combat Racism and Racial Discrimination.
18. Status of the International Covenants on Human Rights.
19. Report of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities on its fortieth session.
20. Rights of persons belonging to national, ethnic, religious and linguistic minorities.
21. Advisory services in the field of human rights.
22. Implementation of the Declaration on the Elimination of All Forms of Intolerance and of Discrimination Based on Religion or Belief.
23. Drafting of a declaration on the right and responsibility of individuals, groups and organs of society to promote and protect universally recognized human rights and fundamental freedoms.
24. Draft provisional agenda for the forty-sixth session of the Commission.
25. Report to the Economic and Social Council on the forty-fifth session of the Commission.

4

5

6

7

8

9

10

11

12

STATE MEMBERS OF THE COMMISSION ON HUMAN RIGHTS, 1989

ISSUE

The Commission on Human Rights was established in 1946. Its primary purpose is to prepare recommendations and reports on international declarations or conventions, conventions on civil liberties, freedom of information, the protection of minorities, the prevention of discrimination on the basis of race, sex, language or religion, and any other matter concerning human rights. The Commission is composed of 43 members elected for a term of three years by the Economic and Social Council.

For the 1989 Session, the members of the Commission are as follows:

African States

Botswana	(1990)*
Ethiopia	(1991)
Gambia	(1990)
Morocco	(1991)
Nigeria	(1990)
Rwanda	(1989)
Sao Tome	(1989)
Senegal	(1989)
Somalia	(1989)
Swaziland	(1991)
Togo	(1989)

Asian States

Bangladesh	(1991)
China	(1990)
Cyprus	(1991)
India	(1991)
Iraq	(1989)
Japan	(1990)
Pakistan	(1989)
Philippines	(1989)
Sri Lanka	(1990)

Latin American States

Argentina	(1990)
Brazil	(1989)
Colombia	(1991)
Cuba	(1991)
Mexico	(1989)
Panama	(1991)
Peru	(1990)
Venezuela	(1990)

Western European and Other States

Belgium	(1991)
Canada	(1991)
France	(1989)
Germany, F.R.	(1990)
Italy	(1989)
Portugal	(1990)
Spain	(1990)
Sweden	(1991)
United Kingdom	(1990)
U.S.A.	(1989)

Eastern European States

Bulgaria	(1990)
German Democratic Republic	(1989)
Ukrainian SSR	(1991)
U.S.S.R.	(1991)
Yugoslavia	(1989)

\*Indicates expiration date of term.

5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12



5

6

7

8

9

10

11

12



General Assembly

Distr.  
GENERAL

A/43/711  
18 October 1988

ORIGINAL: ENGLISH

Forty-third session  
Agenda item 104 (d)

ALTERNATIVE APPROACHES AND WAYS AND MEANS WITHIN THE UNITED  
NATIONS SYSTEM FOR IMPROVING THE EFFECTIVE ENJOYMENT OF  
HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS

Development of public information activities  
in the field of human rights

World Public Information Campaign on Human Rights

Report of the Secretary-General

CONTENTS

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1	3
II. BACKGROUND .....	2 - 18	3
A. Dissemination of the human rights message .....	4 - 5	3
B. Commemorations and anniversaries of the Universal Declaration of Human Rights .....	6 - 11	4
C. Advisory services and training programmes .....	12 - 14	7
D. Development of public information activities in the field of human rights .....	15 - 18	8
III. UNITED NATIONS ACTION TO COMMEMORATE THE FORTIETH ANNIVERSARY OF THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS ..	19 - 56	9
A. Printed information material .....	22 - 34	10

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

CONTENTS (continued)

	<u>Paragraphs</u>	<u>Page</u>
B. Reference material .....	35	12
C. Posters, photographs and other promotional material ...	36 - 39	13
D. Audio-visual material .....	40 - 42	14
E. Coverage of United Nations activities .....	43 - 44	14
F. Workshops and training courses in 1988 .....	45 - 49	14
G. Co-operation in the realization of workshops, training courses and other activities .....	50 - 51	15
H. Fellowships and internships .....	52	16
I. Briefings, radio and television interviews .....	53	16
J. Human Rights Day activities .....	54 - 56	16
IV. CO-ORDINATION WITHIN THE UNITED NATIONS SYSTEM AND CO-OPERATION WITH GOVERNMENTS, INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS, AND REGIONAL AND NATIONAL INSTITUTIONS FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS .....	57 - 62	17
V. DISTRIBUTION .....	63 - 64	18
VI. WORLD PUBLIC INFORMATION CAMPAIGN ON HUMAN RIGHTS .....	65 - 88	19
A. Introduction .....	65 - 67	19
B. General outline .....	68 - 81	20
C. Outline of planned activities .....	82 - 88	23

## I. INTRODUCTION

1. At its forty-second session, the General Assembly adopted without a vote resolution 42/118 on the development of public information activities in the field of human rights. In operative paragraph 3 of that resolution, the Assembly requested the Secretary-General "to prepare a report for presentation to the General Assembly at its forty-third session on the advisability of launching, within existing resources, a World Public Information Campaign on Human Rights in 1989 and to include in the report an outline of planned activities". The Commission on Human Rights, in its resolution 1988/74 of 1988, welcomed that request and asked the Secretary-General to seek the views of Member States, United Nations organs and non-governmental organizations on activities for inclusion in the report. The present report is being issued in response to those requests.

## II. BACKGROUND

2. The concern of the United Nations with the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms stems directly from the realization by the international community that recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world and from the resultant pledge of States Members of the United Nations to achieve, in co-operation with the United Nations, the promotion of universal respect for the observance of human rights and fundamental freedoms.

3. The Charter of the United Nations includes among its purposes the achievement of international co-operation "in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion". In the Preamble, the peoples of the United Nations express their determination "to reaffirm faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small". The words "promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms" appear with slight variations in Article 1, on the purposes and principles of the United Nations; in Article 13, on the functions and powers of the General Assembly; in Article 62 on the functions and powers of the Economic and Social Council; and in Article 76, on the basic objectives of the international trusteeship system. Article 56, in particular, calls upon Member States of the United Nations to take joint and separate action in co-operation with the Organization for the achievement of the purposes enumerated in Article 55, which includes the promotion of "universal respect for, and observance of human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex language, or religion".

### A. Dissemination of the human rights message

4. In resolution 217 D (III) of 10 December 1948, the General Assembly, which had just adopted the Universal Declaration of Human Rights, expressed the view that

that was an historic act, destined to consolidate world peace through the contribution of the United Nations, and called for the text of the Declaration to be disseminated among all peoples throughout the world. In particular, it recommended to the Governments of Member States that they show their adherence to Article 56 of the Charter of the United Nations by using every means within their power solemnly to publicize the text of the Declaration and to cause it to be disseminated, displayed, read and expounded principally in schools and other educational institutions, without distinction based on the political status of the countries or territories. In addition, it requested the Secretary-General to have the Declaration widely disseminated and, to that end, to publish and distribute texts not only in the official languages but also, using every means at his disposal, in all languages possible; and invited the specialized agencies and non-governmental organizations of the world to do their utmost to bring the Declaration to the attention of their members.

5. With regard to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, the General Assembly, in resolution 795 (VIII) of 3 November 1953, requested the Secretary-General to continue to take all necessary measures designed to ensure the widest possible diffusion of the nature, contents and purposes of the Convention. Similarly, in 1959, the General Assembly, having adopted the Declaration of the Rights of the Child, in resolution 1387 (XIV) of 20 November 1959 recommended Member States, the specialized agencies concerned and appropriate non-governmental organizations to publicize as widely as possible the text of the Declaration and requested the Secretary-General to have the Declaration widely disseminated and to that end to use every means at his disposal to publish and distribute texts in all languages possible. In 1963, in connection with the adoption by the General Assembly of the Declaration on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Assembly requested Member States and non-governmental organizations to publicize the Declaration as widely as possible and to use every means at their disposal, including the appropriate media of communication. The International Convention on the same subject was adopted by the General Assembly two years later, and the Assembly expressed the view in resolution 2106 (XX) of 21 December 1965 that the text of the Convention should be known throughout the world and requested Governments and non-governmental organizations to publicize that text as widely as possible, using every means at their disposal, including all appropriate media of information; and requested the Secretary-General to ensure the immediate and wide circulation of the Convention. Similar requests have been made in connection with all subsequent adoptions of human rights instruments.

B. Commemorations and anniversaries of the  
Universal Declaration of Human Rights

6. The General Assembly, in resolution 423 (V) of 4 December 1950 invited all States and interested organizations to adopt 10 December of each year as Human Rights Day, to observe this day to celebrate the proclamation of the Universal Declaration of Human Rights by the General Assembly on 10 December 1948, and to exert increasing efforts in this field of human progress. The Assembly expressed the view that the anniversary of the adoption of the Declaration should be appropriately celebrated in all countries as part of a common effort to bring the

Declaration to the attention of the peoples of the world, and expressed its appreciation to those countries that had begun to celebrate this anniversary even before the adoption of the resolution.

7. The Commission on Human Rights, at its twelfth session in 1956, expressed a desire in its resolution VI that plans should be developed for the widest possible celebration of the tenth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. The Economic and Social Council, in resolution 651 B (XXIV) of 1957, urged all Member States to join in observing the tenth anniversary of the Declaration and recommended that all States consider the desirability of setting up national committees for the purpose of planning the observance of the anniversary; and invited the specialized agencies and other international governmental and non-governmental organizations to co-operate. In resolution 1775 (XVII) of 7 December 1962, the General Assembly emphasized that the application of suitable measures to mark the fifteenth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights might further promote universal respect for and observance of human rights and fundamental freedoms for all, as enunciated in the Declaration. In resolution 1961 (XVIII) of 12 December 1963, the General Assembly designated the year 1968, the twentieth anniversary of the adoption of the Universal Declaration, as International Year for Human Rights. In resolution 2081 (XX) of 20 December 1965, the Assembly decided that,

"to promote further the principles contained in the Universal Declaration of Human Rights, to develop and guarantee political, civil, economic, social and cultural rights and to end all discrimination and denial of human rights and fundamental freedoms on grounds of race, colour, sex, language or religion, and in particular to permit the elimination of apartheid, an International Conference on Human Rights should be convened during 1968 in order to:

"(a) Review the progress which has been made in the field of human rights since the adoption of the Universal Declaration of Human Rights;

"(b) Evaluate the effectiveness of the methods used by the United Nations in the field of human rights, especially with respect to the elimination of all forms of racial discrimination and the practice of the policy of apartheid;

"(c) Formulate and prepare a programme of further measures to be taken subsequent to the celebrations of the International Year for Human Rights."

8. The programme approved by the General Assembly, annexed to resolution 2081 (XX) gave first priority to the elimination of certain practices constituting some of the grosser forms of the denial of human rights. It then called for further study by the United Nations bodies of international measures for the guarantee or protection of human rights and for the establishment of programmes designed to promote the full enjoyment by all of human rights and fundamental freedoms. The national programmes envisaged by the Assembly called upon Governments, inter alia, to embark upon a complementary programme of education, including both adult and child education, designed to produce new thinking on the part of many people in regard to human rights, this programme to aim at mobilizing some of the energies of:

/...

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

- (a) Universities, colleges and other institutions of higher learning, both private and public, within Member States;
- (b) The teaching staff of primary and secondary schools;
- (c) Foundations and charitable, scientific and research institutions;
- (d) Media of information and mass communication, including the press, radio and television.

A further programme approved by the General Assembly, annexed to resolution 2217 A (XXI) of 19 December 1966, called upon the Secretary-General to make special efforts to publicize the twentieth anniversary of the Universal Declaration and the International Year for Human Rights, invited Member States to make a special effort during 1968 in the sphere of their national legislation and in the sphere of education towards a fuller realization of human rights and fundamental freedoms, recommended other special activities to be undertaken during 1968 by Governments, specialized agencies and other interested organizations and proposed that all these activities be co-ordinated by the Secretary-General.

9. The International Conference held at Teheran from 22 April to 13 May 1968, adopted the Proclamation of Teheran by which, inter alia, it "affirmed its faith in the principles of the Universal Declaration of Human Rights and other international instruments in this field" and urged all peoples and Governments to dedicate themselves to those principles and "to redouble their efforts to provide for all human beings a life consonant with freedom and dignity and conducive to physical, mental, social and spiritual welfare". The Conference adopted 29 resolutions on various aspects of human rights. After reviewing the Final Act, the General Assembly, in resolution 2442 (XXIII) of 19 December 1968 expressed satisfaction with the work of the Conference, endorsed the Proclamation of Teheran and urged all States and organizations concerned to encourage and assist all media of mass communication in giving widespread publicity to the Proclamation and to the work of the Conference. Further, the Assembly called upon all States and organizations concerned to take further action with a view to the full realization of human rights in the light of the recommendations of the Conference and invited the Secretary-General and the United Nations organs and specialized agencies concerned to take action, as appropriate, on the resolutions and recommendations of the Conference.

10. The Commission on Human Rights, in resolution 3 (XXXIII) of 1977, expressed the view that the thirtieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights in 1978 should afford an opportunity for Member States and their peoples, and particularly teachers and the parents of children, to comply fully with the request of the General Assembly that all peoples and every organ of society should strive in every possible way to promote respect for human rights and fundamental freedoms. In this connection, the Commission decided, inter alia,

"To recommend to Member States, the specialized agencies and all international organizations, governmental and non-governmental, concerned with the protection and promotion of human rights to take appropriate measures to

ensure that the thirtieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights is the occasion of special efforts to promote international understanding, co-operation and peace and the universal and effective respect for human rights, more particularly by laying stress on the educational approach both within and outside formal school systems".

11. Both the Economic and Social Council and the General Assembly endorsed the Commission resolution. In particular, the General Assembly, in its resolution 32/123 of 16 December 1977, requested the Secretary-General to initiate appropriate activities at the United Nations level, and decided to hold a special commemorative meeting to celebrate the anniversary on 10 December 1978.

C. Advisory services and training programmes

12. In 1955, the General Assembly decided, in resolution 926 (X) to consolidate existing technical assistance programmes with a broad programme of assistance in the field of human rights and authorized the Secretary-General to make provisions, at the request of Governments and with the co-operation of the specialized agencies, where appropriate, for the following forms of assistance:

- (a) Advisory services of experts;
- (b) Fellowships and scholarships;
- (c) Seminars.

13. The General Assembly recommended that the specialized agencies should continue to develop their technical assistance activities with a view to aiding Member States to further the effective observance of human rights. It also expressed the hope that international and national non-governmental organizations, universities, philanthropic foundations and other private groups would supplement the new United Nations programme with similar programmes designed to further research and studies, the exchange of information, and assistance in the field of human rights. (In 1967, a fourth form of assistance, regional training courses, was added to the programme.)

14. In addition, the Economic and Social Council, in its resolution 1978/14 of 1978, requested that the financing of the advisory services programme in the field of human rights should be arranged as a part of the budget of the human rights programme of the United Nations, and reiterated its request to the Secretary-General to organize at least two seminars and one training course annually and also to grant at least 25 fellowships each year, giving special attention to the needs of the developing countries. The Council also authorized the Secretary-General to supplement the number of seminars, fellowships and training courses possible under the programme by arranging for additional seminars, fellowships and training courses which would be financed by Governments willing to do so.



D. Development of public information activities  
in the field of human rights

15. The General Assembly, at its first session in 1946, clearly recognized the importance of public information as an essential part of its activities when it established the Department of Public Information and stated in so doing that "the United Nations cannot achieve the purposes for which it has been created unless the peoples of the world are fully informed of its aims and activities" (resolution 13 (I), annex I of 13 February 1946).

16. Since 1979, the Commission on Human Rights has each year adopted a specific resolution on the development of public information activities in the field of human rights (resolutions 23 (XXXV) of 1979, 24 (XXXVI) of 1980, 24 (XXXVII) of 1981, 1982/42, 1983/50, 1984/58, 1985/49, 1986/54, 1987/39 and 1988/74). In response, the Secretary-General has submitted annual reports to the Commission on the work of the Organization in this field.

17. Common themes in these resolutions indicate the Commission's primary concern with teaching, education and information activities and its recommendations have been directed not only to the United Nations but also to Governments and non-governmental organizations. Specifically, the Commission has emphasized the need to stimulate public interest in the promotion and encouragement of universal respect for human rights and in this regard, has recommended the following to the United Nations:

- (a) The taking of all appropriate measures by the Secretary-General further to develop public information activities in the field of human rights;
- (b) Wider distribution of the text of the Universal Declaration of Human Rights in "personalized" versions and local languages;
- (c) Wider distribution of the text of other major human rights instruments in regional languages;
- (d) Provision of basic reference works for United Nations information centres;
- (e) Greater use of audio-visual techniques and co-productions;
- (f) The production of United Nations material in a simplified, attractive and accessible form;
- (g) That the priority audience for United Nations material should be children, young people and the disadvantaged, including those in isolated areas;
- (h) Production of a human rights teaching booklet and a "compilation of international instruments";
- (i) Public presentation of United Nations human rights material at Headquarters and Geneva on Human Rights Day;

(j) Adequate funding to be provided from existing resources and in particular from the budget of the Department of Public Information for public information activities on human rights;

(k) Encouragement by the Department of Public Information of non-governmental organizations activities;

(l) A key role by the Department's United Nations information centres;

(m) Use of the mass media, especially radio and television;

(n) Utilization of the whole United Nations system, as well as non-governmental organizations, in the dissemination of material on human rights;

(o) Harmonizing United Nations activities with other organizations;

(p) Enhancement and further development of the promotional and public information activities of the Centre for Human Rights;

(q) Establishment and publication of a register of national focal points for human rights material.

18. The following recommendations were made to Governments:

(a) Publication of the United Nations work on human rights, especially the work of the Commission and expert bodies working in the field;

(b) Dissemination of the text of the Universal Declaration of Human Rights and the Covenants in local languages;

(c) Establishment of national focal points;

(d) Inclusion of human rights issues in national educational curricula.

### III. UNITED NATIONS ACTION TO COMMEMORATE THE FORTIETH ANNIVERSARY OF THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS

19. In resolution 41/150 of 4 December 1986, the General Assembly decided to celebrate in 1988 the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. To that end, it invited Member States, the specialized agencies, regional intergovernmental organizations and non-governmental organizations to take appropriate measures, such as those annexed to that resolution, and to support appropriate activities aimed at encouraging the promotion and universal observance of human rights and fundamental freedoms. The resolution also required the Secretary-General to consider activities, such as those annexed to that resolution, to commemorate the anniversary of the Declaration. Similarly, the General Assembly, in resolution 42/131 of 7 December 1987 on the same subject, again urged Member States, *inter alia*, to take appropriate measures, and the Secretary-General to carry out the activities indicated in the annex to resolution 41/150 and

/...

6

7

8

9

10

11

12

reiterated its decision to devote a plenary meeting during its forty-third session to the commemoration of the anniversary. The Assembly resolved that the celebration in 1988 shall be used as an occasion to highlight the achievements of the United Nations in its efforts to promote and protect human rights universally, to renew the commitment of the Organization in this area and to encourage Member States to ensure the promotion and protection of the rights enshrined in the Universal Declaration. The Department of Public Information was again requested to disseminate appropriate public information, broadcasting and audio-visual material designed to draw attention to, and emphasize the importance of, the Declaration and the role played and the work done by the United Nations to ensure the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms.

20. The Commission on Human Rights, in its resolution 1988/74 of 1988, stressed that the fortieth anniversary should provide a focus and renewed impetus to the promotional activities of the United Nations system in the field of human rights.

21. The Centre for Human Rights at Geneva and the Department of Public Information are undertaking the activities called for in the annex to General Assembly resolution 41/150, as well as a number of additional activities to promote the fortieth anniversary and the Universal Declaration of Human Rights, as mandated by the resolutions mentioned above. The following sections describe activities that have been undertaken during 1988.

#### A. Printed information material

22. The text of the Universal Declaration of Human Rights is now available in 77 languages. During 1988, the Department of Public Information published it in seven new languages and production of seven additional language versions is under way. A review of stocks of local language versions held by United Nations information centres was undertaken to ensure that sufficient quantities were available and, where necessary, reprints of out-of-stock texts have been undertaken.

23. Sixty thousand copies of a special anniversary edition of the International Bill of Human Rights, which includes the texts of the Declaration and Covenants, have been produced by the Department of Public Information and distributed in all official languages.

24. In addition, 140,000 copies of the publication entitled Human Rights: Questions and Answers have been distributed primarily to schools and non-governmental organizations. This very readable booklet, which answers some commonly asked questions about human rights issues, was extensively revised and published in three languages by the Department of Public Information during 1988.

25. The Centre for Human Rights has begun the publication of the Human Rights Fact Sheets series. Fact Sheets are translated into all the official languages of the United Nations and distributed free of charge worldwide. Their translation into local languages is also encouraged. Fact Sheet No. 1, Human rights machinery, gives an overview of the United Nations bodies dealing with human rights issues. Fact Sheet No. 2, International Bill of Human Rights, provides background

information on the adoption of the Universal Declaration and that of the two international covenants and the optional protocol and their global influence, Fact Sheet No. 3, Advisory services and technical assistance in the field of human rights, explains that important part of the human rights programme. Additional fact sheets on racial discrimination and apartheid, torture, disappearances, indigenous populations and on summary or arbitrary executions are in the process of being published.

26. A leaflet on the fortieth anniversary and Human Rights Day, Never Let the Light Grow Dim, has been produced by the Department and some 20,000 copies have been distributed in English and French. The text has also been made available to United Nations information centres in the other official languages for local production.

27. An information kit for non-governmental organizations, providing basic material on human rights and including the above material, has been produced for the fortieth anniversary by the Department of Public Information. Some 20,000 copies have been distributed worldwide and non-governmental organizations have been encouraged to disseminate its contents through their own publications and activities.

28. A Human Rights Newsletter is also being produced by the Centre for Human Rights and distributed worldwide. The first issue (Spring/Summer 1988) provides basic information on the most important human rights meetings that have taken place within the United Nations during that period. The newsletter also includes coverage of workshops, training courses, seminars and other activities organized outside Geneva or New York by the Centre. It focuses on the activities that are being carried out by the United Nations in commemoration of the fortieth anniversary. In addition, a section of the publication is devoted to activities planned or undertaken by non-governmental organizations for the anniversary year.

29. A new Bulletin on Human Rights, containing in-depth articles by leading governmental and non-governmental experts in the field, is being started by the Centre. The first issue deals with the commemoration of the fortieth anniversary of the Universal Declaration and contains articles by: Mr. A. Adamishin, Deputy Foreign Minister of the Union of Soviet Socialist Republics; Prince Sadruddin Aga Khan, Co-Chairman of the Independent Commission on International Humanitarian Issues; Ambassador L. Despouy (Argentina), Chairman of the Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities; Mr. T. Eggar, Parliamentary Under-Secretary of State of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland; Mr. B. Ghali, Secretary of State of Egypt; Mr. A. Kiss, Secretary-General of the Human Rights Institute of Strasbourg; Mr. I. Martin, Secretary-General of Amnesty International; Mr. F. Pocar, Vice-Chairman of the United Nations Human Rights Committee; Mr. R. Schifter, Assistant Secretary of State of the United States of America; and Ambassador A. Sene, Chairman of the Human Rights Commission.

30. Proceedings of regional workshops: Statements made during the various sessions of regional workshops by governmental and non-governmental experts will be published by the Centre and distributed so as to reach an even wider audience with

6

7

8

9

10

11

12

their message. Work is under way for the publication of the Proceedings of the Lomé and Milano workshops.

31. A Human Rights Study series is also being started by the Centre with the first two volumes dealing respectively with the report of Mrs. E. Odio Benito, Special Rapporteur on problems of intolerance and of discrimination on the ground of religion or belief; and of Mr. Asbjorn Eida, Special Rapporteur on the right to adequate food as a human right. Additional reports will deal with other studies undertaken by special rapporteurs on the basis of specific mandates by the Commission on Human Rights and/or the Sub-Commission.

32. A Booklet on the teaching of human rights for primary and secondary schools will be published by the Centre before the end of 1988 and distributed worldwide.

33. Additional resource material for non-governmental organizations is being published by the Department of Public Information. It will include notes for speeches, quotations from famous people, an extensive bibliography, a calendar of international human rights observances, and information on how to contribute to the various United Nations trust funds on human rights, material which, it is hoped, non-governmental organizations will find useful in their activities to promote the work of the United Nations in the field of human rights, beyond the fortieth anniversary year.

34. The Department is also producing a catalogue of selected material that is available on human rights, such as posters, films, booklets and texts of human rights conventions and declarations, which, it is hoped, will assist non-governmental organizations, schools and other organizations in identifying appropriate material for their use.

#### B. Reference material

35. Reference material produced by the Centre for Human Rights included:

(a) United Nations action in the field of human rights, which has been updated as of 31 December 1987. It covers all substantive development within the United Nations system in the field of human rights from 1945. It also provides detailed information about the human rights machinery and the procedures utilized by human rights bodies in their endeavours to promote and protect human rights and fundamental freedoms;

(b) Status of human rights instruments, which has been updated as of 1 September 1987. It contains detailed information on the status of 22 human rights instruments. In addition, a chart of ratification is available in the inside pocket of the booklet and is updated by the Centre every three or four months;

(c) Compilation of human rights instruments, which contains the texts of main human rights instruments, declarations and conventions adopted within the United Nations system up to 31 December 1987;

(d) Official Records of the Human Rights Committee, which contains all States' reports submitted under the terms of the International Covenant on Civil and Political Rights; summary records and decisions of the Committee, as well as the annual report to be submitted to the General Assembly. The Centre has now taken action to ensure the issuance of all the outstanding years by early 1989;

(e) Yearbook on Human Rights. The Centre for Human Rights has similarly taken action to ensure the issuance, by the end of 1988, of the as yet unpublished volumes covering the period from 1981 to 1987. The Yearbook contains three parts: I. Reports by Member States; II. Report by the supervisory bodies; and III. Account of activities in the field of human rights within the United Nations. Starting with the 1988 Yearbook, more emphasis will be given to part III and every effort will be made to issue the publication by the beginning of the year following the one treated;

(f) Selected Decisions of the Human Rights Committee under the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights. The first volume of this publication covered the Committee's second to sixteenth sessions. The Centre has already prepared the second volume, which covers the Committee's seventeenth to thirty-second sessions. It will be issued in early 1989.

C. Posters, photographs and other promotional material

36. The Department of Public Information has published a special fortieth anniversary colour poster illustrating the theme "People only live full lives in the light of human rights". Another poster, of the text of the Universal Declaration of Human Rights, which was out of stock in all languages except English, has been redesigned and published in all official languages. Brazilian artist Otavio Roth has donated a set of linocuts depicting the 30 articles of the Universal Declaration of Human Rights in all official languages to each United Nations information centre for use in their fortieth anniversary activities. These linocut poster sets will also be sold by the United Nations bookstores.

37. A pocket calendar has been produced to commemorate the fortieth anniversary year, as well as a photo-book devoted to the Universal Declaration of Human Rights. A Human Rights watch, whose proceeds will go to human rights trust funds, is currently for sale at the United Nations.

38. On 9 December, the United Nations Postal Administration will issue a postage stamp to commemorate the fortieth anniversary, as well as a series of stamps on human rights during the next five years covering the articles of the Universal Declaration of Human Rights. The World Federation of United Nations Associations will issue a first day cover and limited edition lithograph of a painting by actor Anthony Quinn to accompany the United Nations fortieth anniversary stamp issue.

39. A set of five black and white photographs with explanatory captions has been made available to the media and non-governmental organizations publications. The photographs, suitable for publication, depict some of the basic rights established by the Declaration, as well as an historical picture of its adoption in 1948.

D. Audio-visual material

40. A special fortieth anniversary television spot has been produced by the Department of Public Information in all official languages. It features children from all regions of the world and will be broadcast worldwide during the period leading up to Human Rights Day (10 December), starting on United Nations Day (24 October).

41. A video cassette of the General Assembly adoption of the Universal Declaration of Human Rights in 1948 has been compiled by the Department from archival footage and is being made available to television networks.

42. The fortieth anniversary message of the Secretary-General will also be made available on video cassette and audio tape for use by television and radio media on or around Human Rights Day.

E. Coverage of United Nations activities

43. The Department of Public Information has made a special effort during this fortieth anniversary year to give extensive coverage to the work of the United Nations in the field of human rights. Regular press releases have been issued about the meetings of the major human rights bodies, such as the Commission, and also on other activities, such as the work of the Special Rapporteurs. The Department's regular radio and television programmes have included both news and feature stories about human rights, and the fortieth anniversary year will be featured in the special television end-of-year round-up programme, which is broadcast in many countries in all regions of the world.

44. The Department's regular publications, such as the UN Chronicle and Objective Justice have given extensive coverage to the fortieth anniversary, including cover stories and, in one instance, the devotion of an entire issue to it. The Department has also carried out regular briefings for non-governmental organizations and the media on activities of the United Nations concerning human rights.

F. Workshops and training courses in 1988

45. By the end of 1988, the Centre for Human Rights will have organized a number of workshops, international seminars and training courses on the Universal Declaration, the administration of justice and the reporting obligations of Member States parties to human rights instruments. The first regional workshop for the Universal Declaration took place at Lomé, Togo, from 5 to 7 April. Some 30 African countries were represented at the meeting, which was addressed by human rights experts from all over the world and included: I. N'Guema, Chairman of the OAU Human Rights Commission; C. Sidoti, Executive Director of the Australian Human Rights Commission; D. Martin Law, Senior Adviser, Ministry of Justice of Canada; F. Pocar, Vice-Chairman of the Human Rights Committee and Vice-Dean of the University of Milano, Italy; K. Amega, President of the Supreme Court of Togo;

Z. Ilic, Head of International Organizations at the Foreign Ministry of Yugoslavia; H. E. Warzazi, member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities. The President of Togo attended and addressed the opening session of the workshop and the Foreign Minister, the closing session.

46. The regional workshop was immediately followed by a national training course, held from 8 to 15 April also at Lomé, for some 60 Togolese administrators of justice, including representatives of the police and armed forces. A training course for governmental officials dealing with the preparation of human rights reports was held at Lisbon from 25 to 29 May. Representatives from the Foreign or Justice Ministries of all Portuguese-speaking countries attended the course. The meeting, addressed by high-level experts, was opened by Mr. D. Barroso, Secretary of State of Portugal.

47. A European Workshop on the Universal Declaration of Human Rights was held in Milano, Italy, from 7 to 9 September in co-operation with its University. Participants included A. Adamishin, Deputy Foreign Minister of the USSR, A. Braunschweig, Member of CERD (France), S. Danielsson, Assistant-Under-Secretary, Ministry for Foreign Affairs of Sweden, V. Dimitrijevic, Rapporteur, Human Rights Committee (Yugoslavia), Z. Ilic, Head of International Organizations at the Foreign Ministry of Yugoslavia, L. Kovacs, Deputy Foreign Minister of Hungary, F. Mezzalama, Vice-Chairman, Human Rights Commission (Italy), F. Pocar, Vice-Chairman of the Human Rights Committee and Vice-Dean of the University of Milano, Italy, R. Schifter, Assistant Secretary of State of the United States of America, C. Tomuschat, International Law Commission of the Federal Republic of Germany, and M. Yalden, Chief Commissioner, Canadian Human Rights Commission. Representatives of Governments, academic and research communities, non-governmental organizations and concerned media were also present.

48. From 26 September to 1 October, a training course for the Arab region was held at Tunis. The meeting, addressed by high-level experts, was attended at its opening session, *inter alia*, by the Prime Minister of Tunisia, H. Baccouche, the President of the African Commission on Human and People's Rights of OAU, and the Deputy Secretary-General of the Arab League.

49. Training courses are planned in both Guatemala and in Moscow (for Eastern European countries) in November; in Manila and, for Central American countries in San Remo, Italy, in December. An international seminar on the teaching of human rights will take place at the Palais de Nations at Geneva, from 5 to 9 December with the participation of some 40 Governments, non-governmental organizations and interested media.

G. Co-operation in the realization of workshops,  
training courses and other activities

50. The Centre for Human Rights has co-operated in the realization of several conferences, workshops and seminars organized elsewhere, such as a training course for francophone countries at Kigali, Rwanda, (organized in co-operation with UNITAR) or the seminar at Manila on national human rights commissions (organized by Lawasia).

/...

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12



51. The Department of Public Information, through its United Nations information centres, has co-operated in a number of national activities to promote human rights and the fortieth anniversary observances.

#### H. Fellowships and internships

52. Since the establishment of the programme in 1955, some 800 fellows have been trained by the Centre for Human Rights. Recipients of fellowships include junior diplomats, judges, police officials, military officers from all over the world, although mostly from the developing countries. Every year, some 30 fellowships are awarded. Fellows also have the opportunity to benefit from experiences gained at such human rights institutions as the Strasbourg Institute. Every year, some 20 to 25 internships are awarded by the Centre to outstanding graduate students who wish to gain first-hand exposure to the work of the United Nations in the field of human rights.

#### I. Briefings, radio and television interviews

53. Throughout the year, the Working Group for Human Rights and the staff of the Centre have provided numerous briefings and radio and television interviews, in co-operation with the United Nations Information Service at Geneva or the Department of Public Information in New York. The Department of Public Information provides information material, briefings and interviews with the media and non-governmental organizations.

#### J. Human Rights Day activities

54. At United Nations Headquarters in New York, the Department of Public Information and the Centre for Human Rights are co-ordinating a special programme of activities for the observance of the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights and Human Rights Day, 10 December. The activities will start on World AIDS Day, 1 December, and end on Human Rights Day. A series of daily seminars will be held dealing with various aspects of human rights, such as economic and social rights, human rights aspects of AIDS, human rights writers, the right to education as reflected in the proposed convention on the rights of the child, women and human rights, the role of non-governmental organizations in the work of the United Nations in the field of human rights, and the situation of United Nations staff members whose human rights have been violated. In addition, film screenings, musical, cultural and social events will be held. These activities are being organized by the international non-governmental organization community, the United Nations system and United Nations staff groups. The Department of Public Information will make special efforts to ensure that all the events are accessible to coverage by the news media.

55. A commemorative session of the General Assembly will take place on 8 December. Human rights awards established by the General Assembly will be presented for outstanding achievements in the field of human rights, and on Human Rights Day, a

concert will be held in the General Assembly Hall. In addition, on Human Rights Day, the Secretary-General will accept the Nobel Peace Prize at Oslo on behalf of the United Nations peace-keeping forces, and ceremonies will be held in Paris at the Palais de Chaillot, which was the site of the adoption of the Universal Declaration of Human Rights by the General Assembly in 1948.

56. At Geneva, an international seminar on the teaching of human rights will take place from 5 to 9 December. The Centre for Human Rights is also organizing a commemorative event for the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights as well as an exhibit of human rights information material in co-operation with the United Nations Information Service at Geneva. United Nations information centres and offices around the world will also be actively promoting Human Rights Day activities.

IV. CO-ORDINATION WITHIN THE UNITED NATIONS SYSTEM AND CO-OPERATION WITH GOVERNMENTS, INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS, AND REGIONAL AND NATIONAL INSTITUTIONS FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

57. The Centre for Human Rights is in contact with several Governments in order to finalize advisory services and technical assistance projects for the establishment or the strengthening of national infrastructures for the promotion and protection of human rights. Such arrangements vary from country to country and also include the training of officials, judges, police and military officers; the setting up of law faculties, the building up of law libraries, the drafting of legal texts in keeping with the provisions of international human rights instruments, the publication of official law journals and collections of relevant information and reference materials.

58. The Centre has also endeavoured to strengthen co-operation and co-ordination with United Nations agencies also dealing with human rights, such as the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), the International Labour Organization (ILO), the World Health Organization (WHO) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). A co-ordinating meeting for the fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights was held at Geneva on 15 January. Additional meetings to review ongoing programmes and explore co-operative endeavours within the respective competences will be held at least once a year. The Department of Public Information, as the secretariat for the Joint United Nations Information Committee, will promote and co-ordinate system-wide public information activities in the field of human rights.

59. The Centre has also enhanced its co-operation with the human rights organs of intergovernmental bodies, such as the Organization of African Unity, the Organization of American States and the European Council. For instance, in July, members of the African Commission on Human and Peoples' Rights of the OAU, including its Chairman Mr. I. N'Guema, were invited to Geneva for a two-week session of briefings and in order to participate in the work of human rights bodies. This arrangement had been concluded as a result of an agreement between the OAU and the United Nations Centre for Human Rights.

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

60. Throughout 1988, both the Centre and the Department of Public Information have made concerted efforts to increase their co-operation with non-governmental organizations, academic and research institutions, and the media. On several occasions, staff of the Centre have taken part in activities organized by non-governmental organizations or have been lecturers at universities in various parts of the world. Co-operative endeavours and working relations are being established on a continuous basis with human rights institutes in all regions of the world. The participation of non-governmental organizations in the work of human rights bodies has increased fourfold in the last 10 years and reached a peak in 1988, with over 100 non-governmental organizations at the Human Rights Commission and double that figure for meetings of specific human rights bodies, such as the working group on indigenous populations. In view of those additional requirements, the Centre for Human Rights at Geneva has established a specific section on External Relations, Publications and Documentation to deal with those tasks and to enhance relations with the wider human rights community.

61. The Department of Public Information has established a section within its Communications and Project Management Service on human rights and development programmes to develop and co-ordinate the Department's public information activities and to increase its outreach activities with the media, non-governmental organizations and educational organizations. A particular effort is also being made by the Department to monitor and promote the activities of its 67 United Nations information centres in the field of human rights by, *inter alia*, providing them with relevant, timely material for distribution to local media and non-governmental organizations. With the increasing number of United Nations information centres connected to Headquarters and Geneva by electronic communication methods, the centres are now able to receive information on United Nations activities in the field of human rights instantaneously, thus enabling them to be much more effective in their work.

62. A particular effort is being made by the Centre for Human Rights to provide advisory services and technical assistance to national and regional institutions dealing with human rights. Such was the case of the national human rights commission recently established in Togo, and the OAU African Commission for Human and Peoples' Rights. Closer relations are also sought with existing national commissions and other national institutions such as the ombudsman whenever they exist.

#### V. DISTRIBUTION

63. The Department of Public Information and the Centre for Human Rights, in emphasizing a global approach and endeavouring to ensure the widest possible dissemination of the human rights message in all countries and all regions of the world, are giving greater emphasis to the dissemination of human rights information materials on a broad front to Governments, non-governmental organizations, universities, research institutions, the media, and concerned institutions worldwide. The Centre's mailing lists are being expanded and consolidated into a single computerized list which will contain some 10,000 addresses. In addition, Member States are providing the Centre with "national focal points which could be

supplied with copies of relevant human rights materials", in keeping with paragraph 12 of General Assembly resolution 42/118.

64. The Department of Public Information has established a new Dissemination Division which is revising and computerizing the Department's distribution methods so as to target better specific audiences both worldwide and regionally. It is also ensuring that the United Nations information centres and the United Nations Offices around the world have available adequate stocks of human rights print and visual material in relevant languages. Increased attention is also being given by the Department to its distribution of audio-visual material, including material on human rights issues, and the placement of this material with the broadcast media. For example, new arrangements with Cable News Network enables United Nations television features to be seen weekly in 105 countries. The weekly United Nations television magazine programme, entitled, "UN in Action", is broadcast in 125 countries. In addition, Visnews, an international television news syndicate, regularly receives United Nations news items and distributes them to national television networks around the world.

## VI. WORLD PUBLIC INFORMATION CAMPAIGN ON HUMAN RIGHTS

### A. Introduction

65. Current activities in the sphere of information, education and related assistance have been outlined above at some length inasmuch as they provide the basis for a world public information campaign on human rights. Should the General Assembly agree to launch such a campaign, it would comprise several of the main features described above.

66. The fortieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights coincides with a new phase of United Nations activities and efforts in the field of human rights. The legislative process has reached extensive results since the adoption of the Universal Declaration of Human Rights. Indeed, two covenants (and an optional protocol) and some 50 other international instruments covering almost all aspects of human endeavour have added specific legal obligations to the rights and freedoms enshrined in the Declaration. While that process is not completed, it is evident that the main achievements in standard-setting have already been made. Today, the implementation of the body of norms available in the field of human rights clearly constitutes a United Nations priority. The reaching of that objective on a global scale necessitates information leading to awareness and knowledge of basic rights and freedoms, of the machinery available for the promotion and protection of those rights and of the role that the United Nations plays in this crucial field.

67. A major and widely perceived requirement of our time is to build up a universal culture of human rights, one that clearly recognizes that human rights and fundamental freedoms are inherent to the human person without any distinction as to his or her race, colour, sex, language or religion. In keeping with that, the United Nations, in parallel with its continuing efforts in the field of standard-setting and the further refinement of the law, and the priority attention

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

given to the implementation process, is now giving a greater emphasis than ever before to information and education. Indeed, they represent a key to the universal implementation of the body of law available in this field. Thus, the United Nations programme is currently based on the three pillars of legislation, implementation and information in their triangular interrelationship. Each element contributes in an essential way to the overall success of this programme.

### B. General outline

#### 1. Aims

68. The aims of a world-wide public information campaign on human rights would be to increase understanding and awareness of human rights and fundamental freedoms and to educate on the international machinery available to everyone for the promotion and protection of those rights and freedoms and the United Nations efforts to realize them. Within this general framework, the Commission on Human Rights and other relevant United Nations organs dealing with human rights or information issues could periodically review the activities of the campaign and make specific recommendations as to additional programmes to be undertaken.

#### 2. Scope

69. The campaign would be carried out in all regions of the world in a balanced, factual and objective manner. Its global scope would be ensured by the co-operation and participation of all Member States and of the involvement of wider human rights community, i.e., non-governmental organizations, research institutions, academic and research communities, the media and interested individuals. In carrying out the campaign, emphasis would be placed, *inter alia*, on: the International Bill of Human Rights and past, present and future achievements in the field of human rights (legislative function); the role and machinery of the United Nations (implementation function); awareness of human rights and fundamental freedoms; the role of public opinion (public information and education functions).

70. The campaign would be also designed to facilitate and complement existing programmes of public information, education, training and awareness in human rights. Such activities, conducted in accordance with the purposes and principles of the Charter of the United Nations, must be global in scope and context and use those means of communication which are most appropriate in reaching the largest number of people. Although the means may vary from region to region, the basic thrust of the activities for the campaign should be equally effective in all regions of the world.

#### 3. The actors in the Campaign

71. There are three major "actors" in achieving the objectives of the Campaign: the United Nations system, Member States and the non-governmental organizations.

(a) The United Nations system

The United Nations system is in itself a major source of initiatives, materials, co-ordination and guidance in the conduct of the Campaign. In particular, the United Nations should stimulate the efforts of Governments and non-governmental organizations and support them by providing and disseminating, in all countries and regions of the world, factual, balanced and objective information on human rights. It should also publicize and promote the activities of the Campaign as effectively and as widely as possible.

(b) Member States

The success of the Campaign would greatly depend on the active and material support of Member States. Indeed, there are several areas in which States could contribute to the effectiveness of the World Public Information Campaign on Human Rights, e.g.:

- (i) Assisting the United Nations in disseminating information materials;
- (ii) Helping to publicize the Campaign among all sectors of the public, thereby making it better known worldwide as a programme of the United Nations;
- (iii) Co-operating with the United Nations in the organization of regional workshops, training courses, meetings of experts;
- (iv) Producing United Nations information materials in languages other than the six official languages of the Organization.

Furthermore, Member States could be asked to provide material support to the Campaign through voluntary contributions.

(c) Non-governmental organizations

Non-governmental organizations have traditionally promoted the purposes and principles of the Charter of the United Nations and have actively supported the work on the Organization. In the field of human rights, non-governmental organizations have acted effectively and provided Member States and the United Nations system with their own information, opinions and expertise. Their role can increasingly contribute to the advancement of the human rights programme, not least through enhanced co-operation with the United Nations in the implementation of some of the Campaign's objectives, for instance, the redissemination of United Nations information materials and publications.

4. Constituencies

72. The World Public Information Campaign on Human Rights would be directed to all segments of the world's population. However, in order to achieve a higher degree of effectiveness, certain target entities and professions should be singled out for

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12

particular attention because of their special influence and multiplier effects on society. They would fall into six major categories: Governments, non-governmental organizations, the media, education and research communities, national and regional human rights institutions.

73. Elected representatives, parliamentarians and public officials have a direct impact upon policy-making processes of Member States. Their involvement in the Campaign could also be highly beneficial, as they are in a position to encourage continuing debate on human rights issues and to assist in generating governmental support for the Campaign.

74. Both governmental and non-governmental organizations would have a fundamental role in the Campaign. The non-governmental organizations' community is representative of a wide range of categories and occupations; they are also in a position to reach a growing number of people with the most diverse backgrounds and interests.

75. The media are organized disseminators of information and are capable of effectively reaching millions of people throughout the world. The educational community can play an important role in helping to create a well-informed public opinion in the field of human rights. Research institutes could also contribute to the objectives of the Campaign, particularly by providing in-depth information on various aspects of human rights questions.

#### 5. Co-ordination

76. In the light of their different areas of expertise, although having complementary mandates, the Centre for Human Rights, as the lead agency within the United Nations system in the field of human rights, and the Department of Public Information, in view of its specific mandate in the field of public information activities in the United Nations, would co-operate closely to implement the aims established for the Campaign.

77. The Centre would be responsible for co-ordinating the Campaign's substantive activities within the United Nations system, including the specialized agencies and in maintaining contacts with governmental and non-governmental organizations, academic and research institutions, and national and regional human rights commissions.

78. The Department of Public Information would be responsible for co-ordinating the Campaign's public information activities, including coverage of United Nations activities in the field of human rights, audio-visual projects, producing public information materials, co-ordinating the activities of the United Nations information centres, maintaining contacts with the media and non-governmental organizations active in the information field, and for promotional activities and special events. Through the Joint United Nations Information Committee, the Department would co-ordinate joint public information activities on human rights with the specialized agencies and programmes.

79. The United Nations information centres would play a key role in enlisting support for human rights at the regional and national levels by making available information, reference, audio-visual and promotional materials on human rights issues produced by the United Nations, and in publicizing and co-operating with non-governmental organizations and government activities in the field of human rights.

80. Specialized agencies and subsidiary organs of the United Nations, such as UNESCO, UNHCR, ILO, etc., could also effectively contribute to the Campaign in their specific areas of concern and expertise, and in keeping with their specific mandates.

#### 6. Finance

81. The World Public Information Campaign on human rights would be financed within existing United Nations resources, supplemented as appropriate by voluntary contributions from Member States and private sources.

#### C. Outline of planned activities

82. In conformity with resolution 1988/74 of the Commission on Human Rights, the views of Member States, United Nations organs and non-governmental organizations were sought for inclusion in the outline of planned activities. The views of Member States are reproduced in the annex to document A/43/721. Replies have also been received by nine United Nations organs and 26 non-governmental organizations. Those replies generally emphasize the importance of such a World Public Information Campaign on human rights. In some cases, useful suggestions were made as to activities that could be included in the outline of planned activities. Those suggestions mostly referred to the need for information materials to be made available on specific subjects (e.g., on all United Nations conventions and declarations on human rights, on the rights of children, women, trade unions, on economic and social rights, and on the right to food, adequate housing, freedom of opinion, religious freedom). The availability of several non-governmental organizations to co-operate with the United Nations on activities within the framework of the World Public Information Campaign on human rights was also indicated and could be explored on the basis of further consultations between the non-governmental community and the United Nations.

83. A wide range of activities could be envisaged for the United Nations in implementing the World Public Information Campaign for Human Rights, based on the types of activities already being carried out as outlined earlier in the present report. The activities could be grouped into five major areas: (a) preparation and dissemination of printed public information and reference materials; (b) workshops, seminars and training courses; (c) fellowships and internships; (d) special human rights observances and (e) coverage and promotion activities.

6  
7  
8  
9  
10  
11  
12



1. Printed material

84. Following is a list of printed material that would be distributed worldwide to representatives of the Campaign's constituencies:

(a) Personalized language versions of the major human rights conventions, especially the Universal Declaration of Human Rights, and increased distribution of these;

(b) Update and reprint of the human rights resource kit for non-governmental organizations and its production in additional official languages;

(c) Media kits on selected human rights observances or issues;

(d) Update and additional official language versions of Human Rights: Questions and Answers;

(e) World Public Information Campaign on Human Rights Leaflet explaining the aims and purposes of the Campaign in all official languages;

(f) United Nations Human Rights Newsletter: 4 issues per year (March, June, September, December) in all the official languages of the United Nations;

(g) United Nations Bulletin on Human Rights: 3 issues per year, in all the official languages of the United Nations;

(h) Fact Sheets on Human Rights: 6 new issues per year in all the official languages of the United Nations;

(i) Proceedings of regional workshops: at least two issues per year, possibly in all the official languages of the United Nations;

(j) Human Rights Studies, as mandated by the competent organs, to be issued in all the official languages of the United Nations;

(k) Ad Hoc publications such as the booklet on the teaching of human rights, to be co-ordinated between the Centre for Human Rights and specialized agencies, such as UNESCO, in all official languages of the United Nations;

(l) Update and production in additional official languages of the Catalogue of public information material on human rights, available from the United Nations.

2. Workshops and training courses

85. The Centre for Human Rights would organize regional workshops and training courses every year in various regions of the world on the basis of specific mandates by the competent organs, or as a result of requests by Member States or in co-operation with national institutions and organizations.

3. Fellowships and internships on human rights

86. The Centre for Human Rights would administer the yearly programme of fellowships (at least 30). The programme would be conducted in keeping with the relevant mandates and would ensure the widest possible representation, with particular attention to the needs of the developing countries. In addition, the Centre for Human Rights would grant each year some 20 to 25 internships to qualifying graduate students from all over the world who wish to deepen their expertise and knowledge in the field of human rights with practical activities under the supervision of senior staff of the Centre.

4. Special observances

87. The Centre for Human Rights and the Department of Public Information in co-operation with other relevant departments and offices of the United Nations and interested non-governmental organizations, would organize special events to commemorate human rights days of particular importance, such as the International Day for the Elimination of Racial Discrimination (21 March), etc. In addition, the week before 10 December would be utilized for a special programme of activities, involving Governments, non-governmental organizations and academic institutions to highlight human rights, the role and machinery of the United Nations for the promotion and protection of human rights globally and the importance of a well-informed world-wide public opinion on these matters. Such a human rights week would culminate on 10 December, Human Rights Day, and the anniversary of the adoption of the Universal Declaration of Human Rights. Global consultations with the wider human rights community would take place periodically on subjects of special concern.

5. Coverage and promotion activities

88. The Department of Public Information would undertake special activities to interest the media in the human rights observances and activities outlined above to ensure that they received the widest possible media coverage. The Department would continue to produce audio-visual material, television, radio and press coverage of United Nations human rights activities, as well as to undertake promotional activities such as those outlined in previous sections of the present report. Special promotional materials, including posters, wallsheets, photographs, slides, calendars, media and non-governmental organization kits, etc., would also be produced periodically for general distribution or for specific target audiences.

6

7

8

9

10

11

12

6

7

8

9

10

11

12

## Draft Convention on the Rights of the Child

### Issue:

The Canadian position on the draft convention on the rights of the child.

### Background:

The United Nations Declaration on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly in 1959. At the 34th session of the Commission on Human Rights (CHR 34) in 1978, Poland submitted a draft convention on the rights of the child. A revised draft containing 28 articles was presented by Poland at UNGA 35 in 1980. Since 1981 an open-ended working group of the CHR, chaired by Poland, has considered and adopted substantive provisions for inclusion in the draft convention. This first reading of the text was completed at a special two week session of the working group in January-February 1988.

A second reading of the draft convention, involving textual changes of both a substantive and stylistic nature, the use of gender-neutral language and the reordering and renumbering of articles, was completed at another special two-week session in November-December 1988. The completed convention will be sent to the CHR for its consideration and adoption, following the adoption of the working group's final report during the first week of the CHR 45 session in January 1989. Following adoption by the CHR, the convention will be considered consecutively by the Economic and Social Council and the General Assembly, with a view to its adoption by the UN in 1989, the 30th anniversary of the Declaration and the 10th anniversary of the International Year of the Child.

### Canadian Position:

Canada has strongly supported the adoption of a convention on the rights of the child and has participated actively in its drafting. Though committed to the target date of 1989 for the adoption of the convention, Canada was concerned that the adoption of an effective human rights instrument should be the ultimate objective.

At the recently concluded session of the working group, which considered the convention at second reading,

7

8

9

10

11

12

the Canadian objectives were to ensure that there was no derogation from standards in other human rights instruments upon which convention articles were based; that a clear distinction was made in the convention between state obligations relating to economic, social and cultural rights and those relating to civil and political rights; that any internal inconsistencies and overlaps in the text be corrected; and, where possible, that standards contained in certain key articles be raised. Though not all facets of these objectives were met, major improvements to the convention were achieved, thus making an important contribution to the elaboration of human rights standards.

Several issues relating to the convention proved to be contentious during the second reading, including freedom of religion, children in armed conflict and protection before birth. As a result, these issues, as well as the question of financing for the 10-person monitoring committee, may be raised at the CHR. On the financing question, Canada strongly supports UN financing to ensure that the Committee can function effectively. On certain other issues, extensive debate is likely to prove counter-productive and result in unsatisfactory compromises. Therefore, while Canada is prepared to consider any substantive amendments that would improve the text, the prime objective must be the adoption of the convention by the CHR.

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
Forty-fifth session  
Pre-sessional open-ended Working Group  
on the Question of a Convention on the  
Rights of the Child  
28 November - 9 December 1988

Draft convention on the rights of the child:  
text of the draft convention as adopted by the Working Group  
at second reading

Contents

Page

1.	Preamble.....	
2.	Article 1 ("Child" - age)*.....	7
3.	Article 1 <u>bis</u> (Right to life, child's survival and development).....	
4.	Article 2 (Right to name and nationality).....	
5.	Article 3 (Best interests of Child; primary consideration).....	
6.	Article 4 (Non-discrimination).....	
7.	Article 5 (Implementation by States of rights recognized).....	8
8.	Article 5 <u>bis</u> (Parental direction and guidance).....	
9.	Article 6 (Parental care/non-separation from parents).....	
10.	Article 6 <u>bis</u> (Family reunification/contact with parents).....	
11.	Article 6 <u>ter</u> (Illicit transfer and non-return of children).....	9
12.	Article 7 (Child's right to express opinions).....	
13.	Article 7a (Freedom of expression and information).....	
14.	Article 7 <u>bis</u> (Freedom of thought, conscience and religion).....	
15.	Article 7 <u>ter</u> (Freedom of association and freedom of peaceful assembly).....	10
16.	Article 7 <u>quater</u> (Privacy, honour, reputation).....	
17.	Article 8 (Parent/guardian responsibility in upbringing).....	
18.	Article 8 <u>bis</u> (Prevention of abuse by those having care).....	
19.	Article 9 (Mass media).....	11
20.	Article 9 <u>bis</u> (Preservation of identity).....	
21.	Article 10 (Special protection for parentless children).....	
22.	Article 11 (Adoption).....	
23.	Article 11 <u>bis</u> (Refugee child).....	12
24.	Article 12 (Disabled child).....	
25.	Article 12 <u>bis</u> (Health and access to care).....	
26.	Article 12 <u>ter</u> (Periodic review of placed children).....	
27.	Article 13 (Social security).....	
28.	Article 14 (Standard of living).....	

\* Parenthetical references to the subject of each article are for ease of reference only; such references are not part of the texts as adopted.

	<u>Page</u>
29. Article 15 (Education).....	
30. Article 16 (Objectives of education).....	
31. Article 16 <u>bis</u> (Cultural, religious and linguistic rights).....	
32. Article 17 (Rest, leisure, participation in cultural and artistic life).....	
33. Article 18 (Protection from economic exploitation).....	
34. Article 18 <u>bis</u> (Protection from narcotic and psychotropic substances).....	
35. Article 18 <u>ter</u> (Protection from sexual exploitation).....	
36. Article 18 <u>quater</u> (Prevention of abduction, sale or traffic in children).....	
37. Article 18 <u>quinto</u> (Protection from all other forms of exploitation).....	
38. Article 18 <u>sixto</u> (Physical and psychological recovery and social re-integration).....	
39. Article 19 (Treatment in penal matters).....	
40. Article 20 (Armed conflicts).....	
41. Article 21 (Other more favourable provisions).....	
42. Article 21 <u>ter</u> (Dissemination of the principles and provisions of the Convention).....	
43. Article 22 (Establishment of the Committee).....	
44. Article 23 (Reports from States Parties).....	
45. Article 24 (Methods of work of the Committee).....	
46. Article 25 .....	
47. Article 25 <u>bis</u> .....	
48. Article 25 <u>ter</u> .....	
49. Article 26 (Amendments).....	
50. Article 27 (Entry into force).....	
51. Article 28 (Reservations).....	
52. Article 29 (Denunciation).....	
53. Article 30 (Depositary) .....	
54. Article 31 (Authentic texts).....	

Preamble

The States Parties to the present Convention,

Considering that in accordance with the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,

Bearing in mind that the peoples of the United Nations have, in the Charter, reaffirmed their faith in fundamental human rights and in the dignity and worth of the human person, and have determined to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

Recognizing that the United Nations has, in the Universal Declaration of Human Rights and in the International Covenants on Human Rights, proclaimed and agreed that everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth therein, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status,

Recalling that, in the Universal Declaration of Human Rights, the United Nations has proclaimed that childhood is entitled to special care and assistance,

Convinced that the family, as the fundamental group of society and the natural environment for the growth and well-being of all its members and particularly children, should be afforded the necessary protection and assistance so that it can fully assume its responsibilities within the community,

Recognizing that the child, for the full and harmonious development of his or her personality, should grow up in a family environment, in an atmosphere of happiness, love, equality and understanding,

Considering that the child should be fully prepared to live an individual life in society, and brought up in the spirit of the ideals proclaimed in the Charter of the United Nations, and in particular in the spirit of peace, dignity, tolerance, freedom, equality and solidarity,

Bearing in mind that the need for extending particular care to the child has been stated in the Geneva Declaration on the Rights of the Child of 1924 and in the Declaration of the Rights of the Child adopted by the United Nations in 1959 and recognized in the Universal Declaration of Human Rights, in the International Covenant on Civil and Political Rights (in particular in articles 23 and 24), in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (in particular in its article 10) and in the statutes and relevant instruments of specialized agencies and international organizations concerned with the welfare of children,

Bearing in mind that, as indicated in the Declaration of the Rights of the Child adopted by the General Assembly of the United Nations on 20 November 1959, "the child, by reason of his physical and mental immaturity, needs special safeguards and care, including appropriate legal protection, before as well as after birth,"

7

8

9

10

11

12



Recalling the provisions of the Declaration on Social and Legal Principles relating to the Protection and Welfare of Children, with Special Reference to Foster Placement and Adoption Nationally and Internationally (General Assembly resolution 41/85 of 3 December 1986); the United Nations Standard Minimum Rules for the Administration of Juvenile Justice ("The Beijing Rules") (General Assembly resolution 40/33 of 29 November 1985); and the Declaration on the Protection of Women and Children in Emergency and Armed Conflict (General Assembly resolution 3318(XXIX) of 14 December 1975),

Recognizing that in all countries in the world there are children living in exceptionally difficult conditions, and that such children need special consideration,

Taking due account of the importance of the traditions and cultural values of each people for the protection and harmonious development of the child,

Recognizing the importance of international cooperation for improving the living conditions of children in every country, in particular in the developing countries,

Have agreed as follows:

#### Article 1

For the purposes of the present Convention a child means every human being below the age of 18 years unless, under the law applicable to the child, majority is attained earlier.

#### Article 1 bis

1. The States Parties to the present Convention recognize that every child has the inherent right to life.
2. States Parties shall ensure to the maximum extent possible the survival and development of the child.

#### Article 2

1. The child shall be registered immediately after birth and shall have the right from birth to a name, the right to acquire a nationality, and, as far as possible, the right to know and be cared for by his or her parents.
2. States Parties shall ensure the implementation of these rights in accordance with their national law and their obligations under the relevant international instruments in this field, in particular where the child would otherwise be stateless.

Article 3

1. In all actions concerning children, whether undertaken by public or private social welfare institutions, courts of law, administrative authorities or legislative bodies, the best interests of the child shall be a primary consideration.
2. States Parties undertake to ensure the child such protection and care as is necessary for his or her well-being, taking into account the rights and duties of his or her parents, legal guardians, or other individuals legally responsible for him or her, and, to this end, shall take all appropriate legislative and administrative measures.
3. States Parties shall ensure that the institutions, services and facilities responsible for the care or protection of children shall conform with the standards established by competent authorities, particularly in the areas of safety, health, in the number and suitability of their staff as well as competent supervision.

Article 4

1. States Parties shall respect and ensure the rights set forth in this Convention to each child within their jurisdiction without discrimination of any kind, irrespective of the child's or his or her parent's or legal guardian's race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national, ethnic or social origin, property, disability, birth or other status.
2. States Parties shall take all appropriate measures to ensure that the child is protected against all forms of discrimination or punishment on the basis of the status, activities, expressed opinions, or beliefs of the child's parents, legal guardians, or family members.

Article 5

States Parties shall undertake all appropriate legislative, administrative, and other measures for the implementation of the rights recognized in this Convention. In regard to economic, social and cultural rights, States Parties shall undertake such measures to the maximum extent of their available resources and, where needed, within the framework of international co-operation.

Article 5 bis

States Parties shall respect the responsibilities, rights, and duties of parents or, where applicable, the members of the extended family or community as provided for by local custom, legal guardians or other persons legally responsible for the child, to provide, in a manner consistent with the evolving capacities of the child, appropriate direction and guidance in the exercise by the child of the rights

7

8

9

10

11

12

Article 6

1. States Parties shall ensure that a child shall not be separated from his or her parents against their will, except when competent authorities subject to judicial review determine, in accordance with applicable law and procedures, that such separation is necessary for the best interests of the child. Such determination may be necessary in a particular case such as one involving abuse or neglect of the child by the parents, or one where the parents are living separately and a decision must be made as to the child's place of residence.

2. In any proceedings pursuant to paragraph 1, all interested parties shall be given an opportunity to participate in the proceedings and make their views known.

3. States Parties shall respect the right of the child who is separated from one or both parents to maintain personal relations and direct contact with both parents on a regular basis, except if it is contrary to the child's best interests.

4. Where such separation results from any action initiated by a State Party, such as the detention, imprisonment, exile, deportation or death (including death arising from any cause while the person is in the custody of the State) of one or both parents of the child, that State Party shall, upon request, provide the parents, the child or, if appropriate, another member of the family with the essential information concerning the whereabouts of the absent member(s) of the family unless the provision of the information would be detrimental to the well-being of the child. States Parties shall further ensure that the submission of such a request shall of itself entail no adverse consequences for the person(s) concerned.

Article 6 bis

1. In accordance with the obligation of States Parties under article 6, paragraph 1, applications by a child or his or her parents to enter or leave a State Party for the purpose of family reunification shall be dealt with by States Parties in a positive, humane and expeditious manner. States Parties shall further ensure that the submission of such a request shall entail no adverse consequences for the applicants and for the members of their family.

2. A child whose parents reside in different States shall have the right to maintain on a regular basis save in exceptional circumstances personal relations and direct contacts with both parents. Towards that end and in accordance with the obligation of States Parties under article 6, paragraph 1, States Parties shall respect the right of the child and his or her parents to leave any country, including their own, and to enter their own country. The right to leave any country shall be subject only to such restrictions as are prescribed by law and which are necessary to protect the national security, public order (ordre public), public health or morals or the rights and freedoms of others and are consistent with the other rights recognized in the present Convention.

Article 6 ter

1. States Parties shall take appropriate measures to combat the illicit transfer and non-return of children abroad.
2. To this end, States Parties shall promote the conclusion of bilateral or multilateral agreements or accession to existing agreements.

Article 7

1. States Parties shall assure to the child who is capable of forming his or her own views the right to express those views freely in all matters affecting the child, the views of the child being given due weight in accordance with the age and maturity of the child.
2. For this purpose, the child shall in particular be provided the opportunity to be heard in any judicial and administrative proceedings affecting the child, either directly, through a representative or an appropriate body, in accordance with the procedural rules of national law.

Article 7a

1. The child shall have the right to freedom of expression; this right shall include freedom to seek, receive and impart information and ideas of all kinds, regardless of frontiers, either orally, in writing or in print, in the form of art, or through any other media of the child's choice.
2. The exercise of this right may be subject to certain restrictions, but these shall only be such as are provided by law and are necessary:
  - (a) for respect of the rights or reputations of others;
  - (b) for the protection of national security or of public order (ordre public), or of public health or morals; or
  - (c) the views of the child shall be given due weight in accordance with his or her age and maturity.

Article 7 bis

TO BE ADOPTED

7  
8  
9  
10  
11  
12

Article 7 ter

1. States Parties recognize the rights of the child to freedom of association and to freedom of peaceful assembly.
2. No restrictions may be placed on the exercise of these rights other than those imposed in conformity with the law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, public order (ordre public), the protection of public health or morals or the protection of the rights and freedoms of others.

Article 7 quater

1. No child shall be subjected to arbitrary or unlawful interference with his or her privacy, family, home or correspondence, nor to unlawful attacks on his or her honour and reputation.
2. The child has the right to the protection of the law against such interference or attacks.

Article 8

1. States Parties shall use their best efforts to ensure recognition of the principle that both parents have common responsibilities for the upbringing and development of the child. Parents or, as the case may be, legal guardians, have the primary responsibility for the upbringing and development of the child. The best interests of the child will be their basic concern.
2. For the purpose of guaranteeing and promoting the rights set forth in this Convention, States Parties shall render appropriate assistance to parents and legal guardians in the performance of their child-rearing responsibilities and shall ensure the development of institutions, facilities and services for the care of children.
3. States Parties shall take all appropriate measures to ensure that children of working parents have the right to benefit from child care services and facilities for which they are eligible.

Article 8 bis

1. States Parties shall take all appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect the child from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation including sexual abuse, while in the care of parent(s), legal guardian(s) or any other person who has the care of the child.
2. Such protective measures should, as appropriate, include effective procedures for the establishment of social programmes to provide necessary support for the child and for those who have the care of the child, as well as for other forms of prevention and for identification, reporting, referral, investigation, treatment, and follow-up of instances of child maltreatment described heretofore, and, as appropriate, for judicial involvement.

Article 9

States Parties recognize the important function performed by the mass media and shall ensure that the child has access to information and material from a diversity of national and international sources, especially those aimed at the promotion of his or her social, spiritual and moral well-being and physical and mental health. To this end, States Parties shall:

- (a) Encourage the mass media to disseminate information and material of social and cultural benefit to the child and in accordance with the spirit of article 16;
- (b) Encourage international co-operation in the production, exchange and dissemination of such information and material from a diversity of cultural, national and international sources;
- (c) Encourage the production and dissemination of children's books;
- (d) Encourage the mass media to have particular regard to the linguistic needs of the child who belongs to a minority group or who is indigenous;
- (e) Encourage the development of appropriate guidelines for the protection of the child from information and material injurious to his or her well-being bearing in mind the provisions of articles 7a and 8.

Article 9 bis

1. States Parties undertake to respect the right of the child to preserve his or her identity, including nationality, name and family relations as recognized by law without unlawful interference.

7  
8  
9  
10  
11  
12

2. Where a child is deprived of some or all of the elements of his or her identity, States Parties shall provide appropriate assistance and protection, with a view to speedily re-establishing his or her identity.

#### Article 10

1. A child temporarily or permanently deprived of his or her family environment, or in whose own best interests cannot be allowed to remain in that environment, shall be entitled to special protection and assistance provided by the State.

2. States Parties shall in accordance with their national laws ensure alternative care for such a child.

3. Such care could include, inter alia, foster placement, Kafala of Islamic Law, adoption, or if necessary placement in suitable institutions for the care of children. When considering solutions, due regard shall be paid to the desirability of continuity in a child's upbringing and to the child's ethnic, religious, cultural and linguistic background.

#### Article 11

States Parties which recognize and/or permit the system of adoption shall ensure that the best interests of the child shall be the paramount consideration and they shall:

- a) ensure that the adoption of a child is authorized only by competent authorities who determine, in accordance with applicable law and procedures and on the basis of all pertinent and reliable information, that the adoption is permissible in view of the child's status concerning parents, relatives and legal guardians and that, if required, the persons concerned have given their informed consent to the adoption on the basis of such counselling as may be necessary;
- b) recognize that intercountry adoption may be considered as an alternative means of child's care, if the child cannot be placed in a foster or an adoptive family or cannot in any suitable manner be cared for in the child's country of origin;
- c) ensure that the child affected by intercountry adoption enjoys safeguards and standards equivalent to those existing in respect of national adoption;
- d) take all appropriate measures to ensure that, in intercountry adoption, the placement does not result in improper financial gain for those involved in it;
- e) Poursuivent les objectifs du présent article en concluant selon les cas, des arrangements ou des accords bilatéraux ou multilatéraux, et s'efforcent dans ce cadre à ce que le placement de l'enfant dans un autre pays soit effectué par des autorités ou des organes compétents.

Article 11 bis

1. States Parties shall take appropriate measures to ensure that a child who is seeking refugee status or who is considered a refugee in accordance with applicable international or domestic law and procedures shall, whether unaccompanied or accompanied by his or her parents or by any other person, receive appropriate protection and humanitarian assistance in the enjoyment of applicable rights set forth in this Convention and in other international human rights or humanitarian instruments to which the said States are Parties.

2. For this purpose, States Parties shall provide, as they consider appropriate, cooperation in any efforts by the United Nations and other competent intergovernmental organizations or non-governmental organizations co-operating with the United Nations to protect and assist such a child and to trace the parents or other members of the family of any refugee child in order to obtain information necessary for reunification with his or her family. In cases where no parents or other members of the family can be found, the child shall be accorded the same protection as any other child permanently or temporarily deprived of his or her family environment for any reason, as set forth in the present Convention.

Article 12

1. States Parties recognize that a mentally or physically disabled child should enjoy a full and decent life, in conditions which ensure dignity, promote self-reliance, and facilitate the child's active participation in the community.

2. States Parties recognize the right of the disabled child to special care and shall encourage and ensure the extension, subject to available resources, to the eligible child and those responsible for his or her care, of assistance for which application is made and which is appropriate to the child's condition and to the circumstances of the parents or others caring for the child.

3. Recognizing the special needs of a disabled child, assistance extended in accordance with paragraph 2 shall be provided free of charge, whenever possible, taking into account the financial resources of the parents or others caring for the child, and shall be designed to ensure that the disabled child has effective access to and receives education, training, health care services, rehabilitation services, preparation for employment and recreation opportunities in a manner conducive to the child's achieving the fullest possible social integration and individual development, including his or her cultural and spiritual development.

4. States Parties shall promote in the spirit of international co-operation the exchange of appropriate information in the field of preventive health care and of medical, psychological and functional treatment of disabled children, including dissemination of and access to information concerning methods of rehabilitation education and vocational services, with the aim of enabling States Parties to improve their capabilities and skills and to widen their experience in these areas. In

7

8

9

10

11

12



Article 12 bis

1. States Parties recognize the right of the child to the enjoyment of the highest attainable standard of health and to facilities for the treatment of illness and rehabilitation of health. The States Parties shall strive to ensure that no child is deprived of his or her right of access to such health care services.
2. States Parties shall pursue full implementation of this right and in particular, shall take appropriate measures:
  - (a) To diminish infant and child mortality,
  - (b) To ensure the provision of necessary medical assistance and health care to all children with emphasis on the development of primary health care,
  - (c) To combat disease and malnutrition including within the framework of primary health care, through inter alia the application of readily available technology and through the provision of adequate nutritious foods and clean drinking water, taking into consideration the dangers and risks of environmental pollution,
  - (d) To ensure appropriate health care for expectant mothers,
  - (e) To ensure that all segments of society, in particular parents and children, are informed, have access to education and are supported in the use, of basic knowledge of child health and nutrition, the advantages of breast-feeding, hygiene and environmental sanitation and the prevention of accidents,
  - (f) To develop preventive health care, guidance for parents, and family planning education and services.
3. States Parties shall take all effective and appropriate measures with a view to abolishing traditional practices prejudicial to the health of children.
4. States Parties undertake to promote and encourage international co-operation with a view to achieving progressively the full realization of the right recognized in this article. In this regard, particular account shall be taken of the needs of developing countries.

Article 12 ter

States Parties recognize the right of a child who has been placed by the competent authorities for the purposes of care, protection, or treatment of his or her physical or mental health, to a periodic review of the treatment provided to the child and all other circumstances relevant to his or her placement.

Article 13

1. States Parties shall recognize for every child the right to benefit from social security, including social insurance, and shall take the necessary measures to achieve the full realization of this right in accordance with national law.
2. The benefits should, where appropriate, be granted taking into account the resources and the circumstances of the child and persons having responsibility for the maintenance of the child as well as any other consideration relevant to an application for benefits made by or on behalf of the child.

Article 14

1. States Parties recognize the right of every child to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development.
2. The parent(s) or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development.
3. States Parties in accordance with national conditions and within their means shall take appropriate measures to assist parents and others responsible for the child to implement this right and shall in case of need provide material assistance and support programmes, particularly with regard to nutrition, clothing and housing.
4. States Parties shall take all appropriate measures to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, both within the State Party and from abroad. In particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child, States Parties shall promote the accession to international agreements or the conclusion of such agreements as well as the making of other appropriate arrangements.

Article 15

1. States Parties recognize the right of the child to education, and with a view to achieving this right progressively and on the basis of equal opportunity, they shall, in particular:
  - a) make primary education compulsory and available free to all;
  - b) encourage the development of different forms of secondary education, including general and vocational education, make them available and accessible to every child, and take appropriate measures such as the introduction of free education and offering financial assistance in case of need;
  - c) make higher education accessible to all on the basis of capacity

7

8

9

10

11

12

Article 13

1. States Parties shall recognize for every child the right to benefit from social security, including social insurance, and shall take the necessary measures to achieve the full realization of this right in accordance with national law.
2. The benefits should, where appropriate, be granted taking into account the resources and the circumstances of the child and persons having responsibility for the maintenance of the child as well as any other consideration relevant to an application for benefits made by or on behalf of the child.

Article 14

1. States Parties recognize the right of every child to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development.
2. The parent(s) or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development.
3. States Parties in accordance with national conditions and within their means shall take appropriate measures to assist parents and others responsible for the child to implement this right and shall in case of need provide material assistance and support programmes, particularly with regard to nutrition, clothing and housing.
4. States Parties shall take all appropriate measures to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, both within the State Party and from abroad. In particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child, States Parties shall promote the accession to international agreements or the conclusion of such agreements as well as the making of other appropriate arrangements.

Article 15

1. States Parties recognize the right of the child to education, and with a view to achieving this right progressively and on the basis of equal opportunity, they shall, in particular:
  - a) make primary education compulsory and available free to all;
  - b) encourage the development of different forms of secondary education, including general and vocational education, make them available and accessible to every child, and take appropriate measures such as the introduction of free education and offering financial assistance in case of need;
  - c) make higher education accessible to all on the basis of capacity

by every appropriate means;

- d) make educational and vocational information and guidance available and accessible to all children;
- e) take measures to encourage regular attendance at schools and the reduction of drop-out rates.

2. States Parties shall take all appropriate measures to ensure that school discipline is administered in a manner consistent with the child's human dignity and in conformity with the present Convention.

3. States Parties shall promote and encourage international cooperation in matters relating to education, in particular with a view to contributing to the elimination of ignorance and illiteracy throughout the world and facilitating access to scientific and technical knowledge and modern teaching methods. In this regard, particular account shall be taken of the needs of developing countries.

#### Article 16

1. States Parties agree that the education of the child shall be directed to:

- a) the development of the child's personality, talents, and mental and physical abilities to their fullest potential;
- b) the development of respect for human rights and fundamental freedoms, and for the principles enshrined in the Charter of the United Nations;
- c) the development of respect for the child's parents, his or her own cultural identity, language and values, for the national values of the country in which the child is living, the country from which he or she may originate, and for the civilizations different from his or her own;
- d) the preparation of the child for responsible life in a free society, in the spirit of understanding, peace, tolerance, equality of sexes, and friendship among all peoples, ethnic, national and religious groups and persons of indigenous origins;
- e) the development of respect for the natural environment.

2. No part of this article or article 15 shall be construed so as to interfere with the liberty of individuals and bodies to establish and direct educational institutions, subject always to the observance of the principles set forth in paragraph 1 of this article and to the requirements that the education given in such institutions shall conform to such minimum standards as may be laid down by the State.

#### Article 16 bis

In those States in which ethnic, religious or linguistic minorities

7

8

9

10

11

12

language.

Article 17

1. States Parties recognize the right of the child to rest and leisure, to engage in play and recreational activities appropriate to the age of the child and to participate freely in cultural life and the arts.
2. States Parties shall respect and promote the right of the child to fully participate in cultural and artistic life and shall encourage the provision of appropriate and equal opportunities for cultural, artistic, recreational and leisure activity.

Article 18

1. States Parties recognize the right of the child to be protected from economic exploitation and from performing any work that is likely to be hazardous or to interfere with the child's education, or to be harmful to the child's health or physical, mental, spiritual, moral or social development.

2. States Parties shall take legislative, administrative, social and educational measures to ensure the implementation of this article. To this end, and having regard to the relevant provisions of other international instruments, States Parties shall in particular:

- (a) provide for a minimum age or minimum ages for admissions to employment;
- (b) provide for appropriate regulation of the hours and conditions of employment; and
- (c) provide for appropriate penalties or other sanctions to ensure the effective enforcement of this article.

Article 18 bis

States Parties shall take all appropriate measures, including legislative, administrative, social and educational measures, to protect children from the illicit use of narcotic drugs and psychotropic substances as defined in the relevant international treaties, and to prevent the use of children in the illicit production and trafficking of such substances.

Article 18 ter

States Parties undertake to protect the child from all forms of sexual exploitation and sexual abuse. For these purposes States Parties shall in particular take all appropriate national, bilateral and multilateral measures to prevent:

- (a) the inducement or coercion of a child to engage in any unlawful sexual activity;

(c) the exploitative use of children in pornographic performances and materials.

Article 18 quater

States Parties shall take all appropriate national, bilateral and multilateral measures to prevent the abduction, the sale of or traffic in children for any purpose or in any form.

Article 18 quinto

States Parties shall protect the child against all other forms of exploitation prejudicial to any aspects of the child's welfare.

Article 18 sexto

States Parties shall take all appropriate measures to promote physical and psychological recovery and social re-integration of a child victim of: any form of neglect, exploitation, or abuse; torture or any other form of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; or armed conflicts. Such recovery and re-integration shall take place in an environment which fosters the health, self-respect and dignity of the child.

Article 19

TO BE ADOPTED

Article 20

1. States Parties undertake to respect and to ensure respect for rules of international humanitarian law applicable to them in armed conflicts which are relevant to the child.
2. States Parties shall take all feasible measures to ensure that persons who have not attained the age of 15 years do not take a direct part in hostilities.
3. States Parties shall refrain from recruiting any person who has not attained the age of 15 years into their armed forces. In recruiting among those persons who have attained the age of 15 years but who have not attained the age of 18 years, States Parties shall endeavour to give priority to those who are oldest.

7

8

9

10

11

12

4. In accordance with their obligations under international humanitarian law to protect the civilian population in armed conflicts, States Parties shall take all feasible measures to ensure protection and care of children who are affected by an armed conflict.

#### Article 21

Nothing in this Convention shall affect any provisions that are more conducive to the realization of the rights of the child and that may be contained in:

- (a) the law of a State Party; or
- (b) international law in force for that State.

#### Article 21 ter

States Parties undertake to make the principles and provisions of the Convention widely known, by appropriate and active means, to adults and children alike.

#### Article 22

1. For the purpose of examining the progress made by States Parties in achieving the realization of the obligations undertaken in the present Convention, there shall be established a Committee on the Rights of the Child, which shall carry out the functions hereinafter provided.
2. The Committee shall consist of 10 experts of high moral standing and recognized competence in the field covered by this Convention. The members of the Committee shall be elected by the States Parties from among their nationals and shall serve in their personal capacity, consideration being given to equitable geographical distribution as well as to the principal legal systems.
3. The members of the Committee shall be elected by secret ballot from a list of persons nominated by States Parties. Each State Party may nominate one person from among its own nationals.
4. The initial election to the Committee shall be held no later than six months after the date of the entry into force of the present Convention and thereafter every second year. At least four months before the date of each election, the Secretary-General of the United Nations shall address a letter to the States Parties inviting them to submit their nominations within two months. The Secretary-General shall subsequently prepare a list in alphabetical order of all persons thus nominated, indicating the States Parties which have nominated them, and shall submit it to the States Parties to the present Convention.

5. The elections shall be held at meetings of the States Parties convened by the Secretary-General at United Nations Headquarters. At those meetings, for which two-thirds of the States Parties shall constitute a quorum, the persons elected to the Committee shall be those who obtain the largest number of votes and an absolute majority of the votes of the representatives of States Parties present and voting.

6. The members of the Committee shall be elected for a term of four years. They shall be eligible for re-election if renominated. The term of 5 of the members elected at the first election shall expire at the end of two years; immediately after the first election the names of these 5 members shall be chosen by lot by the Chairman of the meeting.

7. If a member of the Committee dies or resigns or declares that for any other cause he or she can no longer perform the duties of the Committee, the State Party which nominated the member shall appoint another expert from among its nationals to serve for the remainder of the term, subject to the approval of the Committee.

8. The Committee shall establish its own rules of procedure.

9. The Committee shall elect its officers for a period of two years.

10. The meetings of the Committee shall normally be held at the United Nations Headquarters or at any other convenient place as determined by the Committee. The Committee shall normally meet annually. The duration of the meetings of the Committee shall be determined, and reviewed, if necessary, by a meeting of the States Parties to the present Convention, subject to the approval of the General Assembly.

10bis. The Secretary-General of the United Nations shall provide the necessary staff and facilities for the effective performance of the functions of the Committee under the present Convention.

11. [With the approval of the General Assembly, the members of the Committee established under the present Convention shall receive emoluments from the United Nations resources on such terms and conditions as the Assembly may decide.]

or

[States Parties shall be responsible for the expenses of the members of the Committee while they are in performance of Committee duties.]

[12. The States Parties shall be responsible for expenses incurred in connection with the holding of meetings of the States Parties and of the Committee, including reimbursement to the United Nations for any expenses, such as the cost of staff and facilities, incurred by the United Nations pursuant to Paragraph 10 bis of this article.]

7

8

9

10

11

12



Article 23

1. States Parties undertake to submit to the Committee, through the Secretary-General of the United Nations, reports on the measures they have adopted which give effect to the rights recognized herein and on the progress made on the enjoyment of those rights:

(a) within two years of the entry into force of the Convention for the State Party concerned,

(b) thereafter every five years.

2. Reports made under this Article shall indicate factors and difficulties, if any, affecting the degree of fulfillment of the obligations under the present Convention. Reports shall also contain sufficient information to provide the Committee with a comprehensive understanding of the implementation of the Convention in that the country concerned.

3. A State Party which has submitted a comprehensive initial report to the Committee need not in its subsequent reports submitted in accordance with Paragraph 1(b) repeat basic information previously provided.

4. The Committee may request from the States Parties further information relevant to the implementation of the Convention.

5. The Committee shall submit to the General Assembly of the United Nations through the Economic and Social Council, every two years, reports on its activities.

6. The States Parties shall make their reports widely available to the public in their own countries.

Article 24

In order to foster the effective implementation of the Convention and to encourage international co-operation in the field covered by the Convention:

(a) The specialized agencies, UNICEF and other United Nations organs shall be entitled to be represented at the consideration of the implementation of such provisions of the present Convention as fall within the scope of their mandate. The Committee may invite the specialized agencies, UNICEF and other competent bodies as it may consider appropriate to provide expert advice on the implementation of the Convention in areas falling within the scope of their respective mandates. The Committee may invite the specialized agencies, UNICEF and other United Nations organs to submit reports on the implementation of the Convention in areas falling within the scope of their activities.

(b) The Committee shall transmit, as it may consider appropriate, to the specialized agencies, UNICEF and other competent bodies, any reports from States Parties that contain a request, or indicate a need, for technical advice or assistance along with the Committee's observations and suggestions, if any, on these requests or indications.

(c) The Committee may recommend to the General Assembly to request the Secretary-General to undertake on its behalf studies on specific issues relating to the rights of the child.

(d) The Committee may make suggestions and general recommendations based on information received pursuant to Articles 23 and 24 of this Convention. Such suggestions and general recommendations shall be transmitted to any State Party concerned and reported to the General Assembly, together with comments, if any, from States Parties.

Article 25

The present Convention shall be open for signature by all States.

Article 25 bis

The present Convention is subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 25 ter

The present Convention shall remain open for accession by any State. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 26 (Amendments)

1. Any State Party may propose an amendment and file it with the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General shall thereupon communicate the proposed amendment to States Parties with a request that they indicate whether they favour a conference of States Parties for the purpose of considering and voting upon the proposals. In the event that within four months from the date of such communication at least one-third of the States Parties favour such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of States Parties present and voting at the conference shall be submitted to the General Assembly of the United Nations for approval.

2. An amendment adopted in accordance with paragraph (1) of this Article shall enter into force when it has been approved by the General Assembly of the United Nations and accepted by a two-thirds majority of States

7

8

9

10

11

12

Parties.

3. When an amendment enters into force, it shall be binding on those States Parties which have accepted it, other States Parties still being bound by the provisions of this Convention and any earlier amendments which they have accepted.

Article 27 (Entry into Force)

1. The present Convention shall enter into force on the thirtieth day following the date of deposit with the Secretary-General of the United Nations of the twentieth instrument of ratification or accession.
2. For each State ratifying or acceding to the Convention after the deposit of the twentieth instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the thirtieth day after the deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article 28 (Reservations)

1. The Secretary-General of the United Nations shall receive and circulate to all States the text of reservations made by States at the time of ratification or accession.
2. A reservation incompatible with the object and purpose of the present Convention shall not be permitted.
3. Reservations may be withdrawn at any time by notification to this effect addressed to the Secretary-General of the United Nations who shall then inform all States. Such notification shall take effect on the date on which it is received by the Secretary-General.

Article 29 (Denunciation)

A State Party may denounce this Convention by written notification to the Secretary-General of the United Nations. Denunciation becomes effective one year after the date of receipt of the notification by the Secretary-General.

Article 30 (Depositary)

The Secretary-General of the United Nations is designated as the depositary of the present Convention.

Article 31 (Authentic Texts)

The original of the present Convention, of the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

In witness thereof the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective governments, have signed the present Convention.

Done at ... this ... day of ... 198...

7

8

9

10

11

12

E/CN.4/1989/WG.1/WP.69  
9 December 1988

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
Forty-fifth session  
Pre-sessional open-ended Working Group  
on the Question of a Convention on  
the Rights of the Child

28 November - 9 December 1988

Proposal submitted by the Drafting Group  
on the Reordering of the Articles

(Coordinator: Norway)

Proposal for reordering of articles

PREAMBLE

PART I

<u>New</u>	<u>Old</u>	
1	1	(Child - age)*
2	4	(Non-discrimination)

---

\* Parenthetical references to the subject of each article are for ease of reference only; such references are not part of the texts as adopted.

*adopted 9/2/88*

7  
8  
9  
10  
11  
12

<u>New</u>	<u>Old</u>	
3	3	(Best interest of child)
4	5	(Implementation of rights recognized)
5	5 <u>bis</u>	(Parental guidance)
6	1 <u>bis</u>	(Right to life)
7	2	(Right to name and nationality)
8	9 <u>bis</u>	(Preservation of identity)
9	6	(Parental care/non-separation from parents)
10	6 <u>bis</u>	(Family reunification)
11	6 <u>ter</u>	(Illicit transfer and non-return)
12	7a	(Freedom of expression and information)
13	7 <u>bis</u>	(Freedom of thought, conscience and religion)
14	7 <u>ter</u>	(Freedom of association)
15	7 <u>quater</u>	(Privacy, honour, reputation)
16	9	(Mass media)
17	8	(Upbringing and child-rearing)
18	8 <u>bis</u>	(Prevention of abuse)
19	10	(Parentless children)
20	11	(Adoption)
21	11 <u>bis</u>	(Refugee child)
22	12	(Disabled child)
23	12 <u>bis</u>	(Health)
24	12 <u>ter</u>	(Periodic review of placed children)
25	13	(Social security)
26	14	(Standard of living)
27	15	(Education)
28	16	(Objectives of education)
29	16 <u>bis</u>	(Cultural, religious and linguistic rights)
30	17	(Rest and leisure)
31	18	(Protection from economic exploitation)
32	18 <u>bis</u>	(Protection from narcotic and psychotropic substances)
33	18 <u>ter</u>	(Protection from sexual exploitation)
34	18 <u>quater</u>	(Prevention of abduction, sale and traffic)
35	18 <u>quinto</u>	(Protection from all other forms of exploitation)
36	19	(Torture/capital punishment)
37	20	(Armed conflicts)

38	18 <u>SIXED</u>	(Recovery and re-integration)
39	19 bis	(Treatment in penal matters)
40	21	(Other more favourable provisions)

Part II

41	21 <u>ter</u>	(Dissemination of the principles and provisions of the convention)
42	22	(Establishment of the committee) <sup>1</sup>
43	23	(Reports from States parties)
44	24	(Methods of work of the committee)

Part III

45	25.1	(Signature)
46	25.3	(Ratification)
47	25.4	(Accession)
48	27	(Entry into force)
49	26	(Amendments)
50	28	(Reservations)
51	29	(Denunciation)
52	30	(Depository)
53	31	(Authentic texts)

1/ Paragraphs to be renumbered.

NOTE:- Several of the articles contain references to other articles. This must be changed according to final ordering of articles.

7  
8  
9  
10  
11  
12

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
Forty-fifth session  
Pre-sessional open-ended Working Group  
on the Question of a Convention on the  
Rights of the Child

28 November - 9 December 1988

Draft convention on the rights of the child:  
text of the draft convention as adopted by the Working Group  
at second reading

Contents

	<u>Page</u>
1. Article 7 <u>bis</u> (Freedom of thought, conscience and religion) .....	2
2. Article 19 (Treatment in penal matters) .....	3
3. Article 19 <u>bis</u> .....	3-4

---

\* Parenthetical references to the subject of each article are for ease of reference only; such references are not part of the texts as adopted.

7

8

9

10

11

12



Article 19

States Parties shall ensure that:

1. No child shall be subjected to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Neither capital punishment nor life imprisonment without possibility of release shall be imposed for offences committed by persons below 18 years of age.
2. No child shall be deprived of his or her liberty unlawfully or arbitrarily. The arrest, detention or imprisonment of a child shall be used only as a measure of last resort and for the shortest appropriate period of time.
3. Every child deprived of liberty shall be treated with humanity and respect for the inherent dignity of the human person, and in a manner which takes into account the needs of persons of their age. In particular every child deprived of liberty shall be separated from adults unless it is considered in the child's best interest not to do so and shall have the right to maintain contact with his/her family through correspondence and visits, save in exceptional circumstances.
4. Every child deprived of his or her liberty shall have the right to prompt access to legal and other appropriate assistance as well as the right to challenge the legality of the deprivation of his or her liberty before a court or other competent, independent and impartial authority and to a prompt decision on any such action.

Article 19 bis

1. States Parties recognize the right of every child alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law to be treated in a manner consistent with the promotion of the child's sense of dignity and worth, which reinforces the child's respect for the human rights and fundamental freedoms of others and which takes into account the child's age and the desirability of promoting the child's re-integration and the child's assuming a constructive role in society.
2. To this end, and having regard to the relevant provisions of international instruments, States Parties shall, in particular, ensure that:
  - a) No child shall be alleged as, be accused of, or recognized as having infringed the penal law by reason of acts or omissions which were not prohibited by national or international law at the time they were committed.

Article 19 bis (continued)

b) Every child has alleged as or accused of having infringed the penal law has at least the following guarantees:

i) to be presumed innocent until proven guilty according to law;

ii) to be informed promptly and directly of the charges against him/her, and if appropriate through his/her parents or legal guardian, and to have legal or other appropriate assistance in the preparation and presentation of his/her defence:

iii) to have the matter determined without delay by a competent, independent and impartial authority or judicial body in a fair hearing according to law, in the presence of legal or other appropriate assistance, unless it is considered not to be in the best interest of the child, in particular taking into account his/her age or situation, his or her parents or legal guardians.

iv) not to be compelled to give testimony or to confess guilt; to examine or have examined adverse witnesses and to obtain the participation and examination of witnesses on his or her behalf under conditions of equality;

v) if considered to have infringed the penal law, to have this decision and any measures imposed in consequence thereof reviewed by a higher competent, independent and impartial authority or judicial body according to law;

vi) to have the free assistance of an interpreter if the child can not understand or speak the language used;

vii) to have his/her privacy fully respected at all stages of the proceedings.

3. States Parties shall seek to promote the establishment of laws, procedures, authorities and institutions specifically applicable to children alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law, and in particular:

a) the establishment of a minimum age below which children shall be presumed not to have the capacity to infringe the penal law;

b) whenever appropriate and desirable, measures for dealing with such children without resorting to judicial proceedings, providing that human rights and legal safeguards are fully respected.

4. A variety of dispositions, such as care, guidance and supervision orders; counselling; probation; foster care; education and vocational training programmes and other alternatives to institutional care shall be available to ensure that children are dealt with in a manner appropriate to their well-being and proportionate both to their circumstances and the offence.

Produced by  
**Plastex** PROBLEMAS  
MONUMENTAL TORONTO

7

8

9

10

11

12

The UN Principles for the Protection of All Persons Under  
Any Form of Detention or Imprisonment

Issue:

Canadian position on the above principles.

Background:

The idea for the development of a body of principles for the protection of persons under detention originated in the Subcommission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities in 1978. Following brief consideration of the Subcommission's draft by the Third Committee of the General Assembly, the issue was referred to the Sixth Committee where an open-ended working group, chaired by Italy, has considered the matter since 1981.

At its last session in the fall of 1988, the working group completed the second reading of the draft body of principles and the finalized text was subsequently adopted by the General Assembly at its 43rd session. The instrument contains 39 principles as well as provisions on the scope, use of terms and a general clause on the non-restriction of or non-derogation from rights in the International Covenant on Civil and Political Rights.

As the title suggests, the principles are intended to provide protection to all persons under any form of detention or imprisonment. The protections include ensuring that detained or imprisoned persons are treated in a humane manner and have access to family members and legal counsel; that detained persons are apprised of their rights and the charges laid against them and that their cases are heard promptly by a judicial or other authority; and that appropriate procedures are put in place to investigate instances of abuse by officials. The working group, which had been expected to complete the principles in 1987, devoted much of its last session to finalizing the definitions of the terms arrest, detention and judicial or other authority, as well as strengthening the safeguards concerning incommunicado detention and habeus corpus.

Canadian Position:

Canada supported the elaboration of a body of principles for the protection of persons under detention or imprisonment and participated actively in its drafting.

Although the adopted instrument is not legally binding, the Canadian position was based on achieving a text that raised standards in this area and yet would allow countries such as Canada to comply with all of its provisions. At the same time, Canada strongly supported the view that the principles should apply as broadly as possible to any form of detention so as to provide the widest possible degree of protection. Equally important was ensuring that detained or imprisoned persons had recourse to appropriate impartial and independent judicial bodies. We believe that these objectives have been achieved in the adopted text.

The principles do not represent a perfect instrument; clearly it would have been desirable to raise the standards significantly in certain key areas. However, the text does contain important new standards aimed at preventing the mistreatment of detained persons and violations of their rights.

III: DRAFT BODY OF PRINCIPLES FOR THE PROTECTION OF ALL PERSONS  
UNDER ANY FORM OF DETENTION OR IMPRISONMENT

Scope of the Body of Principles

These Principles apply for the protection of all persons under any form of detention or imprisonment.

Use of terms

For the purposes of the Body of Principles:

- (a) "Arrest" means the act of apprehending a person for the alleged commission of an offence or by the action of an authority;
- (b) "Detained person" means any person deprived of personal liberty except as a result of conviction for an offence;
- (c) "Imprisoned person" means any person deprived of personal liberty as a result of conviction for an offence;

/...

8

9

10

11

12

(d) "Detention" means the condition of detained persons as defined above;

(e) "Imprisonment" means the condition of imprisoned persons as defined above;

(f) The words "a judicial or other authority" mean a judicial or other authority under the law whose status and tenure should afford the strongest possible guarantees of competence, impartiality and independence.

#### Principle 1

All persons under any form of detention or imprisonment shall be treated in a humane manner and with respect for the inherent dignity of the human person.

#### Principle 2

Arrest, detention or imprisonment shall only be carried out strictly in accordance with the provisions of the law and by competent officials or persons authorized for that purpose.

#### Principle 3

There shall be no restriction upon or derogation from any of the human rights of persons under any form of detention or imprisonment recognized or existing in any State pursuant to law, conventions, regulations or custom on the pretext that this Body of Principles does not recognize such rights or that it recognizes them to a lesser extent.

#### Principle 4

Any form of detention or imprisonment and all measures affecting the human rights of a person under any form of detention or imprisonment shall be ordered by, or be subject to the effective control of, a judicial or other authority.

#### Principle 5

1. These Principles shall be applied to all persons within the territory of any given State, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion or religious belief, political or other opinion, national ethnic or social origin, property, birth or other status.

2. Measures applied under the law and designed solely to protect the rights and special status of women, especially pregnant women and nursing mothers, children and juveniles, aged, sick or handicapped persons shall not be deemed to be discriminatory. The need for, and the application of, such measures shall always be subject to review by a judicial or other authority.

Principle 6

No person under any form of detention or imprisonment shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.\* No circumstance whatever may be invoked as a justification for torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

Principle 7

1. States should prohibit by law any act contrary to the rights and duties contained in these Principles, make any such act subject to appropriate sanctions and conduct impartial investigations upon complaints.
2. Officials who have reason to believe that a violation of this Body of Principles has occurred or is about to occur shall report the matter to their superior authorities and, where necessary, to other appropriate authorities or organs vested with reviewing or remedial powers.
3. Any other person who has ground to believe that a violation of the Body of Principles has occurred or is about to occur shall have the right to report the matter to the superiors of the officials involved as well as to other appropriate authorities or organs vested with reviewing or remedial powers.

Principle 8

Persons in detention shall be subject to treatment appropriate to their unconvicted status. Accordingly, they shall, whenever possible, be kept separate from imprisoned persons.

Principle 9

The authorities which arrest a person, keep him under detention or investigate the case shall exercise only the powers granted to them under the law and the exercise of these powers shall be subject to recourse to a judicial or other authority.

---

\* The term "cruel, inhuman or degrading treatment or punishment" should be interpreted so as to extend the widest possible protection against abuses, whether physical or mental, including the holding of a detained or imprisoned person in conditions which deprive him, temporarily or permanently, of the use of any of his natural senses, such as sight or hearing or of his awareness of place and the passing of time.

8

9

10

11

12



Principle 10

Anyone who is arrested shall be informed at the time of his arrest of the reason for his arrest and shall be promptly informed of any charges against him.

Principle 11

1. A person shall not be kept in detention without being given an effective opportunity to be heard promptly by a judicial or other authority. A detained person shall have the right to defend himself or to be assisted by counsel as prescribed by law.
2. A detained person and his counsel, if any, shall receive prompt and full communication of any order of detention, together with the reasons therefor.
3. A judicial or other authority shall be empowered to review as appropriate the continuance of detention.

Principle 12

1. There shall be duly recorded:
  - (a) The reasons for the arrest;
  - (b) The time of the arrest and the taking of the arrested person to a place of custody as well as that of his first appearance before a judicial or other authority;
  - (c) The identity of the law enforcement officials concerned;
  - (d) Precise information concerning the place of custody.
2. Such records shall be communicated to the detained person, or his counsel, if any, in the form prescribed by law.

Principle 13

Any person shall, at the moment of arrest and at the commencement of detention or imprisonment, or promptly thereafter, be provided by the authority responsible for his arrest, detention or imprisonment, respectively, with information on and an explanation of his rights and how to avail himself of such rights.

Principle 14

A person who does not adequately understand or speak the language used by the authorities responsible for his arrest, detention or imprisonment is entitled to receive promptly in a language which he understands the information referred to in principles 10, 11, paragraph 2, 12, paragraph 1, and 13 and to have the assistance, free of charge if necessary, of an interpreter in connection with legal proceedings subsequent to his arrest.

Principle 15

Notwithstanding the exceptions contained in principle 16, paragraph 4, and principle 18, paragraph 3, communication of the detained or imprisoned person with the outside world, and in particular his family or counsel, shall not be denied for more than a matter of days.

Principle 16

1. Promptly after arrest and after each transfer from one place of detention or imprisonment to another, a detained or imprisoned person shall be entitled to notify or to require the competent authority to notify members of his family or other appropriate persons of his choice of his arrest, detention or imprisonment or of the transfer and of the place where he is kept in custody.
2. If a detained or imprisoned person is a foreigner, he shall also be promptly informed of his right to communicate by appropriate means with a consular post or the diplomatic mission of the State of which he is a national or which is otherwise entitled to receive such communication in accordance with international law or with the representative of the competent international organization, if he is a refugee or is otherwise under the protection of an intergovernmental organization.
3. If a detained or imprisoned person is a juvenile or is incapable of understanding his entitlement, the competent authority shall on its own initiative undertake the notification referred to in this principle. Special attention shall be given to notifying parents or guardians.
4. Any notification referred to in this principle shall be made or permitted to be made without delay. The competent authority may however delay a notification for a reasonable period where exceptional needs of the investigation so require.

Principle 17

1. A detained person shall be entitled to have the assistance of a legal counsel. He shall be informed of his right by the competent authority promptly after arrest and shall be provided with reasonable facilities for exercising it.

8

9

10

11

12

2. If a detained person does not have a legal counsel of his own choice, he shall be entitled to have a legal counsel assigned to him by a judicial or other authority in all cases where the interests of justice so require and without payment by him if he does not have sufficient means to pay.

Principle 18

1. A detained or imprisoned person shall be entitled to communicate and consult with his legal counsel.
2. A detained or imprisoned person shall be allowed adequate time and facilities for consultations with his legal counsel.
3. The right of a detained or imprisoned person to be visited by and to consult and communicate, without delay or censorship and in full confidentiality, with his legal counsel may not be suspended or restricted save in exceptional circumstances, to be specified by law or lawful regulations, when it is considered indispensable by a judicial or other authority in order to maintain security and good order.
4. Interviews between a detained or imprisoned person and his legal counsel may be within sight, but not within the hearing, of a law enforcement official.
5. Communications between a detained or imprisoned person and his legal counsel mentioned in this principle shall be inadmissible as evidence against the detained or imprisoned person unless they are connected with a continuing or contemplated crime.

Principle 19

A detained or imprisoned person shall have the right to be visited by and to correspond with, in particular, members of his family and shall be given adequate opportunity to communicate with the outside world, subject to reasonable conditions and restrictions as specified by law or lawful regulations.

Principle 20

If a detained or imprisoned person so requests, he shall if possible be kept in a place of detention or imprisonment reasonably near his usual place of residence.

Principle 21

1. It shall be prohibited to take undue advantage of the situation of a detained or imprisoned person for the purpose of compelling him to confess, to incriminate himself otherwise or to testify against any other person.

2. No detained person while being interrogated shall be subject to violence, threats or methods of interrogation which impair his capacity of decision or his judgement.

Principle 22

No detained or imprisoned person shall, even with his consent, be subjected to any medical or scientific experimentation which may be detrimental to his health.

Principle 23

1. The duration of any interrogation of a detained or imprisoned person and of the intervals between interrogations as well as the identity of the officials who conducted the interrogations and other persons present shall be recorded and certified in such form as may be prescribed by law.
2. A detained or imprisoned person, or his counsel when provided by law, shall have access to the information described above.

Principle 24

A proper medical examination shall be offered to a detained or imprisoned person as promptly as possible after his admission to the place of detention or imprisonment, and thereafter medical care and treatment shall be provided whenever necessary. This care and treatment shall be provided free of charge.

Principle 25

A detained or imprisoned person or his counsel shall, subject only to reasonable conditions to ensure security and good order in the place of detention or imprisonment, have the right to request or petition a judicial or other authority for a second medical examination or opinion.

Principle 26

The fact that a detained or imprisoned person underwent a medical examination, the name of the physician and the results of such an examination shall be duly recorded. Access to such records shall be ensured. Modalities therefor shall be in accordance with relevant rules of domestic law.

Principle 27

Non-compliance with these Principles in obtaining evidence shall be taken into account in determining the admissibility of such evidence against a detained or imprisoned person.

Principle 28

A detained or imprisoned person shall have the right to obtain within the limits of available resources, if from public sources, reasonable quantities of educational, cultural and informational material, subject to reasonable conditions to ensure security and good order in the place of detention or imprisonment.

Principle 29

1. In order to supervise the strict observance of relevant laws and regulations, places of detention shall be visited regularly by qualified and experienced persons appointed by, and responsible to, a competent authority distinct from the authority directly in charge of the administration of the place of detention or imprisonment.
2. A detained or imprisoned person shall have the right to communicate freely and in full confidentiality with the persons who visit the places of detention or imprisonment in accordance with paragraph 1, subject to reasonable conditions to ensure security and good order in such places.

Principle 30

1. The types of conduct of the detained or imprisoned person that constitute disciplinary offences during detention or imprisonment, the description and duration of disciplinary punishment that may be inflicted and the authorities competent to impose such punishment shall be specified by law or lawful regulations and duly published.
2. A detained or imprisoned person shall have the right to be heard before disciplinary action is taken. He shall have the right to bring such action to higher authorities for review.

Principle 31

The appropriate authorities shall endeavour to ensure, according to domestic law, assistance when needed to dependent, and in particular minor, members of the families of detained or imprisoned persons and shall devote a particular measure of care to the appropriate custody of children left without supervision.

Principle 32

1. A detained person or his counsel shall be entitled at any time to take proceedings according to domestic law before a judicial or other authority to challenge the lawfulness of his detention in order to obtain his release without delay, if it is unlawful.

2. The proceedings referred to in paragraph 1 shall be simple and expeditious and at no cost for detained persons without adequate means. The detaining authority shall produce without unreasonable delay the detained person before the reviewing authority.

Principle 33

1. A detained or imprisoned person or his counsel shall have the right to make a request or complaint regarding his treatment, in particular in case of torture or other cruel, inhuman or degrading treatment, to the authorities responsible for the administration of the place of detention and to higher authorities and, when necessary, to appropriate authorities vested with reviewing or remedial powers.

2. In those cases where neither the detained or imprisoned person nor his counsel has the possibility to exercise his rights under paragraph 1, a member of the family of the detained or imprisoned person or any other person who has knowledge of the case may exercise such rights.

3. Confidentiality concerning the request or complaint shall be maintained if so requested by the complainant.

4. Every request or complaint shall be promptly dealt with and replied to without undue delay. If the request or complaint is rejected or in case of inordinate delay, the complainant shall be entitled to bring it before a judicial or other authority. Neither the detained or imprisoned person nor any complainant under paragraph 1 shall suffer prejudice for making a request or complaint.

Principle 34

Whenever the death or disappearance of a detained or imprisoned person occurs during his detention or imprisonment, an inquiry into the cause of death or disappearance shall be held by a judicial or other authority, either on its own motion or at the instance of a member of the family of such a person or any person who has knowledge of the case. When circumstances so warrant, such an inquiry shall be held on the same procedural basis whenever the death or disappearance occurs shortly after the termination of the detention or imprisonment. The findings of such inquiry or a report thereon shall be made available upon request unless doing so would jeopardize an ongoing criminal investigation.

Principle 35

1. Damage incurred because of acts or omissions by a public official contrary to the rights contained in these Principles shall be compensated according to the applicable rules on liability provided by domestic law.

2. Information required to be recorded under these Principles shall be available in accordance with procedures provided by national law for use in claiming compensation under this principle.

8

9

10

11

12

Principle 36

1. A detained person suspected of or charged with a criminal offence shall be presumed innocent and shall be treated as such until proved guilty according to law in a public trial at which he has had all the guarantees necessary for his defence.
2. The arrest or detention of such a person pending investigation and trial shall be carried out only for the purposes of the administration of justice on grounds and under conditions and procedures specified by law. The imposition of restrictions upon such a person which are not strictly required for the purpose of the detention or to prevent hindrance to the process of investigation or the administration of justice, or for the maintenance of security and good order in the place of detention shall be forbidden.

Principle 37

A person detained on a criminal charge shall be brought before a judicial or other authority provided by law promptly after his arrest. Such authority shall decide without delay upon the lawfulness and necessity of detention. No person may be kept under detention pending investigation or trial except upon the written order of such an authority. A detained person shall, when brought before such an authority, have the right to make a statement on the treatment received by him while in custody.

Principle 38

A person detained on a criminal charge shall be entitled to trial within a reasonable time or to release pending trial.

Principle 39

Except in special cases provided for by law, a person detained on a criminal charge shall be entitled, unless a judicial or other authority decides otherwise in the interest of the administration of justice, to release pending trial subject to the conditions that may be imposed in accordance with the law. Such authority shall keep the necessity of detention under review.

General clause

Nothing in the present Body of Principles shall be construed as restricting or derogating from any right defined in the International Covenant on Civil and Political Rights.

PROJETE Piassex / PROJETE  
MONTREAL 1980

8

9

10

11

12



## Status of International Instruments on Human Rights

### Issue:

The Commission will have before it reports of the Secretary-General on:

- (a) the status of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights which provides an individual complaint mechanism; and
- (b) the status of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

### Background:

At its 21st session in 1966 the General Assembly adopted and opened for signature, ratification and accession the ICESCR, the ICCPR and the Optional Protocol to the ICCPR. Both Covenants and the Optional Protocol entered into force in 1976. As of September 7, 1988, there were 87 states parties to the ICCPR, 92 to the ICESCR and 41 to the Optional Protocol. Twenty-two countries have made the declaration under Article 41 of the ICCPR that provides for an interstate complaint mechanism.

Under both the ICCPR and the ICESCR states parties are required to report on measures they have adopted and the progress made in achieving the observance of the rights recognized therein. For the ICCPR, states submit their reports to the Human Rights Committee (HRC), which is composed of 18 nationals of states parties elected in their personal capacity for a term of four years. In addition, the HRC receives, considers and provides views on complaints from individuals concerning alleged breaches of ICCPR obligations by a state party which has ratified the Optional Protocol. Under the ICESCR, states parties submit their reports to the 18-person Committee on Economic, Social and Cultural Rights, which was created in 1985 by the Economic and Social Council (ECOSOC) to replace an earlier monitoring committee.

The Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment was adopted by the General Assembly in 1984 and entered into force on

9

10

11

12

June 26, 1987. As at December 1, 1988 there were 37 states parties to the Convention and 15 states had made declarations under Articles 21 and 22 recognizing the competence of the Committee Against Torture to receive interstate and individual complaints. The Committee Against Torture, composed of 10 independent experts (including 1 Canadian member, Professor Peter Burns, Dean of the Faculty of Law of the University of British Columbia), held its initial session in April 1988 during which it adopted its provisional rules of procedure and general guidelines for states on the submission of initial reports.

Canadian Position:

Canada acceded to the Covenants and the Optional Protocol in 1976 and strongly supports their universal ratification. Canada is also increasingly concerned with the implementation of these and other human rights instruments and their respective reporting procedures. Under this agenda item in the CHR and the General Assembly, Canada has supported a Dutch initiative providing for further examination of the problems relating to the effective implementation of the human rights instruments. This issue is likely to arise at CHR 45 and Canada will continue to support a detailed study of the various questions raised with a view to developing long-term solutions for such areas as reporting obligations of states and financing of the monitoring bodies. In this regard, Canada welcomed the meeting of chairpersons of the monitoring bodies in October 1988 and the constructive recommendations which arose from that meeting, including suggestions to improve reporting procedures and to avoid the duplication of functions.

Canada's second periodic report on Articles 6-9 of the ICESCR will be considered at the next session of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights in February 1989. Canada's second periodic report on the ICCPR is currently under preparation.

Canada ratified the Convention Against Torture on June 24, 1987. The issue of whether Canada should make declarations under Articles 21 and 22 of this Convention, accepting the optional complaint mechanisms, is currently under review. The question has been placed on the agenda of the Continuing Federal-Provincial-Territorial Committee of Officials Responsible for Human Rights for its meeting on

January 12-13, 1988, at which time the views of the provinces will be obtained.

Canada's initial report to the Committee Against Torture will be submitted in 1989. However it is not expected that the Committee will consider Canada's report until 1990.

9

10

11

12

9

10

11

12

**Draft Declaration on the Independence and Impartiality  
of the Judiciary, Jurors and Assessors  
and the Independence of Lawyers**

Issue:

The Commission on Human Rights will have before it for consideration the subject Draft Declaration as proposed by the Special Rapporteur, Mr. L.M. Singhvi.

Background:

The proposal for a study on the independence and impartiality of the judiciary originated in the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities at its 32nd session in 1979 and, following brief consideration of the proposal in the Commission on Human Rights, a Special Rapporteur was appointed by the Economic and Social Council pursuant to its decision 1980/124. The final report of the Special Rapporteur, which included the Draft Universal Declaration on the Independence of Justice, was submitted to, and briefly discussed by, the Sub-Commission in 1985. At its 1987 session, the report and the Draft Declaration were again considered by the Sub-Commission, where it was decided, pursuant to Resolution 1987/23, that the texts should be circulated to states for specific comments. Following receipt and consideration of submissions by states, the Special Rapporteur submitted an updated final report and a revised Draft Universal Declaration on the Independence of Justice to the Sub-Commission at its 1988 session. By its resolution 1988/25, the Sub-Commission referred the Draft Declaration to the Commission on Human Rights for further consideration.

The Draft Declaration contains 106 principles, which are divided into three sections: judges, jurors and assessors, and lawyers. The comprehensive text provides standards in such areas as the independence of judges, their selection and training, tenure and discipline, and removal. The section on jurors enunciates principles on their selection, as well as on jury consideration and deliberation. Finally, the section on lawyers addresses issues such as legal education, entry requirements, the duties and rights of lawyers, the functions of bar associations, and disciplinary matters.

Canadian Position:

Canada fully supports the work of the Sub-Commission in developing principles for safeguarding the independence of justice in all its aspects. In this regard, Canada recognizes and appreciates the extensive work done in this area by the Special Rapporteur, Dr. L.M. Singhvi, including the Draft Universal Declaration on the Independence of Justice. Dr. Singhvi's study and the Draft Declaration represent important steps in the development of standards for the protection of persons involved with the administration of justice.

Although fully supportive of the broad objectives of the Draft Declaration, Canada does have some concerns in relation to the scope of the instrument and the precise formulation of some of the principles. In some cases, difficulties may arise not because of disagreement with the underlying objective or intent of any given principle, but because the wording used in the principle does not provide for practice in a particular country, even though that practice itself is fully consistent with the concept of the independence of justice. In addition, Canada believes that the Draft Declaration should complement similar standards set out in the Basic Principles on the Independence of the Judiciary, adopted at the Seventh UN Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders in Milan, 1985. A review of the implementation by states of these Basic Principles is planned for the Eighth UN Congress in 1990.

For the above reasons, Canada supports a careful examination of the Draft Declaration by the Commission on Human Rights. Although the document represents a significant achievement in the development of standards in this area, it should be reviewed carefully, either by the Commission or Sub-Commission, to ensure that it is useful and consistent with standards in other international instruments.



**Economic and Social  
Council**

Distr.  
GENERAL

E/CN.4/Sub.2/1988/20/Add.1  
20 July 1988

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
Sub-Commission on Prevention of  
Discrimination and Protection  
of Minorities  
Fortieth session  
Item 10 of the provisional agenda

DRAFT DECLARATION ON THE INDEPENDENCE AND IMPARTIALITY OF THE JUDICIARY,  
JURORS AND ASSESSORS AND THE INDEPENDENCE OF LAWYERS

Report by the Special Rapporteur, Mr. L.M. Singhvi, pursuant to  
Sub-Commission resolution 1987/23 of 3 September 1987

Addendum

The Special Rapporteur has made certain revisions in the Draft Universal Declaration on the Independence of Justice. The revised version is attached hereto.

10

11

12

DRAFT UNIVERSAL DECLARATION ON THE INDEPENDENCE OF JUSTICE

The General Assembly,

WHEREAS the peoples of the world have, in the Charter of the United Nations, proclaimed their determination to reaffirm faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person and in the equal rights of men and women, and to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

WHEREAS the Charter sets forth, as one of the purposes of the United Nations, the promotion and encouragement of respect for human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

WHEREAS the Universal Declaration of Human Rights proclaims in article 2 that everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth in that Declaration without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status, or the status of the territory to which he belongs,

WHEREAS the Universal Declaration proclaims in article 10 that everyone is entitled in full equality to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, in the determination of his rights and obligations and of any criminal charge against him,

Mindful of the Statute of the International Court of Justice, which postulates and provides for the principle of the independence of judges,

Recalling that the International Covenant on Civil and Political Rights embodies provisions to ensure access to effective remedy to any person whose rights or freedoms are violated and to develop the possibilities of judicial remedy,

Considering that a number of international instruments have proclaimed that all human beings are equal before the law and are entitled to equal protection of the law,

Recalling resolution 3144 (XXVIII) of the General Assembly with reference to draft principles relating to equality in the administration of justice,

Proceeding on the basis of the resolution 5 (XXXII) of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities and in the light of the discussions in and decisions of the Sub-Commission in its successive sessions,

Recognizing that the principle of the impartiality and independence of the judiciary, jurors and assessors and the independence of lawyers is the foundation of the rule of law, equal protection of the law, prevention of discrimination and protection of minorities,



Bearing in mind the Basic Principles on the Independence of the Judiciary adopted by the Seventh United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders in 1985 at Milan which the General Assembly welcomed by its resolution 40/146 of 13 December 1985, inviting Governments to respect them and to take them into account within the framework of their national legislation and practice and encouraging the Sub-Commission on prevention of Discrimination and Protection of Minorities to take them into account in making its final recommendations,

Recalling resolution 42/143 of the General Assembly, resolution 1986/10 of the Economic and Social Council and the importance of progress with regard to the draft Body of Principles for the Protection of All Persons under Any Form of Detention or Imprisonment,

Noting that, notwithstanding the diversities of political systems and legal mechanisms in different countries, there is a basic and substantial consensus on the principles and minimum standards relating to the independence of justice in the constitutions and legal systems of the world,

Concerned that there exists a gap between the vision underlying the universally accepted principles on the independence of justice and the actual situation in many parts of the world,

Believing that the restatement and elaboration of the principles of the independence of justice and the application of standards based on them will contribute to an improvement in the administration of justice and strengthening of the institutional culture of the rule of law,

Desirous of promoting world-wide solidarity on the principles and standards relating to the independence of justice,

Convinced that an International Declaration on the Independence of Justice will help to advance justice, strengthen freedom and promote rule of law and also to develop legal institutions and enlarge the possibilities of judicial remedies as contemplated in article 2 (3) (b) of the International Covenant on Civil and Political Rights,

1. Solemnly proclaims this Universal Declaration on the Independence of Justice;
2. Calls upon Member States to adhere to the principles and standards contained in this Declaration, to foster its widest possible dissemination particularly among judges, lawyers, jurors and assessors, and to develop programmes for strengthening legal institutions and judicial remedies;
3. Invites intergovernmental and non-governmental organizations to secure the widest possible dissemination of the principles and standards contained in this Declaration and to pledge their sustained endeavour to ensure their universal observance.

## JUDGES

### Objectives and Functions

1. The objectives and functions of the judiciary shall include:
  - (a) Administering the law impartially irrespective of parties;
  - (b) Promoting, within the proper limits of the judicial function, the observance and the attainment of human rights;
  - (c) Ensuring that all peoples are able to live securely under the rule of law.

### Independence

2. Judges individually shall be free, and it shall be their duty, to decide matters before them impartially in accordance with their assessment of the facts and their understanding of the law without any restrictions, influences, inducements, pressures, threats or interferences, direct or indirect, from any quarter or for any reason.
3. In the decision-making process, judges shall be independent vis-à-vis their judicial colleagues and superiors. Any hierarchical organization of the judiciary and any difference in grade or rank shall, in no way, interfere with the right of the judge to pronounce his judgement freely. Judges, on their part, individually and collectively, shall exercise their functions with full responsibility of the discipline of law in their legal system.
4. The judiciary shall be independent of the Executive and Legislature.
5. (a) The judiciary shall have jurisdiction, directly or by way of review, over all issues of a judicial nature, including issues of its own jurisdiction and competence.
  - (b) No ad hoc tribunals shall be established to displace jurisdiction properly vested in the courts.
  - (c) Everyone shall have the right to be tried with all due expedition and without undue delay by the ordinary courts or judicial tribunals under law subject to review by the courts.
  - (d) Some derogations may be permitted in times of grave public emergency which threatens the life of the nation but only under conditions prescribed by law, only to the extent strictly consistent with internationally recognized minimum standards and subject to review by the courts.
  - (e) In such times of emergency, the State shall endeavour to provide that civilians charged with criminal offences of any kind shall be tried by ordinary civilian courts, and, detention of persons administratively without charge shall be subject to review by courts or other independent authority by way of habeas corpus or similar procedures so as to ensure that the detention is lawful and to inquire into any allegations of ill-treatment.

(f) The jurisdiction of military tribunals shall be confined to military offences. There shall always be a right of appeal from such tribunals to a legally qualified appellate court or tribunal or a remedy by way of an application for annulment.

(g) No power shall be so exercised as to interfere with the judicial process.

(h) The Executive shall not have control over the judicial functions of the courts in the administration of justice.

(i) The Executive shall not have the power to close down or suspend the operation of the courts.

(j) The Executive shall refrain from any act or omission which pre-empts the judicial resolution of a dispute or frustrates the proper execution of a court decision.

6. No legislation or executive decree shall attempt retroactively to reverse specific court decisions or to change the composition of the court to affect its decision-making.

7. Judges shall be entitled to take collective action to protect their judicial independence.

8. Judges shall always conduct themselves in such a manner as to preserve the dignity and responsibilities of their office and the impartiality and independence of the judiciary. Subject to this principle, judges shall be entitled to freedom of thought, belief, speech, expression, professional association, assembly and movement.

#### Qualifications, Selection and Training

9. Candidates chosen for judicial office shall be individuals of integrity and ability. They shall have equality of access to judicial office; except in case of lay judges, they should be well-trained in the law.

10. In the selection of judges, there shall be no discrimination on the grounds of race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national, linguistic or social origin, property, income, birth or status, but it may however be subject to citizenship requirements and consideration of suitability for judicial office.

11. (a) The process and standards of judicial selection shall give due consideration to ensuring a fair reflection by the judiciary of the society in all its aspects.

(b) Any methods of judicial selection shall scrupulously safeguard against judicial appointments for improper motives.

(c) Participation in judicial appointments by the Executive or the Legislature or the general electorate is consistent with judicial independence so far as such participation is not vitiated by and is scrupulously safeguarded against improper motives and methods. To secure the most suitable appointments from the point of view of professional ability and integrity and to safeguard individual independence, integrity and endeavour shall be made, in so far as possible, to provide for consultation with members of the judiciary and the legal profession in making judicial appointments or to provide appointments or recommendations for appointments to be made by a body in which members of the judiciary and the legal profession participate effectively.

12. Continuing education shall be available to judges.

Posting, Promotion and Transfer

13. Where the law provides for the discretionary assignment of a judge to a post on his appointment or election to judicial office such assignment shall be carried out by the judiciary or by a superior council of the judiciary where such bodies exist.

14. Promotion of a judge shall be based on an objective assessment of the judge's integrity, independence, professional competence, experience, humanity and commitment to uphold the rule of law. No promotions shall be made from an improper motive.

15. Except pursuant to a system of regular rotation or promotion, judges shall not be transferred from one jurisdiction or function to another without their consent, but when such transfer is in pursuance of a uniform policy formulated after due consideration by the judiciary, such consent shall not be unreasonably withheld by any individual judge.

Tenure

16. (a) The term of office of the judges, their independence, security, adequate remuneration and conditions of service shall be secured by law and shall not be altered to their disadvantage.

(b) Subject to the provisions relating to discipline and removal set forth herein, judges, whether appointed or elected, shall have guaranteed tenure until a mandatory retirement age or expiry of their legal term of office.

17. There may be probationary periods for judges following their initial appointment but in such cases the probationary tenure and the conferment of permanent tenure shall be substantially under the control of the judiciary or a superior council of the judiciary.

18. (a) During their terms of office, judges shall receive salaries and after retirement, they shall receive pensions.

(b) The salaries and pensions of judges shall be adequate, commensurate with the status, dignity and responsibility of their office, and shall be periodically reviewed to overcome or minimize the effect of inflation.

and  
ent  
ons

(c) Retirement age shall not be altered for judges in office without their consent.

19. The executive authorities shall at all times ensure the security and physical protection of judges and their families.

#### Immunities and Privileges

20. Judges shall be protected from the harassment of personal litigation against them in respect of their judicial functions and shall not be sued or prosecuted except under an authorization of an appropriate judicial authority.

21. Judges shall be bound by professional secrecy in relation to their deliberations and to confidential information acquired in the course of their duties other than in public proceedings. Judges shall not be required to testify on such matters.

#### Disqualifications

22. Judges may not serve in a non-judicial capacity which compromises their judicial independence.

23. Judges and courts shall not render advisory opinions except under an express constitutional or statutory provision.

24. Judges shall refrain from business activities, except as incidental to their personal investments or their ownership of property. Judges shall not engage in law practice.

25. A judge shall not sit in a case where a reasonable apprehension of bias on his part or conflict of interest or incompatibility of functions may arise.

#### Discipline and Removal

26. (a) A complaint against a judge shall be processed expeditiously and fairly under an appropriate practice and the judge shall have the opportunity to comment on the complaint at the initial stage. The examination of the complaint at its initial stage shall be kept confidential, unless otherwise requested by the judge.

(b) The proceedings for judicial removal or discipline when such are initiated shall be held before a Court or a Board predominantly composed of members of the judiciary. The power of removal may, however, be vested in the Legislature by impeachment or joint address, preferably upon a recommendation of such a Court or Board.

27. All disciplinary action shall be based upon established standards of judicial conduct.

10  
11  
1

28. The proceedings for discipline of judges shall ensure fairness to the judge and the opportunity of a full hearing.

29. Judgements in disciplinary proceedings instituted against judges, whether held in camera or in public, shall be published.

30. A judge shall not be subject to removal except on proved grounds of incapacity or misbehaviour rendering him unfit to continue in office.

31. In the event a court is abolished, judges serving on that court, except those who are elected for a specified term, shall not be affected, but they may be transferred to another court of the same status.

#### Court Administration

32. The main responsibility for court administration including supervision and disciplinary control of administration personnel and support staff shall vest in the judiciary, or in a body in which the judiciary is represented and has an effective role.

33. It shall be a priority of the highest order for the State to provide adequate resources to allow for the due administration of justice, including physical facilities appropriate for the maintenance of judicial independence, dignity and efficiency; judicial and administrative personnel; and operating budgets.

34. The budget of the courts shall be prepared by the competent authority in collaboration with the judiciary having regard to the needs and requirements of judicial administration.

35. The judiciary shall alone be responsible for assigning cases to individual judges or to sections of a court composed of several judges, in accordance with law or rules of court.

36. The head of the court may exercise supervisory powers over judges only in administrative matters.

#### Miscellaneous

37. A judge shall ensure the fair conduct of the trial and inquire fully into any allegations made of a violation of the rights of a party or of a witness, including allegations of ill-treatment.

38. Judges shall accord respect to the members of the Bar, as well as to assessors, procurators, public prosecutors and jurors as the case may be.

39. The State shall ensure the due and proper execution of orders and judgements of the Courts; but supervision over the execution of orders and over the service or process shall be vested in the judiciary.

40. Judges shall keep themselves informed about international conventions and other instruments establishing human rights norms, and shall seek to implement them as far as feasible, within the limits set by their national constitutions and laws.

41. These principles and standards shall apply to all persons exercising judicial functions, including assessors, arbitrators, public prosecutors and procurators who perform judicial functions, unless a reference to the context necessarily makes them inapplicable or inappropriate.

42. An assessor may either perform the functions of a judge or an associate or auxiliary judge or a consultant or a legal or technical expert. In performing any of these functions the assessors shall discharge their duties and perform their functions impartially and independently. Principles and standards which apply to judges are applicable to assessors unless a reference to the context necessarily make them inapplicable or inappropriate.

43. Assessors or Peoples' Assessors, or Nyaya Panchas, may be elected for specified terms on the basis of such franchise and by such electorates as may be provided by law to participate in the collegiate process of adjudication along with elected or appointed judges. There shall be no discrimination by reason of race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or status among citizens in the matter of their eligibility for election as assessors. On their election, such assessors may be empanelled for short and limited periods to discharge their functions as assessors. Assessors may also be appointed or empanelled for technical advice or assistance on the basis of their specialized knowledge in a case or a class of cases. Lay judges or citizen judges may also be appointed to discharge certain simple adjudicating functions.

44. Assessors shall be duly and adequately compensated with a reasonable allowance for the duration of their service as assessors by the State except when they receive such allowance paid to them in their place of employment.

45. Assessors who are elected to participate in the process of adjudication or are appointed to render technical and other assistance shall be free from any restrictions, influences, inducements, pressures, threats or interferences, direct or indirect, except that elected assessors may give periodic explanations to their electorate as a part of the system of citizen participation in the justice system.

46. Assessors shall be independent of the judges and of the Executive and Legislature and shall be entitled to participate in the process of adjudication to the extent and in the manner provided for in the law and practice of the legal system. Peoples' assessors who are elected to participate in the process of adjudication shall also be entitled to record their minutes of dissent which shall form a part of the record.

47. Any method of empanelment of assessors shall scrupulously safeguard against any improper motive in the matter of empanelment.

48. A provision may be made for the orientation and instruction for Peoples' Assessors or Nyaya Panchas elected to participate in the process of adjudication.

49. An assessor may be recalled by the electorate or may be disqualified or removed or his appointment may be terminated, but always strictly in accordance with the procedure established by law.

#### JURORS AND ASSESSORS

##### Selection of Prospective Jurors

50. The opportunity for jury service shall be extended without distinction of any kind by reason of race, colour, sex, religion, political or other opinion, national, linguistic or social origin, property, income, birth or status, but it may, however, be subject to citizenship requirements.

51. The names of prospective jurors shall be drawn from a jury source list compiled from one or more regularly maintained lists of persons residing in the court jurisdiction.

52. The jury source list shall be representative and shall be as inclusive of the adult population in the jurisdiction as is feasible.

53. The Court shall periodically review the jury source list for its representativeness and inclusiveness. Should the Court determine that improvement is needed in the representativeness or inclusiveness of the jury source list, appropriate corrective action shall be taken.

54. Random selection procedures shall be used at all stages throughout the jury selection process except as provided herein.

55. The frequency and the length of time that persons are called upon to perform jury service and to be available therefor, shall be the minimum consistent with the needs of justice.

56. Except as may be expressly provided for by law, all automatic excuses or exemptions from jury service shall be avoided.

57. Eligible persons who are summoned may be excused from jury service only for valid reason by the court, or with its authorization.

##### Selection of a Particular Jury

58. Examination of prospective jurors shall be limited to matters relevant to determining whether to remove a juror for cause and to exercising peremptory challenges.

59. If the judge determines during the examination of prospective jurors that an individual is unable or unwilling to hear the particular case before the court fairly and impartially, that individual shall be removed from the panel. Such a determination may be made on motion of a party or on the judge's own initiative.

60. In jurisdictions where peremptory challenges are permitted, their number and the procedure for exercising them shall be uniform for the same type of case.



61. Peremptory challenges shall be limited to a number no larger than necessary to provide reasonable assurance of obtaining an unbiased jury.

Administration of the Jury System

62. The responsibility for the administration of the jury system shall be under the control of the judiciary.

63. The notice summoning a person to jury service shall be in writing, easily understandable, and delivered sufficiently in advance.

64. Courts shall employ the services of prospective jurors so as to achieve the best possible use of them with a minimum of inconvenience.

65. Courts shall provide adequate protection for jurors from threat and intimidation.

66. Courts shall provide an adequate and suitable environment for jurors, and jury facilities shall be arranged to minimize contact between jurors and parties, counsel and the public.

67. Persons called for jury service shall receive a reasonable allowance from the State except when they receive such allowance in their place of employment.

68. Employers shall be prohibited from penalizing employees who are called for jury service.

Jury Consideration and Deliberation

69. Procedures shall be provided to prevent a trial from being terminated because of unforeseen circumstances which would reduce the number of jurors.

70. Courts shall provide some form of orientation or instruction to persons called for jury service to increase prospective jurors' understanding of the judicial system and prepare them to serve competently as jurors.

71. In simple language the trial judge shall:

(a) Directly following empanelment of the jury, give preliminary explanations of the jury's role and of trial procedures;

(b) Direct the jury on the law.

72. (a) A jury's deliberations shall be held in secrecy. Jurors shall not make public reasons for their decisions.

(b) A jury shall be sequestered only for the purpose of insulating its members from improper information or influence.

(c) Standard procedures shall be promulgated to make certain that the inconvenience and discomfort of the sequestered jurors is minimized.

10

11

12

## LAWYERS

### Definitions

73. In this chapter:

(a) "Lawyer" means a person qualified and authorized to plead and act on behalf of his clients, to engage in the practice of law and appear before the courts and to advise and represent his clients in legal matters, and shall, for the purposes of this chapter, include agents, assistants, procuradores, paraprofessionals and other persons authorized and permitted to perform one or more of the functions of lawyers, unless a reference to the context makes such inclusion inappropriate or inapplicable;

(b) "Bar Association" means a professional association, guild, faculty, college, bureau, council or any other recognized professional body under any nomenclature within a given jurisdiction, and shall, for the purposes of this chapter, include any association under any nomenclature of agents, assistants, procuradores, paraprofessionals and other persons who are authorized and permitted to perform one or more of the functions of lawyers, unless a reference to the context makes such inclusion inappropriate or inapplicable.

### General Principles

74. The independence of the legal profession constitutes an essential guarantee for the promotion and protection of human rights.

75. There shall be a fair and equitable system of administration of justice which guarantees the independence of lawyers in the discharge of their professional duties without any restrictions, influences, inducements, pressures, threats or interference, direct or indirect, from any quarter or for any reason.

76. All persons shall have effective access to legal services provided by an independent lawyer of their choice, to protect and establish their economic, social and cultural as well as civil and political rights.

### Legal Education and Entry into the Legal Profession

77. Legal education and entry into the legal profession shall be open to all persons with requisite qualifications and no one shall be denied such opportunity by reason of race, colour, sex, religion, political or other opinion, national, linguistic or social origin, property, income, birth or status.

78. Legal education shall be designed to promote in the public interest, in addition to technical competence, awareness of the ideals and ethical duties of the lawyer and of human rights and fundamental freedoms recognized by national and international law.

79. Programmes of legal education shall have regard to the social responsibilities of the lawyer, including co-operation in providing legal services to the poor and the promotion and defence of economic, social and cultural rights in the process of development.

80. Every person having the necessary qualifications, integrity and good character shall be entitled to become a lawyer and to continue to practise as a lawyer without discrimination on the ground of race, colour, sex, religion or political or other opinion, national, linguistic, or social origin, property, income, birth or status or for having been convicted of an offence for exercising his internationally recognized civil or political rights. The conditions for the disbarment, disqualification or suspension of a lawyer shall, as far as practicably, be specified in the statutes, rules or precedents applicable to lawyers and others performing the functions of lawyers.

#### Education of the Public Concerning the Law

81. It shall be the responsibility of the lawyers and Bar Associations to educate the members of the public about the principles of the rule of law, the importance of the independence of the judiciary and of the legal profession and the important role lawyers, judges, jurors, and assessors play in protecting fundamental rights and liberties and to inform the members of the public about their rights and duties and the relevant and available remedies. In particular, the Bar Associations shall prepare and implement appropriate educational programmes for lawyers as well as for the general public, and shall collaborate with the authorities, non-governmental organizations, bodies of citizens and educational institutions in promoting and co-ordinating such programmes.

#### Duties and Rights of Lawyers

82. The duties of a lawyer towards his client include:

(a) Advising the client as to his legal rights and obligations, and as to the working of the legal system in so far as it is relevant to the client's legal rights and obligations;

(b) Assisting the client in every appropriate way, and taking legal action to protect him and his interests; and,

(c) Representing him before courts, tribunals or administrative authorities.

83. The lawyer in discharging his duties shall at all times act freely, diligently and fearlessly in accordance with the wishes of his client and subject to the established rules, standards and ethics of his profession without any inhibition or pressure from the authorities or the public.

84. Every person and group of persons is entitled to call upon the assistance of a lawyer to defend his or its interests or cause within the law and it is the duty of the lawyer to do so to the best of his ability and with integrity and independence. Consequently, the lawyer is not to be identified by the authorities or the public with his client or his client's cause, however popular or unpopular it may be.

10

11

12

85. No lawyer shall suffer or be threatened with penal, civil, administrative, economic or other sanctions by reason of his having advised or assisted any client or for having represented any client's cause.

86. Save and except when the right of representation by a lawyer before an administrative department or a domestic forum may have been excluded by law, or when a lawyer is suspended, disqualified or disbarred by an appropriate authority, no court or administrative authority shall refuse to recognize the right of a lawyer to appear before it for his client, provided, however, that such exclusion, suspension, disqualification or disbarment shall be subject to independent judicial review.

87. It is the duty of a lawyer to show proper respect towards the judiciary. He shall have the right to raise an objection to the participation or continued participation of a judge in a particular case, or to the conduct of a trial or hearing.

88. If any proceedings are taken against a lawyer for failing to show proper respect towards a court, no sanction against him shall be imposed by a judge or judges who participated in the proceedings which gave rise to the charge against the lawyer, except that the judge or judges concerned may in such a case suspend the proceedings and decline to continue to hear the lawyer concerned.

89. Save as provided in these principles, a lawyer shall enjoy civil and penal immunity for relevant statements made in good faith in written or oral pleadings or in his professional appearances before a court, tribunal or other legal or administrative authority.

90. The independence of lawyers in advising, assisting and representing persons deprived of their liberty shall be guaranteed so as to ensure that such persons have free and fair legal assistance. Safeguards shall be built to avoid any possible suggestion of collusion, arrangement or dependence between the lawyer who acts for them and the authorities.

91. Lawyers shall have all such other facilities and privileges as are necessary to fulfil their professional responsibilities effectively, including:

(a) Confidentiality of the lawyer-client relationship and the right to refuse to give testimony if it impinges on such confidentiality;

(b) The right to travel and to consult with their clients freely born within their own country and abroad;

(c) The right to visit, to communicate with and to take instructions from their clients;

(d) The right freely to seek, to receive and, subject to the rules of their profession, to impart information and ideas relating to their professional work;

(e) The right to accept or refuse a client or a brief on reasonable personal or professional grounds.

92. Lawyers shall enjoy freedom of belief, expression, association and assembly; and in particular they shall have the right to:

(a) Take part in public discussion of matters concerning the law and the administration of justice;

(b) Join or form freely local, national and international organizations;

(c) Propose and recommend well considered law reforms in the public interest and inform the public about such matters;

(d) Take full and active part in the political, social and cultural life of their country.

93. Rules and regulations governing the fees and remunerations of lawyers shall be designed to ensure that they earn a fair and adequate income, and legal services are made available to the public on reasonable terms.

#### Legal Service for the Poor

94. It is a necessary corollary of the concept of an independent bar that its members shall make their services available to all sectors of society and particularly to its weaker sections, so that free legal aid may be given in appropriate cases, no one may be denied justice, and the Bar may promote the cause of justice by protecting economic, social, cultural, civil and political human rights of individuals and groups.

95. Governments shall be responsible for providing sufficient funding for appropriate legal service programmes for those who cannot afford the expenses on their legitimate litigation. Governments shall also be responsible for laying down the criteria and prescribing the procedure for making such legal services available in such cases.

96. Lawyers engaged in legal service programmes and organizations, which are financed wholly or in part from public funds, shall receive adequate remuneration and enjoy full guarantees of their professional independence in particular by:

(a) The direction of such programmes or organizations being entrusted to Bar Associations or independent boards composed mainly or entirely of members of the profession, with effective control over its policies, allocated budget and staff;

(b) Recognition that, in serving the cause of justice, the lawyer's primary duty is towards his client, whom he must advise and represent in conformity with his professional conscience and judgement.

#### The Bar Association

97. There may be established in each jurisdiction one or more independent and self-governing associations of lawyers recognized in law, whose council or other executive body shall be freely elected by all the members without interference of any kind by any other body or person. This shall be without prejudice to their right to form or join in addition other professional associations of lawyers and jurists.

10

11

12

98. In order to foster the solidarity and maintain the independence of the legal profession, it shall be the duty of a lawyer to enrol himself as a member of an appropriate Bar Association.

Functions of the Bar Association

99. The functions of a Bar Association in ensuring the independence of the legal professional shall be inter alia:

- (a) To promote and uphold the cause of justice, without fear or favour;
- (b) To maintain the honour, dignity, integrity, competence, ethics, standards of conduct and discipline of the profession;
- (c) To defend the role of lawyers in society and preserve the independence of the profession;
- (d) To protect and defend the dignity and independence of the judiciary;
- (e) To promote the free and equal access of the public to the system of justice, including the provision of legal aid and advice;
- (f) To promote the right of everyone to a fair and public hearing before a competent, independent and impartial tribunal and in accordance with proper procedures in all such proceedings,
- (g) To promote and support law reform, and to comment upon and promote public discussion on the substance, interpretation and application of existing and proposed legislation;
- (h) To promote a high standard of legal education as a prerequisite for entry into the profession;
- (i) To ensure that there is free access to the profession for all persons having the requisite professional competence and good character, without discrimination of any kind, and to give assistance to new entrants into the profession;
- (j) To promote the welfare of members of the profession and render assistance to a member of his family in appropriate cases;
- (k) To affiliate with and participate in the activities of international organizations of lawyers.

100. Where a person involved in litigation wishes to engage a lawyer from another country to act with a local lawyer, the Bar Association shall, as far as practicable, co-operate in assisting the foreign lawyer to obtain the necessary right of audience.

101. To enable the Bar Association to fulfil its function of preserving the independence of lawyers it shall be informed immediately of the reason and legal basis for the arrest or detention of any of its members or any lawyer practising within its jurisdiction; and for the same purpose the Association shall have notice of:

- (a) Any search of his person or property;
- (b) Any seizure of documents in his possession;
- (c) Any decision to take proceedings affecting or calling into question the integrity of a lawyer.

In such cases, the Bar Association shall be entitled to be represented by its president or nominee to follow the proceedings and in particular to ensure that professional secrecy and independence are safeguarded.

#### Disciplinary Proceedings

102. The Bar Association shall establish and enforce in accordance with the law a code of professional conduct of lawyers. Such a code of conduct may also be established by legislation.

103. The Bar Association or an independent statutory authority consisting mainly of lawyers shall ordinarily have the primary competence to conduct disciplinary proceedings against lawyers on its own initiative or at the request of a litigant or a public-spirited citizen. A court or a public authority may also report a case to the Bar Association or the statutory authority which may on that basis initiate disciplinary proceedings.

104. Disciplinary proceedings shall be conducted in the first instance by a disciplinary committee established by the Bar Association.

105. An appeal shall lie from a decision of the disciplinary committee to an appropriate appellate body.

106. Disciplinary proceedings shall be conducted with full observance of the requirements of fair and proper procedure, in the light of the principles expressed in this Declaration.

---

10

11

12

10

11

12



## INDIGENOUS ISSUES

In recent years, increasing attention has been paid in international fora to the situation of indigenous populations throughout the world. Indigenous issues have come under discussion in the U.N. Commission on Human Rights, the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, the Working Group on Indigenous Populations and the International Labor Organization. The Canadian Government has played a prominent role in these discussions and has been instrumental in increasing the participation by indigenous representatives from throughout the world at relevant gatherings. Participation by Canadian aboriginal representatives has also increased significantly in recent years.

### WORKING GROUP ON INDIGENOUS POPULATIONS

The Working Group on Indigenous Populations (WGIP) of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities is a body of independent experts which was established in 1982. It is authorized to meet annually for five days prior to the meeting of the Sub-Commission in order to: (a) review developments pertaining to the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms of indigenous populations and (b) give special attention to the evolution of standards concerning the rights of indigenous populations. Since its establishment, there have been 6 annual meetings of the WGIP, all of which have been attended by Canadian Government officials and Canadian indigenous representatives.

The Canadian Government has provided extensive comments concerning draft principles on indigenous rights which were prepared by the Chairperson of the WGIP. A major Canadian concern which was reflected in these comments is that such draft principles should contribute to the development of international standards relevant to indigenous populations throughout the world.

The same concern regarding universality was reflected in the successful effort by Canada and other states to broaden the mandate of a Special Rapporteur who was given the responsibility of providing an outline of a study on indigenous treaties, agreements and other constructive arrangements. The expansion of the mandate of the Special Rapporteur was meant to ensure that no significant indigenous population in the world was ignored in such a study.

### VOLUNTARY FUND FOR INDIGENOUS POPULATIONS

The Voluntary Fund for Indigenous Populations was established in 1985 by the Commission on Human Rights in an effort to increase the participation of indigenous

11

12

representatives from developing countries in the work of the WGIP. In 1988, 27 indigenous representatives from 19 countries were able to attend the WGIP session after receiving assistance from the Fund. The Canadian Government is one of the largest contributors to the Fund.

### ILO Convention 107

In September 1986 an international group of experts (including a person from the Canadian Government) decided that the "intergrationist" approach reflected in ILO Convention 107 on Aboriginal and Tribal Populations, concluded in 1957, was inappropriate. The experts also recommended that aboriginal and tribal populations should enjoy greater control over their own economic, social and cultural developments.

As part of the process of revising Convention 107, the ILO sent a questionnaire to states and recommended that, in preparing their replies, governments should consult with representatives of indigenous and tribal populations. Canada was one of only 4 states to do so prior to submitting its response to the questionnaire. Canada also ensured that the comments of indigenous groups were reproduced within the Canadian response, as were those of Canadian employers and workers.

Proposed revisions to Convention 107 were discussed at the 1988 ILO Conference and these discussions will continue at the 1989 ILO Conference. Following the conclusion of the 1988 meeting, states were asked to respond to a draft revision prepared by the ILO. After consultations with interested parties (including indigenous representatives), Canada provided a substantive response and also forwarded the response of indigenous organizations.

The Canadian Government will be an active participant at the 1989 Conference, with the goal of achieving broad support for an effective revised convention.



COUNTRY BRIEFS

AFRICA AND MIDDLE EAST

IRAN

ISRAELI OCCUPIED TERRITORIES

SOUTH AFRICA

AMERICAS

CHILE

CUBA

EL SALVADOR

GUATEMALA

HAITI

ASIA

AFGHANISTAN

HUMAN RIGHTS SITUATION IN  
THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

ISSUE

The human rights situation in Iran remains a matter for grave concern. The issue was referred by the Commission on Human Rights to the General Assembly for consideration in the 40th, 41st, 42nd and 43rd session. In 1988 Canada co-sponsored a resolution at the 43rd General Assembly which urged the Government of Iran to respond to allegations and to cooperate with the CHR Special Representative, and agreed to review the situation again at UNGA 44.

BACKGROUND

The available information indicates that widespread human rights abuses in Iran continue despite official Iranian disclaimers. Two areas of particular concern are reports of summary arrests, torture and arbitrary execution of political detainees and the discriminatory treatment of specific minority ethnic and religious groups, in particular Baha'is. Although estimates of the numbers executed since the February 1979 revolution vary widely, we have received reports of at least 6,000 cases to the end of 1984 although the total number of executions is probably much higher. In 1986 we received reports of 115 executions but we believe the actual number to be much higher. In September and December, 1988, further reports from Iran indicated that hundreds of political prisoners may have been executed.

In his most recent report on the situation, the Special Representative of the Commission on Human Rights stated that there was an increase in the number of deaths in the second half of 1988. He also noted the convergence of all sources in allegations of ill-treatment and torture in Iranian prisons, and in the assertion that judicial procedures are summary and irregular. The number of political prisoners, even the figures admitted by official sources, is sufficient to provoke genuine concern.

The persecution of Baha'is has remained a major concern in the consideration of human rights in Iran. The Iranian constitution pointedly excludes the Baha'is as a minority entitled to its legal protection, and in 1983 the Iranian Attorney General further announced that the existence of locally and nationally elected Baha'i institutions was in violation of the constitution. For religious reasons the Baha'is are considered by most Iranians to be heretical.

CANADIAN POSITION

Despite welcome indications that respect for human rights in Iran has improved somewhat in recent years, the situation still remains worse than in many other countries. Canada believes that multilateral fora such as the Commission for Human Rights are the most effective venue for influencing Iran on human rights issues.

## HUMAN RIGHTS SITUATION IN THE ISRAELI OCCUPIED TERRITORIES

### ISSUE

Human rights violations in the territories occupied by Israel (West Bank and Gaza Strip) are of major concern to the international community. Situations of military occupation are governed in international law by the Fourth Geneva Convention on the Protection of Civilians in Times of War, which establishes limits within which the occupying power must act. The Convention has been repeatedly and gravely breached by Israeli military and civilian authorities despite the appeals of the UN Security Council and General Assembly, and of the International Committee of the Red Cross (ICRC).

### BACKGROUND

As trustee of the Geneva Conventions, the ICRC is the authority on their significance and application. Despite its tradition of discretion, the ICRC has on several occasions since the beginning of the insurrection in the occupied territories, felt it necessary to denounce publicly violations of the Fourth Convention and call on Israel to apply it. Among other acts, it has drawn attention to the expulsion from the territories of some 45 residents, the arbitrary arrest of persons numbered in the thousands, conditions of detention which fail to meet minimum standards, including the opening of fire on detainees, collective punishments including the demolition of houses and the banning of some economic activities. Other bodies such as the U.N. Relief and Works Agency (UNRWA) have protested other forms of behaviour which breach the Convention, such as the use of disproportionate force and the maiming of civilians. Allegations of torture are being reported.

The UN Secretary General, Security Council and General Assembly have supported the position that the Fourth Convention applies to the present situation of the West Bank and Gaza and called on Israel to abide by it. This was a major focus of the Secretary General's report on the occupied territories of January 20, 1988 and of Security Council Resolutions 605 (December 22, 1987), 607 (January 5, 1988) and 608 (January 14, 1988) as well as of the Note by the President of the Security Council of August 26, 1988.

### CANADIAN POSITION

Canada has called on Israel to respect the Fourth Geneva Convention, bilaterally, through ministerial statements and through positions adopted at the U.N.. It has raised specific cases of human rights violations with the Israeli authorities on several occasions. It has also addressed the issue from the broader perspective that respect for human rights is an essential component of any lasting settlement of the Arab-Israeli dispute.

## SOUTH AFRICA

### ISSUE:

Human rights situation in South Africa.

### BACKGROUND:

Apartheid is a South African Government policy of "separate development" for South Africa's racial groups which was adopted in an effort to justify the privileges of the minority of European descent and maintain their exclusive control of government. While there have been some reforms, the major elements of apartheid remain in place.

### CANADIAN POSITION:

Canada's policy towards South Africa is principally a response to human rights abuses intrinsic to the systemized racism of apartheid and to the repression required to defend it against the legitimate opposition of most South Africans. The Canadian Government, at the level of Prime Minister and Secretary of State for External Affairs, has stated clearly Canada's total opposition to apartheid and a firm commitment to work in the most effective manner available to Canada to encourage the creation of non-racial, representative government in South Africa. The effort to do so has been a major priority in Canadian foreign policy.

Canada's approach has three major aspects, each of which functions at both bilateral and multilateral levels. First the Canadian Government monitors developments in South Africa closely, principally through the efforts of the Canadian Embassy in Pretoria, in order to respond to events with criticism, with public or diplomatic pressure, and as appropriate and potentially effective, with specific measures. It is essential that South Africans of all races be left with absolutely no illusion that apartheid is in any way acceptable to countries such as Canada. High level public criticism of new and continuing elements of repression serves, even when it does not have a direct effect on the issue in question, to remind South Africans that apartheid is a barrier to normal relations with the rest of the world. For practical reasons the Canadian response normally is delivered on a bilateral basis. However, co-ordinated or collective international pressure, particularly when South Africa's major trading partners are included, obviously is more effective. Thus, where possible, Canada seeks company for its stance. On some occasions pressure from western countries would appear to have played a role in

moderating some South African actions. For example, a proposed new law to restrict foreign funding of non-governmental organizations was significantly modified following extensive criticism and pressure. (The implementation of the revised law will have to be monitored closely.) International pressure also may have been a factor in decisions during 1988 to commute the death sentences of the "Sharpeville Six" and to release some political prisoners. In addition to very public stances on prominent issues the Canadian Government also raises concerns about specific individuals and issues in a more private manner when this approach appears potentially more effective.

A second essential aspect of Canada's approach to apartheid is to increase pressure on the Government of South Africa to engage in real negotiations with legitimate black leaders towards the creation of a non-racial representative government. The principal instruments are economic sanctions and other restrictive measures. These function at a psychological level to add meaning and significance to the international criticism that the Government of South Africa would prefer to ignore. In addition, the economic sanctions in place have clearly had an effect on the South African economy and have added to the cost of maintaining apartheid. Effective economic sanctions require international cooperation. Thus, Canada for the most part has taken a multilateral approach to sanctions. The Commonwealth has been particularly important. Canada played a significant role in the development of the package of measures agreed to by the Commonwealth Heads of Government in Nassau in 1985 and in London in 1986. Canada has implemented these measures fully and at the 1987 Heads of Government Meeting in Vancouver committed itself, along with other Commonwealth members, to widening, tightening and intensifying sanctions in order to make them more effective. In September 1988 the Secretary of State for External Affairs announced a number of further actions by the Government of Canada to this end.

The third major aspect of Canadian action is support to the opponents and victims of apartheid. In part Canadian support functions at the psychological level. The Canadian Embassy has extensive public and private interactions with internal non-violent opposition groups. The presence of Canadian diplomats at rallies, church services, political trials and funerals is actively sought by opponents of apartheid to provide a public demonstration that they have not been abandoned by the



international community. In addition Canada has established a substantial program of practical and financial assistance to the victims of apartheid. In the current fiscal year the total value of these programs is approximately \$8 million. Major elements include assistance for education, community development and labour education. Of special note is \$2.5 million program of legal and humanitarian assistance to political detainees and their families. Canadian assistance is designed to take advantage of the opportunities that both Embassy-directed and NGO aid programs provide.

Canada also has initiated a substantial program of support for efforts at bringing about dialogue among South Africans. Many observers agree that there is too little meaningful contact among South Africans of different races. Canada's program consists principally of grants to groups seeking to build understanding among individuals of different races on the nature of solutions to South Africa's problems that will be essential in a future non-racial South Africa. Another major program has been initiated to help counter South African propaganda and censorship. South Africans are deprived of information essential to a realistic understanding of their country's problems. Canada's program seeks to help overcome this barrier to change by assisting the alternative press and through other measures designed to improve access to information.

An important activity at present relates to the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa established at the Vancouver Commonwealth Heads of Government Meeting to provide impetus to the Commonwealth's treatment of South Africa in the period leading up to the next Heads of Government Meeting. The Committee is chaired by the Secretary of State for External Affairs, Joe Clark. At each of the two meetings of the Committee to date it has reviewed the latest developments in South Africa. At its most recent meeting hosted by Canada in Toronto in August 1988 the Committee reviewed interim reports on the impact of sanctions, and studies on South Africa's international financial links and on security requirements of the Front-Line States, as well as a Canadian strategy to counter South African propaganda and censorship. These provided a basis for practical agreements to widen, tighten and intensify the application of existing financial and other sanctions. The next meeting of the Committee in Harare, Zimbabwe during February 1989 will review all these issues with special attention to the problems that South African destabilization poses for the countries of the region.

## HUMAN RIGHTS SITUATION IN CHILE

### ISSUE:

Despite considerable progress human rights violations still exist in Chile.

### BACKGROUND:

After a period of gradual improvement in the human rights situation, preparations for the October 5, 1988 presidential plebiscite necessitated further direct measures to ensure the credibility and public acceptance of the results. Most political parties were legalized, a register of voters was opened and over 90% of the electorate were registered (7.4 million out of a possible 8.1 million voters) and all restrictions on the return of exiles and all states of exception were lifted. In addition, when the plebiscite was held, the Government moved quickly to accept the results publicly (despite the fact that it registered a defeat for the regime), and to pledge a return to democratic civilian government as required under the constitution.

There is still evidence, however, of continuing violations of human rights in Chile, including arbitrary detention, disappearances, torture, repression of trade union activities, incommunicado detention, and intimidations which are detailed in the 1988 report of the United Nation's Special Rapporteur on Human Rights. Because of this Canada voted for the Mexican-sponsored resolution criticizing the human rights situation in Chile when the issue was discussed in the UNGA Third Committee in December 1988. We also drew to the attention of senior Chilean officials the concerns which prompted our vote. We were pleased, however, that the Mexican resolution closely reflected the improved human rights situation in Chile, as outlined in Appendix II of the Special Rapporteur's report.

### CANADIAN POSITION:

The Canadian Government continues to deplore the violation of human rights and democratic traditions in Chile, and uses all appropriate occasions to draw its concerns to the attention of the Chilean authorities, both through bilateral consultations and in multi-lateral fora. Nevertheless we note the improvement in human rights cited in the Special Rapporteur's report and recognize that the presidential plebiscite was held in a fair and transparent manner, allowing the Chilean people an opportunity to clearly express their will in a secret, universal ballot. We now expect the Government to hold

free and open democratic elections for President and for Congress, and we hope that the transition and handover to a democratic civilian government will be trouble-free. This process holds promise for even greater progress in the human rights area.

## CUBA

### ISSUE:

The human rights situation in Cuba.

### BACKGROUND:

Since the revolution, the Cuban Government has systematically prevented Cuban citizens from enjoying political and civil rights that Canadians take for granted. Freedoms of speech, assembly, migration, religious belief and practice, and political choice, are not taken for granted. The Committees for the Defence of the Revolution continue to monitor the lives of all Cuban citizens, and their reports partially determine access to better housing, jobs, and education. In addition, a number of dissidents remain imprisoned, and political prisoners have reportedly been mistreated systematically during their incarceration.

During visits in 1988 by Amnesty International, the New York Bar Association, and a delegation from the United Nations Commission for Human Rights, the Government moderated somewhat the repression of individual freedoms, and evidently improved prison conditions. However, since these visits took place, key human rights activists have been encouraged to leave Cuba, and some have been incarcerated. After a demonstration by members of a dissident cultural group on October 20, six human rights activists were sentenced to prison terms of up to one year. Other demonstrators, including some who had testified before the Commission for Human Rights delegation, were detained. State run unions and cultural associations applauded the crackdown, and warned that Soviet-style "glasnost" and "perestroika" will have no place in Cuban society.

### Canadian Position

While Canada has acknowledged the gains made by the revolution in Cuba in health care and education, we have never subscribed to the notion that the rights of the party or the state supercede the rights of the individual. Consequently, Canada will continue to monitor closely the overall human rights situation in Cuba, and draw attention to those conditions and activities that provoke our concern.

Of specific concern to Canada is the Cuban Government's unwillingness to resolve a number of family reunification cases that date back several years. In these cases, humanitarian values must prevail over political or strategic considerations.

## EL SALVADOR

### ISSUE:

The human rights situation in El Salvador.

### BACKGROUND:

Since late 1987, the number of human rights violations in El Salvador, in particular civilian victims of political violence, has increased. This follows three years of significant improvement in the human rights situation. The most serious problem has been a resurgence of "death squad" activity. This resurgence was a point of particular concern in the interim report of the UN Special Rapporteur, released last month. Available statistics are not entirely reliable, and the work of human rights organizations is rendered difficult by the political polarization in El Salvador, but the trends over the past year have been disturbing. According to Tutela Legal, death squad killings are up over 50% from 1987, and deaths attributed to the armed forces are up 40%. Killings by the Farabundo Marti National Liberation Front (FMLN) were also up, as were deaths by land mines which are primarily used by the rebels.

According to Tutela, there has also been an increase in the incidence of torture of prisoners, longer periods of incommunicado detention and, generally, a less co-operative attitude of security forces in complying with the norms designed to prevent abuses. Of major concern is the continued inability of the judicial system to process political cases. According to Tutela, the judiciary is subject to manipulation by bribe or threat, with no adequate protection system in place for the judges.

The exercise and protection of political and civil rights in El Salvador provides a more positive picture. In the wake of the Guatemala Peace Accord of August 1987, members of the political leadership of the left-wing Democratic Revolutionary Front (FDR), including Ruben Zamora, have returned unimpeded to El Salvador and formed the Convergencia Democratica to contest the 1989 presidential elections. Legislative and municipal elections were held in March 1988 and, in spite of a boycott by left-wing parties and a transportation strike organized by the insurgency, there was a high voter turnout in which a majority of the electorate opted for change. The risks which people took to vote is indicative of their very high regard for the opening of the democratic process in El Salvador. There are few restrictions on freedom of speech and the press. Movement within the country is, however, subject to restrictions because of the insurgency. The deterioration in the human rights situation

has been attributed, in part, to right-wing and military opposition to the Peace Accord and the resurgent electoral strength of the rightist Republican National Alliance (ARENA) party. It has also been attributed to a strategy by the left to escalate the level of violence in order to undermine the presidential elections. This situation of instability has been exacerbated by an apparent loss of control and influence by President Duarte and his administration and by the illness of the President himself. By no serious analysis, however, is El Salvador returning to the level of massive killings and abuses of the late 1970's/early 1980's.

CANADIAN POSITION:

Canada is concerned about the reported increase in violence in El Salvador, from both sides to the civil conflict in that country. Recent reports by Amnesty International and Americas Watch have been carefully studied, and their findings taken into account in our ongoing assessment of the human rights situation in El Salvador. The Government has taken every opportunity to express concern to the Government of El Salvador about the current situation. Our Ambassador to El Salvador has raised the matter with the Salvadoran authorities, and meets regularly with Salvadoran human rights organizations to hear their views. Senior Canadian officials visited San Salvador in mid-November, and again registered Canadian interest at the most senior levels of the Salvadoran government. Canada's concerns about the situation were also voiced in the recent UN debate on Human Rights. This complex question, will continue to be subject to careful monitoring and appropriate interventions.

## GUATEMALA

### ISSUE:

The human rights situation in Guatemala.

### BACKGROUND:

Since coming to power in 1986, President Cerezo has tried to institutionalize respect for human rights in Guatemala. This has proven difficult, because Guatemala continues to be a highly polarized society. On the left, the insurgency continues to confront the Government. The November massacre of 22 civilians in San Andres, Itzapa, underlines the viciousness of Guatemala's civil conflict. On the right, paramilitary death squads appear once again to be active, and at least some are evidently guided by police or military personnel, operating outside the control of civilian authorities.

The process of establishing a democratic opening is locked between two extremes. Recent coup attempts, and continued activity by the insurgency, underline the tightrope the Cerezo government must walk. These tensions have precluded a meaningful dialogue aimed at achieving national reconciliation - one of the main objectives of the Guatemala Peace Accord. They have also led President Cerezo to refuse either to abrogate the Amnesty Law enacted by the last military government, or to order investigations into past human rights abuses.

The Government has, despite these constraints, enlarged the political space available to the opposition. The Grupo de Apoyo Mutuo (GAM) and the labour unions operate openly. Freedom of expression has grown, and the Government has approved foreign aid funds committed to improving the standard of living of the poorest segments of society. In addition, civilian authorities have instituted programs to professionalize the police force, and these programs include training in human rights, to which the French and West German governments have provided assistance. The office of Human Rights Ombudsman, created last year, reports to the Guatemalan Congress through the Congressional Human Rights Commission.

CANADIAN POSITION

Canada applauds the efforts of the Cerezo administration aimed at institutionalizing respect for human rights in Guatemala, including the training and reforming of the police force, as well as the enhancement of the political space available to opposition groups.

Canada had, however, opposed the termination of the mandate of the United Nations Special Rapporteur. International scrutiny is an essential mechanism of support for the Guatemalan Government in its efforts to establish the rule of law and achieve a real and lasting reduction of violence. Although Canada respects the decision of the majority of members of the Commission for Human Rights, we will continue to argue in favour of international monitoring of the situation in Guatemala. In this context, we look forward to receiving at the Commission on Human Rights, the report of the Expert appointed by the Secretary-General. The Expert was appointed with a view to assisting the Guatemalan Government in taking the necessary action for the further restoration of human rights.

Of immediate concern are reports of increasing human rights violations throughout Guatemala, and of recent attempts by some elements of the military and extreme right to destabilize the government, ostensibly in response to the perceived danger posed by the leftist insurgency. During his visit to Guatemala in November 1987, the Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, met President Cerezo, Foreign Minister Cabrera, and human rights leaders. In all of these meetings, Mr. Clark expressed Canada's support for the democratic process, and emphasized our continuing concern about human rights violations in Guatemala. Canadian officials maintain contact with leaders of all sectors of Guatemalan society, and keep them informed about Canadian concerns about the human rights situation in general, as well as those specific violations that come to our attention.



## THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN HAITI

### Issue

As a member of the U.N. Human Rights Commission, Canada will be required, early in 1989, to examine the human rights situation in Haiti pursuant to Commission resolution 1988/51. The following is a brief summary of the situation and of the Canadian position.

### Background

The overthrow of the Namphy government and its replacement by that of General Prosper Avril has brought to a halt, at least for the time being, the rapid deterioration of the human rights situation in Haiti. In this respect, the events of September 17 were well received by the Haitian people, the international community and the Canadian groups interested in the Haitian situation.

Some of the actions taken by the new government in this regard have in part dispelled the skepticism that greeted its initial declarations. On December 10 last, Haiti ratified three international conventions on human rights (the 1966 International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention against Torture and Other Cruel Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the Cartagena Convention on the Prevention and Repression of Torture), and concretely supported the holding of a symposium on this subject, in which a few Canadians took part. Moreover, the government has begun a process of consultation with the country's major political leaders, with a view to eventually organizing democratic elections. It has even agreed to reopen the files on some of the more flagrant violations under the previous regime.

The government has gotten off to a good start, but it must be realized that the process of restoration will be a long painful one. The Avril government's position is quite tenuous; in league against it are armed groups and traditionally corrupt, well-ensconced bureaucratic networks. For the time being, the army still lacks the capability to prevent vendettas among the various segments of society involved in drug trafficking, contraband, etc. The Macoutes still rule in some parts of the country and remain unpunished in most cases, a fact which undermines the confidence of the people in the country's judicial system. In sum, the purging process has begun, albeit somewhat timidly.

The task facing the government is a tremendous one. Its priorities continue to be maintaining political stability and

.../2

beginning a process of economic recovery by way of increased foreign intervention.

### The Canadian Position

Following the St-Jean-Bosco Church massacre of September 11, 1988, the Canadian government announced that it was unilaterally suspending discussions with Haiti to plan future bilateral projects. This decision does not affect the most deprived groups in Haiti, which are still receiving Canadian assistance via multilateral and non-governmental agencies. Moreover, the Canadian government has informed the Haitian government that the planning process will be resumed only when there is concrete progress toward restoring fundamental freedoms and a return to democratic processes. Through our Embassy in Port-au-Prince, the Canadian government continues to follow closely developments in the human rights situation in Haiti.

The people and Parliament of Canada are also very interested in the Haitian situation. A group of M.P.s visited Haiti in the spring of 1988 and returned with recommendations that have influenced our aid policy there. Another group visited in early December, 1988, to attend an important human rights symposium. Following the visit, one of the members suggested that the Canadian government come to the aid of the agencies defending human rights in Haiti. The Canadian government is favourably disposed toward such requests for assistance; moreover, some projects are already receiving financing from the Special Programs Branch of CIDA.

## AFGHANISTAN

### ISSUE:

The human rights situation in Afghanistan.

### BACKGROUND:

Developments concerning Afghanistan during 1988 offer some hope for a resolution to the conflict there, and a consequent improvement in the human rights situation. Seven years of UN-sponsored indirect talks culminated in the signature of the Geneva Accords on Afghanistan on April 14, 1988. The Accords entered into force on May 15. They required the Soviet Union to withdraw half its troops by August 15, which it did. The remainder are to be withdrawn by February 15, 1989.

However, on November 4, the Soviet Union announced that it was suspending its troop withdrawal, although they indicated that the February 15 deadline would still be met. The Soviets also announced the provision and deployment of more advanced weapons, including MIG-27 aircraft and SS-1 (SCUD) missiles. These have since been heavily used against Mujahideen positions, which has resulted in fresh influxes of refugees into Pakistan.

Meanwhile, widespread fighting has continued as the Mujahideen (who did not support the Accords, and are not a party to them) seek to overthrow the Afghan regime supported by the Soviet Union. Direct talks between the Soviets and the Mujahideen on the return of prisoners of war have broadened into discussions on a political settlement to complement the Soviet withdrawal. If those talks are not successful, the Mujahideen and Kabul Government forces will continue their efforts to resolve the situation by military means. In that event, it will be some time before a national representative government emerges in Kabul. Until that time, there is unlikely to be a significant improvement in the human rights situation, and the five million Afghan refugees in Pakistan and Iran are unlikely to return home.

This year, the Commission on Human Rights was for the first time able to consider a report by its Special Rapporteur, Felix Ermacora, which was based on actual visits to Afghanistan. His visits, and those by the International Committee of the Red Cross (ICRC) to prisons, were permitted under the policy of national reconciliation announced by the Kabul government on January 1, 1987. However the policy is for the most part a propaganda tool used by the Afghan government in its efforts to seek international recognition and legitimacy, and it is clear that the human rights situation in Afghanistan remains grim.

Human rights groups have reported that Soviet and Afghan forces have adopted a policy of extrajudicial executions of Afghan refugees attempting to leave the country, and of Afghan civilians in retaliation for acts by the Mujahideen. Reports also indicate that the practice of torture is on-going, as is forced conscription into the military of political prisoners released after general amnesties.

The Special Rapporteur's latest report stressed that the human rights situation closely reflects the political context in the country. He regards the Afghan people's right to self-determination as a human rights question, and has stated that the withdrawal of Soviet troops is a pre-condition for the establishment of respect for human rights in the country and for the return of refugees.

The Special Rapporteur noted that although the number of political prisoners had fallen, and prison conditions had improved, allegations of torture and the ill-treatment of prisoners were still being received. He concluded that the planting of mines and booby-trap bombs, which is still continuing, represented a major impediment to reconstruction and the return of refugees, as well as a threat to the right to life. It is estimated that as many as 30 million mines may have been laid in Afghanistan in the nine years since the Soviet invasion.

#### CANADIAN POSITION:

Canada has consistently denounced the widespread and continuing violations of human rights in Afghanistan, as well as the loss of more than a million lives in the war to date. We were again a cosponsor of the General Assembly resolution on the human rights situation in Afghanistan, which was adopted without a vote on December 8.

Canada welcomed the signature of the Geneva Accords, although we expressed concern that they did not include a ceasefire, nor an agreement on the establishment of a broad-based government in Afghanistan. We support the continuing efforts of the United Nations Secretary-General and the parties to the conflict to achieve the political solution which we believe is necessary for there to be a durable restoration of human rights practices in Afghanistan.

As its contribution to the massive international relief effort which will be required in Afghanistan, Canada has pledged \$22 million over the next two years for the repatriation and rehabilitation of Afghan refugees. This is in addition to the \$19 million each year which the Canadian government provides to assist Afghan refugees in Pakistan.

Produkt  
Plystex  
Produkt

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 6, 7 16 AND 17  
STATEMENT ON SOUTH AFRICA

OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
STATEMENT BY MR. TOM HAMMOND  
DEPUTY HEAD OF DELEGATION  
11 FEBRUARY 1988

Mr. Chairman,

In the year since my delegation last spoke before this Commission on the situation in South Africa and Namibia overall conditions there have not improved. The Government of South Africa remains as intransigent as ever in the face of overwhelming internal opposition to and world-wide condemnation of its policies and practices. However, the resolve of those trying to end both the abhorrent system of apartheid and South Africa's illegal occupation of Namibia has only grown stronger.

In South Africa a minority of the population continues to pretend to operate a democratic political system while denying political rights to the overwhelming majority of the population. It is a double standard that is based entirely on race and one that most South Africans and the world community find totally repugnant. While the system of apartheid remains intact, the Government of South Africa has accepted that it can never successfully justify it, either to South Africans or the rest of the world. Instead it tries to pretend that apartheid no longer exists. But the majority remains bereft of political rights, large numbers of South Africans are still being denied citizenship in their own land, controls are still placed on where people can live, and gross social and economic inequities remain apartheid's enduring legacy. Racism -- institutionalized in the legal, political and economic system -- continues to be the cornerstone of South African society.

Citizens of neighbouring states also continue to suffer from South Africa's policy of destabilization and destruction. That policy is aimed at coercing the front-line states into abandoning support for the black majority in South Africa and forcing them into co-existence with apartheid. South African troops have again engaged in combat in Angola, in flagrant violation of that country's territorial integrity. And in Namibia, South Africa's illegal occupation continues a decade after the adoption by the Security Council of Resolution 435, the UN settlement plan. South Africa's intransigence serves only to prolong the suffering and oppression of the Namibian people who for so long have been denied their basic political and human rights.

The challenge is to find peaceful and practical means to fight apartheid and induce South Africa to allow Namibia its independence. Canada has been active in these efforts, directly and through involvement in multilateral fora such as the UN, La Francophonie and the Commonwealth. The 1987 Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver, chaired by the Right Honourable Brian Mulroney, Prime Minister of Canada, decided on a broad program of action to combat apartheid.

Canada joined the majority of Commonwealth members in agreeing that sanctions have had a significant effect on South Africa and that their application should be widened, tightened and intensified to reinforce pressure for fundamental change. Economic sanctions increase the cost of maintaining apartheid and, even more importantly, they and other measures demonstrate the abhorrence with which the world views institutionalized racial discrimination. These measures demonstrate to the victims of apartheid that the world cares about their fate and shares their determination to bring about fundamental change.

Canada helps the victims of apartheid directly. In addition to contributing to UN and Commonwealth programs designed to assist South Africans and Namibians, Canada has substantially increased aid to victims of apartheid in the areas of education, community development and labour education. Legal and humanitarian aid to political detainees and their families is being increased by \$500,000 to \$2.5 million per year.

Canada and all other Commonwealth countries also agreed at Vancouver to give particular attention to the

growing needs of the front-line states arising from South Africa's policies of destabilization in the region. For its part Canada has pledged \$20 million towards rebuilding the vital Limpopo railway line.

The Commonwealth again called on South Africa to immediately and unconditionally grant Namibia its independence and reaffirmed that Commonwealth actions with respect to South Africa are directed equally towards inducing that country to end its illegal occupation of Namibia.

To give impetus to decisions reached on measures to fight apartheid, Heads of Government established a Committee of Foreign Ministers for Australia, Canada, Guyana, India, Nigeria, Tanzania, Zambia and Zimbabwe. Under the chairmanship of the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs of Canada, the Committee first met at the beginning of this month in Lusaka, Zambia.

The Committee looked at means to make existing sanctions more effective, including an examination of the ways in which sanctions have been frustrated. To this end the Committee set in train two major studies to bring to light new patterns of trade, new practices of accounting, and new routings of shipments. Concerned also by the uneven implementation of the mandatory UN embargo on arms exports to South Africa, the Committee will be seeking hard evidence and considering specific action to ensure that the embargo is respected. Also discussed was the compelling need to combat South Africa's powerful weapons of censorship and propaganda. The Committee will endeavour to ensure the continuing effectiveness of Commonwealth action with respect to Southern Africa until the next Heads of Government meeting in 1989 in Kuala Lumpur.

The Commonwealth and its Committee complement the work that other countries and organizations -- the UN in particular -- are doing in the battle against apartheid. Apartheid will be defeated -- the challenge is to ensure that this happens as quickly and peacefully as possible.

The work of the Commission on Human Rights is of great importance. It must help to remind the world that apartheid systemizes racial discrimination and inequities that are fundamentally inconsistent with the principles



upon which human rights are based. It must help to focus world attention on the systematic repression that continues to be used by the Government of South Africa to quash the social and political unrest that arises in response to apartheid. The world must remain conscious of the fact that in South Africa the Government jails those who seek change peacefully rather than negotiate with them. About 2500 people are estimated to be held without charge in South African jails, some of whom are children. This demonstrates clearly the moral bankruptcy of the apartheid system. The Commission's work is all the more important since instead of allowing constructive debate, the Government of South Africa has strengthened its instruments of censorship and propaganda in what ultimately will be an unsuccessful campaign to blind the world to the truth about apartheid.

Canada will continue to work with this Commission and in other fora to focus attention on the cruel nature of apartheid and pressure South Africa to dismantle that system and bring about fundamental change.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 10 - QUESTION OF THE HUMAN RIGHTS OF ALL PERSONS  
SUBJECTED TO ANY FORM OF DETENTION OR IMPRISONMENT

STATEMENT OF THE OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
DELIVERED BY MR. THOMAS C. HAMMOND  
FEBRUARY 22, 1988

Mr. Chairman,

Under this item the Commission addresses some of the most critical human rights issues on the international agenda. In this, the year in which we celebrate the Fortieth Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, we should collectively rededicate ourselves to preserving and advancing cooperative measures to eliminate the scourges of torture and disappearances.

With respect to the sub-item relating to torture, we commend the Special Rapporteur, Mr. Kooijmans, for outlining in his report "a picture of the occurrence and the extent of the practice of torture in the world". We would make two points with respect to the work of the Special Rapporteur. First, we agree that his work in no way duplicates that of the newly-created Committee Against Torture, and there is therefore no foundation for the view that states parties to the Convention on Torture have, through ratification of the Convention, abrogated all of their responsibilities with respect to the Special Rapporteur. Second, we must once again emphasize the importance of cooperation with the Special Rapporteur. We note from his report that a number of states have yet to respond to his direct enquiries, despite reminders. We would urge those states to extend cooperation by replying to his questions. Only through complete cooperation will his work be effective.

I might add in this connection, Mr. Chairman, that my delegation has on previous occasions expressed the view that the Commission should not shrink from facing head-on the obstacles created by uncooperative governments in all areas of its work. Appropriate action might, for instance, include the insertion in relevant resolutions of specific references to chronically uncooperative governments.

With respect to the Convention on Torture, we welcome its recent entry into force, and we trust that the Committee Against Torture, which meets in April, will soon be in a position to discharge its mandate under the Convention. We would urge other states to ratify this important document with a view to achieving the utmost universality. While touching on the Convention, my delegation wishes to flag one important series of issues which is now beginning to merit the serious attention of the Commission, the Economic and Social Council and the General Assembly, namely, the variety of financial and administrative arrangements which support the work of treaty-based bodies in the human rights field, and the crisis which is now evident across the board as far as concerns work-loads, meeting times, Secretariat support and reporting obligations for these bodies. It is now time that the Commission began to address this problem, even though we recognize its complexity and difficulty. In this regard, my delegation has already indicated in its statement under Item 11 our hope of pursuing at future sessions of the Commission some new ideas, such as the consolidation and rationalization of monitoring bodies.

Before leaving this subject, Mr. Chairman, I would like to reiterate the concern my government and others have expressed on other occasions about the reservation which one State Party to the Convention Against Torture has registered concerning its financial responsibilities under the Convention. Canada regards this reservation as inconsistent with the responsibility of all parties to support the machinery established to oversee implementation of the Convention, and we would encourage the State concerned to reconsider this matter.

With respect to the UN Voluntary Fund for Victims of Torture, Canada has recently reaffirmed its support by increasing our financial contribution. We support a continued focus of activity by the fund on therapy and rehabilitation projects designed to address the psychological and physical ravages caused by torture.

Mr. Chairman, with respect to the Working Group on Disappearances, my delegation regards this mechanism as a model of what can be achieved by this organization by approaching human rights issues on the basis of consensus and good will. The fairness, discretion and flexibility that have become essential hallmarks of the Working Group's humanitarian mission are underscored in the useful outline of its methods in this year's report. We trust that the Working Group will continue to enjoy a high level of cooperation from all parties to its enquiries. In this

connection, Mr. Chairman, we wish particularly to commend the Government of Guatemala for its cooperation in receiving a mission composed of two members of the Working Group. In consequence, the Commission has been provided with an evidently thorough, balanced and constructive assessment that should be of much value to all concerned with alleviating the difficult circumstances in that country. Finally, on this subject, we encourage the Commission to extend the mandate of the Working Group for a further two years, in order to give the group adequate time to plan its work programme.

My delegation believes that the elaboration of new and stricter standards in the area of detention would materially help to eliminate the practice of disappearances. As many non-governmental organizations have pointed out in submissions to the Commission, the first few hours of detention are critical to detainees and often determine whether they will receive justice or suffer arbitrary and summary punishment. In this respect, we emphasize the importance of work currently under way in the Sixth Committee of the General Assembly to finalize a body of principles for persons subject to detention. That exercise is crucial to building more comprehensive, effective standards in this area.

Mr. Chairman, many of the issues considered under this agenda item are also under review in the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities. Without going into detail regarding the work of the Sub-Commission, we wish to commend its efforts in such areas as human rights in the administration of justice and the independence and impartiality of the judiciary. We value highly the constructive role which the Sub-Commission continues to play in the search for more comprehensive standards in the area of human rights, and we urge the Sub-Commission to continue to channel its energies in these longer-term directions.

Before closing, Mr. Chairman, I wish to signal Canada's continuing preoccupation with the welfare of persons who are confronted with obstacles in seeking to exercise the right to freedom of opinion and expression. The development of effective protection for this right must go hand in hand with the process of democratization in any society, and national efforts in this regard would be well served if the Commission and its subsidiary bodies dedicated more focussed attention to the topic. My delegation will again this year be consulting members on possible ways of achieving this end.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 11

FURTHER PROMOTION AND ENCOURAGEMENT OF HUMAN RIGHTS  
AND FUNDAMENTAL FREEDOMS, INCLUDING THE QUESTION  
OF THE PROGRAMME AND METHODS OF WORK OF THE  
COMMISSION, ALTERNATIVE APPROACHES AND WAYS AND  
MEANS WITHIN THE UNITED NATIONS SYSTEM FOR  
IMPROVING THE EFFECTIVE ENJOYMENT OF HUMAN RIGHTS  
AND FUNDAMENTAL FREEDOMS

OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
STATEMENT DELIVERED BY MR. ROSS HYNES  
15 FEBRUARY, 1988

Mr. Chairman,

My delegation regards the present agenda item as one of the most important elements of the Commission's work. It provides an important opportunity to review a range of current and prospective mechanisms, at both the domestic and the international levels, to advance the promotion and actual enjoyment of human rights. Our deliberations on this item should thus play a major role in setting future directions for the United Nations Human Rights Program as a whole.

Regrettably however, debate on this item has all too often been given short shrift in the face of competing demands for time. We are very pleased that the Commission has decided this year to address Item 11 on a priority basis and at an early stage. Decision 1987/108 underlines the need for us to give particular attention to questions of priority-setting with a view to ensuring the appropriate input from the Commission to the review of the intergovernmental structure in the economic and social spheres of the UN.

The Canadian Government regards the Commission on Human Rights and the Human Rights Program as among the most fundamentally important components of the UN structure. We see our deliberations in connection with the ECOSOC review as an occasion to take stock of the extent to which current procedures and support systems do justice to the priority which is assigned to human rights by the Charter.

The Secretariat has prepared a paper which provides an excellent basis for our work in this regard. The details of this draft report are being discussed in the informal working group chaired by the distinguished representative of Italy. For the purposes of our discussion today I would like only to highlight a few of the essential considerations from my delegation's viewpoint.

First, as regards priorities, the Government of Canada shares the view of others who have said before us that the over riding objective of the United Nations in the field of human rights must be the effective implementation of established standards. In the words used by the Secretary-General in his recent statement on the work of the United Nations in the 1990's, "the main focus of United Nations human rights activities should be on bringing universal respect in fact for what has been agreed in principle". This fundamental principle should feature prominently in the Commission's report to the ECOSOC Review, and my delegation has joined with others in advancing some proposals to this end in the informal working group.

In this connection, Mr. Chairman, one challenge which increasingly demands this body's attention is that of ensuring the viability and effectiveness of machinery established to implement the various covenants and conventions in the human rights field. Financial problems being experienced by the Committee on the Elimination of Racial Discrimination and by the Committee Against Torture -- only in its first year of operations, bear witness to the need to give serious consideration to new ideas -- such as those contained in document NGO/36 from the Four Directions Council, for the strengthening and consolidation of monitoring machinery both for conventions in place and for those under elaboration. My delegation hopes to pursue this theme in greater detail at future sessions of the Commission.

Secondly, Mr. Chairman, as a number of speakers have noted, rationalization of agendas and procedures is an important objective of this exercise. For instance, the draft report prepared by the Secretariat suggests the increased resort to the clustering of agenda items for purposes of debate in the Commission. This technique has been used very successfully in the Third Committee of the General Assembly to ensure a smooth flow of discussion on related items and to provide adequate opportunity for delegations to address all subjects in which they are interested. Perhaps the Secretariat should be authorized to develop some proposals along these lines for consideration at the outset of the Commission's next session.

There is thus, in my delegation's view, considerable scope for rationalization of the Commission's methods. However -- and this brings me to my third point -- it is my Government's very strongly held view that, during this review of the United Nation's social and economic work, paramount attention must be accorded to the objective of strengthening the organization's efforts in the human rights field. Canada and other governments have repeatedly noted that human rights activities in the United Nations, responding to one of our central Charter goals, have been badly underfunded for a long time, and that they were badly overpenalized in the austerity measures adopted in 1986. We consequently welcomed the Secretary-General's acknowledgement of this problem last year and his assurances regarding the future financial integrity of the Human Rights Program. This is a point that must not be understated in the Commission's report to the Special Commission of ECOSOC. Commitment to the strength and integrity of the Human Rights Program is a fundamental tenet of Canada's foreign policy, and we will be actively pursuing this commitment in the context of the important challenges facing the United Nations in the coming months.

Before closing, Mr. Chairman, I would like to say a few words about one additional topic which is regularly discussed under the present agenda item. Public information in the field of human rights was addressed at some length in the opening remarks of UnderSecretary-General Martenson to this session. And as the UnderSecretary-General proceeds with plans to enhance the Centre's capacity in this area and to elaborate the outlines of a possible world information campaign, we offer the following tentative views for his consideration.

First, it is evident any successful efforts in this field must be undertaken in close collaboration with the Department of Public Information. My Government has long felt that the considerable resources at the disposal of DPI should be more extensively tapped to assist in the promotion of human rights by the United Nations. We welcome the UnderSecretary-General's plans to do so.

Secondly, we consider that non-governmental organizations -- with their expertise, resources and extensive grassroots contacts -- will have a particularly important role to play in any successful information campaign. The emphasis that Mr. Martenson has placed on NGOs in developing plans for his new External Relations Section gives us confidence that an effective partnership can and will be forged between the Secretariat and NGOs concerned with human rights in all parts of the world.

Finally, Mr. Chairman, it should be constantly borne in mind by all concerned with the development of a public information campaign that such efforts must ultimately be judged in terms of their impact on the knowledge and effective enjoyment of human rights by those who have the greatest need of assistance to that end. Commemorative events, press conferences, publications all have their place. They do not, however, constitute an end in themselves, but rather an important and essentially supporting component in the evolution of a human rights program focussed on the effective implementation of universally recognized standards in all parts of the world. During his brief tenure to date as head of the Centre for Human Rights, Mr. Martenson has achieved a quick and thorough grasp of his responsibilities in all their aspects, and we are confident that his eventual proposals for a world human rights campaign will constitute an important step in the evolution of a comprehensive approach to the challenges faced by this organization in the field of human rights.



Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 12  
QUESTION OF VIOLATION OF HUMAN RIGHTS  
AND FUNDAMENTAL FREEDOMS IN ANY PART  
OF THE WORLD

OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
STATEMENT DELIVERED BY  
MR. GORDON FAIRWEATHER  
HEAD OF DELEGATION  
8 MARCH 1988

Mr. Chairman, this item is one of the central topics of discussion at each session of the Commission on Human Rights. In the ten minutes allotted to an observer delegation, we would therefore like to discuss some of Canada's major thematic preoccupations and the ways in which these considerations impinge upon a variety of country situations now before the United Nations.

I speak today aware of pressures exerted on the Commission from two diametrically opposed directions. On the one hand, a variety of organizations with excellent records in the field of human rights are arguing in favour of arriving at swift and open justice by naming a long list of countries and embarking upon a systematic evaluation of their records. On the other hand, many country delegations and some regional groups are urging caution, restraint and limited judgments, pointing to the sovereign equality of states and the complexity of drawing conclusions in an area as difficult and rife with ideological divisions as human rights. Our collective actions this year will probably fall short of expectations from both perspectives.

I make this point because, last year, my delegation indicated some preoccupation with questions of procedure and judgment. This year some of these points need to be repeated, although perhaps from slightly different perspectives. In the view of my delegation, the starting point for action in the delicate and controversial area of human rights must be the integrity of UN fact-finding procedures. Few would argue with the

contention that the country reports before us are uneven in quality and are informed by differing principles of judgment and assessment. While we may not be able to report on each country with the same degree of intensity, we should strive for uniform fact-finding procedures.

The case of Iran, of course, is a special one, because Iran alone has categorically withheld cooperation from the Commission, thereby making it impossible to arrive at definitive conclusions. What judgments we draw must therefore be the product of other evidence, much of it collected from beyond the borders of Iran. But there remain sufficient grounds for profound concern over evidence of summary executions, torture, infringements of minority and religious rights, especially against the Baha'i community, and the absence of judicial safeguards against arbitrary prosecutions.

The Commission must guard against falling for the proposition that universally accepted norms and standards can be attenuated because of the laws, customs and practices of a particular state. The Universal Declaration is exactly that -- UNIVERSAL -- and it would be a sorry reversal for this Commission ever to agree that despicable practices such as mutilation, dismemberment or other aberrations of protected norms were placed beyond our scrutiny.

Three other country situations also warrant comment from the point of view of cooperation with the United Nations. The report on Chile contains a damning indictment of that country's Minister of Justice and his less-than-cooperative attitude during the visit of the special rapporteur. The report on Haiti was drafted without the benefit of a visit, although for reasons largely beyond the control of any individual. The report on Afghanistan is confined as it is to a narrow geographical spectrum. My delegation hopes that by the time we meet next year all foreign troops will have been withdrawn and a new government enjoying broad popular appeal will have taken office.

While these differences are well beyond the power of this Commission to correct, others could be remedied through greater consistency of analysis. In a number of reports, for example, the special rapporteurs or experts have drawn conclusions as to the good will of the government concerned or the prospects for improvements in

the area of human rights. Good will, good faith, good intentions: These are all estimable commodities. But our final judgments must be based on more tangible evidence. In the cases of Afghanistan and Kampuchea, for example, factors as obvious as the withdrawal of foreign forces can easily be observed with objectivity. We therefore find it odd that the Commission should be assessing intentions and weighing the merits of good will, when virtually all of the legal systems of its member states place greatest emphasis on the examination of cold, hard facts. Our colleague from the delegation of Japan made this very point during his intervention.

A further preoccupation concerns the standards we use in framing judgments under these special procedures. In many cases international standards are rigorous and absolute. Our condemnation of Apartheid for example, a system by which racism has been written in law, has been vigorous and sustained. Most recently, the Canadian Secretary of State for External Affairs chaired a Commonwealth Committee established to give impetus to further measures against Apartheid as agreed during a meeting of Commonwealth Heads of Government in Vancouver, including how best to ensure that the truth of what is happening can be conveyed to the world in the face of South Africa's censorship and propaganda.

With respect to other standards entrenched in international law, there can be no justification for torture, summary execution, disappearances, exile and other assaults on the integrity of the human person. Many of these violations have been sadly documented by rapporteurs in reports before us on Chile, where there are new and disturbing reports of disappearances, and on Guatemala, Afghanistan, El Salvador and Iran.

Other accepted international standards assign clear responsibility to governments for the security of individuals and groups within their jurisdiction. The situation in the Israeli occupied territories is a case in point. We have witnessed in these territories grave violations of human rights as Israel refuses to abide by the provisions of the Fourth Geneva Convention. In 1948, the founding of Israel was intended to be, as in Isaiah, a light to the world. Where human rights are concerned, the Palestinians may be forgiven for failing to see the beacon.

A common thread of a number of reports before us concerns the activities of private gangs or paramilitary

groups, acting with a measure of immunity which suggests collaboration with state security authorities. This has been a relatively new and unsettling development in Chile. In Guatemala and El Salvador the operations of death squads have long been an integral part of the human rights problem. In traditional regimes, shifts of power or perceived alterations of the social and political order have caused or contributed to human rights abuses not previously apparent. One such situation occurred in Fiji, which suffered the effects of two military coups. During this period, Canada expressed concern over reports of human rights violations. We are heartened by the return to civilian rule in Fiji but call upon the interim government to hold new elections as soon as possible and to promulgate a new Constitution which respects the rights of the entire population of Fiji. In other instances, transitional regimes have given rise to vigilante groups or private armies. We have been alarmed at the proliferation of these groups in the Philippines, and struck by the horror of their power in Haiti.

A major area of controversy in the past two or three years has been the question of commissioning and decommissioning our fact-finding procedures. Since the beginning of fact-finding and its evolution in the case of Chile, we have learned a great deal about procedures and relationships between the UN and the government concerned. But there is still no satisfactory mechanism for placing a situation on the Commission agenda. The ECOSOC Resolution 1503 procedures place emphasis, quite rightly, on gross and systematic violations of human rights. But few would argue that the 1503 procedures function adequately in practice. They have proven inadequate as a means of identifying those situations which should come to the attention of the Commission in a dispassionate way.

Similarly, the removal of special procedures has recently triggered controversy. In the cases of Haiti, Guatemala and El Salvador, strong pressures have been exerted to soften previous texts, move a situation to a different item, or remove the country entirely from the Commission's agenda. In at least two recent situations, the Philippines and Haiti, the existence of a special rapporteur of the Commission might have proved helpful to efforts to restore human rights in difficult circumstances. In one situation, that of Equatorial Guinea, a change of government and the resultant decision

to abandon our fact-finding mechanism have had the unfortunate result of losing the momentum which once existed to come to the aid of a country devastated by human rights violations.

In the view of my delegation this mixed record points to systemic problems which are now coming to the surface. The past few years have seen a growing combativeness on the part of affected member states and an increased solidarity of regional groups. These are almost natural protective responses, and they are likely to remain as long as we have an essentially punitive approach to our fact-finding procedures, and as long as the balance of judgment within this Commission is so heavily weighted on the side of public exposure, international pressure and selective condemnation.

Let me be clear about the place of the measures in this Commission. Exposure, pressure and condemnation are legitimate weapons in the human rights arsenal, if this metaphor is not inappropriate to our peaceful vocation. In the case of Afghanistan, United Nations reports have been clinically frank and the votes of this body have been clear. In many other cases, in Chile, Guatemala, Iran and El Salvador, important steps have been taken pursuant to the recommendations of special rapporteurs in response to the weight of international opinion. These measures must remain, and we must continue to be diligent in searching for ways of remedying the procedural inconsistencies we now face.

But two other options nevertheless remain available to the Commission, and I want to turn briefly to both. First, we need to develop less adversarial, more constructive approaches to human rights in those situations where countries emerging from difficult problems have legitimate claims to international solidarity. I have mentioned Equatorial Guinea as a classic case. Uganda was another. Several other states, some on the current Commission agenda, some outside our procedures, have been in similar circumstances. We need to link the various elements of the UN system which could be brought to bear in support of human rights. We mentioned this idea earlier in our statement on Advisory Services, to which I would refer delegations for further explanation.

The second option before the Commission is more controversial. It involves transforming the Commission,

through the greater use of its bureau, from an annual ritual meeting to a more effective and ongoing instrument in defence of human rights. Why should the role of our bureau be a key consideration? For the same reasons, I would suggest, that the Working Group on Disappearances is considered the single most effective implementation body in the entire UN human rights system. It brings together all regional groups. It focuses on concrete problem-solving. It has the ability, because of size, ease of communication and informality, to act quickly in the event of emergencies. It works in a low-key manner, reporting to the Commission but rarely attracting the type of publicity which alienates governments and complicates already difficult human rights situations.

In the view of my delegation a balance of the three elements discussed above -- international pressure, constructive cooperation and effective problem-solving through discreet diplomacy -- is a realistic and desirable objective for our future work. Clearly this Commission will keep on responding to dramatic events. The conflicting pressures for action and inaction, which I mentioned at the outset of my statement, are constant features of corridor discussion, and will continue to affect us. But in the months ahead, as countries grapple with human rights questions, as states like Canada approach human rights issues bilaterally and multilaterally, we must begin to think of how our procedures and working methods relate to our fundamental objectives. We pledged ourselves in the Charter to work for greater international cooperation in the area of human rights. We agreed in the Universal Declaration and in the Covenants on fundamental principles and standards. Forty years later, it is time to turn to the challenge of putting those principles into practice.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION  
ITEM 19

THE SUB-COMMISSION ON PREVENTION  
OF DISCRIMINATION AND PROTECTION  
OF MINORITIES

OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
STATEMENT DELIVERED BY  
MR. THOMAS C. HAMMOND  
26 FEBRUARY 1988

Mr. Chairman,

We welcome the time devoted to this item this year, for the Sub-Commission has placed before us a report that is impressive both in magnitude and in diversity of contents. It reflects a large number of accomplishments, for which the Sub-Commission and its Chairman, Mr. Leandro Despouy of Argentina, should be sincerely commended.

At the same time, the dimensions of this report underscore the development in the past few years of certain strains in the Sub-Commission's workload - its wide-ranging agenda, the growing number of studies with which it is tasked, and the proliferation of resolutions it has adopted. These strains have become more conspicuous as budgetary concerns have come to the fore in this organization, and were clearly exacerbated by the cancellation of the Sub-Commission's 1986 Session. Our regrets that this cancellation was considered necessary, and our resolve to oppose any such drastic measures in the future, have been expressed here and in other UN fora. The Human Rights Programme, and the Sub-Commission's role therein, are simply too important - too central to the Charter purposes of the United Nations.

Present circumstances nonetheless demand that all organs operate in the most "cost-effective", coherent manner possible, and the Commission clearly has a responsibility to provide its subsidiary organ with substantive and procedural guidance to that end. We have

the opportunity this year to respond to this challenge in two ways. First, my delegation has already had occasion under Item 11 to refer to the Commission's report to the Special Commission of ECOSOC. We hope this report will include some reference to the Sub-Commission's work and to the need for greater focus and clarity in its deliberations. Second, while the Commission has had occasion in past sessions to provide guidance to the Sub-Commission on its working methods, there would appear to be scope for greater precision in such directions, as well as for greater responsiveness on the part of the Sub-Commission. My delegation will be joining with others in proposing some specific measures to this end, and we hope that governments, NGOs and experts alike will continue to reflect on how the work of the Sub-Commission can best contribute to our shared objectives in the human rights field.

Mr. Chairman, the importance of priority-setting, efficient working methods and balanced decision-making can perhaps be illustrated by examining specific elements of the Sub-Commission's work. I propose to focus here on those portions of the Report concerning the Working Group on Indigenous Populations and I do so not only because of their illustrative value and prominence in this year's report but also because of the particular importance Canada attaches to this subject. Canada strongly supports the concept of this Working Group. We have recognized that indigenous populations are among the most economically disadvantaged and politically marginalized individuals and groups in many parts of the world. We are not ashamed to acknowledge that our special sensitivity to these issues is borne in good part out of our own national experience. However, nor do we hesitate to assert our belief that the approaches adopted in Canada, and the progress they have brought, place our country in the vanguard of national efforts to address the needs and aspirations of indigenous people.

More remains to be accomplished - in Canada as well as in other countries and regions in less fortunate economic and political circumstances. At the international level, there remain a great many important issues to be tackled and many of these are catalogued in the landmark Martinez Cobo Report. The problem of defining indigenous populations has yet to be resolved, almost twenty years after Martinez Cobo; and many indigenous populations continue to struggle for the mere recognition of their existence by their governments.



If the Working Group is to effectively contribute to meeting these challenges, Mr. Chairman, this will require a concerted and concentrated effort to fulfill the specific goals set for it by the Commission and ECOSOC. The central element of this mandate is the development of international standards in the field of aboriginal rights. Canada supports this mandate, has actively contributed to the standard-setting work achieved to date, and will be shortly submitting to the Secretariat further comments on fourteen draft articles which might contribute to an eventual declaration on the rights of indigenous populations.

In connection with this standard-setting work, Mr. Chairman, there is one fundamental point which we have emphasized in the past and which we believe warrants attention whenever the Commission considers this topic. A draft declaration on indigenous rights must be consistent with, and should as much as possible build on, the relevant international instruments which embody universally recognized rights to which all people are entitled. This is as much a matter of practical necessity as of basic principle: existing texts are the product of long, arduous negotiations, from the Commission through to the General Assembly; only by adhering to established principles and texts where relevant will the Working Group be able to dedicate the earliest possible attention to the development of new principles and fresh departures when warranted by the special needs and circumstances of indigenous populations.

Mr. Chairman, I will now turn briefly to the specific draft resolutions concerning indigenous issues which the Sub-Commission has put before this body. It follows naturally from what I have already said that Canada would support draft resolution VIII concerning the preparation of draft principles by the Chairman of the Working Group. We have noted, and fully understand, the comments and concerns of other delegations about the remaining three proposals, but I would propose to restrict my present remarks to draft resolution IX regarding a proposed study on indigenous treaties. I do so, Mr. Chairman, because I am aware that Canada's views on this matter have been the object of considerable discussion at this session, and of some apparent misconception.

Let me emphasize at the outset, Mr. Chairman, that the Canadian Government does not object to the idea of a study that would advance the agreed purposes and

priorities of the Sub-Commission's work in this field. We take these purposes to be the promotion and protection of the human rights and fundamental freedoms of indigenous populations in all parts of the world. Frankly, it is difficult to see how a study as framed in the present proposal would contribute to this modern-day challenge and we see little, if any, relationship between the present proposal and the Working Group's central mandate of developing globally applicable standards. These difficulties - and the attendant controversy and confusion - might have been avoided if the proposal had received the benefit of more thorough prior consideration by governments and other parties potentially involved in such an undertaking. I offer the following comments in the hope that the obstacles to a constructive study might yet be overcome.

In the view of my delegation, there are at least three essential criteria for the effective pursuit of any study of this nature. First, there must be clarity of purpose, and this purpose should be both feasible and of direct, constructive relevance to the overall, long-term objectives of the organization. Secondly, there should be universality of scope or, more precisely, coincidence of scope with the long-term objectives: selectivity of "targets" on arbitrary grounds, be they geographical or historical, is the surest way to undermine any thematic or standard-setting exercise. Finally, any study of a specific evaluative or judgmental nature can only proceed on the basis of agreed standards.

I do not intend to dwell on each of these points, Mr. Chairman, for it is my impression that, if the first of these issues can be sorted out, that is the purposes of such a study, the rest will fall into place. Some parties have suggested that the Working Group is essentially interested in considering the procedural underpinnings and substantive scope of constitutional, legal and de facto arrangements between indigenous populations and national governments, with a view to framing draft standards in this complex and wide-ranging area. Such an objective is laudable, as it highlights an issue that is critical to the interests of indigenous populations in many countries, including Canada. For instance, one Canadian non-governmental organization has on a number of occasions mentioned in the Commission and the Sub-Commission the James Bay and Northern Quebec Agreement, a comprehensive settlement made between the Cree of Northern Quebec and the governments of Canada and Quebec. This agreement is

an important one in Canada, and we share the view that it might well constitute a useful example of a legal arrangement providing for increased self-government by aboriginal populations without impairing the sovereign integrity of the nation-state.

However, this arrangement would not fall within the mandate of the proposed study as currently framed because it is neither a treaty nor a "convention", even though the spokesman for the non-governmental organization concerned has had occasion to label it as such in statements before this body as well as the Sub-Commission. Indeed, while Canada has many less recent arrangements with its aboriginal populations which are styled as "treaties", none of the more modern arrangements, of most immediate relevance to the Working Group's mandate, would be covered by the proposed study in its present form.

For these reasons, Mr. Chairman, my delegation believes that more groundwork needs to be done. In particular, the views of all interested parties - most notably governments and indigenous organizations - need to be systematically canvassed. An exercise which rehearses issues and grievances predating the United Nations not only risks achieving little of long-term value but, judging from the comments of a number of delegations, could undermine the existing broad support for the Sub-Commission's work in this area.

It might, on the other hand, be possible to recast the proposal with a view to ensuring that its results will contribute to the development of innovative, forward-looking approaches to relationships between indigenous populations and governments. If this can be achieved, the Sub-Commission will have taken a significant step in its quest to promote and protect the human rights and fundamental freedoms of indigenous populations in all parts of the world. It is that - and no less than that - that the Sub-Commission has been charged with by the Commission on Human Rights; and the Government of Canada pledges its continued efforts to assist the Commission and the Sub-Commission to that end.

Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 22 - ADVISORY SERVICES IN THE  
FIELD OF HUMAN RIGHTS

OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
STATEMENT DELIVERED BY M. MAURICE TREMBLAY  
MEMBER OF PARLIAMENT  
25 FEBRUARY 1988

Mr. Chairman,

My delegation is pleased that added time and emphasis have been given to this item at the present session. For much of our time during the Commission, we focus on country situations, with all of their attendant problems of judgment. Under this item, we have an opportunity to take a more measured, long-term view of the global human rights situation, for a constructive and positive point of view. As the UnderSecretary-General remarked in his opening address some three weeks ago, "a fundamental objective must surely be to help prevent human rights violations before they occur, to assist member states in building up the necessary infrastructures to enable the widest realization of human rights". This vision is consistent with Canadian perspectives on the Advisory Services Programme which we see as a vehicle for promoting long-term institutional growth and development which are essential if enjoyment of human rights is to become a functional reality throughout the world.

Last year, the Commission decided that the Programme of Advisory Services should increasingly be focussed on the provision of practical assistance in the implementation of the international covenants and conventions in the field of human rights. The document before us, E/CN.4/1988/40, responds to that directive.

One portion worthy of special emphasis is Paragraph Two, which endeavours to link the concept of advisory services to human rights activities under other agenda items -- the work of special rapporteurs and representatives, the Working Group on Disappearances, and the conclusion and recommendations of treaty-based bodies. My Government believes that these individuals and groups should constantly bear in mind the existence of the Advisory Services Programme and the possibility of identifying concrete action to address human rights problems confronted in the course of their work.

With respect to the Voluntary Fund, we welcome this initiative of the UnderSecretary-General for Human Rights and we look forward to close cooperation between the Centre and interested governments in tapping the potential offered by his new mechanism. Canada became the first contributor to the Fund last year. We are most encouraged by the number of contributions made to date and hope that other governments will find themselves in a position to make early subscriptions in the near future.

Mr. Chairman, my delegation wishes particularly to commend the Secretary-General for having put before the Commission an "Outline for a Medium Term Plan of Activities" under the Advisory Services Programme. Such a forward-looking approach will play a critical role in putting the Programme on a firm footing. The types of activities outlined in the proposed plan merit support and funding. We are especially conscious of the need for the Fund to focus, especially during its formative years, on a few clearly delineated practical measures to assist in the development of human rights institutions. The careful identification of appropriate target groups, which is emphasized in the proposed plan, will be of particular importance. We endorse the suggestion that target groups should include regional groups and organizations, national governments and non-governmental human rights organizations.

We also support the idea that individual elements of the Programme should be supported by intensive information campaigns. If we have one caveat in this connection, it would be the following: As emphasized in our statement the other night under Item 11, dissemination of information is important, but it should not be regarded in and of itself as the predominant element or the ultimate end of the Advisory Services Programme. It should rather be addressed as an integral and essentially supportive component of our overall effort to assist

countries in establishing the infrastructure needed to ensure the fullest possible protection of human rights. In this age of scarce resources, each component of each project in the Advisory Services Programme should be carefully assessed in terms of its contribution to this ultimate goal.

Mr. Chairman, we consider that the Secretary-General has a special role to play in drawing to the attention of member states the creation of the Voluntary Fund and the type of projects which could qualify for support. Efforts have already been made in this direction. What is perhaps required at the present time is a more systematic canvassing of the possibilities which are available under the Fund. The addendum to the Secretary-General's Report provides a very instructive sampling of the possibilities identified by some countries and we hope that it may be possible to implement some of these ideas in the near future. I have already mentioned the deliberations of human rights monitoring organs as one source of useful project proposals. The Centre might stimulate further ideas by circulating a brochure on the Fund, or by holding consultations with governments which indicate a general interest in the Programme. Consideration might also be given to using the good offices of other UN agencies to distribute information on the Fund, and to inviting countries, in the context of bilateral development assistance programmes, to bear in mind the possibilities offered by the Fund. It is, for instance, our hope that Canada's International Centre for Human Rights and Democratic Development -- the establishment of which was recently announced by the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs -- will be in a position to collaborate closely with the Centre for Human Rights in this connection. To summarize, with the funding now in place, the essential task is to identify and execute some successful projects to demonstrate the efficacy of this new mechanism and thus secure the future of the Fund.

Before closing, Mr. Chairman, I would like to say a brief word regarding the relationship between the Commission's debate on human rights violations under Item 12 on the one hand and the Advisory Services Programme on the other. Clearly, the ultimate objective of our deliberations under Item 12 is to contribute to a process of amelioration of difficult human rights situations. It is consequently natural to expect that the Advisory Services Programme may have a role to play, as one of the means at the Commission's disposal to achieve this end,

especially in cases where countries are clearly emerging from difficult circumstances. This said, we have serious reservations about the appropriateness of engaging, in our discussion under the present item, in detailed consideration of specific country situations or reports. Our concern here should rather be to ensure the healthy evolution of the Centre's capability to deliver an effective Advisory Services Programme.

Perhaps this dilemma could be resolved if our deliberations under Item 12 were organized in a more discerning fashion, for instance as a series of component sub-items: One reserved for states which refuse cooperation with the United Nations, a second for states which cooperate with the current system of special rapporteurs or experts, and perhaps a third for those states emerging from difficult situations but which still require the active cooperation and assistance of this Organization. If such a reform were effected under Item 12, we could avoid the risk of turning the Advisory Services item into a contentious duplication of debates about country situations.

In conclusion, Mr. Chairman, my delegation commends the on-going efforts of the Centre for Human Rights in connection with the Advisory Services Programme and we look forward to the achievement of continued progress in this area.

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS  
FORTY-FOURTH SESSION

ITEM 23 - IMPLEMENTATION OF THE DECLARATION  
ON THE ELIMINATION OF ALL FORMS OF INTOLERANCE  
AND OF DISCRIMINATION BASED ON RELIGION OR BELIEF

STATEMENT OF THE OBSERVER DELEGATION OF CANADA  
DELIVERED BY MR. THOMAS C. HAMMOND  
DEPUTY HEAD OF DELEGATION  
FEBRUARY 19, 1988

Mr. Chairman,

My delegation welcomes this opportunity to speak on Item 23 concerning the Declaration on the Elimination of all Forms of Intolerance and Discrimination Based on Religion or Belief. Seven years have passed since the UN adopted the Declaration and it is now possible to draw some conclusions about the implementation of the Declaration and thus to see more clearly what should be done next.

We believe that this issue is particularly important for the Commission, not only because the problem of religious intolerance is known in all regions of the world and in every economic, social and political system, but also because this unfortunate phenomenon manifests itself in violations of the most fundamental of human rights across the spectrum of civil, political, economic, social and cultural rights. The obligation of states to protect persons belonging to religious minorities, a fundamental principle of the Universal Declaration, is consequently a preoccupation of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination and the Committee on Human Rights as well as this body.



The Canadian delegation wishes to commend the Special Rapporteur, Mr. Angelo Vidal d'Almeida Ribeiro, for his excellent second report on the implementation of the Declaration. Mrs. Odio-Benito's report to the Sub-Commission on the phenomenon of religious intolerance throughout the world also makes a significant contribution to our consideration of this topic. In light of these reports, we must identify appropriate strategies to ensure more effective implementation of the principles of the Declaration and meet the Commission's responsibilities to religious minorities throughout the world.

In the view of my delegation, Mr. Ribeiro has identified very well the complexity of the phenomenon, and has appropriately and convincingly stressed the responsibilities governments bear in matters of religious intolerance and repression. Canada agrees that states have the primary responsibility for guaranteeing the right to freedom of thought, conscience and religion mentioned in the Declaration.

The Special Rapporteur has entered into discussion with governments about specific alleged infringements of the provisions of the Declaration. This approach is fully in keeping with his mandate and that of the Commission, and all states should be prepared to respond to the enquiries made by the Special Rapporteur. We commend those governments which have provided their cooperation and hope that this dialogue will continue. We also hope that those governments which have been reluctant to cooperate with the Special Rapporteur will come to realize that such an attitude serves only to lend weight to the charges against them. The obstacles created by a lack of cooperation should, in my delegation's view, be addressed forthrightly in the resolutions and decisions of this body.

Mr. Ribeiro has also made a number of useful recommendations concerning the need for states to harmonize their legislation and administrative practices with existing international norms, the importance of attitudinal change as an essential component for ending religious discrimination, the prospective value of training courses for persons responsible for the application of relevant laws and administrative practices, the introduction of educational programmes, and the establishment of machinery ensuring regular meetings of government representatives with non-governmental organizations and religious leaders to discuss problems of intolerance on the basis of religion or belief.

Concerning the proposal to consider the establishment of a working group to prepare a draft convention, while endorsing the ultimate goal, Canada is convinced that hasty drafting exercises should be avoided. Careful study, as recommended by the Sub-Commission, is clearly in order before launching any new standard-setting exercises. In the meantime the existing framework of international law appears equal to the task of proscribing unacceptable behaviour in this field.

Finally, I wish to emphasize my government's view that the Commission must in all circumstances continue to pay urgent attention to encouraging the implementation of the existing Declaration. The Commission's Special Rapporteur will remain a critical element of our work in this connection, even as the effort to develop stronger international safeguards proceeds.



**C  
o  
m  
m  
u  
n  
i  
q  
u  
é**

PRESS RELEASE No. 62

Statement by Her Excellency  
Ms. A. Raynell Andreychuk  
Ambassador of Canada  
in the Third Committee of the  
43rd Session of the  
United Nations

Item 12: Report of the Economic and  
Social Council

New York, November 23, 1988

---

COMMUNIQUE DE PRESSE NO. 62

Intervention de Son Excellence  
Mme. A. Raynell Andreychuk,  
Ambassadeur du Canada  
à la Troisième Commission de la  
43e Session de l'Assemblée générale  
des Nations Unies

Point 12: Rapport du conseil économique  
et social

New York, le 23 novembre 1988

CANADIAN DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA  
AUPRES DES NATIONS UNIES

Mr. Chairman,

One of the dominant political themes of the past year has been "reconciliation". Major conflicts are gradually being resolved. Some longstanding internal and international disputes are growing closer to settlement. Amid all of these hopeful signs there are opportunities for emphasizing the importance of greater respect for human rights, and the need for ensuring that respect for human rights will provide a sound foundation for longer-term national and international harmony. Nonetheless, we must not let more dynamic political situations blind us to glaring human rights inadequacies. The systematic denial of fundamental human rights in South Africa, an abhorrent situation on which we spoke at length under an earlier item some weeks ago, remains an affront to mankind.

The importance of reconciliation is nowhere more evident than in Central America, where a number of countries are in the midst of difficult transitions from unrepresentative, repressive regimes to administrations committed to the development and protection of human rights. Canada has welcomed this trend. In El Salvador the government of President Duarte rolled back significantly the level of violence and human rights violations from the early 1980s. It is of deep concern, therefore, that the protection of human rights in El Salvador over the last year has weakened, and that number of human rights abuses has increased markedly. This has been most clearly documented in the report of the Special Rapporteur, Prof. Pastor Ridruejo.

In Guatemala, while human rights violations have diminished significantly since the beginning of the decade, the level of political violence is still unacceptably high and may be worsening. The resurgence of death squads and disappearances is matter of profound concern. The Esquipulas accord of last year, agreed to by all five Central American Presidents, was most historic; it sought not only peace but respect for human rights and democratic values. It is a commitment made by all of the leaders of Central America, and we urge them to honour this commitment to regional reconciliation with renewed vigour.

Reconciliation is also a central theme in progress towards a comprehensive peace between Iran and Iraq. And here the human rights dimension needs to be kept centrally in view. The Canadian government is deeply concerned by the overall treatment by the Iraqi authorities of the Kurdish minority in Iraq, and particularly by the reports of the use of chemical weapons against civilians. Canada repeatedly condemned the use of chemical weapons during the war between Iran and Iraq, and

these reports underline, in our view, the importance of concluding a peace which will help to establish an environment which encourages greater respect for human rights in Iraq.

In Iran, available information indicates that widespread human rights abuses continue. Of particular concern are reports of summary arrests, torture and large-scale arbitrary executions of political detainees. We have noted in recent months that the discriminatory campaign against members of the Baha'i faith appears to have subsided. We believe that this is a positive trend which merits continuation. While we are appreciative of efforts by the Special Rapporteur on Iran for his interim report, we believe that the Special Rapporteur must be allowed to visit Iran in order to judge firsthand the validity of various allegations, as well as to verify the official Iranian response regarding allegations of various human rights abuses.

The international community has also been heartened over the past year by developments relating to Afghanistan, which represent significant progress in the search for a resolution of the long-standing conflict. For the moment, however, the human rights situation remains grim. Although the number of political prisoners has fallen and prison conditions have improved, allegations of torture and ill-treatment of prisoners are still being received. We support the recommendation that the International Committee of the Red Cross be granted full access to prisons and prisoners. We have also noted the continuing problem of lethal mines and booby-trap bombs. Canada welcomes the efforts of the Office of the U.N. Coordinator for Afghanistan to develop a program to deal with this serious and widespread problem, which represents a significant obstacle to the return of Afghan refugees.

The hope of reconciliation was also evident in discussions between Turkey and Bulgaria, which resulted earlier this year in a protocol to resolve problems related to the Turkish minority in Bulgaria. It is hoped that this agreement will contribute to a resolution of the problem of religious and cultural discrimination by the Bulgarian authorities.

National reconciliation was the essential theme of the recent plebiscite in Chile, conducted under conditions which were sufficiently fair and equitable to produce credible results. The people of Chile have spoken in favour of the restoration of democracy. It is our hope that the progress of the past several months, which included a resolution of the problem of exiles, will continue, especially with respect to investigation of past cases of disappeared persons and the reported involvement of security authorities in cases of

torture and other violations of human rights. The report of the Special Rapporteur contains a number of observations which should be reflected in the resolution before this Committee. Resolutions which fail to do so can only undermine the efforts of this organization to promote human rights objectively.

By contrast, prospects for a peaceful solution of the Arab/Israeli dispute continue to elude us. Quite apart from the legitimate political rights of the Palestinian people, the situation in the Israeli Occupied Territories presents serious human rights concerns. As we have stated previously, the Fourth Geneva Convention must be applied in the Occupied Territories. We believe that respect for human rights is an essential component of the peace process. Progress in this area is indispensable to building a climate of confidence for peace negotiations.

We stress the concept of reconciliation in these situations because so many conflicts originate, directly or indirectly, in human rights problems, or because divisive political conflicts have potentially disastrous consequences for respect for human rights. Some three months ago, for example, ethnic and tribal rivalries erupted in Burundi, resulting in at least some 5000 deaths and many more persons seeking refuge in neighbouring countries. We have been appreciative of the responses of international humanitarian organizations and neighbouring countries to this tragic conflict, which triggered another instance of the phenomenon called "mass exoduses". We would hope that the Burundian authorities would be responsive to U.N. initiatives designed to alleviate these concerns.

More than a decade ago, the United Nations began to recognize the significance of the theme of mass exoduses and to identify it as an issue of major importance. Recently, an early warning unit was established under the Secretary General to come to grips with the political and humanitarian problems created by mass exoduses before they evolve into crisis proportions. The next phase is enhancing these good office functions, now that the essential priorities and information-gathering capacities have been established.

If the United Nations is to play an effective role in these and other situations, however, much work remains to be done to solidify its procedures. Earlier this year we drew attention to the problem of inconsistent fact-finding techniques and to the uneven reports on country situations. Some progress has been made in past years in gaining increased cooperation from governments. Iran alone is refusing to cooperate with special procedures.

Some steps have also been taken towards recognizing the need for strict objectivity of investigation and reporting, based on universally-recognized standards of human rights. But deficiencies remain. These problems were most recently discussed in the Commission on Human Rights earlier this year in determining action in the case of Cuba. Despite the Commission's departure from well-established practices, it is our expectation that the debate on human rights in Cuba can proceed in the Commission based on dispassionate examination of existing evidence.

A different problem, though equally serious, is the problem of timeliness. Effectiveness in many situations demands a rapid and timely response. Over the past six months, for example, several thousand persons have died in Burma, many because of attacks by Burmese authorities on peaceful demonstrators. The Burmese people expressed their strong desire for a return to democracy through massive and peaceful demonstrations which were met with violent suppression. Human rights abuses continue to be reported in Burma, and the army is reportedly continuing to carry out torture and summary executions. At the next session of the Commission, discussion should once again be initiated on ways of responding rapidly to such situations, perhaps by way of an inter-sessional role for the bureau. This is more than a procedural reform; it would be a significant advance towards greater effectiveness.

Canada has always been concerned with the selectivity inherent in much of the U.N.'s work in the area of human rights. There is a disparity of treatment between those few countries subject to special procedures and those whose human rights situations remain largely beyond examination. The Soviet Union, for example, has never figured prominently on the Commission agenda. Now, there are prospects of real change within the USSR itself. The government has repeatedly declared its intention of introducing major legal and constitutional changes. There has been a measure of progress in the treatment of religious and minority groups, the release of some political prisoners and greater tolerance of dissent and criticism. However, there continue to be political and religious prisoners. Large numbers of family reunification cases are outstanding. Many long-term refuseniks continue to be denied their right to leave their country. While developments in the Soviet Union and some other states of Eastern Europe are encouraging, some other countries in the area seem unable even to acknowledge many of the most basic rights enshrined in the Universal Declaration. A case in point is Romania, which has yet to resolve satisfactorily the case of Professor Dumitru Mazilu.

With respect to one major procedural difficulty which has been discussed at previous sessions of the Commission, my delegation believes that, in general terms, the mandates of special rapporteurs should be continued in all country-specific situations until there is a marked and recognized restoration of respect for human rights. We disagree with the idea of dropping special procedures at the first sign of political change. Political change, while important, is not always effective in ensuring that human rights are fully restored. Political change in Haiti was short-lived and disappointing, and the situation of human rights in that country remains highly disturbing.

To return to my opening theme Mr. Chairman, in any difficult political situation the process of "reconciliation" can never be truly concluded until the governments concerned are reconciled to fully respecting the rights and freedoms enshrined in the Universal Declaration of Human Rights.

Thank you, Mr. Chairman.





CANADA

**C  
O  
m  
m  
u  
n  
i  
q  
u  
é**

PRESS RELEASE NO. 65

INTERVENTION OF CANADA  
BY PROFESSOR JOHN HUMPHREY

ITEM 38: FORTIETH ANNIVERSARY  
OF THE UNIVERSAL DECLARATION  
OF HUMAN RIGHTS

NEW YORK, 8 DECEMBER 1988

---

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 65

INTERVENTION DU CANADA  
PAR LE PROFESSEUR JOHN HUMPHREY

POINT 38: QUARANTIEME ANNIVERSAIRE  
DE LA DECLARATION UNIVERSELLE  
DES DROITS DE L'HOMME

NEW YORK, LE 8 DECEMBRE 1988

CANADIAN DELEGATION  
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA  
AUPRES DES NATIONS UNIES

Mr. President, honourable delegates:

My first words must be to thank the Canadian government for having invited me to join its delegation for this day when the General Assembly is celebrating the 40th anniversary of the adoption of the Universal Declaration of Human Rights. This is for me a very special occasion. I was present, in my capacity as the director of the Division of Human Rights, in the Palais de Chaillot in the night of 10 December, 1948 when the Declaration was adopted. The Assembly's Third Committee had just devoted some 85 meetings to its discussion and amendment of a draft declaration that had been prepared by the Commission on Human Rights. I had sat through all these meetings at the side of the Committee's chairman, the late Charles Malik - who was, by the way, one of the principal architects of the Declaration. I had also worked on the Declaration with the Human Rights Commission and its two drafting committees. You can imagine, Mr. President, with what emotion I now address this Assembly, 40 years after it adopted the Declaration.

A proper history of the Declaration relating the reasons that prompted its adoption, describing its juridical character and discussing the importance that it has acquired over the years morally, politically and legally, still remains to be written. I will not attempt to fill this gap today. I want, however, in the short time that has been allocated to me, to say something about the moral and political authority of the Declaration, its status in international law, the close relationship between respect for the rights enunciated in it and the peace of nations, how the new world law of human rights, which it has largely inspired, is helping to change the nature and structure of traditional international law, and, finally, something about the mechanisms that exist at the world level for its implementation.

Immediately after its adoption, the Universal Declaration acquired a moral and political authority equal, if not superior, to that of any other contemporary international instrument. The late Eleanor Roosevelt used to call it the Magna Carta of Mankind; and, in a recent speech before this Assembly, His Holiness Pope John Paul II referred to it as the "the basic inspiration and cornerstone of the United Nations". No other international instrument has ever better reflected the aspirations of mankind. It quickly became a standard by reference to which the conduct of governments in their relations with individual men and women is judged. Its influence is reflected in the law and jurisprudence of many countries. And it has inspired a whole new body of international law, including the two United Nations Covenants on Human Rights.

later the adoption of the Universal Declaration was indeed the gross violations of these rights that occurred during and immediately before the Second World War. Two of the main purposes of the United Nations, as proclaimed by Article 1 of the Charter, are to maintain international peace and security and to promote respect for human rights. That association is, Mr. President, no accident.

We live on a planet that is governed - if one can indeed say that it is governed - by a legal order that is becoming obsolete. During my own lifetime, we have lived through two world wars which have shattered our world. We are still suffering the consequences. How many wars, declared or not, now divide nations and peoples. It is governments that make wars; it is individual men and women who are made to suffer by them. Perhaps the radical change in the very nature of international law to which I have referred and which is being brought about chiefly by this new world law of human rights will help us keep this planet a place where men and women can continue to live.

I have talked about a revolution in the nature and structure of international law. But what is law? Law tells us what should happen. It does not tell us what will happen. That is why, in developed legal systems, there exist elaborate mechanisms for the implementation and enforcement of the law - the courts, the police, etc. At the international level, these mechanisms are weak when indeed they even exist. Most of them are directed, moreover - although this is not their declared purpose - only to the education of world public opinion. We sometimes call it the organization of shame. It is true that governments, even authoritarian governments, are sensitive to public opinion. But, however important, what we have is not enough. The challenge of our generation is to devise adequate measures of implementation and enforcement.

This is the message, Mr. President, that I want to convey in this short intervention. Never in the history of the Universal Declaration has it received the public attention which it has during this 40th anniversary. Perhaps this is the élan vital that will help us to bring peace to our world and universal recognition of the dignity of man and of woman.

Monsieur le Président, distingués délégués,

Je tiens tout d'abord à remercier le gouvernement canadien de m'avoir invité à me joindre à la délégation canadienne en ce jour où l'Assemblée générale commémore le quarantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pour moi une occasion très spéciale. J'étais présent, en tant que directeur de la Direction des droits de l'homme, au palais de Chaillot lorsque la Déclaration a été adoptée dans la nuit du 10 décembre 1948 après que la Troisième Commission de l'Assemblée eut consacré 85 réunions à discuter et à modifier le projet de déclaration préparé par la Commission des droits de l'homme. Tout au cours de ces réunions, j'ai pris place aux côtés du président de la Commission, le regretté Charles Malik qui, incidemment, a été l'un des principaux architectes de la Déclaration. Et j'ai aussi travaillé à la rédaction du document avec les membres de la Commission des droits de l'homme et ses deux comités de rédaction. Vous comprendrez donc aisément, Monsieur le Président, avec quelle émotion je prends aujourd'hui la parole devant cette Assemblée, quarante ans après son adoption de la Déclaration.

Il n'existe pas à ce jour d'historique valable exposant les raisons qui ont motivé l'adoption de la Déclaration, décrivant son caractère juridique et montrant à quel point cet instrument a pris de l'importance sur les plans moral, politique et légal au fil des ans. Je n'entends pas remédier à cette lacune aujourd'hui. Durant le temps qui m'est alloué, je voudrais toutefois vous parler de l'autorité morale et politique de la Déclaration, de sa place en droit international, du lien étroit entre le respect des droits qui y sont énoncés et la paix des nations, et de la façon dont la nouvelle législation mondiale applicable aux droits de l'homme - que la Déclaration a largement inspirée - contribue à transformer la nature et la structure du droit international traditionnel; je me propose de conclure par quelques observations sur les mécanismes internationaux qui facilitent l'application de la Déclaration.

Dès son adoption, la Déclaration universelle des droits de l'homme a acquis un ascendant moral et politique égal, sinon supérieur, à celui de tout autre instrument international contemporain. La regrettée Eleanor Roosevelt en parlait d'ailleurs comme de la Grande Charte de l'humanité; et, dans une allocution qu'il a prononcée récemment devant cette Assemblée, Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a vu en elle l'inspiration fondamentale et la pierre d'angle de l'Organisation des Nations Unies. Jamais dans l'histoire un instrument international n'a mieux reflété les aspirations de l'humanité. Il est rapidement

horizontale, parce qu'elle touchait les Etats entre eux, est maintenant un "phénomène vertical" parce qu'il touche maintenant des entités autres que les Etats. Ce que nous avons jusqu'ici appelé droit international devrait maintenant être appelé droit mondial.

Les droits de l'homme visent à protéger la dignité et la valeur de la personne. Mais le droit applicable en la matière a aussi une autre raison d'être. L'histoire nous enseigne qu'il y a un lien étroit entre le respect des droits de l'homme et la paix des nations. Ce sont les violations flagrantes de ces droits, commises immédiatement avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, qui ont motivé les mentions relatives aux droits de l'homme dans la Charte des Nations Unies et, subséquentement, dans la Déclaration universelle. Deux des grands buts de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'énoncés à l'article 1 de la Charte, consistent à maintenir la paix et la sécurité internationales et à encourager le respect des droits de l'homme. Monsieur le Président, cette association n'est aucunement le fruit du hasard.

Nous habitons une planète qui est gouvernée - si l'on peut effectivement utiliser ce terme - par un ordre juridique de plus en plus désuet. De mon vivant, nous avons connu deux guerres mondiales qui ont détruit notre monde. Nous en subissons encore aujourd'hui les conséquences. Combien de guerres, ouvertes ou larvées, divisent aujourd'hui les nations et les peuples? Ce sont les gouvernements qui se livrent la guerre; ce sont les hommes et les femmes qui en paient le prix. Peut-être la transformation radicale de la nature même du droit international à laquelle j'ai fait allusion, et qui est principalement due à ce nouveau droit mondial applicable aux droits de l'homme, nous aidera-t-elle à faire de cette planète un endroit où les hommes et les femmes peuvent continuer de vivre.

J'ai parlé d'une révolution dans la nature et la structure mêmes du droit international. Mais en quoi consiste le droit? Le droit nous enseigne ce qui devrait se produire. Il ne nous montre pas ce qui se produira effectivement. C'est pourquoi, dans les régimes juridiques développés, il existe des mécanismes complexes d'application et d'exécution de la loi - les tribunaux, les forces policières, etc. Au niveau international, ces mécanismes sont lacunaires, pour peu qu'ils existent. De surcroît, la plupart d'entre eux ne s'occupent - même si ce n'est pas leur objectif avoué - que de sensibiliser l'opinion publique mondiale. Nous en parlons parfois comme de l'organisation de la honte. Il est vrai que les gouvernements, même les régimes autoritaires, sont sensibles à l'opinion publique. Mais ces mécanismes, si importants soient-ils, ne sont pas suffisants. Notre génération doit relever le défi de concevoir des mesures adéquates d'application et d'exécution.

United Nations Documents:  
Where to Find Them in Canada

Calgary  
University Library  
Government Publications  
The University of Calgary  
Calgary, Alberta T2N 1N4

Edmonton  
The Library  
Government Publications Unit  
The University of Alberta  
Edmonton, Alberta T6G 2J8

Fredericton  
Harriet Irving Library  
University of New Brunswick  
P.O. Box 7500  
Fredericton, N.B. E3B 5H5

Halifax  
Document Section  
Dalhousie University Library  
Halifax, Nova Scotia B3H 4H3

Hamilton  
Mills Memorial Library  
Documents Department  
McMaster University  
Hamilton, Ontario K7L 5C4

Kingston  
Documents Unit  
MacKintosh-Corry Hall Library  
Queen's University  
Kingston, Ontario K7L 3N6

Montréal  
McLennan Library  
Government Documents Department  
McGill University  
Montréal, Québec H3A 1Y1

Bibliothèque des sciences  
humaines et sociales  
Case postale 6202  
Succursale A  
Montréal (Québec) H3C 3T2

Ottawa  
The Library of Parliament  
Ottawa, Ontario K1A 0G9

Library (BFL)  
Department of External Affairs  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0G2

National Library of Canada  
Room 224, 395 Wellington Street  
Ottawa, Ontario K1A 0N4

University of Ottawa  
Morisset Library  
Ottawa, Ontario K1N 6N5

Québec  
Bibliothèque générale  
Service des documents officiels  
Université Laval  
Québec (Québec) G1K 7P4

Saint John's  
University Library  
Government Documents Section  
Memorial University of  
Newfoundland  
St. John's, Nfld. A8B 3Y1

Saskatoon  
Murray Memorial Library  
University of Saskatchewan  
Saskatoon, Saskatchewan S7N 0W0

Toronto  
Canadian Institute of  
International Affairs  
15 Kings College Circle  
Toronto, Ontario M5S 2V9

Periodicals Department  
University of Toronto Library  
Toronto, Ontario M5S 2V9

Vancouver  
Library  
Government Publications Division  
University of British Columbia  
2075 Westbrook Place  
Vancouver, B.C. V6T 1W5

Winnipeg  
Legislative Library  
200 Vaughn Street  
Winnipeg, Manitoba R3C 0P8

The Elizabeth Dafoe Library  
Government Publications Division  
University of Manitoba  
Winnipeg, Manitoba R3C 2N2

Provincial Library of Manitoba  
257 Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba R3C 0V8